



Conférence diplomatique MLA

Ljubljana, Slovénie, 15 – 26 mai 2023

FRANÇAIS

Original: anglais

DOCUMENT FINAL

CONTENUS

Partie I. Rapport d'activité de la conférence diplomatique

- I. Introduction
- II. Organisation et travaux de la Conférence

Annexes

- Annexe I. Ordre du jour
- Annexe II. Règlement intérieur
- Annexe III. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
- Annexe IV. Liste des documents de la Conférence diplomatique
- Annexe V. Documents de la Conférence diplomatique
- Annexe VI. Liste des délégués

Partie II. Convention de Ljubljana-la Haye pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux

Partie III. Comptes rendus analytiques des séances plénières de la conférence diplomatique

Partie I.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE

I. Introduction

1. En novembre 2011, la Belgique, les Pays-Bas et la Slovénie ont organisé une réunion d'experts portant sur l'entraide judiciaire entre États concernant les jugements nationaux des crimes internationaux les plus graves. Les experts de dix-neuf pays de toutes les régions ont estimé à l'unanimité qu'il existe un vide juridique dans le cadre légal international, entraînant des obstacles juridiques et pratiques à la coopération interétatique. Sur la base des travaux de cette réunion d'experts, les trois États organisateurs ont, en collaboration avec l'Argentine, lancé l'initiative dite MLA (pour *mutual legal assistance*), à laquelle se sont ensuite associés le Sénégal et la Mongolie. Les six États susmentionnés constituent le Groupe restreint.
2. Une conférence préparatoire s'est tenue du 16 au 19 octobre 2017 à Doorn (Pays-Bas), avec la participation de 41 États soutenant l'initiative ainsi que de spécialistes et de membres de la société civile. Les débats ont porté essentiellement sur les éléments de fond d'un éventuel traité et sur les questions de procédure, y compris l'instance de négociation. Ils ont fourni la base des travaux menés par le Groupe restreint sur l'avant-projet de Convention MLA.
3. Une seconde conférence préparatoire a eu lieu du 11 au 14 mars 2019 à Noordwijk (Pays-Bas), avec la participation de 50 États supporters ainsi que de spécialistes et de membres de la société civile, dans le but d'examiner l'avant-projet de Convention MLA. Le Groupe restreint a révisé le texte à la lumière des discussions.
4. Des consultations informelles se sont tenues du 27 au 29 janvier 2020 à La Haye (Pays-Bas), avec la participation de 73 États ainsi que de spécialistes, d'organisations internationales et de membres de la société civile. Les débats ont notamment porté sur le champ d'application prévu de la convention et sur le lien avec les travaux de la Commission du droit international concernant les crimes contre l'humanité. Le Groupe restreint a modifié le texte au vu des débats et des commentaires écrits qu'il a reçus.

-
5. Une Conférence diplomatique devait se tenir en juin 2020 pour négocier officiellement le texte d'une Convention MLA, mais elle a dû être reportée en raison de la pandémie. Trois cycles de consultations virtuelles ont néanmoins pu avoir lieu en juin et novembre 2021 ainsi qu'en juin 2022. Cela a conduit le Groupe restreint à apporter de nouvelles modifications au texte du projet de Convention MLA et en à présenter une nouvelle version le 30 novembre 2022.
 6. Au 15 mai 2023, l'initiative MLA avait recueilli le soutien des 80 pays suivants: Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chypre, République démocratique du Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gambie (République de), Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malawi, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Monténégro, Nigéria, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, São Tome-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tchéquie, Togo, Trinidad-et-Tobago, Ukraine, Uruguay et Viet Nam.

II. Organisation et travaux de la Conférence diplomatique

7. La Conférence diplomatique chargée d'adopter une Convention pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des autres crimes internationaux s'est tenue à Ljubljana du 15 au 26 mai 2023.
8. Le 15 mai 2023, la Conférence a été ouverte par M. Marko Rakovec, nommé au poste de secrétaire général de la Conférence diplomatique par le gouvernement de la Slovénie.

-
9. Ont pris la parole à la cérémonie d'ouverture de la Conférence: M^{me} Tanja Fajon, vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes de Slovénie; M^{me} Dominika Švarc Pipan, ministre de la Justice de Slovénie; M^{me} Hadja Lahbib, ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales de Belgique; M^{me} Battsetseg Batmunkh, ministre des Affaires étrangères de Mongolie; M^{me} Dilan Yeşilgöz-Zegerius, ministre de la Justice et de la Sécurité des Pays-Bas; M. Pablo Anselmo Tettamanti, ambassadeur, vice-ministre et secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'Argentine; M. Momar Gueye, ambassadeur du Sénégal aux Pays-Bas; M^{me} Kimberly Prost, juge de la Cour pénale internationale; M. Mbacké Fall, juge de la Cour suprême du Sénégal; M^{me} Priya Pillai, cheffe du secrétariat d'Asia Justice Coalition.
10. Lors de sa première séance plénière, tenue le 15 mai 2023, la Conférence a élu par acclamation Mme Silvia Fernández de Gurmendi (Argentine) à la présidence de la Conférence.
11. A la même séance, la Conférence a adopté son ordre du jour (figurant dans l'Annexe I du présent rapport) et son règlement intérieur (figurant dans l'Annexe II).
12. A la même séance, et conformément à la règle 9 du règlement intérieur, la Conférence a élu à l'unanimité les cinq vice-présidents suivants:

M. Piet Heirbaut (Belgique),
M. René Lefebber (Pays-Bas),
M. Yakham Leye (Sénégal)
Mme Katja Rejec Longar (Slovénie)
M. Sukhbold Sukhee (Mongolie).

13. Conformément à la règle 34, paragraphe 1, du règlement intérieur, la Conférence a également constitué un comité de rédaction composé comme suit:

Président : M. René Lefebber (Pays-Bas),
Membres : M. Ezéchiél Amani Cirimwami (République démocratique du Congo),

Mme Garonne Bezjak (Allemagne),
M. Felipe Kipreos (Chili),
M. Andrej Svetličič (Slovénie)
Mme Amelie Zinzius (Canada).

14. Conformément à la règle 7 du règlement intérieur, la Conférence a en outre constitué une commission de vérification des pouvoirs composée comme suit:

Président : M. Sukhbold Sukhee (Mongolie).
Membres : Australie, Chypre et Tchéquie

15. Lors de cette séance, la Conférence a décidé que le projet de Convention pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux dont elle était saisie (MLA/2) serait examiné en séance plénière. Elle a également constitué trois groupes de travail chargés d'examiner les questions restées en suspens après leur examen en plénière et nommé les coordonnateurs correspondants, comme suit:

Coordonnateur du groupe de travail 1 sur les questions en suspens concernant le préambule, le chapitre I (dispositions générales), le chapitre VI (victimes, témoins, experts et autres) et le chapitre VII (dispositions finales), ainsi que les annexes:

M. Vaios Koutroulis (Belgique)

Coordonnatrice du groupe de travail 2 sur les questions en suspens concernant le chapitre II (autorités centrales et communication) et le chapitre V (transfèrement des personnes condamnées):

Mme Erica Lucero (Argentine)

Coordonnateur du groupe de travail 3 sur les questions en suspens concernant le chapitre III (entraide judiciaire) et le chapitre V (extradition):

M. Matevž Pezdirc (Slovénie).

-
16. Les 53 États suivants ont pris part à la Conférence: Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Canada, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Mongolie, Monténégro, Pays-Bas, Nigéria, Norvège, Paraguay, Pologne, Portugal, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, République démocratique du Congo, République sudafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchéquie, Ukraine et Uruguay.
17. Les 15 États suivants ont participé à la Conférence en qualité d'observateurs: Arabie saoudite, Arménie, Bahreïn, Égypte, États-Unis d'Amérique, Irak, Koweït, Maroc, Qatar, Sierra Leone, État de Palestine, République de Corée, Saint-Siège, Turquie et Zimbabwe.
18. Des représentants du Conseil de l'Europe, de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (EUROJUST), du Comité international de la Croix-Rouge, de la Cour pénale internationale, de l'Organisation internationale de droit du développement, de la Ligue des États arabes et de l'Organisation des Nations Unies ont également assisté à la Conférence en tant qu'observateurs. En outre, des représentants d'Amnesty International, d'Asia Justice Coalition, du Center for the Prevention of Genocide - US Holocaust Memorial Museum, de Civitas Maxima, de la Coalition pour la Cour pénale internationale, de la Global Rights Compliance Foundation, du Global Survivors Fund, de la Commission internationale de juristes, de l'Action mondiale des Parlementaires, de REDRESS et de TRIAL International étaient présents en tant qu'observateurs.
19. À sa dix-huitième séance plénière, tenue le 26 mai 2023, la Conférence a approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (reproduit à l'annexe III).
20. À l'issue des délibérations de la plénière et des groupes de travail, ainsi que du comité de rédaction, la Conférence a adopté, le 26 mai 2023, à sa dix-huitième séance plénière, la Convention de Ljubljana-La Haye pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux (voir la partie II du présent document final).

-
21. La Convention sera ouverte à la signature de tous les États en 2024 pendant une période de deux semaines à une date déterminée ultérieurement à La Haye.
22. La Conférence a invité tous les États à signer la Convention de Ljubljana-La Haye pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux.
23. La Conférence a adopté le présent rapport d'activité.

Annexe I.

Ordre du jour

1. Ouverture de la Conférence par le Secrétaire général.
2. Élection du Président.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Adoption du Règlement intérieur.
5. Élection des Vice-Présidents.
6. Élection du Président du Comité de rédaction et nomination des autres membres du Comité de rédaction.
7. Élection du Président de la Commission de vérification des pouvoirs et nomination des autres membres de la Commission de vérification des pouvoirs.
8. Organisation des travaux.
9. Observations générales.
10. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
11. Négociations portant sur une convention pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux.
12. Adoption de la Convention et d'autres instruments jugés nécessaires.
13. Clôture de la Conférence.

Annexe II.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

(tel qu'adopté lors de la première réunion plénière le 15 mai 2023)



Conférence diplomatique MLA
Ljubljana, Slovénie, 15 – 26 mai 2023

FRANÇAIS
Original: anglais

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Règlement intérieur - Table des matières

Chapitre I. Dispositions générales	13
Règle 1 Emploi des termes	13
Règle 2 Application	14
Chapitre II. Participation	14
Règle 3 Participation	14
Chapitre III - Représentation et pouvoirs	14
Règle 4 Composition des délégations	14
Règle 6 Présentation de pouvoirs	14
Règle 7 Commission de vérification des pouvoirs	14
Règle 8 Participation provisoire à la Conférence	14
Chapitre IV. Présidence	15
Règle 9 Élections	15
Règle 10 Pouvoirs généraux du Président	15
Règle 11 Président en exercice	15
Règle 12 Remplacement du Président	16
Règle 13 Droits de vote du Président	16
Chapitre V. Bureau	16
Règle 14 Composition	16
Règle 15 Attributions	16
Chapitre VI. Secrétariat	16
Règle 16 Fonctions du secrétaire général	16
Règle 17 Fonctions du secrétariat	16
Règle 18 Déclarations du secrétariat	17
Chapitre VII. Ouverture de la Conférence	17
Règle 19 Président provisoire	17
Règle 20 Décisions concernant l'organisation	17
Chapitre VIII. La prise de décisions	17
Règle 21 Recherche d'un accord général	17
Règle 22 Quorum	17
Règle 23 Droit de vote	18
Règle 24 Majorité requise	18
Règle 25 Signification de l'expression « États soutenant l'Initiative présents et votant »	18
Règle 26 Méthode de vote	18
Règle 27 Règles à observer pendant le vote	18

Règle 28 Explication du vote	19
Règle 29 Décisions sur les amendements.....	19
Règle 30 Élections des membres du Bureau	19
Règle 31 Vote restreint pour un seul poste électif.....	19
Règle 32 Scrutin restreint pour deux ou plusieurs postes électifs	20
Règle 33 Droits généraux des observateurs.....	20
Chapitre IX - Organes subsidiaires	20
Règle 34 Comité de rédaction et autres organes subsidiaires.....	20
Chapitre X - Langues et interprétation.....	21
Règle 35 Langues de la Conférence	21
Règle 36 Interprétation.....	21
Chapitre XI - Réunions publiques et privées	21
Règle 37 Principes généraux	21
Chapitre XII - Amendements au Règlement intérieur	21
Règle 38 Méthode d'amendement.....	21

Chapitre I. Dispositions générales

Règle 1 Emploi des termes

Aux fins de la présente Conférence diplomatique :

- a) On entend par "Bureau" l'organe qui assiste le Président dans la conduite générale des travaux de la Conférence ;
- b) On entend par "Conférence" la conférence diplomatique convoquée aux fins de négocier et d'adopter une convention pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite concernant les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et autres crimes internationaux ;
- c) On entend par « Groupe restreint » le groupe d'États composé de l'Argentine, de la Belgique, de la Mongolie, des Pays-Bas, du Sénégal et de la Slovénie ;
- d) On entend par "Observateurs" les États membres des Nations Unies qui ne sont pas des États soutenant l'Initiative, les États observateurs des Nations Unies, les organisations ou institutions internationales, les organisations régionales et la société civile ;
- e) On entend par "Président" la personne élue par la Conférence conformément à l'article 9 du présent Règlement ;
- f) On entend par "Représentants" les personnes qui représentent les intérêts soit des États soutenant l'Initiative, soit des États observateurs à la Conférence ;
- g) On entend par "Secrétaire général" la personne désignée par le Groupe restreint pour agir en cette qualité conformément aux règles énoncées au chapitre VI du présent Règlement ;
- h) On entend par "États soutenant l'Initiative » les États membres des Nations unies qui ont :
 - officiellement exprimé leur soutien à l'Initiative internationale pour l'ouverture de négociations sur une convention multilatérale d'entraide judiciaire et d'extradition dans le cadre de la poursuite nationale des crimes d'atrocité (crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre)" au moyen d'une note verbale adressée à l'un des membres du Groupe restreint ; ou
 - signé la déclaration conjointe sur l'Initiative internationale pour l'ouverture de négociations sur un traité multilatéral d'entraide judiciaire et d'extradition dans le cadre de la poursuite nationale des crimes d'atrocité , adoptée à la douzième session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome, et/ou ont souscrit à la déclaration permanente sur l'Initiative internationale pour

l'ouverture de négociations sur un traité multilatéral d'entraide judiciaire et d'extradition dans le cadre de la poursuite nationale des crimes d'atrocité (crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre).

Règle 2 Application

Le présent Règlement s'applique aux travaux de la Conférence ainsi qu'à ceux de son Bureau et des autres organes subsidiaires.

Chapitre II. Participation

Règle 3 Participation

1. Les États soutenant l'Initiative peuvent participer à la Conférence.
2. Les États membres des Nations Unies qui ne soutiennent pas l'initiative, les États observateurs des Nations Unies, les organisations ou institutions internationales et les organisations régionales, invités par le Groupe restreint, peuvent assister à la Conférence en qualité d'observateurs.
3. La société civile, invitée par le Groupe restreint, peut participer à la Conférence en tant qu'observateur.

Chapitre III. Représentation et pouvoirs

Règle 4 Composition des délégations

La délégation de chaque État participant ou assistant à la Conférence se compose d'un chef de délégation et de tout autre représentant accrédité, y compris les représentants suppléants et les conseillers.

Règle 5 Représentants suppléants et conseillers

Le chef de délégation peut désigner un représentant suppléant ou un conseiller comme chef de délégation.

Règle 6 Présentation de pouvoirs

Les pouvoirs des représentants des États sont remis immédiatement au Secrétaire général, si possible, vingt-quatre heures au plus tard après l'ouverture de la Conférence. Les pouvoirs émanent soit du chef de l'État ou de gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères de l'État concerné. Toute modification ultérieure de la composition des délégations est également soumise au Secrétaire général.

Règle 7 Commission de vérification des pouvoirs

Une Commission de vérification des pouvoirs est établie. Elle est composée de cinq représentants des États, élus par la Conférence sur proposition du Bureau. Un des vice-Présidents est élu par la Conférence comme Président de la Commission de vérification des pouvoirs. Il examine les pouvoirs des représentants des États et fait rapport à la Conférence dans les meilleurs délais.

Règle 8 Participation provisoire à la Conférence

En attendant que la Conférence statue sur leurs pouvoirs, les représentants des États ont le droit d'assister provisoirement à la Conférence.

Chapitre IV. Présidence

Règle 9 Élections

La Conférence élit un Président et des Vice-Présidents parmi les membres du Groupe restreint, conformément au présent Règlement. Si la Conférence élit un Président parmi les membres du Groupe restreint, elle n'élit pas un Vice-Président parmi les membres de ce Groupe. La Conférence peut également élire tout autre membre du Bureau qu'elle juge nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

Règle 10 Pouvoirs généraux du Président

1. Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent Règlement, le Président préside les séances plénières de la Conférence, prononce l'ouverture et la levée de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du présent Règlement, donne la parole, favorise la réalisation d'un accord général, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président statue sur les motions d'ordre et, sous réserve du présent Règlement, dirige entièrement le déroulement des débats et assure le maintien de l'ordre. Le Président peut proposer à la Conférence de clore la liste des orateurs, de limiter le temps de parole et le nombre d'interventions de chaque représentant sur une question, d'ajourner ou de clore le débat, de suspendre ou d'ajourner la séance plénière.
2. Pendant la discussion d'une question, un représentant d'un État soutenant l'Initiative peut à tout moment présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président statue immédiatement conformément au présent Règlement. Tout représentant d'un État soutenant l'Initiative peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des États soutenant l'Initiative présents et votants, est maintenue. Un représentant d'un État soutenant l'Initiative ne peut, lorsqu'il soulève une motion d'ordre, traiter

du fond de la question en discussion.

3. Le Président peut accorder le droit de réponse à tout représentant qui en fait la demande.
4. Le Président, dans l'exercice de ses fonctions, reste sous l'autorité de la Conférence.

Règle 11 Président en exercice

1. Si le Président doit s'absenter pendant une séance ou une partie de séance, il désigne un des Vice-Présidents pour le remplacer.
2. Un Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que le Président.

Règle 12 Remplacement du Président

Si le Président se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, un nouveau Président est élu.

Règle 13 Droits de vote du Président

Le Président, ou un vice-Président agissant en qualité de Président, ne vote pas à la Conférence, mais désigne un autre membre de sa délégation pour le faire à sa place.

Chapitre V. Bureau

Règle 14 Composition

Le Bureau est composé du Président, des Vice-Présidents et du Secrétaire général de la Conférence. Le Président ou, en son absence, le Vice-Président désigné par lui, préside le Bureau.

Règle 15 Attributions

Le Bureau assiste le Président dans la conduite générale des travaux de la Conférence et, sous réserve des décisions de la Conférence, en assure la coordination.

Chapitre VI. Secrétariat

Règle 16 Fonctions du secrétaire général

1. Le Secrétaire général prend les dispositions voulues pour toutes les réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires et leur fournit les services requis.

-
2. Le Secrétaire général peut désigner un autre membre du secrétariat pour le remplacer lors de ces réunions.
 3. Le Secrétaire général nomme et dirige le personnel du secrétariat dont la Conférence et ses organes subsidiaires ont besoin.

Règle 17 Fonctions du secrétariat

Conformément au présent Règlement, le Secrétariat de la Conférence :

- a) Assure l'interprétation des déclarations faites lors des réunions de la Conférence ;
- b) Reçoit, traduit, reproduit et distribue les documents de la Conférence ;
- c) Publie et diffuse les documents officiels de la Conférence ;
- d) Prépare et diffuse les comptes rendus de la Conférence ;
- e) Réalise et fait réaliser des enregistrements sonores des réunions de la Conférence ;
- f) Assure la garde et la conservation des documents de la Conférence dans les archives du dépositaire de la Convention ;
- g) D'une manière générale, effectue toutes les autres tâches que la Conférence juge nécessaires.

Règle 18 Déclarations du secrétariat

Le Secrétaire général ou tout autre membre du secrétariat désigné à cet effet peut, à la demande du Président, faire des déclarations orales ou écrites sur toute question examinée.

Chapitre VII. Ouverture de la Conférence

Règle 19 Président provisoire

Le Secrétaire général ouvre la première réunion de la Conférence qu'il préside jusqu'à l'élection de son Président.

Règle 20 Décisions concernant l'organisation

Lors de sa première réunion, la Conférence :

- a) élit son Président et ses vice-Présidents, dont l'un est élu Président du comité de rédaction et un autre Président de la Commission de vérification des pouvoirs;
- b) adopte son ordre du jour ; (le projet préparé par le Groupe restreint constitue, jusqu'à cette adoption, l'ordre du jour provisoire de la Conférence) ;
- c) adopte son Règlement intérieur (le projet préparé par le Groupe restreint constitue, jusqu'à cette adoption, le Règlement intérieur provisoire de la Conférence) ;
- d) élit les autres membres du Bureau ;
- e) crée tout organe subsidiaire qu'elle juge nécessaire ;

f) décide de l'organisation de ses travaux.

Chapitre VIII. La prise de décisions

Règle 21 Recherche d'un accord général

La Conférence, son Bureau et les autres organes subsidiaires ne ménagent aucun effort pour parvenir à un accord général sur les questions de fond.

Règle 22 Quorum

La présence des représentants d'au moins un tiers des États soutenant l'Initiative est requise pour qu'une séance plénière soit déclarée ouverte par le Président. La présence des représentants de la majorité des États soutenant l'Initiative est requise pour toute prise de décisions.

Règle 23 Droit de vote

Chaque État soutenant l'Initiative participant à la Conférence dispose d'une voix.

Règle 24 Majorité requise

1. Si le Président, nonobstant la règle 21, estime qu'un accord général est impossible :
 - a. Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des États soutenant l'Initiative présents et votants ;
 - b. Les décisions sur les questions de procédure sont prises à la majorité simple des États soutenant l'Initiative présents et votants.
2. L'adoption du présent Règlement et de toute modification y apportée sont considérées comme étant une question de fond. Si la question se pose de savoir si un autre point est une question de procédure ou de fond, le Président statue sur cette question. L'appel d'une telle décision est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des États soutenant l'Initiative présents et votants, est maintenue.
3. Si un vote concernant l'appel se solde par un partage égal des voix, la proposition ou la motion est considérée comme rejetée.

-
4. Cette règle vaut également pour les décisions à prendre par du Bureau et des autres organes subsidiaires.

Règle 25 Signification de l'expression « États soutenant l'Initiative présents et votants »

Aux fins du présent Règlement, l'expression « États soutenant l'Initiative présents et votants » désigne les États soutenant l'Initiative qui sont présents et émettent un vote pour ou contre. Les États soutenant l'Initiative qui s'abstiennent sont considérés comme non votants.

Règle 26 Méthode de vote

La Conférence vote en principe à main levée ou par assis et levé, mais tout État soutenant l'Initiative peut demander un vote par appel nominal. L'appel nominal se fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des États soutenant l'Initiative participants à la Conférence, en commençant par la délégation dont le nom est tiré au sort par le Président. Le nom de chaque État soutenant l'Initiative est appelé dans tous les appels nominaux et l'un de ses représentants répond par « oui », « non » ou « abstention ».

Règle 27 Règles à observer pendant le vote

Le Président annonce le début du vote, après quoi aucun représentant n'est autorisé à intervenir jusqu'à la proclamation du résultat du vote, si ce n'est pour présenter une motion d'ordre concernant le déroulement du vote.

Règle 28 Explication de vote

Le Président peut autoriser les représentants des États soutenant l'Initiative à expliquer leur vote. Ces explications sont données immédiatement après le vote. Le Président peut en limiter la durée. Les représentants d'un État soutenant l'Initiative qui est l'auteur d'une proposition ou d'une motion ne peut pas expliquer son vote sur cette proposition ou cette motion, sauf si elle a été modifiée.

Règle 29 Décisions sur les amendements

1. Une proposition est considérée comme un amendement à une autre proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.
2. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, celui-ci est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou de plusieurs amendements, la Conférence vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale, puis sur l'amendement qui, après celui-ci,

s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition modifiée est ensuite mise aux voix.

3. Lorsque la Conférence décide d'examiner un texte volumineux en plusieurs parties (paragraphes ou articles), chacune d'elles est considérée comme une proposition distincte aux fins du paragraphe 2.

Règle 30 Élections des membres du Bureau

1. Les membres du Bureau sont des représentants des États soutenant l'Initiative.
2. L'élection des membres du Bureau se fait au scrutin secret, à moins que la Conférence ne décide, en l'absence de toute objection, d'élire sans vote un candidat sur lequel il y a un accord.

Règle 31 Vote restreint pour un seul poste électif

Lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat à élire et qu'aucun candidat n'obtient au premier tour la majorité requise, il est procédé à un second tour de scrutin. Le second tour de scrutin est limité aux deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Si, au second tour, il y a partage égal des voix, le Président décide entre les candidats en tirant au sort.

Règle 32 Scrutin restreint pour deux ou plusieurs postes électifs

1. Lorsque deux ou plusieurs postes électifs sont à pourvoir en même temps et dans les mêmes conditions, sont élus les candidats dont le nombre n'est pas supérieur à celui des postes à pourvoir, qui obtiennent au premier tour de scrutin la majorité des voix des États soutenant l'initiative présents et votants et le plus grand nombre de voix dans l'ensemble.
2. Si le nombre de candidats ayant obtenu cette majorité est inférieur au nombre de postes à pourvoir, il est procédé à des tours de scrutin supplémentaires pour pourvoir aux postes restants. Lors de ces scrutins, le vote ne porte que sur les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au scrutin précédent, le nombre de ces candidats ne devant pas excéder le double des postes restant à pourvoir, étant entendu qu'après le troisième scrutin non décisif, les États soutenant l'Initiative ont le droit de voter pour tout candidat éligible. Si trois de ces scrutins non restreints ne sont pas concluants, les trois scrutins suivants sont limités aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au troisième scrutin non restreint, le nombre de ces candidats ne devant pas excéder le double des postes restant à pourvoir, et les trois scrutins

suivants sont non restreints, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les postes aient été pourvus.

Règle 33 Droits généraux des observateurs

Les observateurs :

- a) peuvent assister aux réunions plénières de la Conférence et, sauf décision contraire de la Conférence dans des situations spécifiques, aux réunions publiques du Bureau et d'autres organes subsidiaires ;
- b) reçoivent des copies des documents officiels ;
- c) peuvent, à l'invitation du Président et sous réserve de l'approbation de la Conférence, faire des déclarations orales par l'intermédiaire d'un nombre limité de leurs représentants.

Chapitre IX - Organes subsidiaires

Règle 34 Comité de rédaction et autres organes subsidiaires

1. Un comité de rédaction est établi. Il est composé de six membres. L'un des vice-Présidents est élu Président du comité de rédaction. Les cinq autres membres du comité de rédaction sont désignés par le Président de la Conférence.
2. Le comité de rédaction, sans rouvrir le débat de fond sur une question quelconque, coordonne et affine la rédaction de tous les textes qui lui sont renvoyés, formule des projets de rédaction et donne des avis sur la rédaction à la demande de la Conférence ou du Bureau et fait respectivement rapport à la Conférence ou au Bureau selon le cas.
3. Le Bureau peut créer des comités, des groupes de travail ou tout autre organe subsidiaire qu'il juge approprié.

Chapitre X - Langues et interprétation

Règle 35 Langues de la Conférence

L'anglais, le français et l'espagnol sont les langues de la Conférence.

Règle 36 Interprétation

1. Les interventions faites dans une langue de la Conférence lors des séances plénières de la Conférence sont interprétées dans les autres langues de la Conférence. Les autres réunions sont tenues en anglais.

-
2. Les documents de travail sont fournis en anglais.
 3. Les documents soumis à l'adoption de la Conférence sont disponibles dans toutes les langues de la Conférence.

Chapitre XI - Réunions publiques et privées

Règle 37 Principes généraux

1. Les réunions de la Conférence sont publiques, à moins que la Conférence ne décide que des circonstances exceptionnelles exigent qu'une réunion soit tenue en privé.
2. En règle générale, les réunions du Bureau et des organes subsidiaires à composition limitée se tiennent en séance privée, sauf si l'organe concerné en décide autrement. Les réunions des organes subsidiaires à composition générale sont publiques, à moins que l'organe concerné n'en décide autrement.
3. Les décisions prises en séance privée sont annoncées lors de la séance publique suivante. À l'issue d'une séance privée du Bureau ou d'un organe subsidiaire, le Président ou le Président de séance peut publier un communiqué par l'intermédiaire du secrétariat.

Chapitre XII - Amendements au Règlement intérieur

Règle 38 Méthode d'amendement

Les présentes règles peuvent être amendées par décision de la Conférence faisant l'objet d'un accord général, conformément à la règle 21. Si la réalisation d'un accord général est jugée impossible, la décision est prise à la majorité des deux tiers des États soutenant l'Initiative présents et votants, conformément à la règle 24.

Annexe III.

RAPPORT DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS

(tel qu'adopté en séance plénière le 26 mai 2023)



MLA Diplomatic Conference
Ljubljana, Slovenia, 15 – 26 May 2023

Original: English

Report of the Credentials Committee on the credentials of representatives to the MLA Diplomatic Conference

Chairperson: Mr. Sukhbold Sukhee (Mongolia)

1. At its first plenary meeting, on 15 May 2023, the MLA Diplomatic Conference, in accordance with rule 7 of the Rules of Procedure of the Conference, appointed a Credentials Committee, consisting of the following Supporting States: Australia, Cyprus, Czech Republic and Mongolia.
2. The Credentials Committee held two meetings, on 20 and 22 May 2023.
3. The Credentials Committee had before it a regularly updated memorandum by the Secretariat concerning the credentials of representatives of Supporting States to the Conference.
4. Formal credentials of representatives to the Conference, in the form required by rule 6 of the Rules of Procedure, had been received as at 25 May 2023 from the following Supporting States: *Albania, Argentina, Australia, Austria, Belgium, Benin, Bolivia, Bosnia and Herzegovina, Botswana, Bulgaria, Chile, Côte d'Ivoire, Croatia, Cyprus, Czechia, Democratic Republic of the Congo, Denmark, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Guatemala, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malawi, Mongolia, the Netherlands, Norway, Paraguay, Poland, Portugal, Romania, Senegal, Slovakia, Slovenia, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom and Uruguay.*
5. Information concerning the credentials of the representatives of Supporting States to the Conference had been communicated to the Secretariat, as at 25 May 2023, by means

of electronic communication from the Head of State or Government or the Minister for Foreign Affairs, by the following Supporting States: *Canada, Montenegro, Rwanda, and Ukraine*.

6. On the recommendation of the Chairperson, the Committee accepted the credentials of the representatives of all Supporting States mentioned in the present report, on the understanding that formal credentials for representatives of the Supporting States referred to in paragraph 5 of the present report would be communicated to the Secretariat as soon as possible.
7. The Credentials Committee submits the present report to the Conference for approval.

Annexe IV.

LISTE DES DOCUMENTS DE LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>	<i>FR</i>	<i>ES</i>
MLA/1	Provisional agenda	√	√	√
MLA//2	Draft Convention on International Cooperation in the Investigation and Prosecution of the Crime of Genocide, Crimes against Humanity, War Crimes, and other International Crimes	√	√	√
MLA/3	Rules of Procedure	√	√	√
MLA/4	Report of Working Group 2 on Part II (Central Authorities and Communication)	√	√	√
MLA/4/Add.1	Report of Working Group 2 on Part V (Transfer of sentenced persons)	√	√	√
MLA/5*	Report of Working Group 1 on Part I (General Provisions), Articles 9, 12 and 15, paragraphs 1 and 5	√	√	√
MLA/5/Add.1	Report of Working Group 1 on Articles 13 and 16	√	√	√
MLA/5/Add.2	Report of Working Group 1 on Part I (General Provisions), Articles 1ter, 2, 3 and 7	√	√	√
MLA/5/Add.3	Report of Working Group 1 on Part VI (Victims, Witnesses, Experts, and Others)	√	√	√
MLA/5 Add.4	Report of Working Group I on draft articles 1,1 bis, 4, 5 and 8 of Part I	√	√	√
MLA/5 Add.5	Report of Working Group I on Part 7 (Final provisions), Draft Articles 76, 77, 80, 81, 81 bis, 83 - 87	√	√	√
MLA/5 Add.6	Report of Working Group 1 on Article 10 and 14 of Part I	√	√	√
MLA/5/Add.6/Rev.1	Report of Working Group 1 on Part I	√	√	√
MLA/5/Add.7	Report of Working Group 1 on the Preamble	√	√	√
MLA/5/Add.8	Report of Working Group 1 on Articles 78, 79 and 82 of Part VII (Final Provisions)	√	√	√

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>	<i>FR</i>	<i>ES</i>
MLA/5/Add.9	Report of Working Group 1 on the Annexes to the draft Convention	√		
MLA/5/Add.10	Report of Working Group 1 on Articles 6, 11, 75 and 85	√	√	√
MLA/6	Report of Working Group 3 on Part III (Mutual Legal Assistance)	√	√	√
MLA/6/Add.1	Report of Working Group 3 on Parts III (MLA) and IV (Extradition)	√	√	√
MLA/6/Add.2	Report of Working Group 3 on Part III (Mutual legal assistance) and IV (Extradition)	√	√	√
MLA/7	Report of the Drafting Committee	√	√	√
MLA/7/Add.1	Report of the Drafting Committee	√	√	√
MLA/7/Add.2	Report of the Drafting Committee	√	√	√
MLA/7/Add.3	Report of the Drafting Committee	√	√	
MLA/7/Add.4	Report of the Drafting Committee	√	√	√
MLA/7/Add.5	Report of the Drafting Committee	√	√	√
MLA/8*	Clean version of draft Articles 9, 12, 13, 15 and 16 of Part I, draft text of Part II and text of draft Articles 20, 21, 23-26, 28-30, 32, 33, 36-40 of Part III, as provisionally adopted at the 13th plenary meeting on 23 May and revised by the Drafting Committee	√	√	√
MLA/9	Compilation of the draft articles of the Convention	√		
MLA/9*	Compilation of the draft articles of the Convention	√		
MLA/9/Rev.1	Compilation of the draft articles of the Convention	√	√	√
MLA/10	Report of the Credentials Committee on the credentials of representatives to the MLA Diplomatic Conference	√		
MLA/11	DRAFT FINAL DOCUMENT	√		
MLA/11*	DRAFT FINAL DOCUMENT	√	√	√

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>	<i>FR</i>	<i>ES</i>
MLA/12	DRAFT LJUBLJANA - THE HAGUE CONVENTION ON INTERNATIONAL COOPERATION IN THE INVESTIGATION AND PROSECUTION OF THE CRIME OF GENOCIDE, CRIMES AGAINST HUMANITY, WAR CRIMES AND OTHER INTERNATIONAL CRIMES	√		
<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>		
MLA/WG.1/1	Revised text of Part I by the Coordinator of Working Group 1	√		
MLA/WG.1/2	Revised text of Part VI by the Coordinator of Working Group 1	√		
MLA/WG.1/3	Informal working document on Articles 76-79	√		
MLA/WG.1/4	Informal working document on Articles 80-87	√		
MLA/WG.1/5	Working document on the Preamble Convention on International Cooperation in the Investigation and Prosecution of the Crime of Genocide, Crimes against Humanity, War Crimes, and other International Crime	√		
MLA/WG.1/6	Proposal on Article 14, suggested by the Subgroup	√		
<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>		
MLA/WG.2/1	Report of Working Group 2 on Part II (Central Authorities and Communication)	√		
MLA/WG.2/2	Revised text of Part V by the Coordinator of Working Group 2	√		
MLA/WG.2/3	Revised text of Part V by the Coordinator of Working Group 2	√		
<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>		
MLA/WG.3/1	Suggestion by the Coordinator of Working Group 3 on a redraft of Articles 41 and 42	√		
MLA/WG.3/2	Proposal from coordinator of Working group 3 regarding Articles 27 and 45	√		

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>
MLA/DP.1	Compilation of Comments and Recommendations by Cyprus on the MLA Draft Convention	√
MLA/DP.2	Proposal by Austria regarding Article 2 paragraph 1 of the Convention	√
MLA/DP.3	Proposal by Poland regarding Article 2 to the Convention	√
MLA/DP.4	Proposal by Canada regarding Article 2 to the Convention	√
MLA/DP.5	Proposal by Czech Republic regarding Articles 5 and 11 of the Convention	√
MLA/DP.6	Proposal by Italy regarding Article 45 paragraph 1 subparagraphs b and Article 11 of the Convention	√
MLA/DP.7	Proposal by Federal Republic of Germany regarding articles 2 bis 7 and 11 and Annexes	√
MLA/DP.8	Proposal by Finland Article 27 paragraph 1 subparagraph b and Article 45 paragraph 1 subparagraph b of the Convention	√
MLA/DP.9	Proposal by Germany regarding Articles 17 and 18 of the Convention	√
MLA/DP.10	Proposal by Sierra Leone regarding Annex A bis. Article 2 (3) (c) Article 2(4) (c) Article 2 (4) (c) bis, Annex E bis. Article 2 (5) (b) Article 2 (5) (e), Annex J of the Convention	√
MLA/DP.11	Proposal Norway Article 2 para 7	√
MLA/DP.12	Proposal by Canada for Article 77 bis.	√
MLA/DP.13	Proposal by Congo on Article 8	√
MLA/DP.14	Proposals by Egypt	√
MLA/DP.15	Proposals by the United Kingdom regarding Article 9 of the Convention	√
MLA/DP.16	Proposals by the United Kingdom regarding Article 13 of the Convention	√
MLA/DP.17	Proposals by Germany regarding a new article 14a of the Convention	√

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>
MLA/DP.18	Proposal by Switzerland regarding Article 15	√
MLA/DP.19	Proposal by Iraq regarding Articles 16, 22 and 27	√
MLA/DP.20	Proposal by France regarding Articles 1 to 36	√
MLA/DP.21	Proposal by France and the United Kingdom regarding Article 6	√
MLA/DP.22	Proposal by Poland regarding Article 48 and Article 42 paragraph. 2	√
MLA/DP.23	Proposal by Canada regarding Articles 1(2) and 13	√
MLA/DP.24	Proposal by Sierra Leone regarding the Article 16 bis	√
MLA/DP.25	Proposal by Germany regarding Articles 1,8,10,16	√
MLA/DP.26	Proposal by Germany regarding Article 42	√
MLA/DP.27	Proposal by the United Kingdom regarding Article 23, paragraph 3	√
MLA/DP.28	Proposal by the United Kingdom regarding Article 25	√
MLA/DP.29	Proposal by the United Kingdom regarding to article 29, paragraph 3	√
MLA/DP.30	Proposal by the United Kingdom regarding to Articles 41 and 42	√
MLA/DP.31	Proposal by France regarding Articles 38 to 46	√
MLA/DP.32	Proposal by Czechia regarding Article 2	√
MLA/DP.33	Proposal by Canada regarding Article 38	√
MLA/DP.34	Drafting proposals by Belgium and the Netherlands regarding art. 78 and 79	√
MLA/DP.35	Proposal by Belgium and the Netherlands regarding Articles 81, 83, 84, 87	√

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>
MLA/DP.36	Proposal by Georgia regarding Articles Article 2 paragraph 7, and Articles 8, 9, 10.2,27. 1. 36. 37. 39, 40, 41 and 42	√
MLA/DP.37	Proposal by Poland regarding Article 76	√
MLA/DP.38	Proposal by Côte d Ivoire regarding Article 77 in conjunction with Article 1, paragraph 2 of the Convention	√
MLA/ DP.39	Proposal by the Democratic Republic of Congo regarding Article 34. to the Convention	√
MLA /DP.40	Proposal by Chile regarding Article 26	√
MLA/DP.41	Proposal by Germany regarding Articles 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 87	√
MLA/DP.42	Proposal by Romania regarding Proposal for a new Article inserted after Article 42	√
MLA/DP.43	Proposal by the United Kingdom regarding Article 3	√
MLA/DP.44	Proposal by the Republic of Bulgaria and Hungary regarding Article 27, paragraph 1 (a)	√
MLA/DP.45	Proposal by Italy regarding Article 45, paragraph 1, subparagraph b	√
MLA/DP.46	Proposal by the United Kingdom on the Preamble	√
MLA/DP.47	Proposal by Côte d'Ivoire on the Preamble, Articles 13, 14, Article 15 paragraph 1 and general comments on the whole text	√
MLA/DP.48	Proposal by Germany regarding Article 43, 44, 45, 48, 50, 52, 55	√
MLA/DP.49	Proposal by Romania regarding Article 45 paragraph 1	√
MLA/DP.50	Proposals and Observations by Chile to the Convention	√
MLA/DP.51	Proposal by Congo regarding Article 45	√
MLA/DP.52	Proposal by Australia regarding Article 50	√
MLA/DP.53	Proposal by Czechia regarding Articles 11, 45, 57, 59, 61, 72 and 73	√
MLA/DP.54	Proposal by Finland regarding Articles 39 bis and 39 ter	√
MLA/DP.55	Proposal by the Netherlands regarding Article 52bis and Article 50	√
MLA/DP.56	Proposal by Norway regarding Articles 27, 31 and 45	√
MLA/DP.57	Proposal by France regarding Articles 46 to 57 and Article 81	√

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>
MLA/DP.58	Proposal by the United Kingdom regarding Article 43, paragraphs 2 and 4	√
MLA/DP.59	Proposal by the United Kingdom regarding Article 44	√
MLA/DP.59	Proposal by the United Kingdom regarding Article 44	√
MLA/DP.60	Proposal by the United Kingdom regarding Article 51	√
MLA/DP.61	Proposal by the Democratic Republic of the Congo regarding Article 49, paragraph 2	√
MLA/DP.62	Proposal by the United Kingdom regarding Article 52	√
MLA/DP.63	Proposal by the United Kingdom regarding Article 55	√
MLA/DP.64	Proposal by Germany regarding Article 75	√
MLA/DP.65	Proposal by Romania regarding Article 60 paragraph 3 and 61 paragraph 3	√
MLA/DP.66	Proposal by Germany regarding Part V. (Transfer of sentenced persons) of the Convention	√
MLA/DP.67	Proposal by Canada regarding Article 50	√
MLA/DP.68	Proposal by Canada regarding Articles 80, 81 and 87	√
MLA/DP.69	Proposal by Malawi regarding the Preamble, Article 1 and Article 5	√
MLA/DP.70	Proposal by the United Kingdom regarding Part V (Transfer of Sentenced Persons) of the Convention	√
MLA/DP.71	Proposal by the United Kingdom regarding Part VI (Victims, witnesses, experts, and others) of the Convention	√
MLA/DP.72	Proposal by Poland regarding Part V (Transfer of Sentenced Persons) and Part VII (Final Provisions) of the Convention	√
MLA/DP.73	Proposal by Sweden regarding Article 57	√
MLA/DP.74	Proposal from the Core Group regarding Articles 78 and 79	√
MLA/DP.75	Proposal by Canada regarding Article 46	√
MLA/DP.76	Proposal by Netherlands regarding Article 58	√
MLA/DP.77	Proposal by Australia regarding Part V	√
MLA/DP.78	Proposal by France regarding Article 66	√
MLA/DP.79	Proposal for article 48 from Argentina, Chile and Italy	√
MLA/DP.80	Proposal by the Republic of Benin and the Democratic Republic of the Congo regarding Article 81, paragraph 1	√

<i>Doc symbol</i>	<i>Title</i>	<i>EN</i>
MLA/DP.81	Proposal by Côte d’Ivoire regarding Articles 6 and 11	√
MLA/DP.82	Proposal by Albania regarding, Article 82, paragraph 1	√
MLA/DP.83	Proposal by Italy regarding Article 6	√
MLA/DP.84*	Revised proposal by Italy and Finland Regarding Article 45	√
MLA/DP.85	Proposal by Italy regarding Article 45	√
MLA/DP.86	Proposal by Germany regarding Article 75	√
MLA/DP.87	Recommendations by Cyprus regarding the Conference document MLA DP.85 proposal by Italy regarding Article 45, paragraph 1, subparagraph b	√
MLA/DP.88	Proposal by Germany regarding Article 77	√
MLA/DP.89	Proposal regarding Article 85	√
MLA/DP.90	Proposal regarding Article 13	√

Annexe V.

DOCUMENTS DE LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE

L'annexe V n'est pas publiée sous forme de document relié car les documents de la conférence sont disponibles dans les archives du Ministère des affaires étrangères et européennes de la République de Slovénie et sur le portail de la conférence diplomatique MLA.

Annexe VI.

LISTE DES DÉLÉGUÉS

L'annexe VI n'est pas publiée sous forme de document relié car la liste des délégués (MLA/INF.1) est disponible aux archives du Ministère des affaires étrangères et européennes de la République de Slovénie, ainsi que sur le portail de la conférence diplomatique MLA.

Partie II.

**LJUBLJANA-THE HAGUE CONVENTION
ON INTERNATIONAL COOPERATION
IN THE INVESTIGATION AND PROSECUTION
OF THE CRIME OF GENOCIDE, CRIMES AGAINST HUMANITY, WAR CRIMES
AND OTHER INTERNATIONAL CRIMES**

Table of Contents

PREAMBLE	40
PART I. GENERAL PROVISIONS.....	42
Article 1. Objective of this Convention	42
Article 2. Scope of this Convention	42
Article 3. General principle of interpretation.....	42
Article 4. Relation with other agreements	42
Article 5. Definitions of international crimes	42
Article 6. Optional application of this Convention	48
Article 7. Criminalization	48
Article 8. Jurisdiction.....	48
Article 9. Nationals	49
Article 10. General principle of cooperation	49
Article 11. Statute of limitations	49
Article 12. Right to complain.....	49
Article 13. Preliminary measures.....	49
Article 14. Aut dedere, aut iudicare	50
Article 15. Liability of legal persons	50
Article 16. Use and protection of personal data.....	50
Article 17. Spontaneous exchange of information.....	51
Article 18. Costs.....	52
Article 19. Definitions related to mutual legal assistance and extradition.....	52
PART II. CENTRAL AUTHORITIES AND COMMUNICATION	53
Article 20. Central authorities	53
Article 21. Channel of communication and single points of contact	53
Article 22. Acceptable languages.....	54
PART III. MUTUAL LEGAL ASSISTANCE.....	55
Article 23. Scope of Part III.....	55
Article 24. Purpose of the request.....	55
Article 25. Request and supporting documents	55
Article 26. Confidentiality of requests for mutual legal assistance.....	56
Article 27. Provisional measures	56
Article 28. Additional information.....	56
Article 29. Legal basis of mutual legal assistance	56
Article 30. Grounds for refusal of mutual legal assistance	57
Article 31. Limitations on transmissions and use of information and evidence	58
Article 32. Execution of the request.....	58

Article 33. Depositions of persons in the requested State Party	59
Article 34. Hearing by video conference	59
Article 35. Appearances of persons in the requesting State Party.....	60
Article 36. Temporary transfer of detainees.....	61
Article 37. Safe conduct.....	61
Article 38. Transmission of objects, documents, records or other evidence	62
Article 39. Special investigative techniques	62
Article 40. Covert investigations	62
Article 41. Joint investigation teams.....	63
Article 42. Cross-border observations	65
Article 43. Criminal liability of officials.....	66
Article 44. Civil liability of officials.....	66
Article 45. International cooperation for purposes of confiscation.....	66
Article 46. Restitution.....	68
Article 47. Disposal of confiscated assets.....	68
Article 48. Transfer of proceedings.....	68
PART IV. EXTRADITION	69
Article 49. Scope of Part IV.....	69
Article 50. Legal basis for extradition	69
Article 51. Grounds for refusal of extradition.....	69
Article 52. Rule of specialty	71
Article 53. Re-extradition to a third State	71
Article 54. Extradition of nationals.....	71
Article 55. Execution of the request.....	72
Article 56. Request and supporting documents	72
Article 57. Confidentiality of requests for extradition	73
Article 58. Conflicting requests	73
Article 59. Provisional arrest	73
Article 60. Consideration of detention periods	73
Article 61. Surrender of the person to be extradited	74
Article 62. Postponed or temporary surrender	74
Article 63. Simplified extradition procedure	74
Article 64. Handing over of property.....	74
Article 65. Transit of the person to be extradited.....	75
PART V. TRANSFER OF SENTENCED PERSONS.....	75
Article 66. Scope of Part V and definitions related to transfer of sentenced persons	75
Article 67. Conditions for transfer	76

Article 68. Obligation to provide information	76
Article 69. Requests, replies and supporting documents	77
Article 70. Consent and its verification	78
Article 71. Persons who have left the sentencing State Party	78
Article 72. Sentenced persons subject to an expulsion or deportation order	79
Article 73. Effect of transfer for the sentencing State Party	79
Article 74. Effect of transfer for the administering State Party	80
Article 75. Continued enforcement.....	80
Article 76. Conversion of sentence	80
Article 77. Review of judgment.....	81
Article 78. Termination of enforcement.....	81
Article 79. Information on enforcement	81
Article 80. Transit of sentenced persons	81
PART VI. VICTIMS, WITNESSES, EXPERTS AND OTHER PERSONS	83
Article 81. Definition of “victims”	83
Article 82. Protection of victims, witnesses, experts and other persons	83
Article 83. Rights of victims	83
PART VII. INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS.....	85
Article 84. Meeting of States Parties	85
Article 85. Interim Support	85
PART VIII. FINAL PROVISIONS	86
Article 86. Settlement of disputes	86
Article 87. Amendments to this Convention	86
Article 88. Adoption of additional annexes	87
Article 89. Signature, ratification, acceptance, approval and accession	87
Article 90. Entry into force	87
Article 91. Provisional application.....	88
Article 92. Reservations	88
Article 93. Withdrawal.....	88
Article 94. Depositary and languages	88
ANNEXES.....	91
Annex A. War crimes	91
Annex B. War crimes	92
Annex C. War crimes	93
Annex D. War crimes.....	94
Annex E. War crimes	95
Annex F. Torture	96

Annex G. Enforced disappearance.....	97
Annex H. Crime of aggression.....	98

PREAMBLE

The States Parties to this Convention

Recalling that the international crimes to which this Convention applies are among the most serious crimes of concern to the international community as a whole,

Emphasizing that fighting impunity for these crimes is essential for peace, stability, justice and the rule of law,

Stressing that States have the primary responsibility to investigate the international crimes to which this Convention applies and to prosecute the alleged offenders of the crimes in question and that they must take all necessary legislative and executive measures to that effect, affirming their willingness to foster conditions allowing States to assume fully that primary responsibility,

Striving to pursue the development of international law to fight against impunity for the crime of genocide, crimes against humanity, war crimes and other international crimes,

Reaffirming the rights, obligations and responsibilities of States under international law, including international humanitarian law, international human rights law and international refugee law and the principle of non-refoulement as contained therein,

Recognizing the rights of victims, witnesses and other persons in relation to the international crimes to which this Convention applies, the vital part they play in the judicial process and the need to protect their physical and psychological well-being and to adopt a survivor-centered approach as well as to provide access to justice and adequate redress, including through reparative justice where appropriate,

Recognizing also the right of alleged offenders to fair treatment at all stages of proceedings,

Observing that investigating and prosecuting these international crimes often involves suspects, witnesses, evidence or assets located outside the territory of the State that is conducting the investigation or prosecution,

Acknowledging that the effective investigation and prosecution of these international crimes at the national level must be ensured by enhancing international cooperation,

Recognizing that international cooperation in criminal matters in accordance with international obligations and domestic law is a cornerstone of continued efforts by States in their fight against impunity, and **encouraging** the continuation and reinforcement of such efforts at all levels,

Recalling the principles of sovereign equality and territorial integrity of States and the principle of non-intervention in the internal affairs of other States,

Taking note with appreciation of existing customary international law and provisions under multilateral instruments that seek to fight against impunity for the crime of genocide, crimes against humanity and war crimes, including, inter alia, the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field, the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea, the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War, the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, and the additional protocols thereto, the Convention for the Protection of

Cultural Property in the Event of Armed Conflict and the additional protocols thereto, and the Rome Statute of the International Criminal Court,

Mindful that during the 20th and 21st centuries millions of people have been victims of unimaginable atrocities that deeply shock the conscience of humanity,

Determined to investigate and prosecute in a more effective manner the international crimes to which this Convention applies and **recognizing** the need to strengthen the international legal framework for cooperation to this end,

Have agreed as follows:

PART I. GENERAL PROVISIONS

Article 1. Objective of this Convention

The objective of this Convention is to facilitate international cooperation in criminal matters between States Parties with a view to strengthening the fight against impunity for the crime of genocide, crimes against humanity, war crimes, and, where applicable, other international crimes.

Article 2. Scope of this Convention

1. States Parties shall apply this Convention to the crimes referred to in article 5.
2. Each State may, at the time of signature, or when depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, or at any later time, by written notification to the Depositary, declare that it shall also apply this Convention to the crime or crimes listed in any of the annexes to this Convention in relation to any other State Party that has notified the Depositary that it shall apply this Convention to the same crime as listed in the relevant annex, which shall constitute an integral part of this Convention.

Article 3. General principle of interpretation

Nothing in this Convention shall be interpreted as limiting or prejudicing in any way existing or developing rules of international law, including the definitions of the crimes to which this Convention applies.

Article 4. Relation with other agreements

Nothing in this Convention shall prevent States Parties that have concluded other agreements, or have in any other manner established relations between themselves, in respect of a subject-matter within the scope of this Convention from applying such agreements or from conducting their relations accordingly, in place of this Convention, if that facilitates their cooperation.

Article 5. Definitions of international crimes

1. For the purposes of this Convention, “crime of genocide” means any of the following acts committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group, as such:
 - a) Killing members of the group;
 - b) Causing serious bodily or mental harm to members of the group;
 - c) Deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part;
 - d) Imposing measures intended to prevent births within the group;
 - e) Forcibly transferring children of the group to another group.
2. For the purposes of this Convention, “crime against humanity” means any of the following acts when committed as part of a widespread or systematic attack directed against any civilian population, with knowledge of the attack:
 - a) Murder;

-
- b) Extermination;
 - c) Enslavement;
 - d) Deportation or forcible transfer of population;
 - e) Imprisonment or other severe deprivation of physical liberty in violation of fundamental rules of international law;
 - f) Torture;
 - g) Rape, sexual slavery, enforced prostitution, forced pregnancy, enforced sterilization, or any other form of sexual violence of comparable gravity;
 - h) Persecution against any identifiable group or collectivity on political, racial, national, ethnic, cultural, religious, gender or other grounds that are universally recognized as impermissible under international law, in connection with any act referred to in this paragraph or any crime to which this Convention applies;
 - i) Enforced disappearance of persons;
 - j) The crime of apartheid;
 - k) Other inhumane acts of a similar character intentionally causing great suffering, or serious injury to body or to mental or physical health.

3. For the purposes of paragraph 2:

- a) “Attack directed against any civilian population” means a course of conduct involving the multiple commission of acts referred to in paragraph 2 against any civilian population, pursuant to or in furtherance of a State or organizational policy to commit such attack;
- b) “Extermination” includes the intentional infliction of conditions of life, inter alia the deprivation of access to food and medicine, calculated to bring about the destruction of part of a population;
- c) “Enslavement” means the exercise of any or all of the powers attaching to the right of ownership over a person and includes the exercise of such power in the course of trafficking in persons, in particular women and children;
- d) “Deportation or forcible transfer of population” means forced displacement of the persons concerned by expulsion or other coercive acts from the area in which they are lawfully present, without grounds permitted under international law;
- e) “Torture” means the intentional infliction of severe pain or suffering, whether physical or mental, upon a person in the custody or under the control of the accused; except that torture shall not include pain or suffering arising only from, inherent in or incidental to, lawful sanctions;
- f) “Forced pregnancy” means the unlawful confinement of a woman forcibly made pregnant, with the intent of affecting the ethnic composition of any population or carrying out other grave violations of international law. This definition shall not in any way be interpreted as affecting domestic laws relating to pregnancy;

-
- g) “Persecution” means the intentional and severe deprivation of fundamental rights contrary to international law by reason of the identity of the group or collectivity;
 - h) “The crime of apartheid” means inhumane acts of a character similar to those referred to in paragraph 2, committed in the context of an institutionalized regime of systematic oppression and domination by one racial group over any other racial group or groups and committed with the intention of maintaining that regime;
 - i) “Enforced disappearance of persons” means the arrest, detention or abduction of persons by, or with the authorization, support or acquiescence of, a State or a political organization, followed by a refusal to acknowledge that deprivation of freedom or to give information on the fate or whereabouts of those persons, with the intention of removing them from the protection of the law for a prolonged period of time.
4. For the purposes of this Convention, “war crimes” means:
- a) Grave breaches of the Geneva Conventions of 12 August 1949, namely, any of the following acts against persons or property protected under the provisions of the relevant Geneva Convention:
 - (i) Willful killing;
 - (ii) Torture or inhuman treatment, including biological experiments;
 - (iii) Willfully causing great suffering, or serious injury to body or health;
 - (iv) Extensive destruction and appropriation of property, not justified by military necessity and carried out unlawfully and wantonly;
 - (v) Compelling a prisoner of war or other protected person to serve in the forces of a hostile Power;
 - (vi) Willfully depriving a prisoner of war or other protected person of the rights of fair and regular trial;
 - (vii) Unlawful deportation or transfer or unlawful confinement;
 - (viii) Taking of hostages;
 - b) Other serious violations of the laws and customs applicable in international armed conflict, within the established framework of international law, namely, any of the following acts:
 - (i) Intentionally directing attacks against the civilian population as such or against individual civilians not taking direct part in hostilities;
 - (ii) Intentionally directing attacks against civilian objects, that is, objects which are not military objectives;
 - (iii) Intentionally directing attacks against personnel, installations, material, units or vehicles involved in a humanitarian assistance or peacekeeping mission in accordance with the Charter of the United Nations, as long as they are entitled to the protection given to civilians or civilian objects under the international law of armed conflict;

-
- (iv) Intentionally launching an attack in the knowledge that such attack will cause incidental loss of life or injury to civilians or damage to civilian objects or widespread, long-term and severe damage to the natural environment which would be clearly excessive in relation to the concrete and direct overall military advantage anticipated;
 - (v) Attacking or bombarding, by whatever means, towns, villages, dwellings or buildings which are undefended and which are not military objectives;
 - (vi) Killing or wounding a combatant who, having laid down his or her arms or having no longer means of defense, has surrendered at discretion;
 - (vii) Making improper use of a flag of truce, of the flag or of the military insignia and uniform of the enemy or of the United Nations, as well as of the distinctive emblems of the Geneva Conventions, resulting in death or serious personal injury;
 - (viii) The transfer, directly or indirectly, by the Occupying Power of parts of its own civilian population into the territory it occupies, or the deportation or transfer of all or parts of the population of the occupied territory within or outside this territory;
 - (ix) Intentionally directing attacks against buildings dedicated to religion, education, art, science or charitable purposes, historic monuments, hospitals and places where the sick and wounded are collected, provided they are not military objectives;
 - (x) Subjecting persons who are in the power of an adverse party to physical mutilation or to medical or scientific experiments of any kind which are neither justified by the medical, dental or hospital treatment of the person concerned nor carried out in his or her interest, and which cause death to or seriously endanger the health of such person or persons;
 - (xi) Killing or wounding treacherously individuals belonging to the hostile nation or army;
 - (xii) Declaring that no quarter will be given;
 - (xiii) Destroying or seizing the enemy's property unless such destruction or seizure be imperatively demanded by the necessities of war;
 - (xiv) Declaring abolished, suspended or inadmissible in a court of law the rights and actions of the nationals of the hostile party;
 - (xv) Compelling the nationals of the hostile party to take part in the operations of war directed against their own country, even if they were in the belligerent's service before the commencement of the war;
 - (xvi) Pillaging a town or place, even when taken by assault;
 - (xvii) Employing poison or poisoned weapons;

-
- (xviii) Employing asphyxiating, poisonous or other gases, and all analogous liquids, materials or devices;
 - (xix) Employing bullets which expand or flatten easily in the human body, such as bullets with a hard envelope which does not entirely cover the core or is pierced with incisions;
 - (xx) Committing outrages upon personal dignity, in particular humiliating and degrading treatment;
 - (xxi) Committing rape, sexual slavery, enforced prostitution, forced pregnancy, as defined in paragraph 3, subparagraph (f), enforced sterilization, or any other form of sexual violence also constituting a grave breach of the Geneva Conventions;
 - (xxii) Utilizing the presence of a civilian or other protected person to render certain points, areas or military forces immune from military operations;
 - (xxiii) Intentionally directing attacks against buildings, material, medical units and transport, and personnel using the distinctive emblems of the Geneva Conventions in conformity with international law;
 - (xxiv) Intentionally using starvation of civilians as a method of warfare by depriving them of objects indispensable to their survival, including willfully impeding relief supplies as provided for under the Geneva Conventions;
 - (xxv) Conscripting or enlisting children under the age of fifteen years into the national armed forces or using them to participate actively in hostilities;
- c) In the case of an armed conflict not of an international character, serious violations of article 3 common to the four Geneva Conventions of 12 August 1949, namely, any of the following acts committed against persons taking no active part in the hostilities, including members of armed forces who have laid down their arms and those placed hors de combat by sickness, wounds, detention or any other cause:
- (i) Violence to life and person, in particular murder of all kinds, mutilation, cruel treatment and torture;
 - (ii) Committing outrages upon personal dignity, in particular humiliating and degrading treatment;
 - (iii) Taking of hostages;
 - (iv) The passing of sentences and the carrying out of executions without previous judgment pronounced by a regularly constituted court, affording all judicial guarantees which are generally recognized as indispensable;
- d) Paragraph 4, subparagraph (c), applies to armed conflicts not of an international character and thus does not apply to situations of internal disturbances and tensions, such as riots, isolated and sporadic acts of violence or other acts of a similar nature;

-
- e) Other serious violations of the laws and customs applicable in armed conflicts not of an international character, within the established framework of international law, namely, any of the following acts:
- (i) Intentionally directing attacks against the civilian population as such or against individual civilians not taking direct part in hostilities;
 - (ii) Intentionally directing attacks against buildings, material, medical units and transport, and personnel using the distinctive emblems of the Geneva Conventions in conformity with international law;
 - (iii) Intentionally directing attacks against personnel, installations, material, units or vehicles involved in a humanitarian assistance or peacekeeping mission in accordance with the Charter of the United Nations, as long as they are entitled to the protection given to civilians or civilian objects under the international law of armed conflict;
 - (iv) Intentionally directing attacks against buildings dedicated to religion, education, art, science or charitable purposes, historic monuments, hospitals and places where the sick and wounded are collected, provided they are not military objectives;
 - (v) Pillaging a town or place, even when taken by assault;
 - (vi) Committing rape, sexual slavery, enforced prostitution, forced pregnancy, as defined in paragraph 3, subparagraph (f), enforced sterilization, and any other form of sexual violence also constituting a serious violation of article 3 common to the four Geneva Conventions;
 - (vii) Conscripting or enlisting children under the age of fifteen years into armed forces or groups or using them to participate actively in hostilities;
 - (viii) Ordering the displacement of the civilian population for reasons related to the conflict, unless the security of the civilians involved or imperative military reasons so demand;
 - (ix) Killing or wounding treacherously a combatant adversary;
 - (x) Declaring that no quarter will be given;
 - (xi) Subjecting persons who are in the power of another party to the conflict to physical mutilation or to medical or scientific experiments of any kind which are neither justified by the medical, dental or hospital treatment of the person concerned nor carried out in his or her interest, and which cause death to or seriously endanger the health of such person or persons;
 - (xii) Destroying or seizing the property of an adversary unless such destruction or seizure be imperatively demanded by the necessities of the conflict;
- f) Paragraph 4, subparagraph (e), applies to armed conflicts not of an international character and thus does not apply to situations of internal disturbances and tensions, such as riots, isolated and sporadic acts of violence or other acts of a similar nature. It applies to armed conflicts that take place in the territory of a State when there is

protracted armed conflict between governmental authorities and organized armed groups or between such groups.

5. Nothing in paragraph 4, subparagraphs (c) and (e), shall affect the responsibility of a Government to maintain or reestablish law and order in the State or to defend the unity and territorial integrity of the State, by all legitimate means.
6. For the purposes of this Convention, the crimes to which this Convention applies shall not be considered as political crimes, as crimes connected with a political crime or as crimes inspired by political motives.

Article 6. Optional application of this Convention

Without prejudice to article 2, States Parties may agree to apply this Convention to any request that refers to conduct to which all of the following conditions apply:

- a) The conduct is a crime of genocide, crime against humanity, war crime, crime of aggression, torture or enforced disappearance under international law;
- b) The conduct is a crime of genocide, crime against humanity, war crime, crime of aggression, torture or enforced disappearance under the domestic law of the requesting State Party;
- c) The conduct is an extraditable offence under the domestic law of the requested State Party.

Article 7. Criminalization

1. Each State Party shall take the necessary measures to ensure that the crimes to which the State Party applies this Convention in accordance with article 2 constitute crimes under its domestic law.
2. Each State Party shall make the crimes referred to in paragraph 1 punishable by appropriate penalties which take into account their gravity.

Article 8. Jurisdiction

1. Each State Party shall take such measures as may be necessary to establish its jurisdiction over the crimes to which this Convention applies in accordance with article 2, paragraph 1, as well as any crime it has notified as applicable under article 2, paragraph 2, in the following cases:
 - a) When the crimes are committed in any territory under its jurisdiction or on board a vessel or aircraft registered in that State;
 - b) When the alleged offender is a national of that State.
2. Each State Party may take such measures as may be necessary to establish its jurisdiction over the crimes to which this Convention applies in accordance with article 2, paragraph 1, as well as any crime it has notified as applicable under article 2, paragraph 2, in the following cases:
 - a) When the alleged offender is a stateless person who is habitually resident in that State's territory;
 - b) When the victim is a national of that State.

-
3. Each State Party shall likewise take such measures as may be necessary to establish its jurisdiction over such crimes in cases where the alleged offender is present in any territory under its jurisdiction and it does not extradite the alleged offender to any of the States referred to in paragraphs 1 or 2, or surrender the alleged offender to a competent international criminal court or tribunal.
 4. This Convention does not exclude any criminal jurisdiction exercised in accordance with domestic law.

Article 9. Nationals

For the purposes of this Convention, each State Party may, at any time, by written notification to the Depositary, define the term “nationals” according to its domestic law.

Article 10. General principle of cooperation

States Parties shall execute requests for cooperation made pursuant to this Convention in accordance with their domestic law.

Article 11. Statute of limitations

For the purposes of this Convention, the crimes to which this Convention applies in accordance with article 2 shall not be subject to any statute of limitations contrary to international law.

Article 12. Right to complain

1. Each State Party shall take the necessary measures to ensure that any person who alleges that crimes to which that State Party applies this Convention in accordance with article 2 have been or are being committed has the right to complain to its competent authorities.
2. States Parties shall undertake to examine any received complaints, promptly and impartially, in accordance with their domestic law and, where appropriate, relevant domestic policies.

Article 13. Preliminary measures

1. Upon being satisfied, after an examination of information available to it, that the circumstances so warrant, any State Party in whose territory a person alleged to have committed a crime to which it applies this Convention in accordance with article 2 is present shall take the person into custody or take other legal measures to ensure the person's presence, in accordance with its domestic law. The custody and other legal measures may be continued only for such time as is necessary to enable any criminal, extradition or surrender proceedings to be instituted.
2. Such State Party shall immediately make a preliminary inquiry into the facts.
3. Any person in custody pursuant to paragraph 1 shall be assisted in communicating immediately with the nearest appropriate representative of the State of which the person is a national, or, if the person is stateless, with the representative of the State where the person habitually resides.
4. When a State Party, pursuant to the provisions of this article, has taken a person into custody, it shall immediately notify the States Parties referred to in article 8, paragraphs 1 and 2, of the fact that such a person is in custody and of the circumstances which warrant the person's detention. The State Party which makes the preliminary inquiry contemplated in paragraph 2 shall, as appropriate, promptly report its findings to said States Parties and shall indicate whether it intends to exercise jurisdiction.

Article 14. Aut dedere, aut iudicare

1. The State Party in the territory under whose jurisdiction a person alleged to have committed any crimes to which this Convention applies in accordance with article 2 is found, shall in the cases contemplated in article 8, if it does not extradite or surrender the person to another State or a competent international criminal court or tribunal, submit the case to its competent authorities for the purposes of prosecution.
2. These authorities shall take their decision in the same manner as in the case of any other crime of a grave nature under the domestic law of that State Party. In the cases referred to in article 8, paragraph 3, the standards of evidence required for prosecution and conviction shall in no way be less stringent than those which apply in the cases referred to in article 8, paragraphs 1 and 2.
3. Any person against whom proceedings are brought in connection with any of the crimes to which this Convention applies shall be guaranteed fair treatment at all stages of the proceedings.

Article 15. Liability of legal persons

1. Each State Party shall adopt such measures as may be necessary, consistent with its legal principles, to establish the liability of legal persons for their participation in the crimes to which that State Party applies this Convention in accordance with article 2.
2. Subject to the legal principles of the State Party, the liability of legal persons may be criminal, civil or administrative.
3. Such liability shall be without prejudice to the criminal liability of the natural persons who have committed the crimes.
4. Each State Party shall, in particular, ensure that legal persons held liable in accordance with this article are subject to effective, proportionate and dissuasive criminal or non-criminal sanctions, including monetary sanctions.

Article 16. Use and protection of personal data

1. States Parties shall ensure that personal data transferred from one State Party to another shall be used only for the purpose for which it was transferred. Personal data shall not be used for any incompatible purpose. Personal data shall not be transferred to any third State or international organization without prior approval of the State Party which initially transferred the personal data. The State Party which initially transferred the personal data may specify terms that the requesting State Party must respect in connection with any onward transfer.
2. Where the requested State Party has imposed special conditions on the use of personal data it has provided, the requesting State Party shall upon request from the requested State Party provide information on the use that has been made of the personal data.
3. Where, following disclosure to the requesting State Party, the requested State Party becomes aware of circumstances that may cause it to seek an additional condition in a particular case, a central authority of the requested State Party may consult with a central authority of the requesting State Party to determine the extent to which the personal data can be protected.
4. States Parties shall transfer accurate personal data to each other. If it appears that incorrect personal data has been transferred or if it appears that personal data should not have been transferred by the requested or requesting State Party, the State Party concerned shall

immediately be notified to this effect. The State Party concerned shall correct or delete the personal data without delay, unless it is needed for the purposes of paragraphs 8 and 9.

5. Upon request, the person concerned shall be informed about any transferred personal data relating to that person and about the purpose of its intended use. However, this information may be withheld in order to avoid prejudicing the prevention, detection, investigation or prosecution of crimes.
6. The transferred personal data shall be erased or anonymized by the requesting State Party as soon as it is no longer required for the purpose for which it has been transferred, except where retaining the personal data is required to exercise the rights referred to in paragraphs 8 and 9.
7. The receiving State Party shall ensure appropriate protection of the personal data received from accidental loss, accidental or unlawful destruction or alteration and unauthorized disclosure, unauthorized access and any other unauthorized processing.
8. For the purposes of this Convention, States Parties shall ensure that any person concerned by a transfer of data is entitled to obtain access to, rectification of or erasure of their personal data from the State Party which transmitted the data or the State Party which received the data. The exercise of this right may be limited if it would compromise one of the purposes mentioned in paragraph 1 or the exercise of the rights and freedoms of other persons.
9. States Parties shall ensure that the persons concerned are entitled to seek an effective remedy for the violation of any obligation contained in this article.
10. The requested State Party shall not be obliged to transfer personal data if the domestic law applicable to it prohibits transfer or if it has reason to assume that the legitimate interests of the person concerned would be adversely affected by such transfer.

Article 17. Spontaneous exchange of information

1. Without prejudice to its domestic law, a State Party may, without prior request, transmit information relating to the crimes to which it applies this Convention to another State Party where the former State Party believes that such information could assist the latter State Party in undertaking or successfully concluding inquiries and criminal proceedings, or could result in a request formulated by the latter State Party in accordance with this Convention. Without prejudice to more favorable conditions in other legal instruments, the spontaneous exchange of information shall take place through the competent authorities of the States Parties concerned.
2. The transmission of information pursuant to paragraph 1 shall be without prejudice to inquiries and criminal proceedings in the providing State Party.
3. The competent authorities receiving the information shall comply with a request of the providing State Party that the information remain confidential, even temporarily, or with restrictions on its use.
4. Notwithstanding paragraph 3, the receiving State Party may disclose in its proceedings information that is exculpatory to an accused person. In such case, the receiving State Party shall notify the providing State Party prior to the disclosure and, if so requested, consult with the providing State Party. If, in an exceptional case, advance notice is not possible, the receiving State Party shall inform the providing State Party of the disclosure without delay.

-
5. Upon the request of the providing State Party the information transmitted shall not be used as evidence in criminal proceedings before a request for mutual legal assistance has been granted.

Article 18. Costs

1. The ordinary costs of executing a request pursuant to this Convention shall be borne by the requested State Party, unless otherwise determined in this Convention or otherwise agreed by the States Parties concerned. If expenses of a substantial or extraordinary nature are or will be required to fulfil the request, the States Parties concerned shall consult to determine the terms and conditions under which the request shall be executed, as well as the manner in which the costs shall be borne.
2. The following costs shall be borne or reimbursed by the requesting State Party, unless the requested State Party waives the reimbursement of all or some of these expenses:
 - a) The costs incurred by the attendance of experts in the territory of the requested State Party;
 - b) The costs of establishing and servicing video or telephone links;
 - c) The remuneration of interpreters provided by the requested State Party;
 - d) Allowances to witnesses as well as their travelling and subsistence expenses in the territory of the requested State Party.
3. The costs for the transportation to the requesting State Party of a person in custody carried out under article 36 shall be borne by the requesting State Party.
4. The costs for the transportation to the requesting State Party of a person whose extradition is sought shall be borne by the requesting State Party.
5. The costs for the transportation of a sentenced person to the State Party administering the execution of the sentence shall be borne by that State Party.

Article 19. Definitions related to mutual legal assistance and extradition

For the purposes of this Convention:

- a) “Confiscation”, which includes forfeiture where applicable, shall mean the permanent deprivation of property by order of a court or other competent authority;
- b) “Freezing” or “seizure” shall mean temporarily prohibiting the transfer, conversion, disposition or movement of property or temporarily assuming custody or control of property on the basis of an order issued by a court or other competent authority;
- c) “Proceeds of crime” shall mean any property derived from or obtained, directly or indirectly, through the commission of a crime to which this Convention applies;
- d) “Property” shall mean assets of every kind, whether corporeal or incorporeal, movable or immovable, tangible or intangible, and legal documents or instruments evidencing title to, or interest in, such assets.

PART II. CENTRAL AUTHORITIES AND COMMUNICATION

Article 20. Central authorities

1. Each State Party shall designate one or more central authorities. The central authorities shall be responsible for sending and receiving requests for and information on cooperation in accordance with the provisions of this Convention and shall encourage the speedy and proper execution of requests by the competent authorities.
2. Where a State Party has a special region or territory with a separate system for cooperation under this Convention, it may designate a distinct central authority that shall have the functions referred to in paragraph 1 for that region or territory.
3. Where a State Party has a distinct central authority responsible for sending and receiving requests and information in accordance with specific provisions of this Convention, it may designate a distinct central authority that shall have the functions referred to in paragraph 1 for the relevant provisions of this Convention.
4. At the request of one or more States Parties, consultations may be held among central authorities on matters related to the application of this Convention.
5. Each State shall notify its designation of one or more central authorities under paragraph 1, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, by means of a declaration addressed to the Depositary. Each State subsequently may, at any time and in the same manner, change the terms of its declaration.

Article 21. Channel of communication and single points of contact

1. Requests made in accordance with this Convention and any communication related thereto shall be transmitted to the central authorities designated by the States Parties.
2. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention or at any time thereafter, notify, by means of a declaration addressed to the Depositary, that requests be addressed to it through diplomatic channels, and/or, if possible, through the International Criminal Police Organization.
3. In order to facilitate the efficient communication regarding the execution of an individual request made in accordance with this Convention, each State Party may, without prejudice to article 20, paragraphs 1 to 4, designate single points of contact within its competent authorities. These points of contact may liaise with each other on practical matters regarding the execution of such a request.
4. Each State shall indicate its designated single points of contact in accordance with article 85, paragraph 1.
5. The transmission of any request, information or communication based on this Convention may, where the States Parties concerned agree, be done by secure electronic means while taking into account the need to protect confidentiality and to ensure authenticity. In any case, upon request and at any time, the State Party concerned shall submit the originals or authenticated copies of the documents.

Article 22. Acceptable languages

1. Requests shall be made in a language acceptable to the requested State Party.
2. Each State Party shall indicate the language or languages acceptable to that State by informing the central authorities of the States Parties, or, if the conditions in article 85, paragraphs 2 and 3, are met, the State designated to provide additional interim support.

PART III. MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Article 23. Scope of Part III

1. States Parties shall afford one another the widest measure of mutual legal assistance in investigations, prosecutions and judicial proceedings in relation to the crimes to which they apply this Convention.
2. Mutual legal assistance shall be afforded to the fullest extent possible under relevant laws, treaties, agreements and arrangements of the requested State Party in respect of investigations, prosecutions and judicial proceedings in relation to the crimes for which a legal person may be held liable in accordance with article 15, paragraph 1, in the requesting State Party.

Article 24. Purpose of the request

Mutual legal assistance to be afforded in accordance with the provisions of this Convention may include:

- a) Taking evidence or statements from persons, including, as far as consistent with the domestic law of the requested State Party, by video conference;
- b) Examining objects and sites;
- c) Providing information, evidentiary items and expert evaluations;
- d) Executing searches, seizures and confiscations;
- e) Effecting service of judicial documents;
- f) Providing originals or copies, if need be certified, of relevant documents, records and computer data, including official, bank, financial, corporate or business records;
- g) Facilitating the voluntary appearance of persons and the temporary transfer of detained persons, in the requesting State Party;
- h) Using special investigative techniques;
- i) Conducting cross-border observations;
- j) Setting up joint investigation teams;
- k) Taking measures that allow for the adequate protection of victims and witnesses and their rights;
- l) Providing any other type of assistance that is not contrary to the domestic law of the requested State Party.

Article 25. Request and supporting documents

1. A request for mutual legal assistance shall be made in writing under conditions allowing the requested State Party to establish authenticity.
2. A request for mutual legal assistance shall contain or be accompanied by the following:
 - a) The identity of the authority making the request;

-
- b) The subject matter and nature of the investigation, prosecution or judicial proceeding to which the request relates and the name and functions of the authority conducting the investigation, prosecution or judicial proceeding;
 - c) A summary of the relevant facts, except in relation to requests for the purposes of service of judicial documents;
 - d) A statement of the relevant domestic law, accompanied by the reference texts, and a statement of the penalty that has been or can be imposed for the crimes;
 - e) A description of the assistance sought and details of any particular procedure that the requesting State Party wishes to be followed;
 - f) Where possible, the identity, location and nationality of any person concerned;
 - g) The purposes for which the evidence, information or action is sought, and when needed, their relevance to the underlying investigation, prosecution or judicial proceedings;
 - h) Where appropriate, the time limit within which the assistance should be provided and the reasons therefor;
 - i) Where applicable, a statement of the relevant domestic law allowing a witness to refuse to make a deposition.
3. In urgent circumstances, where agreed by both the requesting State Party and the requested State Party, requests may be made orally or by any means leaving a written record but shall be confirmed in accordance with paragraphs 1 and 2 as soon as reasonably possible.

Article 26. Confidentiality of requests for mutual legal assistance

The requested State Party shall keep confidential the fact, substance and outcome of the request, except to the extent necessary to execute the request. If the requested State Party cannot comply with the requirement of confidentiality, it shall promptly inform the requesting State Party. The requesting State Party shall determine whether the request should nevertheless be executed.

Article 27. Provisional measures

1. At the request of the requesting State Party, the requested State Party, in accordance with its domestic law, may take provisional measures for the purposes of preserving evidence, maintaining an existing situation or protecting endangered legal interests.
2. The requested State Party may execute the request for provisional measures partially or subject to conditions, including by limiting the duration of the requested measures.

Article 28. Additional information

If the requested State Party considers that the information provided in support of a request for mutual legal assistance is not sufficient to make a decision on or to enable the execution of the request, it may request that additional information be provided within such reasonable time as it specifies.

Article 29. Legal basis of mutual legal assistance

If a State Party that makes mutual legal assistance conditional on the existence of a treaty receives a request for mutual legal assistance from another State Party with which it has no mutual legal assistance

treaty, it shall consider this Convention as the legal basis for mutual legal assistance in respect of any crime to which this Convention applies.

Article 30. Grounds for refusal of mutual legal assistance

1. Mutual legal assistance may, with due consideration to the principles stipulated under paragraph 2, be refused if:
 - a) The requested State Party has substantial grounds for believing that the request has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of that person's race, gender, color, mental or physical disability, sexual orientation, religion, nationality, ethnic origin, political opinions or belonging to a particular social group, or that compliance with the request would cause prejudice to that person's position for any of these reasons;
 - b) The request concerns a crime punishable by the death penalty under the domestic law of the requesting State Party, unless, in accordance with the domestic law of the requested State Party:
 - (i) The requesting State Party gives credible, sufficient and effective guarantees, or, if requested by the requested State Party, agrees to a condition that fulfills the requirements of the requested State Party that the death penalty will not be imposed; or
 - (ii) Where possible under the domestic law of the requested State Party, if the death penalty has already been imposed, the requesting State Party gives credible, sufficient and effective guarantees, or, if requested by the requested State Party, agrees to a condition that fulfills the requirements of the requested State Party that the death penalty shall not be enforced;
 - c) The request concerns facts on the basis of which the prosecuted person has been finally judged in the requested State Party for a crime based on the same criminal conduct;
 - d) There are substantial grounds to believe that the person concerned by the request would be subjected to torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, a flagrant violation of the right to a fair trial or other flagrant violations of fundamental human rights in the requesting State Party in accordance with the domestic law of the requested State Party;
 - e) The authorities of the requested State Party would be prohibited by its domestic law from carrying out the action requested with regard to a crime based on the same criminal conduct, had it been subject to investigation, prosecution or judicial proceedings under its own jurisdiction;
 - f) The request is not made in conformity with the provisions of this Convention;
 - g) The requested State Party considers that execution of the request is likely to prejudice its sovereignty, security, ordre public or other essential interests;
 - h) The request has been issued on behalf of an extraordinary or ad hoc court or tribunal of the requesting State Party, unless the competent authorities of the requesting State Party give assurances considered sufficient that the judgment will be rendered by a

court which is generally empowered under the rules of judicial administration to pronounce on criminal matters;

- i) Granting the request would be contrary to the domestic law of the requested State Party relating to mutual legal assistance;
 - j) There are substantial grounds to believe that the person concerned by the request would face a real risk of a sentence of life imprisonment without parole or indefinite sentence.
- 2. When exercising their discretion under paragraph 1, States Parties shall take into consideration international and domestic principles of human rights and fundamental freedoms, including the rights to life, liberty and security of the person.
 - 3. States Parties may not refuse a request for mutual legal assistance on the sole ground that the crime is also considered to involve fiscal matters, nor on the ground of bank secrecy.
 - 4. Reasons shall be given for any full or partial refusal of mutual legal assistance.
 - 5. Before refusing a request pursuant to this article or postponing its execution pursuant to article 32, paragraph 4, the requested State Party shall consult, where appropriate, with the requesting State Party to consider whether assistance may be granted subject to such terms and conditions as it deems necessary. If the requesting State Party accepts assistance subject to those conditions, it shall comply with the conditions.

Article 31. Limitations on transmissions and use of information and evidence

- 1. The requesting State Party shall not transmit or use information or evidence provided by the requested State Party for investigations, prosecutions or judicial proceedings other than those stated in the request without the prior consent of the requested State Party.
- 2. Nothing in this article shall prevent the requesting State Party from disclosing in its proceedings information or evidence that is exculpatory to an accused person. In such case, the requesting State Party shall notify the requested State Party prior to the disclosure and, if so requested, consult with the requested State Party. If, in an exceptional case, advance notice is not possible, the requesting State Party shall inform the requested State Party of the disclosure without delay.
- 3. Where the requested State Party has imposed special conditions on the use of information or evidence it has provided, the requesting State Party shall upon request from the requested State Party provide information on the use it has made of the information or evidence.
- 4. Where, following disclosure to the requesting State Party, the requested State Party becomes aware of circumstances that may cause it to seek an additional condition in a particular case, the central authority of the requested State Party may consult with the central authority of the requesting State Party to determine the extent to which the evidence and information can be protected.

Article 32. Execution of the request

- 1. A request shall be executed in accordance with the domestic law of the requested State Party and, to the extent not contrary to the domestic law of the requested State Party and where possible, in accordance with the procedures specified in the request.
- 2. The requested State Party shall execute the request as soon as possible and shall take as full account as possible of any deadlines suggested by the requesting State Party and for which

reasons are given, preferably in the request. It shall respond to reasonable requests by the requesting State Party on progress of its handling of the request. The requesting State Party shall promptly inform the requested State Party when the assistance sought is no longer required.

3. On the express request of the requesting State Party, the requested State Party shall, as far as possible, state the date and place of execution of the request for mutual legal assistance. Officials and interested persons may be present if the requested State Party consents.
4. The execution of the request may be postponed by the requested State Party on the ground that it interferes with an ongoing investigation, prosecution or judicial proceeding. Where appropriate, reasons shall be given for any postponement, including, when possible, the conditions under and the timeframe in which execution could take place.

Article 33. Depositions of persons in the requested State Party

1. Witnesses and experts shall be heard in accordance with the domestic law of the requested State Party. Witnesses and experts may refuse to make depositions if the domestic law of the requested or requesting State Party allows them to do so.
2. If their refusal to make depositions is based on the domestic law of the requesting State Party, the requested State Party shall consult the requesting State Party.
3. A witness or expert invoking the right to refuse to make a deposition, as provided for in paragraph 1, cannot be subjected to any penalty in the requesting or requested State Party for that reason.
4. Without prejudice to any measures agreed for the protection of persons, the requested State Party shall, on the conclusion of the hearing, draw up minutes indicating the date and place of the hearing, the identity of the person heard, the identities and functions of any other person in the requested State Party participating in the hearing, any oaths taken and the technical conditions under which the hearing took place. The document shall be forwarded by the requested State Party to the requesting State Party.
5. When witnesses or experts are being heard within its territory in accordance with this article and refuse to make a deposition when under an obligation to do so or do not depose according to the truth, each State Party shall take the necessary measures to ensure that its domestic law applies in the same way as if the hearing took place in a domestic proceeding.

Article 34. Hearing by video conference

1. If a person is in the territory of a State Party and has to be heard as a witness or expert by the judicial authorities of another State Party, the latter may request that the hearing takes place by video conference, as provided for in paragraphs 2 to 7. This paragraph may also be applied to the use of video conference for other purposes, such as the identification of objects, persons or places, if agreed by the requested State Party.
2. The requested State Party shall agree to the hearing by video conference provided that the use of the video conference is not contrary to basic principles of its domestic law and on the condition that it has the technical means to carry out the hearing by video conference. If the requested State Party has no access to the technical means to carry out the hearing by video conference, such means may be made available to it by the requesting State Party by mutual agreement.

-
3. Requests for a hearing by video conference shall contain, in addition to the information referred to in article 25, the name of the judicial authority conducting the hearing or, if agreed by the requested State Party, another competent authority conducting the hearing.
 4. The judicial authority of the requested State Party may summon the person concerned to appear in accordance with the forms laid down by its domestic law.
 5. With reference to a hearing by video conference, the following rules shall apply:
 - a) A judicial authority of the requested State Party shall be present during the hearing, where necessary assisted by an interpreter, and may also be responsible for ensuring both the identification of the person to be heard and respect for the basic principles of the domestic law of the requested State Party; if the judicial authority of the requested State Party is of the view that during the hearing the basic principles of the domestic law of the requested State Party are being infringed, it shall immediately take the necessary measures to ensure that the hearing continues in accordance with those principles;
 - b) Measures for the protection of the person to be heard shall be agreed, where necessary, between the competent authorities of the requesting and the requested States Parties;
 - c) The hearing shall be conducted directly by, or under the direction of, the judicial authority of the requesting State Party in accordance with its domestic law;
 - d) At the request of the requesting State Party or the person to be heard, the requested State Party shall ensure that the person to be heard is assisted by an interpreter and/or a legal counsel, if necessary;
 - e) The person to be heard may claim the right not to make a deposition which would accrue to that person under the domestic law of either the requested or the requesting State Party.
 6. States Parties may at their discretion also apply the provisions of this article to hearings by video conference involving the accused person or the suspect on the basis of the person's consent. In this case, the decision to hold the video conference, and the manner in which the video conference shall be carried out, shall be subject to consent of both States Parties concerned, and in accordance with their domestic laws and relevant international instruments.
 7. This article is without prejudice to any agreement or arrangement allowing hearing by video conference to be undertaken by other means.

Article 35. Appearances of persons in the requesting State Party

1. If the requesting State Party considers the personal appearance of a witness or expert before its judicial authorities necessary, it shall mention this in its request for the service of a summons to appear. The requested State Party shall invite the witness or expert to appear in the territory of the requesting State Party and shall inform, without delay, the requesting State Party of the reply, if any, of the witness or expert.
2. In the circumstances provided for under paragraph 1, the request or the summons to appear shall indicate the approximate allowances payable as well as the travelling and subsistence expenses reimbursable.

-
3. If a specific request is made, the requested State Party may grant the witness or expert an advance. The advance shall be reimbursed by the requesting State Party.
 4. A witness or expert who has failed to comply with a summons to appear, service of which was requested, shall not, even if this summons contains obligations, be subject to any punishment or measure of constraint, unless the witness or expert later voluntarily enters the territory of the requesting State Party and is there again duly summoned.

Article 36. Temporary transfer of detainees

1. A person who is being detained or is serving a sentence in the territory of one State Party whose presence in another State Party is requested for the purposes of identification, deposition or otherwise providing assistance in obtaining evidence for investigations, prosecutions or judicial proceedings in relation to the crimes to which the States Parties concerned apply this Convention, may be transferred if the following conditions are met:
 - a) The person freely gives informed consent; and
 - b) The competent authorities of the States Parties concerned agree, subject to such conditions as those States Parties may deem appropriate.
2. For the purposes of paragraph 1:
 - a) The State Party to which the person is transferred shall have the authority and obligation to keep the person transferred in custody, unless otherwise requested or authorized by the State Party from which the person was transferred;
 - b) The State Party to which the person is transferred shall without delay implement its obligation to return the person to the custody of the State Party from which the person was transferred as agreed beforehand, or as otherwise agreed, by the competent authorities of both States Parties;
 - c) The State Party to which the person is transferred shall not require the State Party from which the person was transferred to initiate extradition proceedings for the return of the person;
 - d) The person transferred shall receive credit for service of the sentence being served in the State Party from which the person was transferred for time spent in the custody of the State Party to which the person was transferred.

Article 37. Safe conduct

1. A witness, expert or other person who, at the request of the requesting State Party, consents to give evidence in a proceeding or to assist in an investigation, prosecution or judicial proceeding in the territory of the requesting State Party shall not be prosecuted, detained, punished or subjected to any other restriction of personal liberty in that territory in respect of acts, omissions or convictions prior to departure from the territory of the requested State Party.
2. The safe conduct provided for in paragraph 1 shall cease when the witness, expert or other person:
 - a) Having had, for a period of 15 consecutive days or for any period agreed upon by the States Parties concerned from the date on which the person has been officially informed that the person's presence is no longer required by the judicial authorities of the

requesting State Party, an opportunity of leaving, has nevertheless remained voluntarily in the territory of the requesting State Party; or

- b) Having left the territory of the requesting State Party, has returned of the person's own free will.

Article 38. Transmission of objects, documents, records or other evidence

1. Upon request, the requested State Party may transmit objects, documents, records or any other evidence requested to the requesting State Party. If the requesting State Party expressly requests the transmission of the originals of documents, records or other evidence, the requested State Party shall make every effort to comply with the request.
2. The requesting State Party shall return what was transmitted as soon as possible or at the latest after the end of the proceedings, unless the requested State Party expressly waives the return thereof.

Article 39. Special investigative techniques

1. If permitted by the basic principles of its domestic legal system, each State Party shall, within its possibilities and under the conditions prescribed by its domestic law, take the necessary measures to allow for the appropriate use of controlled delivery and, where it deems appropriate, for the use of other special investigative techniques, such as electronic or other forms of surveillance and undercover operations, by its competent authorities in its territory for the purposes of effectively investigating and prosecuting crimes to which it applies this Convention.
2. For the purposes of investigating the crimes to which they apply this Convention, States Parties are encouraged to conclude, when necessary, appropriate bilateral or multilateral agreements or arrangements for using special investigative techniques in the context of cooperation at the international level. Such agreements or arrangements shall be concluded and implemented in full compliance with the principle of sovereign equality of States and shall be carried out strictly in accordance with the terms of those agreements or arrangements.
3. In the absence of an agreement or arrangement referred to in paragraph 2, decisions to use special investigative techniques at the international level shall be made on a case-by-case basis and may, when necessary, take into consideration financial arrangements and understandings with respect to the exercise of jurisdiction by the States Parties concerned.

Article 40. Covert investigations

1. The requesting State Party and the requested State Party may agree to assist one another in the conduct of investigations by officers acting under covert or false identity into crimes to which the States Parties concerned apply this Convention.
2. The decision on the request is taken in each individual case by the competent authorities of the requested State Party with due regard to its domestic law and procedures. The duration of the covert investigation, the detailed conditions, and the legal status of the officers concerned during covert investigations shall be agreed between the competent authorities of the requesting and the requested State Party with due regard to their domestic law and procedures.
3. Covert investigations shall take place in accordance with the domestic law and procedures of the State Party on the territory of which the covert investigation is carried out. The competent authorities of the States Parties involved shall cooperate to ensure that the covert investigation

is prepared and supervised and to make arrangements for the security of the officers acting under covert or false identity.

4. For the purposes of paragraph 2, each State Party shall indicate the competent authorities by informing the central authorities of the States Parties, or, if the conditions in article 85, paragraphs 2 and 3, are met, the State designated to provide additional interim support.

Article 41. Joint investigation teams

1. By mutual agreement, the competent authorities of two or more States Parties may take the necessary measures, in accordance with their domestic law and international law, to establish a joint investigation team for a specific purpose and a limited period, which may be extended by mutual consent, to carry out criminal investigations in one or more of the States Parties involved.
2. The composition of the team shall be set out in the agreement. A joint investigation team may, in particular, be established where:
 - a) The investigations of a State Party into crimes to which it applies this Convention require difficult and demanding investigations having links with other States Parties;
 - b) A number of States Parties are conducting investigations into crimes to which they apply this Convention where the circumstances of the case necessitate coordinated, concerted action in the States Parties involved.
3. A request for the setting up of a joint investigation team may be made by any of the States Parties concerned. The team shall be set up in one of the States Parties in which the investigations are expected to be carried out.
4. In addition to the information referred to in the relevant provisions of article 25, requests for setting up of a joint investigation team shall include proposals for the composition of the team, the purpose of, and the duration for which the joint investigation team would be constituted.
5. A joint investigation team shall operate in the territory of the States Parties setting up the team under the following general conditions:
 - a) The leader or leaders of the team shall be representatives of the competent authorities participating in criminal investigations from the State Party in which the team operates;
 - b) The leader or leaders of the team shall act within the limits of their competence under their respective domestic laws;
 - c) The team shall carry out its operations in accordance with the domestic law of the State Party in which the team operates;
 - d) The members and seconded members of the team shall carry out their tasks under the leadership of the persons referred to in subparagraph (a), taking into account the conditions set by their own authorities in the agreement on establishing the team;
 - e) The State Party in which the team operates shall make the necessary organizational arrangements for it to carry out its operations.
6. In this article, members of the joint investigation team from the State Party in which the team operates are referred to as "members", while members from States Parties other than the State Party in which the team operates are referred to as "seconded members".

-
7. Seconded members of the joint investigation team shall be entitled to be present when investigative measures are taken in the State Party in which the team operates. However, the leader of the team may, for particular reasons, in accordance with the domestic law of the State Party in which the team operates, decide otherwise.
 8. Seconded members of the joint investigation team may, in accordance with the domestic law of the State Party in which the team operates, be entrusted by the leader of the team with the task of taking certain investigative measures where this has been approved by the competent authorities of the State Party in which the team operates and the seconding State Party.
 9. Where the joint investigation team needs investigative measures to be taken in one of the States Parties establishing the team, members seconded to the team by that State Party may request their own competent authorities to take those measures. Those measures shall be considered in that State Party under the conditions which would apply if they were requested in a domestic investigation.
 10. Where the joint investigation team needs assistance from a State Party other than those which have established the team, or from a third State, the request for assistance may be made by the competent authorities of the State Party in which the team operates to the competent authorities of the other State concerned in accordance with the relevant instruments or arrangements.
 11. Seconded members of the joint investigation team may, in accordance with their domestic law and within the limits of their competence, provide the team with information available in the State Party which has seconded them for the purpose of the criminal investigations conducted by the team.
 12. Information lawfully obtained by a member or seconded member while part of a joint investigation team which is not otherwise available to the competent authorities of the States Parties involved may be used for the following purposes:
 - a) For the purposes for which the team has been established;
 - b) For detecting, investigating and prosecuting other crimes, subject to the prior consent of the competent authority of the State Party where the information became available, which may be withheld only in cases where such use would endanger criminal investigations in that State Party or in respect of which that State Party could refuse mutual legal assistance;
 - c) For preventing an immediate and serious threat to public security and without prejudice to subparagraph (b) if subsequently a criminal investigation is opened;
 - d) For other purposes to the extent that this is agreed between the States Parties which have established the team.
 13. This article shall be without prejudice to any other existing provisions or arrangements on the establishment or operation of joint investigation teams.
 14. To the extent that the domestic laws of the States Parties concerned or the provisions of any legal instrument applicable between them permit, arrangements may be agreed for persons other than representatives of the competent authorities of the States Parties which have established the joint investigation team to take part in the activities of the team. The rights conferred upon the members or seconded members of the team by virtue of this article shall not apply to these persons, unless the agreement expressly states otherwise.

Article 42. Cross-border observations

1. Law enforcement officers of States Parties who, within the framework of a criminal investigation, are keeping under observation in their country a person who is presumed to have taken part in a crime to which the State Parties concerned apply this Convention, or a person who it is strongly believed will lead to the identification or location of the former person, may be authorized to continue their observation in the territory of another State Party where the latter has authorized the cross-border observation in response to a request for assistance which has previously been submitted. Conditions may be attached to the authorization.
2. On request, the cross-border observation may be entrusted to officers of the State Party in whose territory it is carried out.
3. The request for assistance referred to in paragraph 1 shall be sent to an authority designated by each State Party and having jurisdiction to grant or to forward the requested authorization.
4. The cross-border observation, if carried out by one or more officers referred to in paragraph 1, shall be carried out only under the following general conditions:
 - a) The officers conducting the observation shall comply with the provisions of this article and with the domestic law of the State Party in whose territory they are operating; they shall follow the instructions of the competent authorities of that State Party;
 - b) The officers conducting the observation shall, during the observation, carry a document certifying that authorization has been granted;
 - c) The officers conducting the observation shall be able at all times to provide proof that they are acting in an official capacity;
 - d) The officers conducting the observation may carry their service weapons during the observation, unless specifically otherwise decided by the requested State Party; their use shall be prohibited save in cases of legitimate self-defense in accordance with the domestic law of the requested State Party;
 - e) Entry into private homes and places not accessible to the public shall be prohibited;
 - f) The officers conducting the observation may neither stop and question, nor arrest, the person under observation;
 - g) All operations shall be the subject of a report to the authorities of the State Party in whose territory they took place; the officers conducting the observation may be required to appear in person;
 - h) The authorities of the State Party from which the observing officers have come shall, when requested by the authorities of the State Party in whose territory the observation took place, assist the enquiry subsequent to the operation in which they took part, including any legal proceedings.
5. For the purposes of paragraph 3, each State Party shall indicate the competent authorities by informing the central authorities of the States Parties, or, if the conditions in article 85, paragraphs 2 and 3, are met, the State designated to provide additional interim support.

Article 43. Criminal liability of officials

During the operations referred to in articles 39, 40, 41 or 42, unless otherwise agreed upon by the States Parties concerned, officials from a State Party other than the State Party where the operation is taking place shall be regarded as officials of the latter State Party with respect to crimes committed against them or by them.

Article 44. Civil liability of officials

1. Where, in accordance with articles 39, 40, 41 or 42, officials of a State Party are operating in another State Party, the former State Party shall be liable for any damage caused by them during their operations, in accordance with the domestic law of the State Party where the operation is taking place.
2. The State Party where the damage referred to in paragraph 1 was caused shall provide compensation for such damage under the conditions applicable to any damage caused by its own officials.
3. The State Party whose officials have caused damage to any person in the territory of another State Party shall fully reimburse the latter State Party for any compensation provided to any such person.
4. Without prejudice to the exercise of its rights vis-à-vis third parties and with the exception of paragraph 3, each State Party shall refrain in the case provided for in paragraph 1 from requesting reimbursement of damages caused by another State Party.
5. The provisions of this article shall apply, unless otherwise agreed upon by the States Parties concerned.

Article 45. International cooperation for purposes of confiscation

1. A State Party that, in relation to a crime to which it applies this Convention, has received a request for confiscation of the proceeds of crime or property, the value of which corresponds to that of such proceeds, including laundered property, or of property, equipment or other instrumentalities used or destined for use in such crimes, or other property for the purposes of providing reparations to victims in accordance with article 83, paragraph 3, situated in its territory, shall, to the greatest extent possible and in accordance with its domestic law, either:
 - a) Submit the request to its competent authorities for the purpose of obtaining an order of confiscation and, if such an order is granted, give effect to it; or
 - b) Submit to its competent authorities, with a view to giving effect to it to the extent requested, an order of confiscation issued by a court in the territory of the requesting State Party, insofar as it relates to the proceeds of crime, property, equipment or other instrumentalities used or destined for use in the crimes to which it applies this Convention, or other property for the purposes of providing reparations to victims in accordance with article 83, paragraph 3, situated in the territory of the requested State Party.
2. Following a request made by another State Party having jurisdiction over a crime to which it applies this Convention, the requested State Party shall, to the greatest extent possible in accordance with its domestic law, take measures to identify, trace and freeze or seize the proceeds of crime, property, equipment or other instrumentalities used or destined for use in the

crimes to which it applies this Convention, for the purposes of eventual confiscation to be ordered either by the requesting State Party or, pursuant to a request under paragraph 1, by the requested State Party.

3. If the proceeds of crime have been transformed or converted, in part or in full, into other property, such property shall be subject to the measures referred to in this article instead of the proceeds of crime.
4. If the proceeds of crime have been intermingled with property acquired from legitimate sources, such property shall, without prejudice to any powers relating to freezing or seizure, be liable to confiscation up to the assessed value of the intermingled proceeds of crime.
5. Income or other benefits derived from the proceeds of crime, from property into which the proceeds of crime have been transformed or converted, or from property with which the proceeds of crime have been intermingled shall also be subject to the measures referred to in this article, in the same manner and to the same extent as the proceeds of crime.
6. For the purposes of this article, each State Party shall empower its courts or other competent authorities to order that bank, financial or commercial records be made available or be seized. States Parties shall not decline to act under the provisions of this paragraph on the ground of bank secrecy.
7. The provisions of paragraph 1 may also apply to confiscation consisting in a requirement to pay a sum of money corresponding to the value of the proceeds of crime, if property on which the confiscation can be enforced is located in the requested State Party. In such cases, when enforcing confiscation pursuant to paragraph 1, the requested State Party may, if payment is not obtained, effectuate the claim on any property available for that purpose.
8. States Parties may co-operate insofar as their respective domestic law allows with those States Parties which request the execution of measures that are equivalent to confiscation leading to the deprivation of property and are not criminal sanctions, insofar as such measures are ordered by a judicial authority of the requesting State Party in relation to crimes to which it applies this Convention, provided that it has been established that the property constitutes proceeds of crime, or other property as referred to in paragraphs 3 to 5.
9. In addition to the information specified in article 25, requests made in accordance with this article shall contain:
 - a) In the case of a request pertaining to paragraph 1, subparagraph (a), a description of the property or assets to be confiscated, and a statement of the facts relied upon by the requesting State Party sufficient to enable the requested State Party to seek the order under its domestic law;
 - b) In the case of a request pertaining to paragraph 1, subparagraph (b), a legally admissible copy of an order of confiscation upon which the request is based issued by the requesting State Party, a statement of the facts and information as to the extent to which execution of the order is requested;
 - c) In the case of a request pertaining to paragraph 2, a statement of the facts relied upon by the requesting State Party and a description of the actions requested.
10. The decisions or actions provided for in paragraphs 1 and 2 shall be taken by the requested State Party in accordance with and subject to the provisions of its domestic law and procedural

rules or any existing bilateral or multilateral convention, agreement or arrangement with the requesting State Party.

11. The provisions of this article shall not be construed to prejudice the rights of third parties acting in good faith.

Article 46. Restitution

1. At the request of the requesting State Party and without prejudice to the rights of third parties acting in good faith, the requested State Party, insofar as its domestic law permits, may place seized or confiscated property obtained by a crime to which the States Parties concerned apply this Convention at the disposal of the requesting State Party. The requesting State Party may decide to return the property to its rightful owners.
2. When transmitting objects, documents, records or evidence, the requested State Party may waive the return thereof, either before or after the transmission to the requesting State Party, if the restitution of these objects, documents, records or evidence to the rightful owner might be facilitated thereby.

Article 47. Disposal of confiscated assets

1. The proceeds of crime or property confiscated by a State Party pursuant to article 45 shall be disposed of by that State Party in accordance with its domestic law and administrative procedures.
2. When acting on the request made by another State Party in accordance with article 45, States Parties shall, to the extent permitted by domestic law and if so requested, give priority consideration to returning the confiscated proceeds of crime or property or the value of which corresponds to such proceeds or property to the requesting State Party so that it can provide compensation to the victims of the crimes to which the States Parties apply this Convention or return such proceeds of crime or property to their legitimate owners.
3. When acting on the request made by another State Party in accordance with article 45, a State Party may give special consideration to concluding agreements or arrangements on sharing with other States Parties, on a regular or case-by-case basis, such proceeds of crime or property, or funds derived from the sale of such proceeds of crime or property, in accordance with its domestic law or administrative procedures.

Article 48. Transfer of proceedings

States Parties may consider the possibility of transferring proceedings to one another for the prosecution of a crime to which they apply this Convention in cases where such transfer is considered to be in the interests of the proper administration of justice, in particular in cases where several jurisdictions are involved.

PART IV. EXTRADITION

Article 49. Scope of Part IV

1. The provisions of this Part shall apply to the crimes to which this Convention applies where the person who is the subject of a State Party's request for extradition is present in the territory of the requested State Party.
2. Without prejudice to article 51, extradition shall be granted if the crime is punishable by deprivation of liberty for a maximum period of at least one year both under the domestic laws of the requested State Party and the requesting State Party. Where a person has been convicted and sentenced to prison in the requesting State Party, the duration of the remaining sentence to be served shall be for a period of at least six months.
3. If the request for extradition includes several separate crimes, at least one of which is extraditable under this Convention and some of which are not covered by this Convention, the requested State Party may apply the provisions of this article also in respect of the latter crimes.
4. Each of the crimes to which States Parties apply this Convention shall be deemed to be included as an extraditable crime in any extradition treaty applicable between them. States Parties undertake to include such crimes as extraditable crimes in every extradition treaty to be concluded between them.

Article 50. Legal basis for extradition

If a State Party that makes extradition conditional on the existence of a treaty receives a request for extradition from another State Party with which it has no extradition treaty, it shall consider this Convention as the legal basis for extradition in respect of any crime to which this Convention applies.

Article 51. Grounds for refusal of extradition

1. Extradition shall be refused if:
 - a) The requested State Party has substantial grounds for believing that the request has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of that person's race, gender, color, mental or physical disability, sexual orientation, religion, nationality, ethnic origin, political opinions or belonging to a particular social group, or that compliance with the request would cause prejudice to that person's position for any of these reasons;
 - b) The request concerns a crime punishable by the death penalty under the domestic law of the requesting State Party, unless, in accordance with the domestic law of the requested State Party:
 - (i) The requesting State Party gives credible, sufficient and effective guarantees, or, if requested by the requested State Party, agrees to a condition that fulfills the requirements of the requested State Party that the death penalty will not be imposed; or
 - (ii) Where possible under the domestic law of the requested State Party, if the death penalty has already been imposed, the requesting State Party gives credible, sufficient and effective guarantees, or, if requested by the requested State Party,

agrees to a condition that fulfills the requirements of the requested State Party that the death penalty shall not be enforced;

- c) The requested State Party has already made a final judgment against the person whose extradition is sought for a crime based on the same criminal conduct;
- d) There are substantial grounds to believe that the person whose extradition is sought would be subjected to torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, a flagrant violation of the right to a fair trial or other flagrant violations of fundamental human rights in the requesting State Party in accordance with the domestic law of the requested State Party.

2. Extradition may be refused if:

- a) The person sought would face a real risk of a sentence of life imprisonment without parole or indefinite sentence;
- b) The person sought is to be tried before a competent international court or tribunal, recognized by the requested State Party;
- c) The person sought has been finally judged by a competent international court or tribunal of which the jurisdiction is recognized by the requested State Party or by another State, for a crime based on the same criminal conduct;
- d) The competent authorities of the requested State Party are proceeding against the person whose extradition is sought in respect of an alleged crime based on the same criminal conduct for which extradition is requested;
- e) The request has been issued on behalf of an extraordinary or ad hoc court or tribunal of the requesting State Party, unless the competent authorities of the requesting State Party give assurances considered sufficient that the judgment will be rendered by a court which is generally empowered under the rules of judicial administration to pronounce on criminal matters;
- f) The requested State Party has received concurrent requests from more than one State or competent international criminal court or tribunal, and has granted one of these requests;
- g) The request is not made in conformity with the provisions of this Convention;
- h) The surrender of the person sought is likely to have exceptionally serious consequences for that person, in particular because of the age or the state of health of the person;
- i) Without prejudice to article 11, the crime has become time-barred by the domestic law of the requested State Party, unless this would be contrary to international law;
- j) The requested State Party considers that execution of the request is likely to prejudice its sovereignty, security, ordre public or any other essential interests.

3. Before refusing a request pursuant to this article, or postponing its execution pursuant to article 55, paragraph 2, the requested State Party shall consult where appropriate with the requesting State Party to consider whether extradition may be permitted subject to such terms and conditions as it deems necessary. If the requesting State Party accepts extradition subject to those conditions, it shall comply with these conditions.

Article 52. Rule of specialty

1. A person who has been extradited shall not be proceeded against, sentenced or detained with a view to the carrying out of a sentence or detention order for any crime committed prior to extradition other than that for which the person was extradited, nor shall the person be for any other reason restricted in the person's personal freedom, except in the following cases:
 - a) When the State Party which extradited the person consents. A request for consent shall be submitted, accompanied by the documents mentioned in article 56 and any additional information required by the State Party which extradited the person. A waiver of specialty may be granted for crimes that would be subject to extradition in accordance with the provisions of this Convention, or in accordance with any other treaty applicable to the States Parties concerned, or in accordance with the principles of international law or its domestic law, when acceptable to the requested State Party;
 - b) When the person, having had an opportunity to leave the territory of the State Party to which that person has been extradited, has not done so within 45 days of the person's final discharge, or if the person has returned to that territory after leaving it.
2. Notwithstanding paragraph 1, the requesting State Party may take any measures as necessary to remove the person from its territory, or any measures as necessary under its domestic law, including proceedings *in absentia*, to prevent any legal effects resulting from the lapse of time.
3. When the description of the crime charged is altered in the course of proceedings, the extradited person shall only be prosecuted or sentenced insofar as the crime under its new description is shown by the alleged criminal conduct of the extradited person to be a crime which would allow extradition.

Article 53. Re-extradition to a third State

Except as provided for in article 52, paragraph 1, subparagraph (b), the requesting State Party shall not, without the consent of the requested State Party, surrender to another State Party or to a third State a person extradited to the requesting State Party and sought by that other State Party or third State in respect of crimes committed before the extradition of that person. The requested State Party may request the production of the documents referred to in article 56, paragraph 2.

Article 54. Extradition of nationals

1. Extradition may be refused on the ground of nationality. When the extradition request is refused on this ground, article 14 shall apply.
2. Whenever a State Party is permitted under its domestic law to extradite or otherwise surrender one of its nationals only upon the condition that the person will be returned to that State Party to serve the sentence imposed as a result of the trial or proceedings for which the extradition or surrender of the person was sought, and the requesting State Party agrees with this and any other terms which the States Parties concerned may deem appropriate, such conditional extradition or surrender shall be sufficient to comply with the obligation contained in article 14.
3. If extradition, sought for purposes of enforcing a sentence, is refused because the person sought is a national of the requested State Party, the requested State Party shall, if its domestic law so permits, upon request of the requesting State Party, enforce the sentence that has been imposed

under the domestic law of the requesting State Party or the remainder thereof in accordance with articles 75 to 79.

Article 55. Execution of the request

1. The execution of a request for extradition shall be subject to the conditions provided for by the domestic law of the requested State Party.
2. If the requested State Party refuses the whole or any part of the request for extradition or if it postpones the execution of the request, the reasons for refusal or postponement shall, where appropriate, be notified to the requesting State Party.

Article 56. Request and supporting documents

1. A request for extradition shall be made in writing under conditions allowing the requested State Party to establish authenticity.
2. A request for extradition shall contain or be accompanied by the following:
 - a) A description of the person sought, together with any other information that may help to establish that person's identity, nationality and location;
 - b) The text of the relevant provision of the law defining the crime or, where necessary, a statement of the law relevant to the crime and a statement of the penalty that can be imposed for the crime;
 - c) If the person is accused of a crime, a warrant issued by a court or other competent judicial authority for the arrest of the person or a certified copy of that warrant, a statement of the crime for which extradition is requested and a description of the acts or omissions constituting the alleged crime, including an indication of the time and place of its commission;
 - d) If the person has been convicted of a crime, a statement of the crime for which extradition is requested and a description of the acts or omissions constituting the crime, including an indication of the time and place of its commission, and the judgment or any other document setting out the conviction and the sentence imposed, the fact that the sentence is enforceable and the duration of the remaining sentence to be served;
 - e) If the person has been convicted of a crime *in absentia*, in addition to the documents referred to in subparagraph (d), a statement on any procedural requirements, guarantees or other legal means available for the defense of that person, including any right to a retrial or an appeal in the presence of that person;
 - f) If the person has been convicted of a crime but no sentence has been imposed, a statement of the crime for which extradition is requested, a description of the acts or omissions constituting the crime, a document setting out the conviction, and a statement affirming that there is an intention to impose a sentence;
 - g) Any other information and/or evidence, as provided for by the domestic law of the requested State Party.
3. If the requested State Party considers that the information provided in support of a request for extradition is not sufficient to make a decision on or enable the execution of the request, it may request that additional information be provided within such reasonable time as it specifies.

Article 57. Confidentiality of requests for extradition

The requested State Party shall keep confidential the fact and substance of the request, except to the extent necessary to execute the request. If the requested State Party cannot comply with the requirement of confidentiality, it shall promptly inform the requesting State Party. The requesting State Party shall determine whether the request should nevertheless be executed.

Article 58. Conflicting requests

1. If extradition or surrender is requested concurrently by more than one State Party or competent international criminal court or tribunal, either for the same crime or for different crimes, the requested State Party shall make its decision having regard to any obligation regarding the primacy of jurisdiction according to an international legal instrument by which the requested State Party is bound.
2. In the absence of such obligation, the requested State Party shall make its decision taking into account any relevant circumstances such as the relative gravity and place of commission of the crimes, the respective dates of the requests, the nationality of the person sought, the nationality of the victim or victims, and the possibility of subsequent extradition to another State Party.

Article 59. Provisional arrest

1. The requested State Party may, upon being satisfied that the circumstances so warrant and are urgent, at the request of the requesting State Party, take into custody a person whose extradition is sought and who is present in its territory or take any other appropriate measures to ensure the presence of that person at extradition proceedings.
2. The request for provisional arrest shall contain:
 - a) The information referred to in article 56, paragraph 2, subparagraphs (a) to (c), if required according to the domestic law of the requested State Party;
 - b) A description of the crime giving rise to the request and underlying facts;
 - c) A statement of the existence of the documents referred to in article 56;
 - d) A statement that a formal request for extradition of the person sought will follow.
3. The requested State Party shall, without undue delay, inform the requesting State Party of the result of its handling of the request for provisional arrest.
4. The provisional arrest shall be terminated if, within a period of 60 days after the arrest of the person sought, the requested State Party has not received the formal request for extradition. The person may be provisionally released at any time, in which case the requested State Party shall take any measures it considers necessary to prevent the escape of the person sought.
5. The termination of the provisional arrest pursuant to paragraph 4 shall not prejudice the re-arrest and subsequent extradition of the person concerned if the requested State Party subsequently receives the formal request for extradition.

Article 60. Consideration of detention periods

The requesting State Party is encouraged, to the greatest extent possible under its domestic law, to take into account all periods of detention arising from the execution of an extradition request in the requested

State Party when determining the total period of detention to be served in the requesting State Party as a result of a custodial sentence or detention order being imposed.

Article 61. Surrender of the person to be extradited

1. If the request is agreed to, the requesting State Party and the requested State Party shall consult and agree on the place and date of surrender. The requesting State Party shall be informed of the length of time the person sought was detained with a view to the surrender.
2. Subject to paragraph 3, if the person sought has not been taken over on the appointed date, the person may be released after the expiry of 30 days and shall in any case be released after the expiry of 45 days, unless otherwise specified by the requested State Party. The requested State Party may refuse to extradite the person for the same crime.
3. If circumstances beyond its control prevent a State Party from surrendering or taking over the person to be extradited, it shall notify the other State Party. The States Parties concerned shall consult and may agree on a new date for surrender and the provisions of paragraph 2 shall apply.

Article 62. Postponed or temporary surrender

1. The requested State Party may, after making its decision on the request for extradition, postpone the surrender of the person sought in order that the person may be proceeded against by that State Party or, if the person has already been convicted, in order that the person may serve the sentence imposed in the territory of the requested State Party for a crime other than that for which extradition is requested.
2. The requested State Party may, instead of postponing surrender, temporarily surrender the person sought to the requesting State Party in accordance with conditions to be determined by mutual agreement between the States Parties concerned.

Article 63. Simplified extradition procedure

If the extradition of a person sought is not manifestly precluded by the domestic law of the requested State Party and provided the person sought consents to extradition, in accordance with the procedure under the domestic law of the requested State Party, the requested State Party may grant extradition through a simplified procedure.

Article 64. Handing over of property

1. The requested State Party shall, insofar as its domestic law permits and at the request of the requesting State Party, seize and hand over property:
 - a) Which may be required as evidence; or
 - b) Which being the results of the crime and which, at the time of the arrest, is found in the possession of the person sought or is discovered subsequently.
2. The property referred to in paragraph 1 may be handed over to the requesting State Party even if extradition, having been granted, cannot be carried out owing to the death, disappearance or escape of the person sought.
3. When the property referred to in paragraph 1 is subject to seizure or confiscation in the territory of the requested State Party, that State Party may, in connection with pending criminal

proceedings, temporarily retain it or hand it over to the requesting State Party on the condition that it is returned.

4. Any rights which the requested State Party or third parties acting in good faith may have acquired in the property referred to in paragraph 1 shall be preserved, in accordance with the procedures provided for by its domestic law. Where these rights exist, the requesting State Party shall return such property to the requested State Party as soon as possible and without charge at the end of the proceedings.

Article 65. Transit of the person to be extradited

1. Where a person is to be extradited to a State Party through the territory of another State Party, the State Party to which the person is to be extradited shall request in writing from the other State Party permission for the transit of that person through its territory. This does not apply where air transport is used and no landing in the territory of the other State Party is scheduled.
2. Upon receipt of such a request, the requested State Party shall deal with this request in accordance with procedures provided for under its domestic law. The requested State Party shall grant the request expeditiously, unless its essential interests would be prejudiced thereby.
3. The State Party through which a person is being transited shall ensure that legal provisions exist that would enable detaining the person in custody during the transit.
4. In the event of an unscheduled landing in a State Party, that State Party may, at the request of the escorting officer, hold the person in custody for a time period in accordance with its domestic law, pending receipt of the transit request in accordance with paragraph 1.
5. The transit of the extradited person shall not be carried out through any territory where there is a reason to believe that the person's life may be threatened or if there is a high risk of the person's rights being violated by reasons of race, gender, color, mental or physical disability, sexual orientation, religion, nationality, ethnic origin, political opinions or belonging to a particular social group.
6. A State Party may refuse a request for permission for the transit of one of its nationals through its territory.

PART V. TRANSFER OF SENTENCED PERSONS

Article 66. Scope of Part V and definitions related to transfer of sentenced persons

1. Wherever possible and consistent with the basic principles of domestic law, a person sentenced in a State Party for a crime to which it applies this Convention may be transferred to another State Party in order to serve the sentence imposed on that person. A transfer is also possible when the sentence was imposed for a crime to which this Convention applies in combination with other crimes.
2. For the purposes of this Part of the Convention:
 - a) “Administering State Party” means the State Party to which the sentenced person may be or has been transferred in order to serve the sentence;

-
- b) “Judgment” means a judicial decision or order by a court imposing a sentence in respect of which an ordinary legal remedy is no longer available and therefore final;
 - c) “Sentence” means any punishment or measure involving deprivation of liberty ordered by a court for the commission of a crime to which this Convention applies;
 - d) “Sentencing State Party” means the State Party in which the sentence was imposed.

Article 67. Conditions for transfer

1. A transfer may be requested by the sentencing State Party or the administering State Party.
2. A sentenced person may express an interest to either the sentencing State Party or the administering State Party in being transferred under this Convention.
3. A sentenced person may be transferred under this Convention only if the following conditions are met:
 - a) The person is a national of the administering State Party, including where applicable in accordance with article 9;
 - b) The judgment is final;
 - c) At the time of receipt of the request for transfer, the sentenced person still has at least six months of the sentence to serve or the sentence is indeterminate;
 - d) Without prejudice to article 71 and article 72, the transfer is consented to by the sentenced person, or by the person’s legal representative where either the sentencing State Party or the administering State Party considers it necessary in view of the age or physical or mental condition of the sentenced person;
 - e) The sentencing and administering States Parties agree to the transfer.
4. In exceptional cases, the States Parties concerned may agree to a transfer even if the time to be served by the sentenced person is shorter than that specified in paragraph 3, subparagraph (c).
5. If a State Party which makes the transfer of sentenced persons conditional on the existence of a treaty receives a request for the transfer of a sentenced person from another State Party with which it has no treaty on the transfer of sentenced persons, it shall consider this Convention as the legal basis for the transfer of sentenced persons in respect of any crime to which this Convention applies.

Article 68. Obligation to provide information

1. Any sentenced person to whom this Convention may apply shall be informed by the sentencing State Party of the substance of this Part of the Convention.
2. If the sentenced person has expressed an interest to the sentencing State Party in being transferred under this Convention, that State Party shall so inform the administering State Party as soon as practicable after the judgment becomes final.
3. The information shall include:
 - a) The name, date and place of birth and, including where applicable in accordance with article 9, the nationality of the sentenced person;

-
- b) The address of the sentenced person, if any, in the administering State Party;
 - c) A statement of the facts upon which the sentence was based;
 - d) The nature, duration and date of commencement of the sentence;
 - e) The time of the sentence already served and any other deductions from the sentence according to the domestic law of the sentencing State Party;
 - f) If necessary, a statement that the request for transfer is made under this Convention.
- 4. If the sentenced person has expressed an interest to the administering State Party in being transferred under this Convention, the sentencing State Party shall, upon request of the administering State Party, provide that State Party with the information referred to in paragraph 3.
 - 5. The sentenced person shall be informed in writing of any action taken by the sentencing State Party or by the administering State Party under the provisions of this article, as well as of any decision taken by either State Party on a request for transfer.

Article 69. Requests, replies and supporting documents

- 1. Requests for transfer and replies thereto shall be made in writing.
- 2. The requested State Party shall promptly inform the requesting State Party of its decision whether or not to agree to the requested transfer and, upon request, the reasons for refusal whenever possible and appropriate.
- 3. If requested by the sentencing State Party, the administering State Party shall provide:
 - a) A document or statement indicating that the sentenced person is a national of the administering State Party, including where applicable in accordance with article 9;
 - b) A copy of the relevant domestic law of the administering State Party which provides that the acts or omissions on account of which the sentence was imposed in the sentencing State Party constitute a crime according to the domestic law of the administering State Party, or would constitute a crime if committed on its territory;
 - c) Information on how the sentence will be enforced in the event of a transfer and, where applicable, copies of relevant provisions of its domestic law on continuation or conversion of sentences;
 - d) Information on conditional or early release and the relevant provisions of its domestic law.
- 4. If a transfer is requested, the sentencing State Party shall provide the following documents to the administering State Party, unless the requested State Party has already indicated that it will not agree to the transfer:
 - a) A certified copy of the judgment and a copy of the relevant provisions of the domestic law on which it is based;
 - b) A statement indicating the time of the sentence already served, including information on any pre-trial detention, remission, and any other factor relevant to the enforcement of the sentence;

-
- c) Without prejudice to article 71 and article 72, a written declaration containing the consent to the transfer as referred to in article 67, paragraph 3, subparagraph (d);
 - d) Where appropriate, any medical or social reports on the sentenced person, information about the treatment in the sentencing State Party, and any recommendation for further treatment in the administering State Party.
5. Either State Party may request any of the documents or statements referred to in paragraph 3 or 4 before making a request for transfer or taking a decision on whether or not to agree to the transfer.

Article 70. Consent and its verification

- 1. The sentencing State Party shall ensure that the person required to give consent to the transfer in accordance with article 67, paragraph 3, subparagraph (d), does so voluntarily and with full knowledge of the legal consequences thereof. The procedure for giving such consent shall be governed by the domestic law of the sentencing State Party.
- 2. The sentencing State Party shall afford an opportunity to the administering State Party to verify, through a consular officer or other official agreed upon with the administering State Party, that the consent is given in accordance with the conditions referred to in paragraph 1.

Article 71. Persons who have left the sentencing State Party

- 1. Where a national of a State Party is the subject of a sentence, the sentencing State Party may request the State of nationality to take over the execution of the sentence under the following circumstances:
 - a) When the person concerned has fled to or otherwise returned to the State of nationality being aware of the criminal proceedings pending against the person in the sentencing State Party;
 - b) When the person concerned has fled to or otherwise returned to the State of nationality being aware that a judgment has been issued against the person in the sentencing State Party.
- 2. At the request of the sentencing State Party, the administering State Party may, prior to receiving the documents supporting the request, or prior to the decision on that request, arrest the sentenced person or take any other measures such as to ensure that the sentenced person remains in its territory pending a decision on the request. Requests for provisional measures shall be accompanied by the information mentioned in article 68, paragraph 3. The arrest of the sentenced person under this paragraph shall not lead to an aggravation of the person's penal position.
- 3. In relation to this article, the transfer of the administration of the sentence shall not require the consent of the sentenced person.
- 4. Nothing in this article shall oblige the State of nationality to take over the execution of sentences under the circumstances described in this article.

Article 72. Sentenced persons subject to an expulsion or deportation order

1. At the request of the sentencing State Party, the administering State Party may, subject to the provisions of this article, agree to the transfer of a sentenced person without the consent of that person, where the sentence imposed on the latter, or an administrative decision consequential to that sentence, includes a final expulsion or deportation order, or any other measure as a result of which that person will no longer be permitted to remain in the territory of the sentencing State Party once the person is released from prison.
2. The administering State Party shall not agree to the transfer for the purposes of paragraph 1 before having duly taken into consideration the opinion of the sentenced person.
3. For the purposes of this article, the sentencing State Party shall provide the administering State Party with:
 - a) A declaration containing the opinion of the sentenced person as to the proposed transfer;
 - b) A copy of the final expulsion or deportation order or any other order having the effect that the sentenced person will no longer be permitted to remain in the territory of the sentencing State Party once the person is released from prison.
4. Any person transferred under the provisions of this article shall not be proceeded against, sentenced or detained with a view to the carrying out of a sentence or detention order, for any crime committed prior to the person's transfer other than that for which the sentence to be enforced was imposed, nor shall the person's personal freedom for any other reason be restricted, except in the following cases:
 - a) When the sentencing State Party so authorizes:
 - (i) A request for authorization shall be submitted accompanied by all relevant documents and a legal record of any statement made by the sentenced person;
 - (ii) The authorization shall be given when the crime for which it is requested would itself be subject to extradition under the domestic law of the sentencing State Party or when extradition would be excluded only by reason of the duration of punishment;
 - b) When the sentenced person, having had an opportunity to leave the territory of the administering State Party, has not done so within 45 days of final discharge, or if the person has returned to that territory after leaving it.
5. Notwithstanding the provisions of paragraph 4, the administering State Party may take any measures as necessary under its domestic law, including proceedings *in absentia*, to prevent any legal effects resulting from the lapse of time.
6. Nothing in this article shall oblige a State Party to take over the execution of sentences under the circumstances described in this article.

Article 73. Effect of transfer for the sentencing State Party

1. The taking into charge of the sentenced person by the authorities of the administering State Party shall have the effect of suspending the enforcement of the sentence in the sentencing State Party.

-
2. The sentencing State Party may no longer enforce the sentence if the administering State Party considers the enforcement of the sentence to have been completed.

Article 74. Effect of transfer for the administering State Party

1. The competent authorities of the administering State Party shall either:
 - a) Continue the enforcement of the sentence immediately or through a court or administrative order, in accordance with article 75; or
 - b) Convert the sentence, through a judicial or administrative procedure, into a decision of that State Party, thereby substituting for the sanction imposed in the sentencing State Party a sanction prescribed by the domestic law of the administering State Party for the same crime, in accordance with article 76.
2. Each State Party may exclude the application of one of the procedures referred to in paragraph 1 with respect to other States Parties by informing the central authorities of the States Parties, or, if the conditions in article 85, paragraphs 2 and 3, are met, the State designated to provide additional interim support.
3. The administering State Party, if requested, shall inform the sentencing State Party before the transfer of the sentenced person of which of the procedures referred to in paragraph 1 it shall follow.
4. The enforcement of the sentence shall be governed by the domestic law of the administering State Party and only that State Party shall be competent to take decisions related thereto.
5. Any State Party which, according to its domestic law, cannot avail itself of one of the procedures referred to in paragraph 1 to enforce measures imposed in the territory of another State Party on persons who for reasons of their mental condition have been held not criminally responsible for the commission of the crime, and which is prepared to receive such persons for further treatment, may indicate the procedures it shall follow in such circumstances by informing the central authorities of the States Parties, or, if the conditions in article 85, paragraphs 2 and 3, are met, the State designated to provide additional interim support.

Article 75. Continued enforcement

1. In the case of continued enforcement, the administering State Party shall be bound by the legal nature and duration of the sentence as determined by the sentencing State Party.
2. If the sentence referred to in paragraph 1 is by its nature or duration incompatible with the domestic law of the administering State Party, or if its domestic law so requires, the administering State Party may, by a court or administrative order, adjust the sanction imposed by the sentence to be enforced to the punishment or measure prescribed by its domestic law for a similar crime. As to its nature, the punishment or measure shall, as far as possible, correspond with the sanction imposed by the sentence to be enforced. It shall not aggravate, by its nature or duration, the sanction imposed by the sentence to be enforced, nor exceed the maximum prescribed by the domestic law of the administering State Party.

Article 76. Conversion of sentence

1. In the case of conversion of a sentence, the procedures provided for by the domestic law of the administering State Party shall apply. When converting the sentence, the competent authorities:

-
- a) Shall be bound by the findings as to the facts insofar as they appear explicitly or implicitly from the judgment rendered in the sentencing State Party;
 - b) May not convert a sanction involving deprivation of liberty to a pecuniary sanction;
 - c) Shall deduct the full period of deprivation of liberty served by the sentenced person;
 - d) Shall not aggravate the penal position of the sentenced person;
 - e) Shall not be bound by any minimum which the domestic law of the administering State Party may provide for the crime or crimes committed.
 2. If the conversion procedure takes place after the transfer of the sentenced person, the administering State Party shall keep that person in custody or otherwise ensure the presence of the sentenced person in the administering State Party pending the outcome of that procedure.

Article 77. Review of judgment

Only the sentencing State Party shall have the right to decide on any application for review of a judgment rendered in the sentencing State Party.

Article 78. Termination of enforcement

The administering State Party shall terminate the enforcement of the sentence as soon as it is informed by the sentencing State Party of any decision or measure as a result of which the sentence ceases to be enforceable.

Article 79. Information on enforcement

The administering State Party shall provide information to the sentencing State Party concerning the enforcement of the sentence:

- a) When it considers the enforcement of the sentence to have been completed;
- b) If the sentenced person has escaped from custody before the enforcement of the sentence has been completed; or
- c) If the sentencing State Party requests a special report.

Article 80. Transit of sentenced persons

1. A State Party shall, in accordance with its domestic law, grant a request for transit of a sentenced person through its territory if such a request is made by another State Party and the latter has agreed with another State Party or with a third State to the transfer of that person to or from its territory.
2. A State Party may refuse transit if the sentenced person is one of its nationals.
3. Requests for transit and replies shall be communicated through a channel of communication referred to in article 21, paragraph 1 or 2.
4. A State Party may grant a request for transit of a sentenced person through its territory made by a third State if that State has agreed with another State Party to the transfer to or from its territory.
5. The State Party requested to grant transit may hold the sentenced person in custody only for such time as transit through its territory requires.

-
6. The State Party requested to grant transit may be asked to give an assurance that the sentenced person will not be prosecuted, or, except as provided in paragraph 5, detained, or otherwise subjected to any restriction on the person's liberty in the territory of the State Party of transit for any crime committed or sentence imposed prior to the person's departure from the territory of the sentencing State.
 7. No request for transit shall be required if transport is by air over the territory of a State Party and no landing there is scheduled. A State Party may require that it be notified of any such transit over its territory by informing the central authorities of the States Parties, or, if the conditions in article 85, paragraphs 2 and 3, are met, the State designated to provide additional interim support.
 8. In the event of an unscheduled landing, article 65, paragraph 4, shall apply *mutatis mutandis*.

PART VI. VICTIMS, WITNESSES, EXPERTS AND OTHER PERSONS

Article 81. Definition of “victims”

1. Without prejudice to broader definitions under domestic law and for the purposes of this Part of the Convention:
 - a) “Victims” means natural persons who have suffered harm as a result of the commission of any crime to which this Convention applies;
 - b) “Victims” may include organizations or institutions that have sustained direct harm to any of their property which is dedicated to religion, education, art, science or charitable purposes, or to their historic monuments, hospitals and other places and objects for humanitarian purposes.
2. This article shall be applied in accordance with domestic law.

Article 82. Protection of victims, witnesses, experts and other persons

1. Each State Party shall take appropriate measures within its means to provide effective protection from potential retaliation or intimidation, including ill-treatment, to victims and witnesses and, as appropriate, their relatives or representatives, experts as well as any other persons participating in or cooperating with any investigation, prosecution or other proceedings within the scope of this Convention.
2. Without prejudice to the rights of the defendant, including the right to due process, the measures referred to in paragraph 1 may include:
 - a) Establishing procedures for the physical protection of the persons referred to in paragraph 1, such as, to the extent necessary and feasible, relocating them and permitting, where appropriate, non-disclosure or limitations on the disclosure of information concerning their identity and location;
 - b) Establishing procedures to allow victims, witnesses and experts to make a deposition in a manner that ensures their safety and, as appropriate, their physical and psychological well-being and privacy such as allowing the use of communication technologies.
3. States Parties shall consider entering into agreements or arrangements with other States for the relocation of persons referred to in paragraph 1.

Article 83. Rights of victims

1. Each State Party shall, subject to its domestic law, ensure that the victims of a crime to which the State Party applies this Convention, have the right to reparation for harm consisting of but not limited to, as appropriate, restitution, compensation or rehabilitation insofar as either:
 - a) The crime has been committed in any territory under the jurisdiction of that State Party;
or
 - b) That State Party is exercising its jurisdiction over the crime.
2. Each State Party shall, subject to its domestic law, establish procedures, as appropriate, to permit victims to participate in and enable views and concerns of victims to be presented and

considered at appropriate stages of criminal proceedings against alleged offenders in a manner not prejudicial to the rights of the defendant.

3. Each State Party shall, to the extent provided for in its domestic law and if so requested, give effect to a judgment or order in criminal proceedings, issued in accordance with the domestic law of the requesting State Party, to provide restitution, compensation or rehabilitation to victims of crimes to which it applies this Convention.

PART VII. INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS

Article 84. Meeting of States Parties

1. A first Meeting of States Parties shall be convened, at the proposal of at least one third of the States Parties, after the expiration of five years from the date of entry into force of this Convention or two years after the date of deposit of the fifteenth instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, whichever is the later. Thereafter, Meetings of States Parties may be held at the proposal of at least one third of the States Parties or as decided by the Meeting of States Parties.
2. At the Meeting of States Parties referred to in paragraph 1, the States Parties may:
 - a) Consider any amendment to this Convention proposed in accordance with article 87 and any additional annexes proposed in accordance with article 88;
 - b) Consider any other authentic texts of this Convention in an official language of the United Nations;
 - c) Consider the establishment of lean and cost-efficient institutional arrangements that are necessary to implement this Convention, including the activities provided for in article 85.
3. Notwithstanding and without prejudice to in-person meetings of the Meeting of States Parties, in order to promote and encourage the widest possible participation and relevant communication and consultation between States Parties, any available means of electronic communication and video conferencing shall be used to the greatest extent possible, as appropriate.

Article 85. Interim Support

1. The Kingdom of the Netherlands shall compile and make available the information for operational purposes, referred to in article 21, paragraph 4, as soon as practicable until two years after the date of deposit of the fifteenth instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention.
2. The Kingdom of the Netherlands may provide for additional interim support, including:
 - a) Compiling and making available the information for operational purposes, referred to in article 22, paragraph 2; article 40, paragraph 4; article 42, paragraph 5; article 74, paragraphs 2 and 5, and article 80, paragraph 7;
 - b) Making arrangements for the first Meeting of States Parties, referred to in article 84, paragraph 1.
3. The additional interim support referred to in paragraph 2 may be provided depending on the availability of voluntary financial contributions from States Parties to cover related costs.

PART VIII. FINAL PROVISIONS

Article 86. Settlement of disputes

1. States Parties shall endeavor to settle disputes concerning the interpretation or application of this Convention through negotiation.
2. Any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of this Convention that cannot be settled through negotiation within six months from the date of request for such settlement shall, at the request of one of those States Parties, be submitted to arbitration. If, six months after the date of the request for arbitration, those States Parties are unable to agree on the organization of the arbitration, any one of those States Parties may refer the dispute to the International Court of Justice by request in accordance with the Statute of the Court.
3. Each State may, at the time of signature, ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, declare that it does not consider itself bound by paragraph 2. The other States Parties shall not be bound by paragraph 2 with respect to any State Party that has made such a reservation.

Article 87. Amendments to this Convention

1. After the expiration of five years from the date of entry into force of this Convention or after the date of deposit of the fifteenth instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, whichever is the later, a State Party may propose an amendment to this Convention.
2. Any proposal for an amendment shall be communicated to the Depositary, which shall circulate the proposal forthwith to all States Parties for the purpose of considering and deciding on the proposal at the next Meeting of States Parties. The Depositary shall also communicate the proposed amendment to acceding States and Signatories to this Convention.
3. States Parties shall make every effort to reach agreement on any proposed amendment to this Convention by consensus. If all efforts at consensus have been exhausted, and no agreement has been reached, the amendment shall, as a last resort, require for its adoption a three-fourths majority vote of the States Parties present and voting at the Meeting of States Parties referred to in paragraph 2. For the purposes of this article, States Parties present and voting means States Parties present and casting an affirmative or negative vote.
4. The Depositary shall communicate any adopted amendment to this Convention to States Parties, acceding States and Signatories to this Convention for ratification, acceptance, or approval.
5. When amendments enter into force, they shall be binding on those States Parties which have consented to be bound by them. Other States Parties remain bound by the provisions of this Convention and any earlier amendment to which they have consented to be bound.
6. Any amendment shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the date of deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval. For each State Party ratifying, accepting, or approving the amendment after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval the amendment shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the date of deposit by such State of its instrument of ratification, acceptance or approval.

Article 88. Adoption of additional annexes

1. At any time after the expiration of five years from the date of entry into force of this Convention or after the date of deposit of the fifteenth instrument of ratification, acceptance or approval or accession, whichever is the later, any State Party may propose additional annexes to this Convention containing one or more crimes not listed in any other annex.
2. Additional annexes shall be proposed and adopted and shall enter into force according to the procedure under article 87, paragraphs 2 to 6.

Article 89. Signature, ratification, acceptance, approval and accession

1. This Convention shall be open for signature by all States on 14 and 15 February 2024 at the Peace Palace in the Hague. Thereafter, it shall remain open for signature from 19 February 2024 until 14 February 2025 at the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation of the Kingdom of Belgium in Brussels.
2. This Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Depositary.
3. This Convention shall be open for accession by any State. Instruments of accession shall be deposited with the Depositary.

Article 90. Entry into force

1. This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the date of deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession.
2. For each State ratifying, accepting, approving or acceding to this Convention after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession, this Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the date of deposit by such State of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.
3. Any declaration referred to in article 2, paragraph 2, made at the time of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention shall take effect on the date of entry into force of this Convention for the State concerned, in accordance with paragraph 1 or 2.
4. Any declaration referred to in article 2, paragraph 2, made after ratification, acceptance or approval or accession, but before the entry into force of this Convention, shall take effect on the date of entry into force of this Convention for the State concerned, in accordance with paragraph 1 or 2 or, if this Convention has already entered into force with regard to this State, on the first day of the month following the expiration of three months after the date of receipt of the declaration by the Depositary.
5. This Convention shall apply to any request presented after the date of entry into force of this Convention or, where later, the relevant annex, for the States Parties concerned, including where the relevant acts or omissions occurred before that date. Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention or, where applicable, at the time of notification to the Depositary that it shall also apply one or more annexes to this Convention, deposit a declaration with the Depositary reserving its right not to apply this Convention to requests relating to acts or omissions that occurred before the date indicated by

that State Party, provided that this date is no later than the entry into force of this Convention or the relevant annex for that State Party.

Article 91. Provisional application

1. Any State may, at the time of signature, declare that it shall provisionally apply this Convention or any Part thereof, pending the entry into force of this Convention for that State.
2. Requests for cooperation from States that are provisionally applying this Convention may be refused by States Parties that have not made a declaration under paragraph 1 prior to becoming a State Party to this Convention.
3. Any signatory State may terminate its provisional application of this Convention by written notification to the Depositary. Termination of the provisional application of this Convention shall take effect on the first day of the month following the date of receipt of the notification by the Depositary. The termination shall not affect the obligations of that State under this Convention regarding requests pursuant to this Convention made prior to the termination of the provisional application.

Article 92. Reservations

1. No reservations may be made to this Convention other than those provided for in this article.
2. A State may, at the time of signature, ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, formulate a reservation to article 39, article 40 or article 42, as well as a reservation as expressly provided for in article 86, paragraph 3, or article 90, paragraph 5.
3. A State may, at the time of signature, ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, formulate a reservation, for renewable periods of three years, based on grounds existing in its domestic law and in accordance with its obligations under international law, limiting the establishment of its jurisdiction under article 8, paragraph 3.
4. Any State that has formulated a reservation in accordance with paragraph 2 or 3 may, at any time, withdraw that reservation by notification to the Depositary.

Article 93. Withdrawal

1. A State Party may withdraw from this Convention by notifying the Depositary.
2. A withdrawal shall become effective one year after the date of receipt of the notification by the Depositary, or on such later date as may be specified in the notification of withdrawal.
3. A withdrawal shall not affect the obligations of that State under this Convention regarding requests pursuant to this Convention made prior to the date on which the withdrawal becomes effective in accordance with paragraph 2.
4. A State Party may withdraw a declaration referred to in article 2, paragraph 2, by notifying the Depositary. Such withdrawal shall become effective in accordance with the procedure referred to in paragraphs 2 and 3.

Article 94. Depositary and languages

1. The Kingdom of Belgium shall act as Depositary of this Convention and any amendments thereto.

-
2. The original version of this Convention, of which the English, French and Spanish texts are equally authentic, as well as any other authentic texts of this Convention referred to in article 84, paragraph 2, subparagraph (b), shall be deposited with the Depositary.
 3. The Depositary shall:
 - a) Keep custody of the original texts and any other authentic texts of this Convention referred to in article 84, paragraph 2, subparagraph (b);
 - b) Prepare certified true copies of the original texts and any other authentic texts of this Convention referred to in article 84, paragraph 2, subparagraph (b), and transmit these to the States Parties, and, upon request, to the States entitled to become parties to this Convention;
 - c) Register this Convention with the Secretariat of the United Nations in accordance with article 102 of the Charter of the United Nations.
 4. The Depositary shall notify the States Parties, acceding States and Signatories of:
 - a) Any declaration extending the scope of this Convention to the crime or crimes listed in any annex to this Convention, in accordance with article 2, paragraph 2;
 - b) Any notifications defining the term “nationals” made in accordance with article 9;
 - c) Any notification concerning the designation of a central authority, in accordance with article 20, paragraph 5;
 - d) Any notification concerning the channel of communication, in accordance with article 21, paragraph 2;
 - e) Any notification concerning the settlement of disputes, in accordance with article 86, paragraph 3;
 - f) The deposit of any instruments of ratification, acceptance or approval of or accession to an amendment to this Convention and the dates of entry into force of that amendment for the States Parties concerned, in accordance with article 87, paragraph 6;
 - g) The deposit of any instruments of ratification, acceptance, approval or accession, in accordance with article 89;
 - h) The date of entry into force of this Convention, in accordance with article 90, paragraph 1;
 - i) After the entry into force of this Convention, the date of entry into force of this Convention for the States Parties concerned, in accordance with article 90, paragraph 2;
 - j) Any declarations stating the provisional application of this Convention, in accordance with article 91, paragraph 1;
 - k) Any notifications regarding the termination of the provisional application of this Convention, in accordance with article 91, paragraph 3;
 - l) Any reservations in accordance with article 92;

m) Any notifications of withdrawal in accordance with article 93, paragraphs 1 and 4.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

DONE at Ljubljana on this 26th day of May 2023.

ANNEXES

Annex A. War crimes

In addition to the acts listed in article 5, paragraph 4, subparagraph (e), this Convention shall also apply to the following acts in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2:

- (a) Employing poison or poisoned weapons;
- (b) Employing asphyxiating, poisonous or other gases, and all analogous liquids, materials or devices;
- (c) Employing bullets which expand or flatten easily in the human body, such as bullets with a hard envelope which does not entirely cover the core or is pierced with incisions.

Annex B. War crimes

In addition to the acts listed in article 5, paragraph 4, subparagraph (b), and article 5, paragraph 4, subparagraph (e), this Convention shall also apply to the following acts in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2: Employing weapons, which use microbial or other biological agents, or toxins, whatever their origin or method of production.

Annex C. War crimes

In addition to the acts listed in article 5, paragraph 4, subparagraph (b), and article 5, paragraph 4, subparagraph (e), this Convention shall also apply to the following acts in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2: Employing weapons the primary effect of which is to injure by fragments which in the human body escape detection by X-rays.

Annex D. War crimes

In addition to the acts listed in article 5, paragraph 4, subparagraph (b), and article 5, paragraph 4, subparagraph (e), this Convention shall also apply to the following acts in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2: Employing laser weapons specifically designed, as their sole combat function or as one of their combat functions, to cause permanent blindness to unenhanced vision, that is to the naked eye or to the eye with corrective eyesight devices.

Annex E. War crimes

In addition to the acts listed in article 5, paragraph 4, subparagraph (e), this Convention shall also apply to the following act, in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2: Intentionally using starvation of civilians as a method of warfare by depriving them of objects indispensable to their survival, including willfully impeding relief supplies.

Annex F. Torture

1. In addition to the crimes listed in article 5, this Convention shall also apply to the crime of torture in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2.
2. For the purposes of this Convention, "torture" means any act by which severe pain or suffering, whether physical or mental, is intentionally inflicted on a person for such purposes as obtaining from him or a third person information or a confession, punishing him for an act he or a third person has committed or is suspected of having committed, or intimidating or coercing him or a third person, or for any reason based on discrimination of any kind, when such pain or suffering is inflicted by or at the instigation of or with the consent or acquiescence of a public official or other person acting in an official capacity. It does not include pain or suffering arising only from, inherent in or incidental to lawful sanctions.

Annex G. Enforced disappearance

1. In addition to the crimes listed in article 5, this Convention shall also apply to the crime of enforced disappearance, in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2.
2. For the purposes of this Convention, "enforced disappearance" means the arrest, detention, abduction or any other form of deprivation of liberty by agents of the State or by persons or groups of persons acting with the authorization, support or acquiescence of the State, followed by a refusal to acknowledge the deprivation of liberty or by concealment of the fate or whereabouts of the disappeared person, which place such a person outside the protection of the law.

Annex H. Crime of aggression

1. In addition to the crimes listed in article 5, this Convention shall also apply to the crime of aggression in respect of States Parties which have made a notification under article 2, paragraph 2.

2. For the purposes of this Convention, “crime of aggression” means the planning, preparation, initiation or execution, by a person in a position effectively to exercise control over or to direct the political or military action of a State, of an act of aggression which, by its character, gravity and scale, constitutes a manifest violation of the Charter of the United Nations.

3. For the purposes of paragraph 2, “act of aggression” means the use of armed force by a State against the sovereignty, territorial integrity or political independence of another State, or in any other manner inconsistent with the Charter of the United Nations. Any of the following acts, regardless of a declaration of war, shall, in accordance with United Nations General Assembly resolution 3314 (XXIX) of 14 December 1974, qualify as an act of aggression:

(a) The invasion or attack by the armed forces of a State of the territory of another State, or any military occupation, however temporary, resulting from such invasion or attack, or any annexation by the use of force of the territory of another State or part thereof;

(b) Bombardment by the armed forces of a State against the territory of another State or the use of any weapons by a State against the territory of another State;

(c) The blockade of the ports or coasts of a State by the armed forces of another State;

(d) An attack by the armed forces of a State on the land, sea or air forces, or marine and air fleets of another State;

(e) The use of armed forces of one State which are within the territory of another State with the agreement of the receiving State, in contravention of the conditions provided for in the agreement or any extension of their presence in such territory beyond the termination of the agreement;

(f) The action of a State in allowing its territory, which it has placed at the disposal of another State, to be used by that other State for perpetrating an act of aggression against a third State;

(g) The sending by or on behalf of a State of armed bands, groups, irregulars or mercenaries, which carry out acts of armed force against another State of such gravity as to amount to the acts listed above, or its substantial involvement therein.

CONVENTION DE LJUBLJANA–LA HAYE
POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
EN MATIÈRE D’ENQUÊTE ET DE POURSUITE
DU CRIME DE GÉNOCIDE, DES CRIMES CONTRE L’HUMANITÉ, DES CRIMES DE
GUERRE
ET D’AUTRES CRIMES INTERNATIONAUX

Table des matières

PRÉAMBULE	104
CHAPITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	106
Article 1. Objectif	106
Article 2. Champ d'application de la présente Convention	106
Article 3. Principe général d'interprétation.....	106
Article 4. Relations avec d'autres accords	106
Article 5. Définitions des crimes internationaux	106
Article 6. Application facultative de la présente Convention	112
Article 7. Criminalisation.....	113
Article 8. Compétence	113
Article 9. Ressortissants.....	114
Article 10. Principe général de coopération.....	114
Article 11. Prescription	114
Article 12. Droit de porter plainte	114
Article 13. Mesures préliminaires	114
Article 14. Aut dedere, aut iudicare	115
Article 15. Responsabilité des personnes morales	115
Article 16. Utilisation et protection des données à caractère personnel.....	115
Article 17. Échange spontané d'informations.....	116
Article 18. Frais	117
Article 19. Définitions se rapportant à l'entraide judiciaire et à l'extradition	117
CHAPITRE II AUTORITÉS CENTRALES ET COMMUNICATION	119
Article 20. Autorités centrales.....	119
Article 21. Canal de communication et points de contact uniques	119
Article 22. Langues acceptables.....	120
CHAPITRE III ENTRAIDE JUDICIAIRE	121
Article 23. Champ d'application du chapitre III	121
Article 24. Finalité de la demande	121
Article 25. Demande et pièces à l'appui	121
Article 26. Confidentialité des demandes d'entraide judiciaire	122
Article 27. Mesures provisoires	122
Article 28. Informations additionnelles	122
Article 29. Base légale de l'entraide judiciaire	123
Article 30. Motifs de refus de l'entraide judiciaire.....	123
Article 31. Restrictions aux transmissions et à l'utilisation des informations ou des éléments de preuve.....	124

Article 32. Exécution de la demande	125
Article 33. Dépositions de personnes dans l'État partie requis.....	125
Article 34. Audition par vidéoconférence	126
Article 35. Comparution de personnes dans l'État partie requérant	127
Article 36. Transfèrement temporaire de personnes détenues	127
Article 37. Immunité.....	128
Article 38. Transmission d'objets, de documents, de dossiers et autres éléments de preuve.....	128
Article 39. Techniques d'enquête spéciales	128
Article 40. Enquêtes discrètes	129
Article 41. Équipes communes d'enquête.....	129
Article 42. Observations transfrontalières	131
Article 43. Responsabilité pénale des agents de l'État	132
Article 44. Responsabilité civile des agents de l'État	132
Article 45. Coopération internationale aux fins de confiscation.....	133
Article 46. Restitution.....	134
Article 47. Aliénation des avoirs confisqués.....	135
Article 48. Transfert de procédures.....	135
CHAPITRE IV EXTRADITION.....	136
Article 49. Champ d'application du chapitre IV	136
Article 50. Base légale de l'extradition.....	136
Article 51. Motifs de refus de l'extradition.....	136
Article 52. Règle de spécialité	138
Article 53. Réextradition vers un État tiers.....	138
Article 54. Extradition de ressortissants	138
Article 55. Exécution de la demande	139
Article 56. Demande et pièces à l'appui	139
Article 57. Confidentialité des demandes d'extradition.....	140
Article 58. Demandes simultanées.....	140
Article 59. Arrestation provisoire.....	140
Article 60. Examen des périodes de détention.....	141
Article 61. Remise de l'extradé.....	141
Article 62. Remise différée ou temporaire.....	141
Article 63. Procédure d'extradition simplifiée.....	141
Article 64. Remise des biens.....	142
Article 65. Transit de la personne à extraditer	142
CHAPITRE V TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES	144
Article 66. Champ d'application du chapitre V et définitions relatives au transfèrement des personnes condamnées.....	144

Article 67. Conditions du transfèrement.....	144
Article 68. Obligation de fournir des informations.....	145
Article 69. Demandes, réponses et pièces à l'appui.....	145
Article 70. Consentement et vérification	146
Article 71. Personnes qui ont quitté l'État partie de condamnation.....	147
Article 72. Personnes condamnées frappées d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière.....	147
Article 73. Conséquences du transfèrement pour l'État partie de condamnation	148
Article 74. Conséquences du transfèrement pour l'État partie d'exécution.....	148
Article 75. Poursuite de l'exécution.....	149
Article 76. Conversion de la condamnation.....	149
Article 77. Révision du jugement	150
Article 78. Cessation de l'exécution	150
Article 79. Informations concernant l'exécution	150
Article 80. Transit des personnes condamnées	150
CHAPITRE VI VICTIMES, TÉMOINS, EXPERTS ET AUTRES PERSONNES.....	152
Article 81. Définition de victimes.....	152
Article 82. Protection des victimes, témoins, experts et autres personnes.....	152
Article 83. Droits des victimes.....	152
CHAPITRE VII DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES	154
Article 84. Réunion des États parties	154
Article 85. Soutien provisoire	154
CHAPITRE VIII DISPOSITIONS FINALES	155
Article 86. Règlement des différends.....	155
Article 87. Amendements à la Convention	155
Article 88. Adoption d'annexes additionnelles	156
Article 89. Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion	156
Article 90. Entrée en vigueur.....	156
Article 91. Application provisoire.....	157
Article 92. Réserves	157
Article 93. Retrait.....	158
Article 94. Dépositaire et langues	158
ANNEXES.....	160
Annexe A. Crimes de guerre	160
Annexe B. Crimes de guerre	161
Annexe C. Crimes de guerre	162
Annexe D. Crimes de guerre.....	163
Annexe E. Crimes de guerre	164

Annexe F. Torture.....	165
Annexe G. Disparition forcée	166
Annexe H. Crime d’agression.....	167

PRÉAMBULE

Les États parties à la présente Convention,

Rappelant que les crimes internationaux auxquels la présente Convention s'applique figurent parmi les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale dans son ensemble,

Soulignant que la lutte contre l'impunité de ces crimes est essentielle pour la paix, la stabilité, la justice et l'état de droit,

Soulignant que les États ont la responsabilité première d'enquêter sur les crimes internationaux auxquels la présente Convention s'applique et de poursuivre les auteurs présumés des crimes en question, et qu'ils doivent prendre toutes les mesures législatives et exécutives nécessaires à cet effet, affirmant leur volonté de favoriser les conditions permettant aux États d'assumer pleinement cette responsabilité première,

S'efforçant de poursuivre le développement du droit international pour combattre l'impunité qui entoure le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les autres crimes internationaux,

Réaffirmant les droits, obligations et responsabilités des États en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, ainsi que le principe de non-refoulement qu'il énonce,

Reconnaissant les droits des victimes, des témoins et d'autres personnes en relation avec les crimes internationaux auxquels s'applique la présente Convention, le rôle vital qu'ils jouent dans les procédures judiciaires, et la nécessité de protéger leur bien-être physique et psychologique et d'adopter une approche centrée sur les survivants, ainsi que de donner accès à la justice et à des recours appropriés, y compris, le cas échéant, au moyen de la justice réparatrice,

Reconnaissant également le droit des auteurs présumés d'infractions à un traitement équitable à tous les stades de la procédure,

Observant que les enquêtes sur ces crimes internationaux et les poursuites contre leurs auteurs impliquent souvent des suspects, des témoins, des éléments de preuve ou des biens situés en dehors du territoire de l'État qui mène l'enquête ou les poursuites,

Constatant que les enquêtes sur ces crimes internationaux et la poursuite effective de leurs auteurs au niveau national doivent être assurées en renforçant la coopération internationale,

Reconnaissant que la coopération internationale en matière pénale, conformément aux obligations internationales et aux lois nationales, constitue un élément primordial pour permettre aux États de poursuivre leurs efforts de lutte contre l'impunité, et **encourageant** le maintien et le renforcement de tels efforts à tous les niveaux,

Rappelant les principes d'égalité souveraine et d'intégrité territoriale des États, ainsi que le principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États,

Prenant note, avec satisfaction, du droit international coutumier existant et des dispositions figurant dans les instruments multilatéraux qui visent à combattre l'impunité du crime de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, incluant, entre autres, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et

des malades dans les forces armées en campagne, la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et les protocoles additionnels y relatifs, la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et les protocoles additionnels y relatifs, et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale,

Conscients du fait qu'au cours du 20e siècle et du 21e siècle, des millions de personnes ont été victimes d'atrocités inimaginables qui ont profondément choqué la conscience de l'humanité,

Déterminés à enquêter sur les crimes internationaux auxquels s'applique la présente Convention et à poursuivre en justice leurs auteurs de manière plus efficace, et **reconnaissant** la nécessité de renforcer le cadre juridique international de coopération à cette fin,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Objectif

La présente Convention a pour but de faciliter la coopération internationale en matière pénale entre les États parties, en vue de renforcer la lutte contre l'impunité du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et, selon le cas, de tous autres crimes internationaux.

Article 2. Champ d'application de la présente Convention

1. Les États parties appliquent la présente Convention aux crimes énoncés à l'article 5.
2. Chaque État peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification écrite au dépositaire qu'il appliquera également la présente Convention au(x) crime(s) énuméré(s) dans l'une quelconque des annexes de la présente Convention en relation avec tout autre État partie qui a notifié au dépositaire qu'il appliquera la Convention au même crime tel qu'indiqué dans l'annexe pertinente, qui fait partie intégrante de la présente Convention.

Article 3. Principe général d'interprétation

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme limitant ou affectant de quelque manière que ce soit les règles du droit international existantes ou en formation, y compris en ce qui concerne les définitions des crimes couverts par la présente Convention.

Article 4. Relations avec d'autres accords

Aucune disposition de la présente Convention n'empêche les États parties qui ont conclu d'autres accords, ou ont de toute autre manière établi des relations entre eux, à l'égard d'un sujet relevant du champ d'application de la présente Convention, d'appliquer de tels accords ou de mener leurs relations en conséquence, au lieu de la présente Convention, si cela facilite leur coopération.

Article 5. Définitions des crimes internationaux

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par « crime de génocide » l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :
 - a) meurtre de membres du groupe ;
 - b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
 - c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
 - d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
 - e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

-
2. Aux fins de la présente Convention, on entend par « crime contre l'humanité » l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque :
- a) meurtre ;
 - b) extermination ;
 - c) réduction en esclavage ;
 - d) déportation ou transfert forcé de population ;
 - e) emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international ;
 - f) torture ;
 - g) viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable ;
 - h) persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent paragraphe ou tout crime auquel la présente Convention s'applique ;
 - i) disparitions forcées de personnes ;
 - j) crime d'apartheid ;
 - k) autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale.
3. Aux fins du paragraphe 2 :
- a) par « attaque lancée contre une population civile », on entend le comportement qui consiste en la commission multiple d'actes visés au paragraphe 2 à l'encontre d'une population civile quelconque, en application ou dans la poursuite de la politique d'un État ou d'une organisation ayant pour but une telle attaque ;
 - b) par « extermination », on entend notamment le fait d'imposer intentionnellement des conditions de vie, telles que la privation d'accès à la nourriture et aux médicaments, calculées pour entraîner la destruction d'une partie de la population ;
 - c) par « réduction en esclavage », on entend le fait d'exercer sur une personne l'un quelconque ou l'ensemble des pouvoirs liés au droit de propriété, y compris dans le cadre de la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants ;
 - d) par « déportation ou transfert forcé de population », on entend le fait de déplacer de force des personnes, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs, de la région où elles se trouvent légalement, sans motifs admis en droit international ;
 - e) par « torture », on entend le fait d'infliger intentionnellement une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, à une personne se trouvant sous sa garde

ou sous son contrôle ; l'acception de ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légales, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles ;

- f) par « grossesse forcée », on entend la détention illégale d'une femme mise enceinte de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international. Cette définition ne peut en aucune manière s'interpréter comme ayant une incidence sur les lois nationales relatives à la grossesse ;
- g) par « persécution », on entend le déni intentionnel et grave de droits fondamentaux en violation du droit international, pour des motifs liés à l'identité du groupe ou de la collectivité qui en fait l'objet ;
- h) par « crime d'apartheid », on entend des actes inhumains analogues à ceux que vise le paragraphe 2, commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime ;
- i) par « disparitions forcées de personnes », on entend les cas où des personnes sont arrêtées, détenues ou enlevées par un État ou une organisation politique ou avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment de cet État ou de cette organisation, qui refuse ensuite d'admettre que ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé ou l'endroit où elles se trouvent, dans l'intention de les soustraire à la protection de la loi pendant une période prolongée.

4. Aux fins de la présente Convention, on entend par « crimes de guerre » :

- a) les infractions graves aux Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'ils visent des personnes ou des biens protégés par les dispositions des Conventions de Genève :
 - (i) l'homicide intentionnel ;
 - (ii) la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques ;
 - (iii) le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé ;
 - (iv) la destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire ;
 - (v) le fait de contraindre un prisonnier de guerre ou une personne protégée à servir dans les forces d'une puissance ennemie ;
 - (vi) le fait de priver intentionnellement un prisonnier de guerre ou toute autre personne protégée de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement ;
 - (vii) la déportation ou le transfert illégal ou la détention illégale ;
 - (viii) la prise d'otages ;

-
- b) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux, dans le cadre établi du droit international, à savoir, l'un quelconque des actes ci-après :
- (i) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités ;
 - (ii) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires ;
 - (iii) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil ;
 - (iv) le fait de diriger intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu ;
 - (v) le fait d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires ;
 - (vi) le fait de tuer ou de blesser un combattant qui, ayant déposé les armes ou n'ayant plus de moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;
 - (vii) le fait d'utiliser indûment le pavillon parlementaire, le drapeau ou les insignes militaires et l'uniforme de l'ennemi ou de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève, et, ce faisant, de causer la perte de vies humaines ou des blessures graves ;
 - (viii) le transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire ;
 - (ix) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, à condition qu'ils ne soient pas des objectifs militaires ;
 - (x) le fait de soumettre des personnes d'une partie adverse tombées en son pouvoir à des mutilations ou à des expériences médicales ou scientifiques quelles qu'elles soient qui ne sont ni motivées par un traitement médical, dentaire ou

hospitalier, ni effectuées dans l'intérêt de ces personnes, et qui entraînent la mort de celles-ci ou mettent sérieusement en danger leur santé ;

- (xi) le fait de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- (xii) le fait de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;
- (xiii) le fait de détruire ou de saisir les biens de l'ennemi, sauf dans les cas où ces destructions ou saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre ;
- (xiv) le fait de déclarer éteints, suspendus ou non recevables en justice les droits et actions des nationaux de la partie adverse ;
- (xv) le fait pour un belligérant de contraindre les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même s'ils étaient au service de ce belligérant avant le commencement de la guerre ;
- (xvi) le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut ;
- (xvii) le fait d'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- (xviii) le fait d'employer des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues ;
- (xix) le fait d'utiliser des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que des balles dont l'enveloppe dure ne recouvre pas entièrement le centre ou est percée d'entailles ;
- (xx) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants ;
- (xxi) le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, telle que définie au paragraphe 3, alinéa (f), la stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle constituant une infraction grave aux Conventions de Genève ;
- (xxii) le fait d'utiliser la présence d'un civil ou d'une autre personne protégée pour éviter que certains points, zones ou forces militaires ne soient la cible d'opérations militaires ;
- (xxiii) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit international, les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève ;
- (xxiv) le fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre, en les privant de biens indispensables à leur survie, y compris en empêchant intentionnellement l'envoi des secours prévus par les Conventions de Genève ;

-
- (xxv) le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités ;
- c) En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international, les violations graves de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après commis à l'encontre de personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention ou par toute autre cause :
- (i) les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture ;
 - (ii) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants ;
 - (iii) les prises d'otages ;
 - (iv) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires généralement reconnues comme indispensables ;
- d) Le paragraphe 4, alinéa (c), s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire ;
- e) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après :
- (i) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des personnes civiles qui ne participent pas directement aux hostilités ;
 - (ii) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit international, les signes distinctifs des Conventions de Genève ;
 - (iii) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil ;
 - (iv) le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades

ou des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires ;

- (v) le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut ;
 - (vi) le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, telle que définie au paragraphe 3, alinéa (f), la stérilisation forcée, ou toute autre forme de violence sexuelle constituant une violation grave de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève ;
 - (vii) le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités ;
 - (viii) le fait d'ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons ayant trait au conflit, sauf dans les cas où la sécurité des civils ou des impératifs militaires l'exigent ;
 - (ix) le fait de tuer ou de blesser par trahison un adversaire combattant ;
 - (x) le fait de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;
 - (xi) le fait de soumettre des personnes d'une autre partie au conflit tombées en son pouvoir à des mutilations ou à des expériences médicales ou scientifiques quelles qu'elles soient qui ne sont ni motivées par un traitement médical, dentaire ou hospitalier, ni effectuées dans l'intérêt de ces personnes, et qui entraînent la mort de celles-ci ou mettent sérieusement en danger leur santé ;
 - (xii) le fait de détruire ou de saisir les biens d'un adversaire, sauf si ces destructions ou saisies sont impérieusement commandées par les nécessités du conflit.
- f) Le paragraphe 4, alinéa (e), s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire. Il s'applique aux conflits armés qui opposent de manière prolongée sur le territoire d'un État les autorités du gouvernement de cet État et des groupes armés organisés ou des groupes armés organisés entre eux.
5. Aucune disposition du paragraphe 4, alinéas (c) et (e), n'a d'effet sur la responsabilité d'un gouvernement de maintenir ou rétablir l'ordre public dans l'État ou de défendre l'unité et l'intégrité territoriale de l'État par tous les moyens légitimes.
6. Aux fins de la présente Convention, les crimes couverts par la présente Convention ne sont pas considérés comme des crimes politiques, des crimes liés à un crime politique ou des crimes inspirés par des mobiles politiques.

Article 6. Application facultative de la présente Convention

Sans préjudice de l'article 2, les États parties peuvent convenir d'appliquer la présente Convention à toute demande qui vise un comportement donné, auquel toutes les conditions suivantes s'appliquent :

-
- a) le comportement consiste en un crime de génocide, un crime contre l'humanité, un crime de guerre, un crime d'agression, de la torture ou une disparition forcée en vertu du droit international ;
 - b) le comportement consiste en un crime de génocide, un crime contre l'humanité, un crime de guerre, un crime d'agression, de la torture ou une disparition forcée dans le droit interne de l'État partie requérant ;
 - c) le comportement consiste en une infraction justifiant l'extradition selon le droit interne de l'État partie requis.

Article 7. Criminalisation

1. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que les crimes auxquels l'État partie applique la présente Convention conformément à l'article 2 constituent des crimes au regard de son droit interne.
2. Tout État partie rend les crimes énoncés au paragraphe 1 passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.

Article 8. Compétence

1. Tout État partie prend les mesures qui seraient nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des crimes auxquels s'applique la présente Convention conformément à l'article 2, paragraphe 1, ainsi que de tout crime qu'il a notifié comme étant applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 2, dans les cas suivants :
 - a) lorsque les crimes sont commis sur tout territoire sous la juridiction dudit État ou à bord d'aéronefs ou de vaisseaux immatriculés dans cet État ;
 - b) lorsque l'auteur présumé est un ressortissant dudit État.
2. Tout État partie peut prendre les mesures qui seraient nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des crimes auxquels s'applique la présente Convention conformément à l'article 2, paragraphe 1, ainsi que de tout crime qu'il a notifié comme étant applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 2, dans les cas suivants :
 - a) lorsque l'auteur présumé est une personne apatride qui a sa résidence habituelle sur le territoire de cet État ;
 - b) lorsque la victime est un ressortissant dudit État.
3. Tout État partie prend également les mesures qui seraient nécessaires pour établir sa compétence à l'égard desdits crimes dans le cas où l'auteur présumé est présent sur tout territoire sous sa juridiction et où ledit État ne l'extrade pas vers l'un des États visés au paragraphe 1 ou 2, ou le remet à une cour ou à un tribunal pénal international compétent dont il a reconnu la compétence.
4. La présente Convention n'exclut aucune compétence pénale exercée conformément au droit interne.

Article 9. Ressortissants

Aux fins de la présente Convention, chaque État partie peut, à tout moment, par voie de notification écrite adressée au dépositaire, définir le terme « ressortissant » conformément à son droit interne.

Article 10. Principe général de coopération

Les États parties donnent suite aux demandes de coopération faites en vertu de la présente Convention conformément à leur droit interne.

Article 11. Prescription

Aux fins de la présente Convention, les crimes auxquels elle s'applique conformément à l'article 2 ne peuvent faire l'objet d'une prescription qui serait contraire au droit international.

Article 12. Droit de porter plainte

1. Chaque État partie prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que quiconque allègue que des crimes auxquels cet État partie applique la présente Convention conformément à l'article 2 ont été ou sont en train d'être commis ait le droit de porter plainte devant ses autorités compétentes.
2. Les États parties s'engagent à examiner toute plainte reçue, dans les meilleurs délais et de manière impartiale, conformément à leur droit interne et, le cas échéant, aux politiques internes pertinentes.

Article 13. Mesures préliminaires

1. S'il estime que les circonstances le justifient, après avoir examiné les renseignements dont il dispose, tout État partie sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis un crime auquel il applique la présente Convention conformément à l'article 2 met en détention cette personne ou prend toutes autres mesures juridiques nécessaires pour assurer sa présence, conformément à son droit interne. Cette détention et ces mesures ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition ou de remise.
2. Ledit État partie procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.
3. Une assistance est fournie à toute personne détenue en application du paragraphe 1 du présent article afin qu'elle puisse communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle est ressortissante ou, s'il s'agit d'une personne apatride, avec le représentant de l'État où elle réside habituellement.
4. Lorsqu'un État partie a mis une personne en détention, conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention et des circonstances qui la justifient les États parties visés à l'article 8, paragraphes 1 et 2. L'État partie qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 en communique rapidement, le cas échéant, les conclusions auxdits États parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 14. Aut dedere, aut iudicare

1. L'État partie sur le territoire sous la juridiction duquel est découvert l'auteur présumé de tout crime auquel s'applique la présente Convention conformément à l'article 2, s'il n'extrade pas ce dernier ou ne le remet pas à un autre État ou à une cour ou à un tribunal pénal international compétent, soumet l'affaire, dans les cas énoncés à l'article 8, à ses autorités compétentes pour l'exercice des poursuites.
2. Lesdites autorités prennent leur décision de la même manière que pour tout autre crime grave en vertu du droit interne de cet État partie. Dans les cas visés au paragraphe 3 de l'article 8, les règles de preuve qui s'appliquent aux poursuites et à la condamnation ne sont en aucune façon moins rigoureuses que celles qui s'appliquent dans les cas visés à l'article 8, paragraphes 1 et 2.
3. Toute personne poursuivie pour l'un des crimes visés par la présente Convention, bénéficie de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 15. Responsabilité des personnes morales

1. Tout État partie adopte les mesures qui seraient nécessaires, conformément à ses principes juridiques, pour établir la responsabilité des personnes morales pour leur participation aux crimes auxquels cet État partie applique la présente Convention conformément à l'article 2.
2. Sous réserve des principes juridiques de l'État partie, la responsabilité des personnes morales peut être pénale, civile ou administrative.
3. Cette responsabilité est sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques qui ont commis les crimes.
4. Chaque État partie veille, en particulier, à ce que les personnes morales tenues responsables conformément au présent article fassent l'objet de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives de nature pénale ou non pénale, y compris de sanctions pécuniaires.

Article 16. Utilisation et protection des données à caractère personnel

1. Les États parties veillent à ce que les données à caractère personnel transférées d'un État partie à un autre soient utilisées à la seule fin pour laquelle elles ont été transférées. Les données à caractère personnel ne sauraient être utilisées à une fin incompatible avec celle initialement prévue. Elles ne seront pas transférées à un État tiers ni à une organisation internationale sans l'approbation préalable de l'État partie qui les a initialement transférées. L'État partie qui les a initialement transférées peut préciser les conditions que l'État partie requérant doit respecter pour tout transfert ultérieur.
2. Dans le cas où l'État partie requis a imposé des conditions particulières pour l'utilisation des données à caractère personnel qu'il a fournies, l'État partie requérant donne, sur demande de l'État partie requis, des renseignements sur l'utilisation qui a été faite desdites données.
3. Dans le cas où, après divulgation des données à l'État partie requérant, l'État partie requis prend connaissance de circonstances pouvant l'appeler à ajouter une condition dans un cas particulier, une autorité centrale de l'État partie requis peut s'entretenir avec une autorité centrale de l'État partie requérant en vue de déterminer la mesure dans laquelle les données à caractère personnel peuvent être protégées.

-
4. Les États parties requis se transfèrent mutuellement des données à caractère personnel exactes. S'il apparaît que des données à caractère personnel incorrectes ont été transmises, ou que des données personnelles n'auraient pas dû être transférées par l'État partie requis ou requérant, l'État partie concerné en est immédiatement informé. L'État partie concerné corrige ou supprime les données à caractère personnel sans délai, à moins qu'elles ne soient nécessaires aux fins des paragraphes 8 et 9.
 5. Sur demande, la personne concernée est informée du transfert de toutes données à caractère personnel la concernant, ainsi que de la finalité de l'utilisation qui en sera faite. Toutefois, cette notification peut être suspendue dans le but d'éviter de nuire à la prévention et à la détection de crimes, ainsi qu'à l'enquête ou aux poursuites s'y rapportant.
 6. Les données à caractère personnel transférées seront effacées ou anonymisées par l'État partie requérant dès qu'elles ne seront plus nécessaires à la finalité pour laquelle elles ont été transférées, sauf si la conservation des données personnelles est requise pour garantir l'exercice des droits énoncés aux paragraphes 8 et 9.
 7. L'État partie qui reçoit les données à caractère personnel assure une protection appropriée de celles-ci contre la perte accidentelle, la destruction ou l'altération accidentelle ou illicite, la divulgation non autorisée, l'accès non autorisé et tout autre traitement non autorisé.
 8. Aux fins de la présente Convention, les États parties veillent à ce que toute personne concernée par un transfert de données ait le droit d'accéder à ses données à caractère personnel, de les rectifier ou de les effacer auprès de l'État partie qui a transmis les données ou de l'État partie qui les a reçues. L'exercice de ce droit peut être limité dans le cas où il compromettrait l'une des finalités mentionnées au paragraphe 1 ou l'exercice des droits et libertés d'autrui.
 9. Les États parties veillent à ce que les personnes concernées aient le droit de disposer d'un recours effectif en cas de violation de toute obligation énoncée dans le présent article.
 10. L'État partie requis n'est pas tenu de transférer des données à caractère personnel si le droit interne qui lui est applicable l'interdit ou s'il a des raisons de croire que les intérêts légitimes de la personne concernée pourraient être lésés par ce transfert.

Article 17. Échange spontané d'informations

1. Sans préjudice de son droit interne, un État partie peut, sans demande préalable, communiquer des informations concernant des crimes auxquels il applique la présente Convention à un autre État partie, s'il pense que de telles informations pourraient aider ce dernier État partie à entreprendre ou à conclure des enquêtes et des poursuites pénales, ou l'amener à formuler une demande en vertu de la présente Convention. Sans préjudice de conditions plus favorables dans d'autres instruments juridiques, il est procédé à l'échange spontané d'informations par l'intermédiaire des autorités compétentes des États parties concernés.
2. La transmission d'informations conformément au paragraphe 1 s'entend sans préjudice d'enquêtes et de poursuites pénales au sein de l'État partie qui fournit les informations.
3. Les autorités compétentes qui reçoivent ces informations accèdent à toute demande de l'État partie fournissant les informations tendant à ce que les informations restent confidentielles, même temporairement, ou à ce que leur utilisation soit assortie de restrictions.

-
4. Nonobstant le paragraphe 3, l'État partie qui reçoit les informations peut divulguer, lors de sa procédure, des informations à la décharge d'une personne accusée. Dans un tel cas, l'État partie qui reçoit les informations notifie l'État partie qui fournit les informations préalablement à la divulgation et, s'il lui en est fait la demande, consulte l'État partie fournissant les informations. Si, dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, l'État partie qui reçoit les informations avertit sans délai de la divulgation l'État partie qui fournit les informations.
 5. Si l'État partie qui fournit les informations en fait la demande, les informations transmises ne seront utilisées à titre d'éléments de preuve dans une procédure pénale que lorsqu'il aura été donné suite à une demande d'entraide judiciaire.

Article 18. Frais

1. Les frais ordinaires encourus pour exécuter une demande en application de la présente Convention sont à la charge de l'État partie requis, à moins qu'il n'en soit décidé autrement dans la présente Convention ou convenu autrement entre les États parties concernés. Lorsque des dépenses importantes ou extraordinaires sont ou se révèlent ultérieurement nécessaires pour exécuter la demande, les États parties concernés se consultent pour fixer les conditions selon lesquelles la demande est exécutée, ainsi que la manière dont les frais seront assumés.
2. À moins que l'État partie requis ne renonce au remboursement de tout ou partie de ces frais, l'État partie requérant prend en charge ou rembourse les frais suivants :
 - a) Les coûts induits par la présence d'experts sur le territoire de l'État partie requis ;
 - b) Les coûts relatifs à l'installation et la mise à disposition de liaisons vidéo ou téléphoniques ;
 - c) La rémunération des interprètes mis à la disposition par l'État partie requis ;
 - d) Les indemnités versées aux témoins ainsi que leurs frais de déplacement et de séjour dans l'État partie requis.
3. Les frais de transfert vers l'État partie requérant d'une personne en détention effectué en vertu de l'article 36 sont à la charge de l'État partie requérant.
4. Les frais de transport vers l'État partie requérant d'une personne dont l'extradition est demandée sont à la charge de l'État partie requérant.
5. Les frais de transport d'une personne condamnée vers l'État partie chargé d'exécuter la condamnation incombent à ce dernier.

Article 19. Définitions se rapportant à l'entraide judiciaire et à l'extradition

Aux fins de la présente Convention :

- a) on entend par « confiscation », y compris la déchéance, selon le cas, la dépossession permanente de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente ;
- b) on entend par « gel » ou « saisie » l'interdiction temporaire du transfert, de la conversion, de la disposition ou du mouvement de biens, ou le fait d'assumer temporairement la garde ou le contrôle de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente ;

-
- c) on entend par « produit du crime » tout bien provenant directement ou indirectement de la commission d'un crime auquel la présente Convention s'applique, ou obtenu directement ou indirectement en le commettant.
 - d) on entend par « biens » tous les types d'avoirs, corporels ou incorporels, meubles ou immeubles, tangibles ou intangibles, ainsi que les actes ou documents juridiques attestant la propriété de ces avoirs ou les droits y relatifs.

CHAPITRE II AUTORITÉS CENTRALES ET COMMUNICATION

Article 20. Autorités centrales

1. Chaque État partie désigne une ou plusieurs autorités centrales. Les autorités centrales ont la responsabilité de l'envoi et de la réception de demandes de coopération et d'informations relatives à la coopération conformément aux dispositions de la présente Convention, et encouragent l'exécution rapide et en bonne et due forme des demandes par les autorités compétentes.
2. Si un État partie a une région ou un territoire spécial doté d'un système de coopération différent en vertu de la Convention, il peut désigner une autorité centrale distincte qui aura les fonctions prévues au paragraphe 1 pour ladite région ou ledit territoire.
3. Lorsqu'un État partie dispose d'une autorité centrale distincte chargée d'envoyer et de recevoir les demandes et les informations conformément à des dispositions spécifiques de la présente Convention, il peut désigner une autorité centrale distincte qui aura les fonctions prévues au paragraphe 1 pour les dispositions pertinentes de la présente Convention.
4. À la demande d'un État partie ou de plusieurs d'entre eux, des consultations peuvent avoir lieu entre les autorités centrales sur des sujets en relation avec l'application de la présente Convention.
5. Chaque État notifie qu'il a désigné une ou plusieurs autorités centrales, conformément au paragraphe 1, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci, au moyen d'une déclaration adressée au dépositaire. Chaque État partie peut ultérieurement, à tout moment et de la même manière, modifier les termes de sa déclaration.

Article 21. Canal de communication et points de contact uniques

1. Les demandes adressées conformément à la présente Convention ainsi que toute communication y relative sont transmises aux autorités centrales désignées par les États parties.
2. Tout État peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci, ou à tout moment ultérieur, notifier au moyen d'une déclaration adressée au dépositaire, que les demandes lui soient adressées par la voie diplomatique et/ou, si possible, par l'Organisation internationale de police criminelle.
3. En vue de faciliter une communication efficace concernant l'exécution d'une demande individuelle effectuée conformément à la présente Convention, chaque État partie peut désigner, sans préjudice de l'article 20, paragraphes 1 à 4, des points de contact uniques au sein de ses autorités compétentes. Ces points de contact peuvent communiquer entre eux à propos d'aspects pratiques relatifs à l'exécution d'une telle demande.
4. Chaque État indique les points de contact uniques qu'il a désignés conformément à l'article 85, paragraphe 1.
5. La transmission de toute demande, information ou communication fondée sur la présente Convention peut être faite par voie électronique sécurisée, dans la mesure où les États parties concernés en conviennent, tout en prenant en considération la nécessité de protéger la

confidentialité et de garantir l'authenticité des éléments transmis. Dans tous les cas, l'État partie concerné doit soumettre, sur demande et à tout moment, l'original ou une copie certifiée conforme des documents.

Article 22. Langues acceptables

1. Les demandes sont formulées dans une langue acceptable pour l'État partie requis.
2. Chaque État partie indique la ou les langues acceptables pour celui-ci en informant les autorités centrales des États parties, ou, si les conditions énoncées à l'article 85, paragraphes 2 et 3, sont réunies, l'État partie désigné pour fournir un soutien provisoire supplémentaire.

CHAPITRE III ENTRAIDE JUDICIAIRE

Article 23. Champ d'application du chapitre III

1. Les États parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les crimes auxquels ils appliquent la présente Convention.
2. L'entraide judiciaire la plus large possible est accordée, autant que les lois, traités, accords et arrangements pertinents de l'État partie requis le permettent, lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des crimes dont une personne morale peut être tenue responsable dans l'État partie requérant, aux termes de l'article 15, paragraphe 1.

Article 24. Finalité de la demande

L'entraide judiciaire qui est accordée conformément aux dispositions de la présente Convention peut être demandée notamment aux fins suivantes :

- a) recueillir des témoignages ou des dépositions de personnes, y compris, dans la mesure compatible avec le droit interne de l'État partie requis, par vidéoconférence ;
- b) examiner des objets et visiter des lieux ;
- c) fournir des informations, des pièces à conviction et des rapports d'experts ;
- d) effectuer des perquisitions, des saisies et des décisions de confiscation ;
- e) signifier des actes judiciaires ;
- f) fournir des originaux ou des copies, certifiés le cas échéant, de documents, dossiers et données numériques pertinents, y compris des documents officiels, bancaires, financiers ou commerciaux et des documents de sociétés ;
- g) faciliter la comparution volontaire de personnes et le transfert temporaire des personnes détenues dans l'État Partie requérant ;
- h) recourir à des techniques d'enquête spéciales ;
- i) effectuer des observations transfrontalières ;
- j) établir des équipes communes d'enquête ;
- k) prendre les mesures permettant d'assurer une protection adéquate des victimes et des témoins ainsi que de leurs droits ;
- l) fournir tout autre type d'assistance compatible avec le droit interne de l'État partie requis.

Article 25. Demande et pièces à l'appui

1. Les demandes d'entraide judiciaire sont adressées par écrit, dans des conditions permettant à l'État partie requis d'en établir l'authenticité.
2. Une demande d'entraide judiciaire doit contenir les renseignements suivants, ou en être accompagnée :

-
- a) la désignation de l'autorité dont émane la demande ;
 - b) l'objet et la nature de l'enquête, des poursuites ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande, ainsi que le nom et les fonctions de l'autorité qui en est chargée ;
 - c) un résumé des faits pertinents, sauf pour les demandes adressées aux fins de la signification d'actes judiciaires ;
 - d) un exposé du droit interne pertinent, accompagné des textes de référence et un exposé des peines appliquées ou encourues pour les crimes ;
 - e) une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que l'État partie requérant souhaite voir appliquée ;
 - f) si possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée ;
 - g) le but dans lequel le témoignage, les informations ou les mesures sont demandés et, si nécessaire, leur pertinence dans le cadre de l'enquête, des poursuites ou de la procédure judiciaire sous-jacente ;
 - h) s'il y a lieu, le délai dans lequel l'assistance devrait être fournie et les motifs le justifiant ;
 - i) le cas échéant, un exposé du droit interne pertinent permettant à un témoin de refuser de faire une déposition.
3. En cas d'urgence, si l'État partie requérant et l'État partie requis en conviennent, les demandes peuvent être faites oralement ou par tout autre moyen pouvant produire un document écrit, mais doivent être confirmées, selon les prescriptions des paragraphes 1 et 2, dès que cela est raisonnablement possible.

Article 26. Confidentialité des demandes d'entraide judiciaire

L'État partie requis garde le secret sur la demande, sa teneur et la suite qui lui a été donnée, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter. Si l'État partie requis ne peut satisfaire à cette exigence, il en informe sans délai l'État partie requérant. L'État partie requérant détermine s'il doit tout de même être donné suite à la demande.

Article 27. Mesures provisoires

1. À la demande de l'État partie requérant, l'État partie requis peut, conformément à son droit interne, ordonner des mesures provisoires afin de préserver des éléments de preuve, de maintenir une situation existante ou de protéger des intérêts juridiques menacés.
2. L'État partie requis peut donner suite à la demande de mesures provisoires partiellement ou sous réserve de conditions, y compris en limitant la durée des mesures demandées.

Article 28. Informations additionnelles

Si l'État partie requis estime que les informations fournies en appui de la demande d'entraide judiciaire ne sont pas suffisantes pour prendre une décision concernant l'exécution de la demande ou permettre l'exécution de celle-ci, il peut demander que des informations complémentaires lui soient fournies dans un délai raisonnable qu'il spécifie.

Article 29. Base légale de l'entraide judiciaire

Si un État partie qui subordonne l'entraide judiciaire à l'existence d'un traité reçoit une demande d'entraide judiciaire d'un autre État partie avec lequel il n'a pas conclu pareil traité, il considère la présente Convention comme la base légale de l'entraide judiciaire en ce qui concerne tout crime auquel il applique cette Convention.

Article 30. Motifs de refus de l'entraide judiciaire

1. L'entraide judiciaire peut, compte dûment tenu des principes énoncés au paragraphe 2, être refusée si :
 - a) l'État partie requis a de sérieuses raisons de croire que la demande a été faite aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de sa race, de son genre, de sa couleur de peau, de son handicap mental ou physique, de son orientation sexuelle, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un groupe social particulier, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces raisons ;
 - b) la demande concerne un crime passible de la peine de mort en vertu du droit interne de l'État partie requérant, sauf si, conformément au droit interne de l'État partie requis :
 - (i) l'État partie requérant fournit des garanties crédibles, suffisantes et effectives que la peine de mort ne sera pas prononcée, ou, si l'État partie requis en fait la demande, accepte une condition qui satisfait aux exigences de l'État partie requis selon laquelle la peine de mort ne sera pas prononcée ; ou
 - (ii) lorsque le droit interne de l'État partie requis le permet et que la peine de mort a déjà été prononcée, l'État partie requérant fournit des garanties crédibles, suffisantes et effectives que la peine de mort ne sera pas appliquée, ou, si l'État partie requis en fait la demande, accepte une condition qui satisfait aux exigences de l'État partie requis selon laquelle la peine de mort ne sera pas appliquée ;
 - c) la demande porte sur des faits pour lesquels un jugement définitif a été rendu concernant la personne poursuivie dans l'État partie requis pour un crime fondé sur la même conduite criminelle ;
 - d) il existe de sérieuses raisons de penser que la personne concernée par la demande serait soumise à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou qu'elle subirait une violation flagrante du droit à un procès équitable ou d'autres violations flagrantes des droits de l'homme fondamentaux dans l'État partie requérant au sens du droit interne de l'État partie requis ;
 - e) le droit interne de l'État partie requis interdit à ses autorités de prendre les mesures demandées s'agissant d'un crime fondé sur la même conduite criminelle qui aurait fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une procédure judiciaire dans le cadre de sa propre compétence ;
 - f) la demande n'est pas faite conformément aux dispositions de la présente Convention ;

-
- g) l'État partie requis estime que l'exécution de la demande est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres intérêts essentiels ;
 - h) la demande a été émise au nom d'une cour ou d'un tribunal d'exception ou ad hoc de l'État partie requérant, sauf si les autorités compétentes de l'État partie requérant donnent des assurances considérées comme suffisantes selon lesquelles le jugement considéré sera rendu par une cour ou un tribunal qui est généralement compétent aux termes des règles d'administration judiciaires pour se prononcer sur les affaires pénales ;
 - i) le fait d'accorder la demande est contraire au droit interne de l'État partie requis concernant l'entraide judiciaire ;
 - j) il existe des motifs raisonnables de croire que la personne concernée par la demande risque la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle ou une peine d'une durée indéterminée.
- 2. Lorsqu'ils exercent leur pouvoir discrétionnaire au titre du paragraphe 1, les États parties prennent en considération les principes internationaux et nationaux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne.
 - 3. Les États parties ne peuvent refuser une demande d'entraide judiciaire au seul motif que le crime est également considéré comme touchant à des questions fiscales, ni au motif du secret bancaire.
 - 4. Tout refus, total ou partiel, d'entraide judiciaire doit être motivé.
 - 5. Avant de refuser une demande en vertu de cet article ou d'en différer l'exécution en vertu de l'article 32, paragraphe 4, l'État partie requis étudie, le cas échéant, avec l'État partie requérant la possibilité d'accorder l'entraide sous réserve des conditions qu'il juge nécessaires. Si l'État partie requérant accepte l'entraide sous réserve de ces conditions, il se conforme à ces dernières.

Article 31. Restrictions aux transmissions et à l'utilisation des informations ou des éléments de preuve

- 1. L'État partie requérant ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par l'État partie requis pour des enquêtes, poursuites ou procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de l'État partie requis.
- 2. Rien dans le présent article n'empêche l'État partie requérant de divulguer, lors de la procédure, des informations ou des éléments de preuve à décharge d'une personne accusée. Dans ce cas, l'État partie requérant avise l'État partie requis avant la divulgation et, s'il lui en est fait la demande, consulte l'État partie requis. Si, dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, l'État partie requérant informe sans délai l'État partie requis de la divulgation.
- 3. Dans le cas où l'État partie requis a imposé des conditions particulières pour l'utilisation des informations ou des éléments de preuve qu'il a fournis, l'État partie requérant donnera, sur demande de l'État partie requis, des renseignements sur l'utilisation qu'il a faite desdites informations et desdits éléments de preuve.

-
4. Dans le cas où, suite à la communication d'informations et d'éléments de preuve à l'État partie requérant, l'État partie requis prend connaissance de circonstances pouvant l'appeler à ajouter une condition dans un cas particulier, l'autorité centrale de l'État partie requis peut s'entretenir avec l'autorité centrale de l'État partie requérant en vue de déterminer la mesure dans laquelle les éléments de preuve et les informations peuvent être protégés.

Article 32. Exécution de la demande

1. Toute demande est exécutée conformément au droit interne de l'État partie requis et, dans la mesure où cela ne contrevient pas au droit interne de l'État partie requis et, lorsque cela est possible, conformément aux procédures spécifiées dans la demande.
2. L'État partie requis exécute la demande d'entraide judiciaire aussi promptement que possible et tient compte dans toute la mesure possible de tous délais suggérés par l'État partie requérant et qui sont motivés, de préférence dans la demande. Il répond aux demandes raisonnables de l'État partie requérant concernant les progrès dans l'exécution de la demande. Lorsque l'entraide demandée n'est plus nécessaire, l'État partie requérant en informe l'État partie requis sans délai.
3. À la demande expresse de l'État partie requérant, l'État partie requis indique, dans la mesure du possible, la date et le lieu de l'exécution de la demande d'entraide judiciaire. Les agents et les personnes intéressées pourront être présents si l'État partie requis donne son accord.
4. L'entraide judiciaire peut être différée par l'État partie requis au motif qu'elle entraverait une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire en cours. Le cas échéant, tout report doit être motivé, en précisant notamment, si possible, les conditions et le délai dans lesquels l'exécution pourrait avoir lieu.

Article 33. Dépositions de personnes dans l'État partie requis

1. Les témoins et les experts sont entendus conformément au droit interne de l'État partie requis. Les témoins et les experts peuvent refuser de faire des dépositions si le droit interne de l'État partie requis ou requérant le leur permet.
2. Si leur refus de faire des dépositions est fondé sur le droit interne de l'État partie requérant, l'État partie requis consulte l'État partie requérant.
3. Un témoin ou un expert invoquant le droit de refuser de faire une déposition, comme le prévoit le paragraphe 1, ne peut être soumis à aucune sanction dans l'État partie requérant ou requis pour cette raison.
4. Sans préjudice des mesures convenues pour la protection des personnes, l'État partie requis établit, à l'issue de l'audition, un procès-verbal indiquant la date et le lieu de l'audition, l'identité de la personne entendue, l'identité et la fonction de toute autre personne de l'État partie requis ayant participé à l'audition, toutes les éventuelles prestations de serment et les conditions techniques dans lesquelles s'est déroulée l'audition. Ce document est transmis par l'État partie requis à l'État partie requérant.
5. Lorsque des témoins ou des experts sont entendus sur son territoire, conformément au présent article, et refusent de faire une déposition alors qu'ils sont tenus de le faire, ou font de fausses

dépositions, chaque État partie prend les mesures nécessaires pour que son droit interne s'applique de la même manière que si l'audition avait lieu dans le cadre d'une procédure interne.

Article 34. Audition par vidéoconférence

1. Si une personne se trouve sur le territoire d'un État partie et doit être entendue comme témoin ou expert par les autorités judiciaires d'un autre État partie, ce dernier peut demander que l'audition ait lieu par vidéoconférence comme prévu aux paragraphes 2 à 7. Le présent paragraphe peut aussi s'appliquer à l'utilisation de la vidéoconférence à d'autres fins, par exemple l'identification d'objets, de personnes ou de lieux, si l'État partie requis y consent.
2. L'État partie requis consent à l'audition par vidéoconférence à condition que l'utilisation de la vidéoconférence ne soit pas contraire aux principes fondamentaux de son droit interne et à condition qu'il dispose des moyens techniques pour mener l'audition par vidéoconférence. Si l'État partie requis ne dispose pas des moyens techniques pour procéder à l'audition par vidéoconférence, l'État partie requérant peut mettre ces moyens à la disposition de la Partie requise par accord mutuel.
3. Les demandes d'audition par vidéoconférence doivent contenir, outre les informations visées à l'article 25, le nom de l'autorité judiciaire procédant à l'audition ou, si l'État partie requis y consent, d'une autre autorité compétente chargée de procéder à l'audition.
4. L'autorité judiciaire de l'État partie requis peut citer à comparaître la personne concernée selon les formes prévues par son droit interne.
5. Les règles suivantes s'appliquent à l'audition par vidéoconférence :
 - a) une autorité judiciaire de l'État partie requis est présente lors de l'audition, au besoin assistée d'un interprète, et peut également être chargée de veiller à la fois à l'identification de la personne à entendre et au respect des principes de base du droit interne de l'État partie requis; si l'autorité judiciaire de l'État partie requis estime que, pendant l'audition, il est porté atteinte aux principes de base du droit interne de l'État partie requis, elle prend immédiatement les mesures nécessaires pour que l'audition se poursuive conformément auxdits principes;
 - b) les mesures de protection de la personne à entendre sont convenues, si nécessaire, entre les autorités compétentes des États parties requérante et requise ;
 - c) l'audition est effectuée directement par l'autorité judiciaire de l'État partie requérant ou sous sa direction, conformément à son droit interne ;
 - d) à la demande de l'État partie requérant ou de la personne à entendre, l'État partie requis veille à ce que la personne à entendre soit assistée d'un interprète et/ou d'un conseiller juridique, si nécessaire ;
 - e) la personne à entendre peut invoquer le droit de ne pas faire de déposition qui lui serait reconnu par le droit interne soit de l'État partie requis soit de l'État partie requérant.
6. Les États parties peuvent, à leur gré, appliquer les dispositions du présent article aux audiences par vidéoconférence auxquelles participe la personne accusée ou le suspect, pour autant que ces derniers aient donné leur consentement. Dans ce cas, la décision de tenir la vidéoconférence et

la manière dont elle se déroulera doivent faire l'objet d'un accord entre les deux États parties concernés et être conformes à leurs droits internes et aux instruments internationaux pertinents.

7. Le présent article est sans préjudice de tout accord ou arrangement permettant de procéder à des audiences par vidéoconférence par d'autres moyens.

Article 35. Comparution de personnes dans l'État partie requérant

1. Si l'État partie requérant estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités judiciaires est nécessaire, il en fait mention dans sa demande de citation à comparaître. L'État partie requis invite le témoin ou l'expert à comparaître sur le territoire de l'État partie requérant et informe sans délai l'État partie requérant de la réponse du témoin ou de l'expert, le cas échéant.
2. Dans les circonstances prévues au paragraphe 1, la demande de citation à comparaître indique les indemnités approximatives à verser ainsi que les frais de déplacement et de séjour remboursables.
3. Si une demande spécifique est formulée, l'État partie requis peut accorder une avance au témoin ou à l'expert. L'avance sera remboursée par l'État partie requérant.
4. Le témoin ou l'expert qui n'aura pas déféré à une citation à comparaître dont la remise a été demandée ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins que ledit témoin ou expert ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de l'État partie requérant et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau.

Article 36. Transfèrement temporaire de personnes détenues

1. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un État partie, dont la présence est requise dans un autre État partie à des fins d'identification ou de déposition ou pour qu'elle apporte de toute autre manière son concours à l'obtention de preuves dans le cadre d'enquêtes, de poursuites ou de procédures judiciaires relatives aux crimes auxquels les États parties concernés appliquent la présente Convention, peut faire l'objet d'un transfèrement si les conditions ci-après sont réunies:
 - a) ladite personne donne librement son consentement éclairé ; et
 - b) les autorités compétentes des États parties concernés y consentent, sous réserve des conditions que ces États parties peuvent juger appropriées.
2. Aux fins du paragraphe 1 :
 - a) l'État partie vers lequel le transfèrement est effectué a le pouvoir et l'obligation de garder en détention la personne transférée, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'État partie à partir duquel la personne a été transférée ;
 - b) l'État partie vers lequel le transfèrement est effectué s'acquitte sans délai de l'obligation de remettre la personne à la garde de l'État partie à partir duquel le transfèrement a été effectué, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou à ce que les autorités compétentes des deux États parties auront autrement décidé ;

-
- c) l'État partie vers lequel le transfèrement est effectué ne peut exiger de l'État partie à partir duquel le transfèrement est effectué qu'il engage une procédure d'extradition pour que la personne lui soit remise ;
 - d) il est tenu compte de la période que la personne transférée a passé en détention dans l'État partie vers lequel elle a été transférée aux fins du décompte de la peine à purger dans l'État partie à partir duquel elle a été transférée.

Article 37. Immunité

1. Un témoin, un expert ou une autre personne qui, à la demande de l'État partie requérant, consent à déposer au cours d'une procédure ou à collaborer à une enquête, à des poursuites ou à une procédure judiciaire sur le territoire de l'État partie requérant ne sera pas poursuivi, détenu, puni ni soumis à d'autres restrictions de sa liberté personnelle sur ce territoire à raison d'actes, d'omissions ou de condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État partie requis.
2. L'immunité prévue au paragraphe 1 cesse lorsque le témoin, l'expert ou ladite personne :
 - a) ayant eu, pendant une période de quinze jours consécutifs ou toute autre période convenue par les États parties à compter de la date à laquelle la personne a été officiellement informée que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, la possibilité de quitter le territoire de l'État partie requérant y est néanmoins demeurée volontairement ; ou
 - b) ayant quitté le territoire de l'État partie requérant, y est revenue de son plein gré.

Article 38. Transmission d'objets, de documents, de dossiers et autres éléments de preuve

1. Sur demande, l'État partie requis peut transmettre des objets, des documents, des dossiers ou autres éléments de preuves demandés à l'État partie requérant. Si l'État partie requérant demande expressément la transmission des originaux de documents, dossiers ou autres éléments de preuve, l'État partie requis met tout en œuvre pour satisfaire à cette demande.
2. L'État partie requérant renvoie ce qui a été transmis dès que possible ou au plus tard après la fin de la procédure, à moins que l'État partie requis ne renonce expressément à ce renvoi.

Article 39. Techniques d'enquête spéciales

1. Si les principes fondamentaux de son système juridique national le permettent, chaque État partie, compte tenu de ses possibilités et conformément aux conditions prescrites dans son droit interne, prend les mesures nécessaires pour permettre le recours approprié aux livraisons surveillées et, lorsqu'il le juge approprié, le recours à d'autres techniques d'enquête spéciales, telles que la surveillance électronique ou d'autres formes de surveillance et les opérations d'infiltration, par ses autorités compétentes sur son territoire en vue d'enquêter sur les crimes auxquels il applique la présente Convention et de poursuivre leurs auteurs efficacement.
2. Aux fins des enquêtes sur les crimes auxquels ils appliquent la présente Convention, les États parties sont encouragés à conclure, si nécessaire, des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux appropriés pour recourir à des techniques d'enquête spéciales dans le cadre de la coopération internationale. Ces accords ou arrangements sont conclus et appliqués dans le

plein respect du principe de l'égalité souveraine des États et ils sont mis en œuvre dans le strict respect des dispositions qu'ils contiennent.

3. En l'absence d'accords ou d'arrangements visés au paragraphe 2, les décisions de recourir à des techniques d'enquête spéciales au niveau international sont prises au cas par cas et peuvent, si nécessaire, tenir compte d'ententes et d'arrangements financiers quant à l'exercice de leur compétence par les États parties concernés.

Article 40. Enquêtes discrètes

1. L'État partie requérant et l'État partie requis peuvent convenir de s'entraider pour la réalisation d'enquêtes pénales menées par des agents intervenant en secret ou sous une identité fictive sur des crimes auxquels ils appliquent la présente Convention.
2. Les autorités compétentes de l'État partie requis décident dans chaque cas d'espèce de la réponse à donner à la demande, en tenant dûment compte de ses loi et procédures nationales. Les autorités compétentes de l'État partie requérant et de l'État partie requis conviennent, dans le respect de leurs loi et procédures nationales, de la durée de l'enquête discrète, de ses modalités précises et du statut juridique des agents concernés.
3. Les enquêtes discrètes sont menées conformément à la loi et aux procédures nationales de l'État partie sur le territoire duquel elles se déroulent. Les autorités compétentes des États parties concernés coopèrent pour en assurer la préparation et la direction, et pour prendre des dispositions pour la sécurité des agents intervenant en secret ou sous une identité fictive.
4. Aux fins du paragraphe 2, chaque État partie, désignera les autorités compétentes en informant les autorités centrales des États parties ou, si les conditions énoncées à l'article 85, paragraphes 2 et 3, sont remplies, l'État désigné pour fournir un soutien provisoire supplémentaire.

Article 41. Équipes communes d'enquête

1. Les autorités compétentes de deux États parties au moins peuvent, d'un commun accord, prendre les mesures qui s'imposent conformément à leur droit interne et au droit international pour créer une équipe commune d'enquête, avec un objectif précis et pour une durée limitée pouvant être prolongée avec l'accord de tous les États parties, pour effectuer des enquêtes pénales dans un ou plusieurs des États parties concernés.
2. La composition de l'équipe est arrêtée dans l'accord. Une équipe commune d'enquête peut notamment être créée lorsque :
 - a) les enquêtes d'un État partie au sujet de crimes auxquels il applique la présente Convention nécessitent des enquêtes difficiles et impliquant la mobilisation d'importants moyens ayant des liens avec d'autres États parties ;
 - b) plusieurs États parties effectuent des enquêtes concernant des crimes auxquels ils appliquent la présente Convention, dans lesquels les circonstances de l'affaire requièrent une action coordonnée et concertée dans les États parties impliqués.
3. La demande de création d'une équipe commune d'enquête peut émaner de tout État partie concerné. L'équipe est créée dans l'un des États parties dans lesquels l'enquête doit être effectuée.

-
4. Outre les indications visées dans les dispositions pertinentes de l'article 25, les demandes de création d'une équipe commune d'enquête comportent des propositions relatives à la composition de l'équipe ainsi qu'à l'objet et à la durée pour laquelle l'équipe commune d'enquête serait constituée.
 5. L'équipe commune d'enquête intervient sur le territoire des États parties qui la créent dans les conditions générales suivantes :
 - a) Le ou les responsables de l'équipe représentent les autorités compétentes participant aux enquêtes pénales de l'État partie dans lequel opère l'équipe.
 - b) Le ou les responsables de l'équipe agissent dans les limites des compétences qui sont les leurs au regard de leur droit interne respectif ;
 - c) L'équipe mène ses opérations conformément au droit interne de l'État partie où elle opère ;
 - d) Les membres et les membres détachés de l'équipe exécutent leurs tâches sous la responsabilité de la ou des personnes visées à l'alinéa (a), en tenant compte des conditions fixées par leurs propres autorités dans l'accord relatif à la création de l'équipe ;
 - e) l'État partie dans lequel l'équipe opère crée les conditions organisationnelles nécessaires pour lui permettre de mener ses opérations.
 6. Dans le présent article, les membres de l'équipe commune d'enquête provenant des États parties où opère l'équipe sont appelés « membres », tandis que les membres provenant d'États parties autres que l'État partie dans lequel l'équipe intervient sont appelés « membres détachés ».
 7. Les membres détachés auprès de l'équipe commune d'enquête sont habilités à être présents lorsque des mesures d'enquête sont prises dans l'État partie où opère l'équipe. Toutefois, le responsable de l'équipe peut en décider autrement pour des raisons particulières, conformément au droit interne de l'État partie où les opérations sont menées.
 8. Les membres détachés de l'équipe commune d'enquête peuvent, conformément au droit interne de l'État partie où opère l'équipe, se voir confier, par le responsable de l'équipe, la tâche de prendre certaines mesures d'enquête, moyennant le consentement des autorités compétentes de l'État partie où les opérations sont menées et de l'État partie qui a procédé au détachement.
 9. Lorsque l'équipe commune d'enquête a besoin que des mesures d'enquête soient prises dans un des États parties qui l'ont créée, les membres détachés auprès de l'équipe par ledit État partie peuvent demander à leurs propres autorités compétentes de prendre ces mesures. Ces mesures sont considérées dans cet État partie selon les conditions qui s'appliqueraient si elles étaient demandées dans le cadre d'une enquête interne.
 10. Lorsque l'équipe commune d'enquête a besoin de l'aide d'un État partie autre que ceux qui l'ont créée, ou d'un État tiers, la demande d'entraide peut être adressée par les autorités compétentes de l'État partie où les opérations sont menées à leur homologue de l'autre État concerné, conformément aux instruments ou arrangements pertinents.
 11. Les membres détachés auprès de l'équipe commune d'enquête peuvent, conformément à leur droit interne et dans les limites de leurs compétences, fournir à l'équipe des informations qui

sont disponibles dans l'État partie qui les a détachés aux fins des enquêtes pénales menées par l'équipe.

12. Les informations obtenues de manière régulière par un membre ou un membre détaché dans le cadre de sa participation à une équipe commune d'enquête et qui ne peuvent pas être obtenues d'une autre manière par les autorités compétentes des États parties concernés peuvent être utilisées aux fins suivantes :
 - a) aux fins pour lesquelles l'équipe a été créée ;
 - b) pour détecter, enquêter sur et poursuivre d'autres crimes sous réserve du consentement préalable de l'autorité compétente de l'État partie où l'information a été obtenue, qui ne peut être refusé que dans les cas où une telle utilisation représenterait un danger pour les enquêtes pénales menées dans cet État partie ou pour lesquels cet État partie pourrait refuser l'entraide judiciaire ;
 - c) pour prévenir un danger immédiat et sérieux pour la sécurité publique, et sans préjudice de l'alinéa (b) si une enquête pénale est ouverte par la suite ;
 - d) à d'autres fins, pour autant que cela ait été convenu par les États parties qui ont créé l'équipe.
13. Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux autres dispositions ou arrangements existants relatifs à la création ou à l'intervention d'équipes communes d'enquête.
14. Dans la mesure où le droit interne des États parties impliqués ou les dispositions de tout instrument juridique applicable entre eux le permettent, des arrangements peuvent être conclus pour que des personnes autres que des représentants des autorités compétentes des États parties qui ont créé l'équipe commune d'enquête prennent part aux activités de l'équipe. Les droits conférés aux membres et aux membres détachés auprès de l'équipe en vertu du présent article ne s'appliquent pas à ces personnes, sauf disposition contraire figurant explicitement dans l'accord.

Article 42. Observations transfrontalières

1. Les agents forces de l'ordre des États parties qui, dans le cadre d'une enquête judiciaire, observent dans leur pays une personne qui est présumée avoir participé à un crime auquel les États parties concernés appliquent la présente Convention, ou une personne à l'égard de laquelle il y a de sérieuses raisons de croire qu'elle peut conduire à l'identification ou à la localisation de cette personne, peuvent être autorisés à continuer cette observation sur le territoire d'un autre État partie lorsque celui-ci a autorisé l'observation transfrontalière sur la base d'une demande d'entraide judiciaire présentée au préalable. L'autorisation peut être assortie de conditions.
2. Sur demande, l'observation transfrontalière sera confiée à des agents de l'État partie sur le territoire duquel elle est effectuée.
3. La demande d'entraide judiciaire mentionnée au paragraphe 1 doit être adressée à une autorité désignée par chaque État partie et compétente pour accorder ou transmettre l'autorisation demandée.
4. L'observation transfrontalière, si elle est effectuée par un ou plusieurs agents visés au paragraphe 1 ne peut être exercée qu'aux conditions générales suivantes :

-
- a) Les agents observateurs doivent se conformer aux dispositions du présent article et au droit interne de l'État partie sur le territoire duquel ils opèrent ; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités compétentes de cet État ;
 - b) Les agents observateurs se munissent, durant l'observation, d'un document attestant que l'autorisation a été accordée ;
 - c) Les agents observateurs sont en mesure de justifier à tout moment de leur qualité officielle ;
 - d) Les agents observateurs peuvent emporter leurs armes de service pendant l'observation, sauf décision contraire expresse de l'État partie requis ; leur utilisation est interdite, sauf en cas de légitime défense, conformément au droit interne de l'État partie requis ;
 - e) L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite ;
 - f) Les agents observateurs ne peuvent ni interpellier et interroger la personne observée, ni l'arrêter ;
 - g) Toute opération fait l'objet d'un rapport aux autorités de l'État partie sur le territoire duquel elle est intervenue ; la comparution personnelle des agents observateurs peut être requise ;
 - h) Les autorités de l'État partie dont les agents observateurs sont originaires apportent, lorsqu'il est demandé par les autorités de l'État partie sur le territoire duquel l'observation a eu lieu, leur concours à l'enquête consécutive à l'opération à laquelle ils ont participé, y compris à toutes procédures judiciaires.
5. Aux fins du paragraphe 3, chaque État partie, désignera les autorités compétentes en informant les autorités centrales des États parties ou, si les conditions énoncées à l'article 85, paragraphes 2 et 3, sont remplies, l'État désigné pour fournir un soutien provisoire supplémentaire.

Article 43. Responsabilité pénale des agents de l'État

Au cours des opérations visées aux articles 39, 40, 41 et 42, les agents d'un État partie autre que l'État partie où se déroule l'opération sont assimilés aux agents de celui-ci en ce qui concerne les crimes dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient, à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les États parties concernés.

Article 44. Responsabilité civile des agents de l'État

1. Lorsque, conformément aux articles 39, 40, 41 et 42, les agents d'un État partie se trouvent en mission sur le territoire d'un autre État partie, le premier État partie est responsable des dommages qu'ils causent pendant le déroulement de la mission, conformément au droit interne de l'État partie où se déroule l'opération.
2. L'État partie où les dommages visés au paragraphe 1 sont causés accorde une indemnisation pour ces dommages dans les conditions applicables à tout dommage causé par ses propres agents.
3. L'État partie dont les fonctionnaires ont causé des dommages à une personne sur le territoire d'un autre État partie rembourse intégralement à ce dernier toute indemnisation versée à ladite personne.

-
4. Sans préjudice de l'exercice de ses droits à l'égard des tiers et à l'exception du paragraphe 3, chaque État partie renoncera, dans le cas prévu au paragraphe 1, à demander le remboursement du montant des dommages causés par un autre État partie.
 5. Les dispositions du présent article s'appliquent, sauf accord contraire des États parties concernés.

Article 45. Coopération internationale aux fins de confiscation

1. Dans toute la mesure possible et en conformité avec son droit interne, un État partie qui, concernant un crime auquel il applique la présente convention, a reçu une demande ayant pour objet la confiscation du produit du crime ou de biens dont la valeur correspond à celle du produit du crime, y compris les biens blanchis, ou de biens, matériels ou autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour de tels crimes, ou d'autres biens aux fins d'accorder des réparations aux victimes, conformément à l'article 83, paragraphe 3, situés sur son territoire, soit:
 - a) transmet la demande à ses autorités compétentes en vue de faire prononcer une décision de confiscation et, si celle-ci intervient, la faire exécuter ; soit
 - b) transmet à ses autorités compétentes, afin qu'elle soit exécutée dans les limites de la demande, la décision de confiscation prise par un tribunal situé sur le territoire de l'État partie requérant, pour ce qui est du produit du crime, des biens, des matériels ou autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour les crimes auxquels cet État partie applique la présente Convention, ou d'autres biens aux fins d'accorder des réparations aux victimes conformément à l'article 83, paragraphe 3, situés sur le territoire de l'État partie requis.
2. Lorsqu'une demande est faite par un autre État partie qui a compétence pour connaître d'un crime auquel il applique la présente Convention, l'État partie requis prend, dans toute la mesure du possible et en conformité avec son droit interne, des mesures pour identifier, localiser et geler ou saisir le produit du crime, les biens, les matériels ou les autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour les crimes auxquels cet État partie applique la présente Convention, en vue d'une potentielle confiscation à ordonner soit par l'État partie requérant, soit comme suite à une demande formulée en vertu du paragraphe 1 du présent article, par l'État partie requis.
3. Si le produit du crime a été transformé ou converti, en partie ou en totalité, en d'autres biens, ces derniers peuvent être soumis aux mesures visées au présent article en lieu et place dudit produit du crime.
4. Si le produit du crime a été mêlé à des biens acquis légitimement, ces biens, sans préjudice de tout pouvoir de gel ou de saisie, peuvent être confisqués à concurrence de la valeur estimée du produit du crime qui y a été mêlé.
5. Les revenus ou autres avantages tirés du produit du crime, des biens en lesquels le produit a été transformé ou converti ou des biens auxquels il a été mêlé peuvent aussi être soumis à des mesures visées au présent article, de la même manière et dans la même mesure que le produit du crime.
6. Aux fins du présent article, chaque État partie habilite ses tribunaux ou autres autorités compétentes à ordonner la production ou la saisie de documents bancaires, financiers ou

commerciaux. Les États parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser de donner effet aux dispositions du présent paragraphe.

7. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article peuvent s'appliquer également à la confiscation consistant en l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du produit du crime, si des biens sur lesquels peut porter la confiscation se trouvent sur le territoire de l'État partie requis. En pareil cas, en procédant à la confiscation conformément au paragraphe 1, l'État partie requis peut, à défaut de paiement, faire recouvrer sa créance sur tout bien disponible à cette fin.
8. Les États parties peuvent coopérer dans la mesure la plus large possible en conformité avec leur droit interne respectif avec les États parties qui sollicitent l'exécution de mesures qui sont équivalentes à la confiscation et conduisant à une privation de propriété et qui ne constituent pas des sanctions pénales, dès lors que de telles mesures ont été ordonnées par une autorité judiciaire de l'État partie requérant en rapport avec des crimes auxquels ils appliquent la présente Convention, dans la mesure où il est établi que les biens constituent des produits du crime ou des biens tels que ceux visés aux paragraphes 3 à 5.
9. Outre les informations visées à l'article 25, les demandes faites conformément au présent article contiennent :
 - a) lorsque la demande relève du paragraphe 1, alinéa (a), du présent article, une description des biens ou des actifs à confisquer et un exposé des faits sur lesquels se fonde l'État partie requérant qui permettent à l'État partie requis de faire prononcer une décision dans le cadre de son droit interne ;
 - b) lorsque la demande relève du paragraphe 1, alinéa (b), du présent article, une copie légalement admissible de la décision de confiscation rendue par l'État partie requérant sur laquelle la demande est fondée, un exposé des faits et des informations indiquant dans quelles limites il est demandé d'exécuter la décision ;
 - c) lorsque la demande relève du paragraphe 2 du présent article, un exposé des faits sur lesquels se fonde l'État partie requérant et une description des mesures demandées.
10. Les décisions ou mesures prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article sont prises par l'État partie requis conformément à son droit interne et selon les dispositions dudit droit, et conformément aux règles de procédure ou à tout traité, accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral existant avec l'État partie requérant.
11. L'interprétation des dispositions du présent article ne doit en aucun cas porter atteinte aux droits des tiers agissant de bonne foi.

Article 46. Restitution

1. Sur demande de l'État partie requérant et sans préjudice des droits des tiers agissant de bonne foi, l'État partie requis peut, dans la mesure où son droit interne le permet, mettre à la disposition de l'État partie requérant des biens gelés, saisis ou confisqués, obtenus par un crime auquel les États parties concernés appliquent la présente Convention. L'État partie requérant peut décider de restituer les biens à leurs propriétaires légitimes.
2. Lorsque l'État partie requis transmet des objets, documents, enregistrements ou éléments de preuve, il peut renoncer, soit avant, soit après leur remise à l'État partie requérant, au renvoi

des objets, documents, enregistrements ou éléments de preuve qui ont été remis à ce dernier si cela peut favoriser leur restitution à leur propriétaire légitime.

Article 47. Aliénation des avoirs confisqués

1. Un État partie qui confisque le produit du crime ou des biens en application de l'article 45 en dispose conformément à son droit interne et à ses procédures administratives.
2. Lorsque les États parties agissent à la demande d'un autre État partie en application de l'article 45, ils doivent, dans la mesure où leur droit interne le leur permet et si la demande leur en est faite, envisager à titre prioritaire de restituer le produit du crime ou les biens confisqués, ou la valeur correspondant à ce produit ou à ces biens à l'État partie requérant, afin que ce dernier puisse indemniser les victimes de crimes auxquels les États parties appliquent la présente Convention ou restituer ce produit du crime ou ces biens à leurs propriétaires légitimes.
3. Lorsqu'un État partie agit à la demande d'un autre État partie en application de l'article 45, il peut envisager spécialement de conclure des accords ou arrangements prévoyant de partager avec d'autres États parties, systématiquement ou au cas par cas, ce produit ou ces biens, ou les fonds provenant de leur vente, conformément à son droit interne ou à ses procédures administratives.

Article 48. Transfert de procédures

Les États parties peuvent envisager la possibilité de se transférer mutuellement les procédures relatives à la poursuite d'un crime auquel ils appliquent la présente Convention dans les cas où ce transfert est jugé nécessaire dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, en particulier lorsque plusieurs juridictions sont concernées.

CHAPITRE IV EXTRADITION

Article 49. Champ d'application du chapitre IV

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux crimes auxquels s'applique la présente Convention, lorsque la personne faisant l'objet de la demande d'extradition de l'État partie se trouve sur le territoire de l'État partie requis.
2. Sans préjudice de l'article 51, l'extradition est accordée si le crime est passible d'une peine privative de liberté d'une durée maximale d'au moins un an en vertu du droit interne tant de l'État partie requis que de l'État partie requérant. Lorsqu'une personne a été condamnée à une peine d'emprisonnement dans l'État partie requérant, la durée de la peine restant à purger doit être d'au moins six mois.
3. Si la demande d'extradition porte sur plusieurs crimes distincts, dont au moins un donne lieu à extradition en vertu de la présente Convention et dont certains ne sont pas visés par la présente Convention, l'État partie requis est en droit d'appliquer les dispositions du présent article également à ces derniers crimes.
4. Chacun des crimes auxquels les États parties appliquent la présente Convention est réputé inclus dans tout traité d'extradition applicable entre ces États en tant que crime dont l'auteur peut être extradé. Les États parties s'engagent à inclure ces crimes en tant que crimes dont l'auteur peut être extradé dans tout traité d'extradition qu'ils concluront entre eux.

Article 50. Base légale de l'extradition

Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'un État partie avec lequel il n'a pas conclu pareil traité, il considère la présente Convention comme la base légale de l'extradition pour tout crime auquel s'applique la présente Convention.

Article 51. Motifs de refus de l'extradition

1. L'extradition est refusée si :
 - a) L'État partie requis a de sérieuses raisons de croire que la demande a été faite aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de son genre, de sa race, de sa couleur de peau, de son handicap mental ou physique, de son orientation sexuelle, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un groupe social particulier, ou que donner suite à cette demande porterait un préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces raisons;
 - b) La demande concerne un crime passible de la peine de mort en vertu du droit interne de l'État partie requérant, sauf si, conformément au droit interne de l'État partie requis :
 - (i) l'État partie requérant fournit des garanties crédibles, suffisantes et effectives que la peine de mort ne sera pas prononcée, ou, si l'État partie requis en fait la demande, accepte une condition qui satisfait aux exigences de l'État partie requis, selon laquelle la peine de mort ne sera pas prononcée ;
 - (ii) lorsque le droit interne de l'État partie requis le permet et que la peine de mort a déjà été prononcée, l'État partie requérant fournit des garanties crédibles,

suffisantes et effectives que la peine de mort ne sera pas appliquée, ou, si l'État partie requis en fait la demande, accepte une condition qui satisfait aux exigences de l'État partie requis, selon laquelle la peine de mort ne sera pas appliquée ;

- c) L'État partie requis a déjà rendu un jugement définitif à l'encontre de la personne dont l'extradition est demandée pour un crime fondé sur la même conduite criminelle ;
- d) Il existe de sérieuses raisons de penser que la personne dont l'extradition est demandée serait soumise à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou qu'elle subirait une violation flagrante du droit à un procès équitable ou d'autres violations graves des droits de l'homme fondamentaux, dans l'État partie requérant au sens du droit interne de l'État partie requis.

2. L'extradition peut être refusée si :

- a) la personne recherchée court un risque réel d'être condamnée à une peine d'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle ou à une peine d'une durée indéterminée ;
- b) la personne dont l'extradition est demandée doit être jugée devant une cour ou un tribunal international compétent et reconnu par l'État partie requis ;
- c) la personne recherchée a été définitivement jugée par une juridiction internationale compétente dont la compétence est reconnue par l'État partie requis ou par un autre État pour connaître d'un crime fondé sur la même conduite criminelle ;
- d) les autorités compétentes de l'État partie requis ont engagé des poursuites contre la personne dont l'extradition est demandée pour un crime présumé fondé sur la même conduite criminelle pour lequel l'extradition est demandée ;
- e) la demande a été émise au nom d'une cour ou d'un tribunal d'exception ou ad hoc de l'État partie requérant, sauf si les autorités compétentes de l'État partie requérant donnent des assurances considérées comme suffisantes selon lesquelles le jugement sera rendu par une cour ou un tribunal qui a généralement compétence aux termes des règles d'administration judiciaires pour se prononcer sur les affaires pénales ;
- f) l'État partie requis a reçu des demandes concurrentes de la part de plus d'un État ou d'une cour ou d'un tribunal pénal international compétent et a fait droit à l'une de ces demandes ;
- g) la demande n'est pas faite conformément aux dispositions de la présente Convention ;
- h) la remise de la personne recherchée est susceptible d'entraîner pour celle-ci des conséquences d'une exceptionnelle gravité, notamment en raison de son âge ou de son état de santé ;
- i) sans préjudice de l'article 11, le crime est prescrit en vertu du droit interne de l'État partie requis, à moins que cela ne soit contraire au droit international ;
- j) l'État partie requis considère que l'exécution de la demande est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à tout autre intérêt essentiel.

-
3. Avant de refuser une demande en vertu du présent article, ou d'en différer l'exécution en vertu de l'article 55, paragraphe 2, l'État partie requis étudie, le cas échéant, avec l'État partie requérant la possibilité d'autoriser l'extradition sous réserve des conditions qu'il juge nécessaires. Si l'État partie requérant accepte l'extradition sous réserve de ces conditions, il se conforme à ces dernières.

Article 52. Règle de spécialité

1. Une personne qui a été extradée ne peut être poursuivie, condamnée ou détenue en vue de l'exécution d'une condamnation ou d'une mesure de sûreté pour tout crime commis avant son extradition autre que celui pour lequel elle a été extradée, ni ne peut être restreinte pour toute autre raison dans sa liberté personnelle, sauf dans les cas suivants :
 - a) lorsque l'État partie qui a extradé la personne y consent. Une demande de consentement est présentée, accompagnée des documents mentionnés à l'article 56 et de toute information supplémentaire demandée par l'État partie qui a extradé la personne. Une dérogation à la règle de spécialité peut être accordée pour des crimes qui pourraient faire l'objet d'une extradition aux termes de la présente Convention ou conformément à tout autre traité applicable aux États parties concernés, ou conformément aux principes du droit international ou de son droit interne, si cela est acceptable pour l'État partie requis ;
 - b) lorsque la personne qui, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de l'État partie vers lequel elle a été extradée, ne l'a pas fait dans les 45 jours suivant sa mise en liberté définitive, ou est retournée sur ce territoire après l'avoir quitté.
2. Nonobstant le paragraphe 1, l'État partie requérant peut prendre toutes les mesures nécessaires pour éloigner la personne de son territoire, ou toutes les mesures nécessaires en vertu de son droit interne, y compris les procédures par contumace, pour prévenir toute prescription.
3. Lorsque la qualification donnée au fait incriminé est modifiée au cours de la procédure, l'individu extradé ne sera poursuivi ou condamné que dans la mesure où la conduite criminelle présumée de l'individu extradé constituant le crime nouvellement qualifié permet l'extradition.

Article 53. Ré-extradition vers un État tiers

Sauf dans le cas prévu à l'article 52, paragraphe 1, alinéa (b), l'assentiment de l'État partie requis est nécessaire pour permettre à l'État partie requérant de remettre à un autre État partie ou à un État tiers la personne qui lui aura été extradée et qui serait recherchée par cet autre État partie ou par l'État tiers pour des crimes antérieurs à l'extradition de cette personne. L'État partie requis peut exiger la production des pièces énoncées à l'article 56, paragraphe 2.

Article 54. Extradition de ressortissants

1. L'extradition peut être refusée au motif de la nationalité. Lorsque ce motif est invoqué pour refuser l'extradition demandée, l'article 14 s'applique.
2. Lorsqu'un État partie, en vertu de son droit interne, n'est autorisé à extraditer ou remettre de toute autre manière l'un de ses ressortissants que si cette personne sera ensuite renvoyée dans cet État partie pour purger la peine prononcée à l'issue du procès ou de la procédure à l'origine de la demande d'extradition ou de remise, et que l'État partie requérant y consent ainsi qu'à

toute autre condition que les États parties concernés peuvent juger appropriée, cette extradition ou remise conditionnelle est suffisante pour respecter l'obligation énoncée à l'article 14.

3. Si l'extradition, demandée aux fins d'exécution d'une peine, est refusée parce que la personne faisant l'objet de cette demande est un ressortissant de l'État partie requis, celui-ci, si son droit interne le lui permet et à la demande de l'État partie requérant, exécute lui-même la peine qui a été prononcée conformément au droit interne de l'État partie requérant, ou le reliquat de cette peine conformément aux articles 75 à 79.

Article 55. Exécution de la demande

1. L'exécution d'une demande d'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit interne de l'État partie requis.
2. Si l'État partie requis refuse la totalité ou une partie de la demande d'extradition, ou s'il diffère l'exécution de la demande, il informe, le cas échéant, l'État partie requérant des motifs de ce refus ou report.

Article 56. Demande et pièces à l'appui

1. Les demandes d'extradition sont adressées par écrit, dans des conditions permettant à l'État partie requis d'en établir l'authenticité.
2. La demande d'extradition doit contenir les renseignements suivants, ou en être accompagnée :
 - a) La description de la personne dont l'extradition est demandée et tous autres renseignements pouvant être utiles pour établir son identité et sa nationalité, ainsi que l'endroit où elle se trouve ;
 - b) Le texte de la disposition légale qualifiant le crime ou, le cas échéant, un exposé du droit applicable au crime, et l'indication de la peine qui peut être encourue pour ce crime ;
 - c) Si la personne est accusée d'un crime, un mandat d'arrêt décerné par un tribunal ou une autre autorité judiciaire compétente, ou une copie certifiée conforme du mandat d'arrêt, une déclaration relative au crime pour lequel l'extradition est demandée et un exposé des actes ou omissions retenus comme constituant le crime allégué, y compris une indication du lieu et de la date où celui-ci a été commis ;
 - d) Si la personne a été reconnue coupable d'un crime, une déclaration relative au crime pour lequel l'extradition est demandée et un exposé des actes ou omissions constituant le crime, y compris la mention du moment et du lieu où il a été commis, ainsi que le jugement ou tout autre document établissant que la culpabilité de la personne concernée a été reconnue et indiquant la peine prononcée, le fait que la condamnation est exécutoire et la durée de la peine restant à exécuter ;
 - e) Si la personne a été reconnue coupable d'un crime par contumace, outre les documents mentionnés à l'alinéa (d), une déclaration concernant les exigences ou garanties de procédure, ou autres moyens juridiques disponibles pour la défense de cette personne, y compris le droit d'être rejugée ou de faire appel en sa présence ;

-
- f) Si la personne a été reconnue coupable d'un crime, mais qu'aucune condamnation n'a été prononcée, un exposé du crime pour lequel l'extradition est demandée et un exposé des actes ou omissions constituant le crime ainsi qu'un document établissant que la culpabilité de la personne concernée a été reconnue et une déclaration indiquant qu'une condamnation va être prononcée ;
 - g) Toute autre information et/ou tout élément de preuve prévus par le droit interne de l'État partie requis.
3. Si l'État partie requis estime que les informations fournies en appui de la demande d'extradition ne sont pas suffisantes pour statuer sur la demande ou permettre son exécution, il peut demander un complément d'information, en spécifiant un délai raisonnable pour la fourniture de celui-ci.

Article 57. Confidentialité des demandes d'extradition

L'État partie requis garde le secret sur la demande, sa teneur et la suite qui lui a été donnée, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter. Si l'État partie requis ne peut satisfaire à cette exigence, il en informe sans délai l'État partie requérant. L'État partie requérant détermine s'il doit tout de même être donné suite à la demande.

Article 58. Demandes simultanées

1. Si l'extradition ou la remise est demandée simultanément par plus d'un État partie ou par une cour ou un tribunal pénal international compétent, soit pour le même crime, soit pour des crimes différents, l'État partie requis prend sa décision en tenant compte de toute obligation concernant la primauté de compétence en vertu d'un instrument juridique international auquel l'État partie requis est lié.
2. En l'absence d'une telle obligation, l'État partie requis prend sa décision en tenant compte de toutes les circonstances pertinentes telles que la gravité relative et le lieu de commission des crimes, les dates respectives des demandes, la nationalité de la personne dont l'extradition est demandée, la nationalité de la ou des victimes et la possibilité d'une extradition ultérieure vers un autre État partie.

Article 59. Arrestation provisoire

1. L'État partie requis peut, à la demande de l'État partie requérant et s'il estime que les circonstances le justifient et sont urgentes, placer en détention une personne présente sur son territoire dont l'extradition est demandée ou prendre à son égard toute autre mesure appropriée pour assurer sa présence lors de la procédure d'extradition.
2. La demande d'arrestation provisoire contient :
 - a) les informations visées à l'article 56, paragraphe 2, alinéas (a) à (c), si le droit interne de l'État partie requis l'exige ;
 - b) une description du crime donnant lieu à la demande et des faits sous-jacents ;
 - c) une déclaration de l'existence des documents visés à l'article 56 ;
 - d) une déclaration informant qu'une demande formelle d'extradition de la personne concernée va être adressée.

-
3. L'État partie requis informe sans retard indu l'État partie requérant du résultat du traitement de la demande d'arrestation provisoire.
 4. L'arrestation provisoire prend fin si, dans un délai de 60 jours après l'arrestation de la personne dont l'extradition est demandée, l'État partie requis n'a pas reçu la demande formelle d'extradition. La personne peut être mise en liberté provisoire à tout moment, auquel cas l'État partie requis prend toute mesure qu'il estime nécessaire en vue d'éviter la fuite de la personne concernée.
 5. La fin de l'arrestation provisoire en application du paragraphe 4 est sans préjudice d'une nouvelle arrestation et de l'extradition ultérieure de la personne concernée si l'État partie requis reçoit ultérieurement la demande formelle d'extradition.

Article 60. Examen des périodes de détention

Lorsqu'il détermine la période totale de détention à purger dans l'État partie requérant par suite de la prononciation d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté, l'État partie requérant est encouragé, dans toute la mesure possible, en vertu de son droit interne, à prendre en considération toutes les périodes de détention résultant de l'exécution d'une demande d'extradition dans l'État partie requis.

Article 61. Remise de l'extradé

1. En cas d'acceptation de la demande, l'État partie requérant et l'État partie requis se consultent et conviennent du lieu et de la date de la remise. L'État partie requérant est informé de la durée pendant laquelle la personne recherchée a été détenue en vue de l'extradition.
2. Sous réserve du paragraphe 3, si la personne recherchée n'a pas été reçue à la date fixée, elle pourra être mise en liberté à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de cette date et elle sera en tout cas mise en liberté à l'expiration d'un délai de 45 jours, sauf indication contraire de l'État partie requis. Ce dernier peut refuser d'extrader la personne pour le même crime.
3. Si des circonstances échappant à son contrôle empêchent la remise ou la réception de la personne à extrader, l'État partie concerné en informe l'autre l'État partie. Les deux États parties se consultent et peuvent convenir d'une nouvelle date de remise, et les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent.

Article 62. Remise différée ou temporaire

1. L'État partie requis peut, après avoir statué sur la demande d'extradition, différer la remise de la personne dont l'extradition est demandée pour qu'elle puisse être poursuivie par celui-ci ou, si elle a déjà été condamnée, pour qu'elle puisse purger, sur le territoire de l'État partie requis, une peine encourue en raison d'un crime autre que celui pour lequel l'extradition est demandée.
2. Au lieu de différer la remise, l'État partie requis peut remettre temporairement à l'État partie requérant la personne dont l'extradition est demandée dans des conditions à déterminer d'un commun accord entre les États parties concernés.

Article 63. Procédure d'extradition simplifiée

Si l'extradition d'une personne dont l'extradition est demandée n'est pas manifestement exclue par le droit interne de l'État partie requis et à condition que la personne dont l'extradition est demandée

consente à l'extradition, conformément à la procédure établie dans le droit interne de l'État partie requis, ce dernier peut accorder l'extradition au moyen d'une procédure simplifiée.

Article 64. Remise des biens

1. À la demande de l'État partie requérant et dans la mesure où son droit interne le permet, l'État partie requis saisit et remet les biens :
 - a) qui peuvent être requis comme éléments de preuve, ou
 - b) (qui constituent le résultat du crime et qui, au moment de l'arrestation, sont trouvés en possession de la personne dont l'extradition est demandée ou sont découverts ultérieurement.
2. Les biens mentionnés au paragraphe 1 peuvent être remis à l'État partie requérant même si l'extradition accordée ne peut être exécutée en raison du décès, de la disparition ou de la fuite de la personne recherchée.
3. Lorsque les biens mentionnés au paragraphe 1 sont susceptibles de faire l'objet d'une saisie ou d'une confiscation sur le territoire de l'État partie requis, cet État partie peut, dans le cadre d'une procédure pénale en cours, les conserver temporairement ou les remettre à l'État partie requérant à condition qu'ils soient restitués.
4. Les droits que l'État partie requis ou des tiers agissant de bonne foi ont pu acquérir sur les biens mentionnés au paragraphe 1 sont préservés, conformément aux procédures établies dans son droit interne. Lorsque ces droits existent, l'État partie requérant restitue les biens à l'État partie requis dans les meilleurs délais et sans frais à la fin de la procédure.

Article 65. Transit de la personne à extradier

1. En cas d'extradition vers le territoire d'un État partie par le territoire d'un autre État partie, l'État partie vers le territoire duquel l'individu doit être extradé demande par écrit à l'autre État partie d'autoriser le passage en transit de la personne concernée sur son territoire. La présente disposition ne s'applique pas lorsque le transport s'effectue par voie aérienne et qu'aucun atterrissage sur le territoire de l'autre État partie n'est prévu.
2. Lorsqu'il reçoit une telle demande, l'État partie requis la traite conformément aux procédures prévues par son droit interne. L'État partie requis accède promptement à la demande reçue sauf si cela porte préjudice à ses intérêts fondamentaux.
3. L'État partie par lequel une personne transite s'assure que sa législation l'autorise à maintenir l'individu en détention au cours du transit.
4. En cas d'atterrissage imprévu dans un État partie, ce dernier peut, à la demande de l'agent escortant la personne concernée, détenir celle-ci pendant une période conforme à son droit interne, en attendant de recevoir la demande de transit conformément aux dispositions du paragraphe 1.
5. Le transit de la personne extradée ne sera pas effectué au travers de tout territoire où il existe une raison de penser que la vie de la personne pourrait être menacée, ou s'il y a un risque élevé de violation de ses droits pour des motifs liés à la race, au genre, à la couleur de peau, au

handicap physique ou mental, à l'orientation sexuelle, à la religion, à la nationalité, à l'origine ethnique, aux opinions politiques ou à l'appartenance à un groupe social particulier.

6. Un État partie peut refuser une demande d'autorisation de transit d'un de ses ressortissants sur son territoire.

CHAPITRE V TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES

Article 66. Champ d'application du chapitre V et définitions relatives au transfèrement des personnes condamnées

1. Lorsque cela est possible et conforme aux principes fondamentaux du droit interne, une personne condamnée sur le territoire d'un État partie pour un crime auquel il applique la présente Convention peut être transférée vers le territoire d'un autre État partie pour y purger la condamnation qui lui a été infligée. Un transfèrement est également possible lorsque la condamnation est prononcée pour un crime auquel s'applique la présente Convention en lien avec d'autres crimes.
2. Aux fins du présent chapitre de la Convention :
 - a) on entend par « État partie d'exécution » l'État partie vers lequel la personne condamnée peut être ou a été transférée afin d'exécuter sa condamnation ;
 - b) on entend par « jugement » une décision judiciaire ou une décision d'un tribunal imposant une condamnation en vertu de laquelle il n'est plus possible d'exercer un recours juridictionnel ordinaire, et qui est donc définitive ;
 - c) on entend par « condamnation » toute peine ou mesure impliquant la privation de liberté ordonnée par un tribunal pour la perpétration d'un crime auquel s'applique la présente Convention.
 - d) on entend par « État partie de condamnation » l'État partie dans lequel la condamnation a été prononcée.

Article 67. Conditions du transfèrement

1. Un transfèrement peut être demandé soit par l'État partie de condamnation, soit par l'État partie d'exécution.
2. Une personne condamnée peut exprimer auprès soit de l'État partie de condamnation soit de l'État partie d'exécution le souhait d'être transférée en vertu de la présente Convention.
3. En vertu de la présente Convention, un transfèrement ne peut avoir lieu que si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la personne condamnée est ressortissante de l'État partie d'exécution, notamment, le cas échéant, au sens de l'article 9 ;
 - b) le jugement est définitif ;
 - c) la durée de la peine que la personne condamnée a encore à purger est d'au moins six mois à la date de réception de la demande de transfèrement, ou d'une durée indéterminée ;
 - d) sans préjudice des articles 71 et 72, la personne condamnée a consenti au transfèrement, ou son représentant légal y a consenti lorsque soit l'État partie de condamnation soit l'État partie d'exécution l'estime nécessaire en raison de son âge ou de son état physique ou mental ;

-
- e) l'État partie de condamnation et l'État partie d'exécution se sont mis d'accord sur ce transfèrement.
4. Dans des cas exceptionnels, les États parties concernés peuvent convenir d'un transfèrement même si la peine à purger par la personne condamnée est inférieure à la durée prescrite au paragraphe 3, alinéa (c).
 5. Si un État partie qui subordonne le transfèrement d'une personne condamnée à l'existence d'un traité reçoit une demande de transfèrement d'une personne condamnée d'un autre État partie avec lequel il n'a pas conclu de traité sur le transfèrement des personnes condamnées, il considère la présente Convention comme la base légale pour le transfèrement de la personne condamnée pour les crimes auxquels la présente Convention s'applique.

Article 68. Obligation de fournir des informations

1. Toute personne condamnée à laquelle la présente Convention peut s'appliquer doit être informée par l'État partie de condamnation de la teneur de ce Chapitre de la présente Convention.
2. Si la personne condamnée a exprimé à l'État partie de condamnation le souhait d'être transférée en vertu de la présente Convention, cet État partie en informe l'État partie d'exécution le plus tôt possible après que le jugement est devenu définitif.
3. Les informations doivent comprendre :
 - a) le nom, la date et le lieu de naissance et y compris, le cas échéant la nationalité de la personne condamnée, au sens de l'article 9 ;
 - b) le cas échéant, l'adresse de la personne condamnée dans l'État d'exécution ;
 - c) un exposé des faits ayant entraîné la condamnation ;
 - d) la nature, la durée ainsi que la date du début de la condamnation ;
 - e) la durée de la condamnation déjà accomplie et toutes autres déductions de peine prévues par le droit interne de l'État partie de condamnation ;
 - f) si nécessaire, une déclaration indiquant que la demande de transfèrement est effectuée au titre de la présente Convention.
4. Si la personne condamnée a exprimé le souhait à l'État partie d'exécution d'être transférée en vertu de la présente Convention, l'État partie de condamnation communique à l'État partie d'exécution, à la demande de ce dernier, les informations visées au paragraphe 3.
5. la personne condamnée doit être informée par écrit de toute démarche entreprise par l'État partie de condamnation ou l'État partie d'exécution en application des dispositions du présent article, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux États parties au sujet d'une demande de transfèrement.

Article 69. Demandes, réponses et pièces à l'appui

1. Les demandes de transfèrement et les réponses à ces demandes sont effectuées par écrit.

-
2. L'État partie requis doit informer dans les plus brefs délais l'État partie requérant de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé et, sur demande, indiquer les raisons de son refus chaque fois que cela est possible et approprié.
 3. À la demande de l'État partie de condamnation, l'État partie d'exécution fournit :
 - a) un document ou une déclaration indiquant que la personne condamnée est ressortissante de l'État partie d'exécution, y compris, le cas échéant, au sens de l'article 9 ;
 - b) une copie des dispositions du droit interne de l'État partie d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'État partie de condamnation constituent un crime au regard du droit interne de l'État partie d'exécution ou en constitueraient un s'ils survenaient sur son territoire ;
 - c) des informations sur les modalités d'exécution de la condamnation en cas de transfèrement et, le cas échéant, des copies de dispositions pertinentes de son droit interne relatives à l'accomplissement ou à la conversion des condamnations ;
 - d) des informations sur la libération conditionnelle ou anticipée et les dispositions du droit interne qui s'y rapportent.
 4. Si un transfèrement est demandé, l'État partie de condamnation doit fournir les documents suivants à l'État partie d'exécution, à moins que l'État partie requis ait déjà indiqué qu'il ne donnerait pas son accord au transfèrement :
 - a) une copie certifiée conforme du jugement et une copie des dispositions pertinentes du droit interne sur lequel il est fondé ;
 - b) l'indication de la durée de la condamnation déjà subie, y compris des renseignements sur toute détention provisoire, remise de peine ou autre acte concernant l'exécution de la condamnation ;
 - c) sans préjudice des articles 71 et 72, une déclaration écrite constatant le consentement au transfèrement tel que visé à l'article 67, paragraphe 3, alinéa (d) ;
 - d) chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur la personne condamnée, toute information sur le traitement dans l'État partie de condamnation et toute recommandation pour la suite du traitement dans l'État partie d'exécution.
 5. Chacun des États parties peut demander l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 3 et 4 avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

Article 70. Consentement et vérification

1. L'État partie de condamnation fera en sorte que la personne qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 67, paragraphe 3, alinéa (d), le fasse volontairement et en étant pleinement consciente des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet sera régie par le droit interne de l'État partie de condamnation.
2. L'État partie de condamnation doit donner à l'État partie d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un agent consulaire ou d'un autre fonctionnaire désigné en accord avec

l'État partie d'exécution, que le consentement a été donné dans les conditions énoncées au paragraphe 1.

Article 71. Personnes qui ont quitté l'État partie de condamnation

1. Lorsqu'un ressortissant d'un État partie a fait l'objet d'une condamnation, l'État partie de condamnation peut demander à l'État de nationalité de prendre en charge l'exécution de la condamnation, dans les circonstances suivantes :
 - a) lorsque la personne s'est enfuie vers l'État de sa nationalité ou y est retournée en étant consciente de la procédure pénale en cours à son encontre dans l'État partie de condamnation ;
 - b) lorsque la personne s'est enfuie vers l'État de sa nationalité ou y est retournée dans l'État de sa nationalité en étant consciente qu'un jugement a été émis à son encontre dans l'État partie de condamnation.
2. À la demande de l'État partie de condamnation, l'État partie d'exécution peut, préalablement à la réception des pièces à l'appui de la requête ou préalablement à la décision relative à cette requête, arrêter la personne condamnée ou prendre toute autre mesure propre à garantir qu'elle demeure sur son territoire dans l'attente d'une décision relative à la demande. Les demandes de mesures provisoires sont accompagnées des informations mentionnées à l'article 68, paragraphe 3. L'arrestation de la personne condamnée en vertu du présent paragraphe ne peut pas conduire à une aggravation de sa situation pénale.
3. Pour l'application du présent article, le transfert de l'administration de la condamnation ne nécessite pas le consentement de la personne condamnée.
4. Aucune disposition du présent article n'impose à l'État de nationalité l'obligation de prendre en charge l'exécution de condamnations sous les conditions qui y sont énoncées.

Article 72. Personnes condamnées frappées d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière

1. À la demande de l'État partie de condamnation, l'État partie d'exécution peut, sous réserve de l'application des dispositions du présent article, donner son accord au transfèrement d'une personne condamnée sans le consentement de cette dernière lorsque la condamnation prononcée à l'encontre de celle-ci, ou une décision administrative prise à la suite de cette condamnation, comportent une mesure d'expulsion définitive ou de reconduite à la frontière ou toute autre mesure en vertu de laquelle cette personne, une fois mise en liberté, ne sera plus autorisée à séjourner sur le territoire de l'État partie de condamnation.
2. L'État partie d'exécution ne pourra consentir au transfèrement aux fins du paragraphe 1 que lorsqu'il aura dûment pris en considération l'avis de la personne condamnée.
3. Aux fins du présent article, l'État partie de condamnation fournit à l'État partie d'exécution :
 - a) une déclaration contenant l'avis de la personne condamnée en ce qui concerne son transfèrement envisagé,

-
- b) une copie de la mesure d'expulsion définitive ou de reconduite à la frontière ou de toute autre mesure en vertu de laquelle la personne condamnée, une fois mise en liberté, ne sera plus admise à séjourner sur le territoire de l'État partie de condamnation.
4. Toute personne qui a été transférée en application du présent article n'est ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une condamnation ou d'une mesure de sûreté, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un crime commis avant son transfèrement autre que celui ayant motivé la condamnation exécutoire, sauf dans les cas suivants :
- a) lorsque l'État partie de condamnation l'autorise :
 - (i) une demande est présentée à cet effet, accompagnée des pièces pertinentes et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de la personne condamnée ;
 - (ii) l'autorisation est donnée lorsque le crime pour lequel elle est demandée entraînerait lui-même l'extradition aux termes du droit interne de l'État partie de condamnation, ou lorsque l'extradition serait exclue uniquement en raison de la durée de la condamnation ;
 - b) lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, la personne condamnée n'a pas quitté, dans les 45 jours qui suivent son élargissement définitif, le territoire de l'État partie d'exécution, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.
5. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4, l'État partie d'exécution peut prendre les mesures nécessaires conformément à son droit interne, y compris le recours à une procédure par contumace, en vue d'une interruption de la prescription.
6. Aucune disposition du présent article n'impose à un État partie l'obligation de prendre en charge l'exécution de condamnations sous les conditions qui y sont énoncées.

Article 73. Conséquences du transfèrement pour l'État partie de condamnation

- 1. La prise en charge de la personne condamnée par les autorités de l'État partie d'exécution a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'État partie de condamnation.
- 2. L'État partie de condamnation ne peut plus exécuter la condamnation lorsque l'État partie d'exécution considère l'exécution de la condamnation comme étant terminée.

Article 74. Conséquences du transfèrement pour l'État partie d'exécution

- 1. Les autorités compétentes de l'État partie d'exécution doivent :
 - a) soit poursuivre l'exécution de la condamnation immédiatement ou sur la base d'une décision judiciaire ou administrative, conformément à l'article 75 ;
 - b) soit convertir la condamnation, par une procédure judiciaire ou administrative, en une décision de cet État partie, substituant ainsi à la sanction infligée dans l'État partie de condamnation une sanction prévue par le droit interne de l'État partie d'exécution pour le même crime, conformément à l'article 76.
- 2. Chaque État partie peut exclure l'application de l'une des procédures mentionnées au paragraphe 1 en ce qui concerne les autres États parties en informant les autorités centrales des

États parties ou, si les conditions énoncées à l'article 85, paragraphes 2 et 3, sont remplies, l'État désigné pour apporter un soutien provisoire supplémentaire.

3. L'État partie d'exécution doit, si la demande lui en est faite, indiquer à l'État partie de condamnation, avant le transfèrement de la personne condamnée, laquelle des procédures mentionnées au paragraphe 1 il suivra.
4. L'exécution de la condamnation est régie par le droit interne de l'État partie d'exécution et cet État partie est seul compétent pour prendre toutes les décisions s'y rapportant.
5. Tout État partie dont le droit interne empêche de faire usage de l'une des procédures visées au paragraphe 1 pour exécuter les mesures dont ont fait l'objet sur le territoire d'un autre État partie des personnes qui, compte tenu de leur état mental, ont été déclarées pénalement irresponsables d'un crime et qui est disposé à prendre en charge ces personnes en vue de la poursuite de leur traitement peut indiquer les procédures qu'il suivra dans ces cas en informant les autorités centrales des États parties ou, si les conditions énoncées à l'article 85, paragraphes 2 et 3, sont remplies, l'État désigné pour apporter un soutien provisoire supplémentaire.

Article 75. Poursuite de l'exécution

1. En cas de poursuite de l'exécution, l'État partie d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la sanction telles qu'elles résultent de la condamnation.
2. Si toutefois la condamnation mentionnée au paragraphe 1, de par sa nature ou sa durée, est incompatible avec le droit interne de l'État partie d'exécution, ou si le droit interne de cet État partie l'exige, l'État partie d'exécution peut, par décision judiciaire ou administrative, adapter la sanction infligée par la condamnation à exécuter à la peine ou mesure prévue par son droit interne pour des crimes de même nature. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à la sanction infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver, par sa nature ou par sa durée, la sanction infligée par la condamnation à exécuter ni excéder le maximum prévu par le droit interne de l'État partie d'exécution.

Article 76. Conversion de la condamnation

1. En cas de conversion d'une condamnation, la procédure prévue par la législation de l'État partie d'exécution s'applique. Lors de la conversion, les autorités compétentes :
 - a) seront liées par la constatation des faits dans la mesure où ceux-ci figurent explicitement ou implicitement dans le jugement rendu dans l'État partie de condamnation ;
 - b) ne peuvent convertir une sanction privative de liberté en une sanction pécuniaire ;
 - c) déduiront intégralement la période de privation de liberté purgée par la personne condamnée ;
 - d) n'aggraveront pas la situation pénale de la personne condamnée ;
 - e) ne seront pas liées par la sanction minimale éventuellement prévue par le droit interne de l'État partie d'exécution pour le ou les crimes commis.

-
2. Lorsque la procédure de conversion a lieu après le transfèrement de la personne condamnée, l'État partie d'exécution garde cette personne en détention ou prend d'autres mesures afin d'assurer sa présence dans l'État partie d'exécution jusqu'à l'issue de cette procédure.

Article 77. Révision du jugement

Seul l'État partie de condamnation a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre le jugement rendu dans l'État de condamnation.

Article 78. Cessation de l'exécution

L'État partie d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'État partie de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

Article 79. Informations concernant l'exécution

L'État partie d'exécution fournira des informations à l'État partie de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

- a) lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation ;
- b) si la personne condamnée s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée ; ou
- c) si l'État partie de condamnation lui demande un rapport spécial.

Article 80. Transit des personnes condamnées

1. Un État partie doit, en conformité avec son droit interne, accéder à une demande de transit d'une personne condamnée par son territoire, si la demande est formulée par un autre État partie qui est lui-même convenu avec un autre État partie ou avec un État tiers du transfèrement de la personne condamnée vers ou à partir de son territoire.
2. Un État partie peut refuser le transit si la personne condamnée est un de ses ressortissants.
3. Les demandes de transit et les réponses doivent être communiquées par un canal de communication tel que mentionné à l'article 21, paragraphe 1 ou 2.
4. Un État partie peut accéder à une demande de transit d'une personne condamnée par son territoire, formulée par un État tiers, si celui-ci est convenu avec un autre État partie du transfèrement vers ou à partir de son territoire.
5. L'État partie auquel est demandé le transit peut garder la personne condamnée en détention pendant la durée strictement nécessaire au transit par son territoire.
6. L'État partie auquel il est demandé d'accorder le transit peut être invité à donner l'assurance que la personne condamnée ne sera ni poursuivie, ni détenue, sous réserve de l'application du paragraphe 5, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de l'État partie de transit, pour un crime commis ou une condamnation infligée avant son départ du territoire de l'État partie de condamnation.

-
7. Aucune demande de transit n'est nécessaire si la voie aérienne est utilisée au-dessus du territoire d'un État partie et qu'aucun atterrissage n'est prévu. Un État peut exiger d'être informé d'un tel transit au dessus de son territoire en informant les autorités centrales des États parties ou, si les conditions énoncées à l'article 85, paragraphe 2, et 3 sont remplies, l'État désigné pour apporter un soutien provisoire supplémentaire.
 8. En cas d'atterrissage imprévu, l'article 65, paragraphe 4, s'applique mutatis mutandis.

CHAPITRE VI VICTIMES, TÉMOINS, EXPERTS ET AUTRES PERSONNES

Article 81. Définition de victimes

1. Sans préjudice de définitions plus larges figurant dans le droit interne et aux fins du présent chapitre de la Convention :
 - a) le terme « victimes » s'entend de toutes personnes physiques ayant subi un préjudice du fait de la commission d'un crime auquel s'applique la présente Convention.
 - b) le terme « victimes » peut aussi s'entendre de toute organisation ou institution dont un bien consacré à la religion, à l'enseignement, aux arts, aux sciences ou à la charité, ou dont un monument historique, un hôpital ou quelque autre lieu ou objet utilisé à des fins humanitaires a subi un dommage direct.
2. Le présent article s'applique conformément au droit interne.

Article 82. Protection des victimes, témoins, experts et autres personnes

1. Chaque État Partie prend, dans la limite de ses moyens, des mesures appropriées pour assurer une protection efficace contre des actes éventuels de représailles ou d'intimidation, y compris des mauvais traitements, aux victimes et aux témoins, et, le cas échéant, à leurs familles ou représentants, aux experts ainsi qu'à toute autre personne participant ou coopérant à toute enquête, poursuite ou autre procédure dans les limites du champ d'application de la présente Convention.
2. Sans préjudice des droits du défendeur, y compris du droit à une procédure régulière, les mesures visées au paragraphe 1 peuvent notamment consister :
 - a) à établir, pour la protection physique des personnes visées au paragraphe 1, des procédures visant notamment, selon les besoins et dans la mesure du possible, à leur fournir un nouveau domicile et à permettre, le cas échéant, que les renseignements concernant leur identité et le lieu où elles se trouvent ne soient pas divulgués ou que leur divulgation soit limitée ;
 - b) à établir des procédures qui permettent aux victimes, aux témoins et aux experts de faire une déposition d'une manière qui garantisse leur sécurité et, le cas échéant, leur bien-être physique et psychologique ainsi que la protection de leur vie privée, par exemple en autorisant le recours aux technologies de communication.
3. Les États parties envisagent de conclure des accords ou arrangements avec d'autres États en vue de fournir un nouveau domicile aux personnes mentionnées au paragraphe 1.

Article 83. Droits des victimes

1. Chaque État partie prend, conformément à son droit interne, les mesures pour garantir aux victimes d'un crime auquel l'État partie applique la présente Convention le droit à réparation du préjudice subi consistant notamment, le cas échéant, en la restitution, l'indemnisation ou la réadaptation, dans la mesure où :
 - a) le crime a été commis sur tout territoire relevant de la compétence de cet État partie ;
 - ou

-
- b) cet État partie exerce sa compétence à l'égard de ce crime.
2. Chaque État partie, sous réserve de son droit interne, établit, le cas échéant, des procédures qui permettent aux victimes d'y participer et de faire en sorte que les avis et préoccupations des victimes soient présentés et pris en compte aux stades appropriés de la procédure pénale engagée contre les auteurs présumés des infractions d'une manière qui ne porte pas préjudice aux droits du défendeur.
3. Chaque État partie donne effet, dans la mesure prévue par son droit interne et si la demande lui en est faite, à un jugement ou à une décision rendue dans le cadre d'une procédure pénale conformément au droit interne de l'État partie requérant, afin d'accorder aux victimes des crimes auxquels il applique la présente Convention une restitution, une indemnisation ou une réadaptation.

CHAPITRE VII DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Article 84. Réunion des États parties

1. La première Réunion des États parties est convoquée sur proposition d'au moins un tiers des États parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, ou deux ans après la date de dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci, la date la plus tardive étant retenue. Par la suite, des réunions pourront se tenir sur proposition d'au moins un tiers des États parties ou sur décision de la Réunion des États parties.
2. Lors de la Réunion des États parties visée au paragraphe 1, les États parties pourront :
 - a) examiner tout amendement à la présente Convention proposé conformément à l'article 87 ainsi que toute annexe additionnelle proposée conformément à l'article 88 ;
 - b) examiner tout autre texte original de la présente Convention dans une langue officielle de l'Organisation des Nations Unies ;
 - c) envisager la mise en place de dispositifs institutionnels allégés et optimisés en termes de coûts, qui sont nécessaires à la mise en œuvre de la présente Convention, y compris les activités prévues à l'article 85.
3. Indépendamment et sans préjudice des réunions physiques de la Réunion des États parties, afin de promouvoir et d'encourager la participation la plus large possible ainsi qu'une communication et une consultation adaptées entre les États parties, il est recouru, en tant que de besoin et dans toute la mesure possible, à tous les moyens disponibles de communication électronique et à la vidéoconférence.

Article 85. Soutien provisoire

1. Le Royaume des Pays-Bas rassemble et rend disponibles les informations pratiques visées à l'article 21, paragraphe 4, dès que possible et jusqu'à deux ans après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci.
2. Le Royaume des Pays-Bas peut assurer un soutien provisoire supplémentaire, visant notamment à :
 - a) à rassembler et à rendre disponibles les informations pratiques visées à l'article 22, paragraphe 2, à l'article 40, paragraphe 4, à l'article 42, paragraphe 5, à l'article 74, paragraphes 2 et 5, et à l'article 80, paragraphe 7 ;
 - b) à prendre les dispositions nécessaires pour préparer la première Réunion des États parties, visée à l'article 84, paragraphe 1.
3. La fourniture du soutien provisoire visée au paragraphe 2 peut dépendre de la disponibilité des contributions financières volontaires des États parties visant à couvrir les coûts y afférents.

CHAPITRE VIII DISPOSITIONS FINALES

Article 86. Règlement des différends

1. Les États parties s'efforcent de régler les différends concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention par voie de négociation.
2. Tout différend entre deux États parties ou plus concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociation dans les six mois suivant la date de la demande de ce règlement est, à la demande de l'un de ces États parties, soumis à l'arbitrage. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'arbitrage, ces États parties ne peuvent s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'un quelconque d'entre eux peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en adressant une requête conformément au Statut de la Cour.
3. Chaque État peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, déclarer qu'il ne se considère pas lié par le paragraphe 2. Les autres États parties ne sont pas liés par le paragraphe 2 envers tout État partie ayant émis une telle réserve.

Article 87. Amendements à la Convention

1. Un État partie peut proposer des amendements à la présente Convention après expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur ou après la date de dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à cette dernière, la date la plus tardive étant retenue.
2. Toute proposition d'amendement est communiquée au dépositaire, qui la diffuse sans délai à l'ensemble des États parties en vue de l'examen de la proposition et de l'adoption d'une décision lors de la prochaine Réunion des États parties. Le dépositaire communique également les propositions d'amendements aux États qui ont adhéré à la présente Convention et aux signataires de celle-ci.
3. Les États parties mettent tout en œuvre pour parvenir à un accord sur tout amendement proposé à la présente Convention, par consensus. Si tous les efforts de consensus ont été épuisés et qu'aucun accord n'est obtenu, l'amendement requiert, en dernier ressort, pour être adopté, un vote à la majorité des trois quarts des États parties présents et votants lors de la Réunion des États parties mentionnée au paragraphe 2. Aux fins du présent article, les termes « États parties présents et votants » désignent les États parties présents et exerçant leur droit de vote par un vote affirmatif ou négatif.
4. Le dépositaire communique tout amendement adopté à la présente Convention à l'ensemble des États parties, des États adhérents et signataires de la présente Convention pour ratification, acceptation ou approbation.
5. Lorsque les amendements entrent en vigueur, ils sont contraignants pour les États parties qui ont consenti à être liés par eux. Les autres États parties restent liés par les dispositions de la présente Convention et de tout amendement antérieur par lequel ils ont consenti à être liés.
6. Tout amendement entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date d'expiration du délai de trois mois après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation

ou d'approbation. Pour chaque État partie qui ratifie, accepte ou approuve l'amendement après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, l'amendement entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration du délai de trois mois après la date de dépôt par cet État de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 88. Adoption d'annexes additionnelles

1. À tout moment après l'expiration du délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou après la date de dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la date la plus tardive étant retenue, tout État partie peut proposer des annexes additionnelles à la présente Convention se rapportant à un ou plusieurs crimes qui ne figureraient dans aucune autre annexe.
2. Les annexes additionnelles sont proposées, adoptées et mises en vigueur conformément à la procédure prévue à l'article 87, paragraphes 2 à 6.

Article 89. Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États les 14 et 15 février 2024 au Palais de la Paix à La Haye. Par la suite, elle reste ouverte à la signature du 19 février 2024 au 14 février 2025 au Service Public Fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement du Royaume de Belgique à Bruxelles.
2. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire.
3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

Article 90. Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration du délai de trois mois après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour chaque État qui ratifie, accepte, approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration du délai de trois mois après la date de dépôt par ledit État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
3. Toute déclaration visée à l'article 2, paragraphe 2, effectuée au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, ou de l'adhésion à celle-ci, prend effet à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention pour l'État concerné, conformément au paragraphe 1 ou 2.
4. Toute déclaration visée à l'article 2, paragraphe 2, effectuée après la ratification, l'acceptation ou l'approbation ou l'adhésion, mais avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, prend effet à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention pour l'État concerné, conformément au paragraphe 1 ou 2 ou, si la présente Convention est déjà entrée en vigueur à

l'égard de cet État, le premier jour du mois suivant l'expiration du délai de trois mois après la date de réception de la déclaration par le dépositaire.

5. La présente Convention s'applique à toute demande adressée après la date d'entrée en vigueur de la Convention, ou si cette date est postérieure, de l'entrée en vigueur de l'annexe pertinente, pour les États parties concernés, même si les actes ou omissions ont eu lieu avant cette date. Néanmoins, tout État peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, ou de l'adhésion à celle-ci, ou, le cas échéant, au moment où il notifie au dépositaire qu'il appliquera également une ou plusieurs annexes de la présente Convention, déposer auprès du dépositaire une déclaration dans laquelle il se réserve le droit de ne pas appliquer la présente Convention aux demandes relatives à des actes ou omissions survenus avant la date indiquée par cet État partie, à condition que cette date ne soit pas postérieure à l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou de l'annexe pertinente, pour cet État partie.

Article 91. Application provisoire

1. Chaque État peut, au moment de la signature, déclarer qu'il appliquera provisoirement la présente Convention ou une partie de celle-ci, dans l'attente de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État.
2. Les demandes de coopération des États qui appliquent la présente Convention à titre provisoire peuvent être refusées par les États parties qui n'ont pas fait la déclaration conformément au paragraphe 1 avant de devenir un État partie à la présente Convention.
3. Tout État signataire peut mettre fin à son application provisoire de la présente convention par notification écrite au dépositaire. La fin de l'application provisoire de la présente Convention prend effet le premier jour du mois suivant la date de réception de la notification par le dépositaire. La fin de cette application n'affecte pas les obligations de cet État découlant de la présente Convention en ce qui concerne les demandes présentées en vertu de la présente Convention avant la fin de l'application provisoire.

Article 92. Réserves

1. Aucune réserve ne peut être émise à l'égard de la présente Convention, autre que celles expressément prévues dans cet article.
2. Un État partie peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, ou de l'adhésion à cette dernière, formuler une réserve aux articles 39, 40 ou 42, ainsi qu'une réserve expressément prévue à l'article 86, paragraphe 3 ou à l'article 90, paragraphe 5.
3. Un État partie peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, ou de l'adhésion à cette dernière, formuler une réserve pour des périodes de trois ans renouvelables, fondée sur des motifs existant dans son droit interne et conformément à ses obligations, telles qu'elles découlent du droit international, limitant l'établissement de sa compétence en vertu de l'article 8, paragraphe 3.
4. Tout État partie qui a formulé une réserve conformément aux paragraphes 2 ou 3 peut, à tout moment, retirer cette réserve par notification adressée au dépositaire.

Article 93. Retrait

1. Un État partie peut se retirer de la présente Convention par notification adressée au depositaire.
2. Le retrait prend effet un an après la date de réception de la notification par le depositaire, ou à toute date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification de retrait.
3. Un retrait n'affecte pas les obligations de cet État en vertu de la présente Convention, en ce qui concerne les demandes formulées en vertu de la présente Convention avant la date à laquelle le retrait prend effet conformément au paragraphe 2.
4. Un État partie peut retirer la déclaration prévue à l'article 2, paragraphe 2, par notification adressée au depositaire. Ce retrait prend effet conformément à la procédure énoncée aux paragraphes 2 et 3.

Article 94. Depositaire et langues

1. Le Royaume de Belgique agit en qualité de depositaire de la présente Convention et de tous amendements y apportés.
2. La version originale de la présente Convention, dont les textes anglais, espagnol et français font également foi, tout comme les autres textes faisant foi de la présente Convention mentionnées à l'article 84, paragraphe 2, alinéa (b), est déposée auprès du depositaire.
3. Le depositaire :
 - a) détient les textes originaux ainsi que tous les autres textes faisant foi de la présente Convention mentionnés à l'article 84, paragraphe 2, alinéa (b) ;
 - b) prépare des copies certifiées conformes des textes originaux ainsi que de tous les autres textes faisant foi de la présente Convention mentionnés à l'article 84, paragraphe 2, alinéa (b) et les transmet aux États parties et, sur demande, aux États ayant qualité pour devenir parties à la présente Convention ;
 - c) enregistre la présente Convention auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
4. Le depositaire notifie aux États parties, aux États adhérents et aux signataires :
 - a) toute déclaration étendant le champ d'application de la présente Convention aux crimes énumérés dans quelque annexe à la présente Convention que ce soit, conformément à l'article 2, paragraphe 2 ;
 - b) toute notification définissant le terme «ressortissants» faite conformément à l'article 9 ;
 - c) toute notification concernant la désignation d'une autorité centrale, conformément à l'article 20, paragraphe 5 ;
 - d) toute notification concernant le canal de communication, conformément à l'article 21, paragraphe 2 ;
 - e) toute notification concernant le règlement des différends, conformément à l'article 86, paragraphe 3 ;

-
- f) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'un amendement à la présente Convention, ou d'adhésion à celui-ci, et les dates d'entrée en vigueur de cet amendement pour les États parties concernés, conformément à l'article 87, paragraphe 6 ;
 - g) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, conformément à l'article 89 ;
 - h) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à l'article 90, paragraphe 1 ;
 - i) après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la date d'entrée en vigueur de la présente Convention pour les États parties concernés, conformément à l'article 90, paragraphe 2 ;
 - j) toute déclaration indiquant l'application provisoire de la présente Convention, conformément à l'article 91, paragraphe 1 ;
 - k) toute notification concernant la fin de l'application provisoire de la présente Convention, conformément à l'article 91, paragraphe 3 ;
 - l) toute réserve conformément à l'article 92 ;
 - m) toute notification de retrait conformément à l'article 93, paragraphes 1 et 4 ;

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Ljubljana, le 26 mai 2023.

ANNEXES

Annexe A. Crimes de guerre

En plus des actes énumérés à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (e), la présente Convention s'applique également aux actes suivants à l'égard des États parties qui ont effectué une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2 :

- a) le fait d'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- b) le fait d'employer des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues ;
- c) le fait d'utiliser des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que des balles dont l'enveloppe dure ne recouvre pas entièrement le centre ou est percée d'entailles.

Annexe B. Crimes de guerre

En plus des actes énumérés à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (b) et à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (c), la présente Convention s'applique également aux actes suivants à l'égard des États parties qui ont effectué une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2 : le fait d'utiliser des armes qui utilisent des agents microbiens ou autres agents biologiques, ainsi que des toxines, quels qu'en soient l'origine ou le mode de production.

Annexe C. Crimes de guerre

En plus des actes énumérés à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (b) et à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (e), la présente Convention s'applique également aux actes suivants à l'égard des États parties qui ont effectué une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2 : le fait d'utiliser des armes ayant comme principal effet de blesser par des éclats qui ne sont pas localisables par rayons X dans le corps humain.

Annexe D. Crimes de guerre

En plus des actes énumérés à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (b) et à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (e), la présente Convention s'applique également aux actes suivants à l'égard des États parties qui ont effectué une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2: le fait d'utiliser des armes à laser spécifiquement conçues de telle façon que leur seule fonction de combat ou une de leurs fonctions de combat fût de provoquer la cécité permanente chez des personnes dont la vision est non améliorée, c'est-à-dire qui regardent à l'œil nu ou qui portent des dispositifs de correction de la vue.

Annexe E. Crimes de guerre

Outre les actes énumérés à l'article 5, paragraphe 4, alinéa (e), la présente Convention s'applique également à l'acte suivant à l'égard des États parties qui ont fait une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2 : le fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre, en les privant de biens indispensables à leur survie, y compris en empêchant intentionnellement l'envoi des secours.

Annexe F. Torture

1. En plus des crimes énumérés à l'article 5, la présente Convention s'applique également au crime de torture à l'égard des États parties qui ont effectué une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2.
2. Aux fins de la présente Convention, on entend par « torture » tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

Annexe G. Disparition forcée

1. En plus des crimes énumérés à l'article 5, la présente Convention s'applique également au crime de disparition forcée à l'égard des États parties qui ont effectué une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2.
2. Aux fins de la présente Convention, on entend par «disparition forcée» l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi.

Annexe H. Crime d'agression

1. En plus des crimes énumérés à l'article 5, la présente Convention s'applique également au crime d'agression à l'égard des États parties qui ont effectué une notification en vertu de l'article 2, paragraphe 2.
2. Aux fins de la présente Convention, on entend par «crime d'agression» la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies.
3. Aux fins du paragraphe 2, on entend par «acte d'agression» l'emploi par un État de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État, ou toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations Unies. Qu'il y ait ou non déclaration de guerre, les actes suivants sont des actes d'agression au regard de la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 14 décembre 1974 :
 - a) l'invasion ou l'attaque par les forces armées d'un État du territoire d'un autre État ou l'occupation militaire, même temporaire, résultant d'une telle invasion ou d'une telle attaque, ou l'annexion par la force de la totalité ou d'une partie du territoire d'un autre État ;
 - b) le bombardement par les forces armées d'un État du territoire d'un autre État, ou l'utilisation d'une arme quelconque par un État contre le territoire d'un autre État ;
 - c) le blocus des ports ou des côtes d'un État par les forces armées d'un autre État ;
 - d) l'attaque par les forces armées d'un État des forces terrestres, maritimes ou aériennes, ou des flottes aériennes et maritimes d'un autre État ;
 - e) l'emploi des forces armées d'un État qui se trouvent dans le territoire d'un autre État avec l'agrément de celui-ci en contravention avec les conditions fixées dans l'accord pertinent, ou la prolongation de la présence de ces forces sur ce territoire après l'échéance de l'accord pertinent ;
 - f) le fait pour un État de permettre que son territoire, qu'il a mis à la disposition d'un autre État, serve à la commission par cet autre État d'un acte d'agression contre un État tiers ;
 - g) l'envoi par un État ou au nom d'un État de bandes, groupes, troupes irrégulières ou mercenaires armés qui exécutent contre un autre État des actes assimilables à ceux de forces armées d'une gravité égale à celle des actes énumérés ci-dessus, ou qui apportent un concours substantiel à de tels actes.

CONVENCIÓN DE LIUBLIANA-LA HAYA
DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL
EN LA INVESTIGACIÓN Y EL ENJUICIAMIENTO
DEL CRIMEN DE GENOCIDIO, LOS CRÍMENES DE LESA HUMANIDAD, LOS
CRÍMENES DE GUERRA
Y OTROS CRÍMENES INTERNACIONALES

Índice de contenidos

PREÁMBULO.....	173
PARTE I DISPOSICIONES GENERALES	175
Artículo 1. Objetivo de la presente Convención	175
Artículo 2. Ámbito de aplicación de la presente Convención.....	175
Artículo 3. Principio general de interpretación	175
Artículo 4. Relación con otros acuerdos	175
Artículo 5. Definiciones de crímenes internacionales.....	175
Artículo 6. Aplicación facultativa de esta Convención	181
Artículo 7. Criminalización	181
Artículo 8. Jurisdicción.....	182
Artículo 9. Nacionales	182
Artículo 10. Principio general de cooperación.....	182
Artículo 11. Prescripción	182
Artículo 12. Derecho de denuncia.....	182
Artículo 13. Medidas preliminares.....	183
Artículo 14. Aut dedere, aut iudicare	183
Artículo 15. Responsabilidad de las personas jurídicas	184
Artículo 16. Uso y protección de datos personales	184
Artículo 17. Intercambio espontáneo de información.....	185
Artículo 18. Gastos	186
Artículo 19. Definiciones relacionadas con la asistencia jurídica recíproca y la extradición	186
PARTE II AUTORIDADES CENTRALES Y COMUNICACIÓN.....	187
Artículo 20. Autoridades centrales.....	187
Artículo 21. Canal de comunicación y puntos únicos de contacto.....	187
Artículo 22. Idiomas aceptables.....	188
PARTE III ASISTENCIA JURÍDICA RECÍPROCA	189
Artículo 23. Ámbito de aplicación de la Parte III	189
Artículo 24. Propósito de la solicitud.....	189
Artículo 25. Solicitud y documentos justificativos	189
Artículo 26. Confidencialidad de las solicitudes de asistencia jurídica recíproca	190
Artículo 27. Medidas provisionales	190
Artículo 28. Información complementaria.....	191
Artículo 29. Base jurídica de la asistencia jurídica recíproca	191
Artículo 30. Motivos de denegación de la asistencia jurídica recíproca	191

Artículo 31. Limitaciones en las transmisiones y el uso de la información y las pruebas	192
Artículo 32. Ejecución de la solicitud	193
Artículo 33. Declaraciones de personas en el Estado Parte requerido	193
Artículo 34. Audiencia por videoconferencia	194
Artículo 35. Comparecencias de personas en el Estado Parte requirente	195
Artículo 36. Traslado temporal de personas detenidas.....	195
Artículo 37. Salvoconducto	196
Artículo 38. Transmisión de objetos, documentos, registros u otro material probatorio	196
Artículo 39. Técnicas especiales de investigación.....	197
Artículo 40. Operaciones encubiertas	197
Artículo 41. Equipos conjuntos de investigación.....	197
Artículo 42. Observaciones transfronterizas	200
Artículo 43. Responsabilidad penal de los funcionarios.....	201
Artículo 44. Responsabilidad civil de los funcionarios	201
Artículo 45. Cooperación internacional con fines de decomiso	201
Artículo 46. Restitución	203
Artículo 47. Disposición de activos decomisados.....	203
Artículo 48. Remisión de actuaciones penales.....	204
PARTE IV EXTRADICIÓN	205
Artículo 49. Ámbito de aplicación de la Parte IV	205
Artículo 50. Base jurídica para la extradición.....	205
Artículo 51. Motivos de denegación de la extradición	205
Artículo 52. Principio de especialidad	207
Artículo 53. Reextradición a un tercer Estado	207
Artículo 54. Extradición de nacionales.....	208
Artículo 55. Ejecución de la solicitud.....	208
Artículo 56. Solicitud y documentos justificativos	208
Artículo 57. Confidencialidad de las solicitudes de extradición.....	209
Artículo 58. Concurso de solicitudes	209
Artículo 59. Detención provisional.....	209
Artículo 60. Consideración del período de privación de libertad	210
Artículo 61. Entrega de la persona que se debe extraditar.....	210
Artículo 62. Entrega aplazada o temporal.....	210
Artículo 63. Procedimiento de extradición simplificado	211
Artículo 64. Entrega de bienes.....	211
Artículo 65. Tránsito de personas a ser extraditadas.....	211

PARTE V TRASLADO DE PERSONAS CONDENADAS	213
Artículo 66. Ámbito de aplicación de la Parte V y definiciones relacionadas con el traslado de personas condenadas.....	213
Artículo 67. Condiciones del traslado.....	213
Artículo 68. Obligación de facilitar informaciones.....	214
Artículo 69. Solicitudes, respuestas y documentos justificativos	214
Artículo 70. Consentimiento y verificación.....	215
Artículo 71. Personas que han salido del Estado Parte sentenciador.....	216
Artículo 72. Personas condenadas objeto de una orden de expulsión o deportación.....	216
Artículo 73. Consecuencias del traslado para el Estado Parte sentenciador	217
Artículo 74. Consecuencias del traslado para el Estado Parte Administrador	217
Artículo 75. Prosecución del cumplimiento.....	218
Artículo 76. Conversión de la condena.....	218
Artículo 77. Revisión de la condena	219
Artículo 78. Cesación del cumplimiento.....	219
Artículo 79. Información acerca de la condena	219
Artículo 80. Tránsito de personas condenadas.....	219
PARTE VI VÍCTIMAS, TESTIGOS, PERITOS Y OTRAS PERSONAS	221
Artículo 81. Definición de “víctimas”	221
Artículo 82. Protección de víctimas, testigos, peritos y otras personas	221
Artículo 83. Derechos de las víctimas	221
PARTE VII ACUERDOS INSTITUCIONALES.....	223
Artículo 84. Reunión de Estados Partes.....	223
Artículo 85. Apoyo provisional.....	223
PARTE VIII DISPOSICIONES FINALES.....	224
Artículo 86. Resolución de controversias	224
Artículo 87. Enmiendas a la presente Convención	224
Artículo 88. Aprobación de nuevos anexos	225
Artículo 89. Firma, ratificación, aceptación, aprobación y adhesión.....	225
Artículo 90. Entrada en vigor.....	225
Artículo 91. Aplicación provisional	226
Artículo 92. Reservas.....	226
Artículo 93. Retiro	227
Artículo 94. Depositario e idiomas	227
ANEXOS	229
Anexo A. Crímenes de guerra.....	229

Anexo B. Crímenes de guerra	230
Anexo C. Crímenes de guerra	231
Anexo D. Crímenes de guerra.....	232
Anexo E. Crímenes de guerra	233
Anexo F. Tortura	234
Anexo G. Desaparición forzada	235
Anexo H. Crimen de agresión.....	236

PREÁMBULO

Los Estados Partes de la presente Convención,

Recordando que los crímenes internacionales a los que se aplica la presente Convención se encuentran entre los crímenes más graves de trascendencia para la comunidad internacional en su conjunto,

Enfatizando que la lucha contra la impunidad de estos crímenes es esencial para la paz, la estabilidad, la justicia y el estado de derecho,

Recalcando que los Estados tienen la responsabilidad primaria de investigar los crímenes internacionales a los que se aplica la presente Convención y de enjuiciar a los presuntos autores de los crímenes en cuestión, y que deben tomar todas las medidas legislativas y ejecutivas necesarias a tal efecto, afirmando su voluntad de favorecer las condiciones que permitan a los Estados asumir plenamente dicha responsabilidad principal,

Esforzándose por continuar desarrollando el derecho internacional para luchar contra la impunidad del crimen de genocidio, los crímenes de lesa humanidad, los crímenes de guerra y otros crímenes internacionales,

Reafirmando los derechos, obligaciones y responsabilidades de los Estados conforme al derecho internacional, con inclusión del derecho internacional humanitario, el derecho internacional de los derechos humanos y el derecho internacional de los refugiados, así como el principio de no devolución consagrado en el mismo,

Reconociendo los derechos de las víctimas, los testigos y otras personas en relación con los crímenes internacionales a los que se aplica esta Convención, el papel primordial que desempeñan en el procedimiento judicial, y la necesidad de proteger su bienestar físico y psicológico y de adoptar un enfoque centrado en los supervivientes, así como proveer el acceso a la justicia y a vías de recurso adecuadas, incluyendo, cuando proceda, a través de justicia reparativa,

Reconociendo asimismo el derecho de los presuntos autores al trato justo en todas las fases de las actuaciones judiciales,

Observando que la investigación y el enjuiciamiento de estos crímenes internacionales a menudo involucran a sospechosos, testigos, pruebas o activos ubicados fuera del territorio del Estado que lleva a cabo la investigación o el enjuiciamiento,

Reconociendo que la investigación y el enjuiciamiento efectivos de estos crímenes internacionales a nivel nacional deben garantizarse adoptando medidas que mejoren la cooperación internacional,

Reconociendo que la cooperación internacional en materia penal de conformidad con las obligaciones internacionales y el derecho nacional es un pilar básico de los esfuerzos continuados de los Estados en su lucha contra la impunidad y **alentando** la continuación y la intensificación de dichos esfuerzos a todos los niveles,

Recordando los principios de igualdad soberana e integridad territorial de los Estados, y el principio de no intervención en los asuntos internos de otros Estados,

Tomando nota con aprecio del derecho consuetudinario internacional existente y las disposiciones de instrumentos multilaterales que buscan luchar contra la impunidad del crimen de genocidio, los crímenes de lesa humanidad y los crímenes de guerra incluidos, entre otros, la Convención para la

Prevención y la Sanción del Delito de Genocidio, el Convenio de Ginebra para aliviar la suerte que corren los heridos y los enfermos de las fuerzas armadas en campaña, el Convenio de Ginebra para aliviar la suerte que corren los heridos, los enfermos y los náufragos de las fuerzas armadas en el mar, el Convenio de Ginebra relativo al Trato debido a los Prisioneros de Guerra, el Convenio de Ginebra relativo a la Protección debida a las Personas Civiles en Tiempo de Guerra y sus protocolos adicionales, la Convención para la Protección de los Bienes Culturales en caso de Conflicto Armado y sus protocolos adicionales, así como el Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional.

Conscientes de que, durante los siglos XX y XXI, millones de personas han sido víctimas de atrocidades inimaginables que conmocionaron profundamente la conciencia de la humanidad,

Con la determinación de investigar y enjuiciar de una forma más eficaz los crímenes internacionales a los que se aplica esta Convención, y **reconociendo** la necesidad de fortalecer el marco legal internacional para la cooperación con este fin,

Han acordado lo siguiente:

PARTE I DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 1. Objetivo de la presente Convención

El objetivo de la presente Convención es facilitar la cooperación internacional en materia penal entre los Estados Partes con vistas a fortalecer la lucha contra la impunidad del crimen de genocidio, los crímenes de lesa humanidad, los crímenes de guerra y, según proceda, otros crímenes internacionales.

Artículo 2. Ámbito de aplicación de la presente Convención

1. Los Estados Partes aplicarán la presente Convención a los crímenes mencionados en el artículo 5 de la misma.
2. Cada Estado podrá, en el momento de la firma o al depositar su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o adhesión a ella o posteriormente, notificar por escrito al Depositario que declara que también aplicará esta Convención al crimen o crímenes enumerados en cualquiera de los anexos de la presente Convención en relación con cualquier otro Estado Parte que haya notificado al Depositario que aplicará esta Convención a ese mismo crimen según se indica en el anexo relevante, el cual constituirá parte integrante de la presente Convención.

Artículo 3. Principio general de interpretación

Nada de lo dispuesto en la presente Convención se interpretará en el sentido de que limita o menoscaba de alguna manera las normas existentes o en desarrollo de derecho internacional, incluidas las definiciones de los crímenes a los que se aplica la presente Convención.

Artículo 4. Relación con otros acuerdos

Nada de lo previsto en la presente Convención impedirá que los Estados Partes que han celebrado otros acuerdos o que han entablado relaciones entre sí de otro modo en relación con un asunto que entre dentro del ámbito de aplicación de la presente Convención apliquen dichos acuerdos o desarrollen sus relaciones en consecuencia, sin que para ello sea óbice la existencia de la presente Convención, si facilitan la cooperación internacional.

Artículo 5. Definiciones de crímenes internacionales

1. A los efectos de la presente Convención, se entenderá por «genocidio» cualquiera de los actos mencionados a continuación, perpetrados con la intención de destruir total o parcialmente a un grupo nacional, étnico, racial o religioso como tal:
 - a) Matanza de miembros del grupo;
 - b) Lesión grave a la integridad física o mental de los miembros del grupo;
 - c) Sometimiento intencional del grupo a condiciones de existencia que hayan de acarrear su destrucción física, total o parcial;
 - d) Medidas destinadas a impedir nacimientos en el seno del grupo;
 - e) Traslado por la fuerza de niños del grupo a otro grupo.

-
2. A los efectos de la presente Convención, «crimen de lesa humanidad» significa cualquiera de los siguientes actos cuando se cometen en el marco de un ataque de amplio alcance o sistemático contra una población civil y con conocimiento de dicho ataque:
- a) Asesinato;
 - b) Exterminio;
 - c) Esclavitud;
 - d) Deportación o traslado forzoso de población;
 - e) Encarcelación u otra privación grave de la libertad física en violación de normas fundamentales de derecho internacional;
 - f) Tortura;
 - g) Violación, esclavitud sexual, prostitución forzada, embarazo forzado, esterilización forzada o cualquier otra forma de violencia sexual de gravedad comparable;
 - h) Persecución de un grupo o colectividad con identidad propia fundada en motivos políticos, raciales, nacionales, étnicos, culturales, religiosos, de género u otros motivos universalmente reconocidos como inaceptables con arreglo al derecho internacional, en conexión con cualquier acto mencionado en el presente párrafo o con cualquiera de los crímenes a los que se aplica la presente Convención;
 - i) Desaparición forzada de personas;
 - j) El crimen de apartheid;
 - k) Otros actos inhumanos de carácter similar que causen intencionalmente grandes sufrimientos o atenten gravemente contra la integridad física o la salud mental o física.
3. A los efectos del párrafo 2:
- a) Por «ataque contra una población civil» se entenderá una línea de conducta que implique la comisión múltiple de actos mencionados en el párrafo 2 contra una población civil de conformidad con la política de un Estado o de una organización de cometer ese ataque o para promover esa política;
 - b) El «exterminio» comprenderá la imposición intencional de condiciones de vida, entre otras la privación del acceso a alimentos o medicinas con vistas a causar la destrucción de parte de una población;
 - c) Por «esclavitud» se entenderá el ejercicio de los atributos del derecho de propiedad sobre una persona, o de algunos de ellos, incluido el ejercicio de esos atributos en el tráfico de personas, en particular mujeres y niños;
 - d) Por «deportación o traslado forzoso de población» se entenderá el desplazamiento forzoso de las personas afectadas, por expulsión u otros actos coactivos, de la zona en que estén legítimamente presentes, sin motivos autorizados por el derecho internacional;
 - e) Por «tortura» se entenderá causar intencionalmente dolor o sufrimientos graves, ya sean físicos o mentales, a una persona que el acusado tenga bajo su custodia o control; sin

embargo, no se entenderá por tortura el dolor o los sufrimientos que se deriven únicamente de sanciones lícitas o que sean consecuencia normal o fortuita de ellas;

- f) Por «embarazo forzado» se entenderá el confinamiento ilícito de una mujer a la que se ha dejado embarazada por la fuerza con la intención de modificar la composición étnica de una población o de cometer otras violaciones graves del derecho internacional. En modo alguno se entenderá que esta definición afecta a las normas del derecho nacional relativas al embarazo;
- g) Por «persecución» se entenderá la privación intencionada y grave de derechos fundamentales en contravención del derecho internacional en razón de la identidad del grupo o de la colectividad;
- h) Por «el crimen de apartheid» se entenderán los actos inhumanos de carácter similar a los mencionados en el párrafo 2 cometidos en el contexto de un régimen institucionalizado de opresión y dominación sistemáticas de un grupo racial sobre uno o más grupos raciales y con la intención de mantener ese régimen;
- i) Por «desaparición forzada de personas» se entenderá la aprehensión, la detención o el secuestro de personas por parte de un Estado o una organización política o con su autorización, apoyo o aquiescencia, seguido de la negativa a admitir tal privación de libertad o dar información sobre la suerte o el paradero de esas personas con la intención de dejarlas fuera del amparo de la ley por un período prolongado.

4. A los efectos de la presente Convención, se entiende por «crímenes de guerra»:

- a) Infracciones graves de los Convenios de Ginebra de 12 de agosto de 1949, a saber, cualquiera de los siguientes actos contra personas o bienes protegidos por las disposiciones del Convenio de Ginebra pertinente:
 - (i) El homicidio intencionado;
 - (ii) La tortura o los tratos inhumanos, incluidos los experimentos biológicos;
 - (iii) El hecho de causar deliberadamente grandes sufrimientos o de atentar gravemente contra la integridad física o la salud;
 - (iv) La destrucción y la apropiación de bienes no justificadas por necesidades militares y efectuadas a gran escala, ilícita y arbitrariamente;
 - (v) El hecho de forzar a un prisionero de guerra o a otra persona protegida a servir en las fuerzas de una Potencia enemiga;
 - (vi) (El hecho de privar deliberadamente a un prisionero de guerra o a otra persona protegida de su derecho a ser juzgado legítima e imparcialmente;
 - (vii) La deportación o el traslado ilegal o el confinamiento ilegal;
 - (viii) La toma de rehenes;
- b) Otras violaciones graves de las leyes y usos aplicables en los conflictos armados internacionales dentro del marco establecido del derecho internacional, a saber, cualquiera de los actos siguientes:

-
- (i) Dirigir intencionalmente ataques contra la población civil como tal o contra civiles que no participen directamente en las hostilidades;
 - (ii) Dirigir intencionadamente ataques contra bienes civiles, es decir, bienes que no son objetivos militares;
 - (iii) Dirigir intencionadamente ataques contra personal, instalaciones, material, unidades o vehículos participantes en una misión de paz o de asistencia humanitaria de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas, siempre que tengan derecho a la protección otorgada a civiles o bienes civiles con arreglo al derecho internacional de los conflictos armados;
 - (iv) Lanzar un ataque intencionadamente a sabiendas de que causará pérdidas colaterales de vidas, lesiones a civiles o daños a bienes de carácter civil o daños extensos, duraderos y graves al medio ambiente natural que sean manifiestamente excesivos en relación con la ventaja militar general concreta y directa que se prevea;
 - (v) Atacar o bombardear por cualquier medio ciudades, aldeas, viviendas o edificios que no estén defendidos y que no sean objetivos militares;
 - (vi) Causar la muerte o lesiones a un combatiente que haya depuesto las armas o que, al no tener medios para defenderse, se haya rendido a discreción;
 - (vii) Utilizar de modo indebido la bandera blanca, la bandera nacional o las insignias militares o el uniforme del enemigo o de las Naciones Unidas, así como los emblemas distintivos de los Convenios de Ginebra, y causar así muertes o lesiones graves;
 - (viii) El traslado directo o indirecto a cargo de la Potencia ocupante de parte de su población civil al territorio que ocupa o la deportación o el traslado de la totalidad o parte de la población del territorio ocupado, ya sea dentro o fuera de ese territorio;
 - (ix) Dirigir intencionalmente ataques contra edificios dedicados a la religión, la educación, las artes, las ciencias o la beneficencia, los monumentos históricos, los hospitales y los lugares en que se agrupa a enfermos y heridos, siempre que no sean objetivos militares;
 - (x) Someter a personas que estén en poder de una parte adversa a mutilaciones físicas o a experimentos médicos o científicos de cualquier tipo que no estén justificados en razón de un tratamiento médico, dental u hospitalario ni se lleven a cabo en su interés y que causen la muerte o pongan gravemente en peligro su salud;
 - (xi) Matar o herir a traición a personas pertenecientes a la nación o al ejército enemigo;
 - (xii) Declarar que no se dará cuartel;
 - (xiii) Destruir o apoderarse de bienes del enemigo, a menos que las necesidades de la guerra lo hagan imperativo;

-
- (xiv) Declarar abolidos, suspendidos o inadmisibles ante un tribunal los derechos y acciones de los nacionales de la parte enemiga;
 - (xv) Obligar a los nacionales de la parte enemiga a participar en operaciones bélicas dirigidas contra su propio país, aunque hubieran estado al servicio del beligerante antes del inicio de la guerra;
 - (xvi) Saquear una ciudad o una plaza, incluso cuando es tomada por asalto;
 - (xvii) Emplear veneno o armas envenenadas;
 - (xviii) Emplear gases asfixiantes, tóxicos o similares o cualquier líquido, material o dispositivo análogos;
 - (xix) Emplear balas que se ensanchan o aplastan fácilmente en el cuerpo humano, como balas con una camisa dura que no recubra totalmente la parte interior o que tenga incisiones;
 - (xx) Cometer atentados contra la dignidad personal, especialmente los tratos humillantes y degradantes;
 - (xxi) Cometer actos de violación, esclavitud sexual, prostitución forzada, embarazo forzado, según se define en el párrafo 3, apartado (f), esterilización forzada y cualquier otra forma de violencia sexual que también constituya una infracción grave de los Convenios de Ginebra;
 - (xxii) Utilizar la presencia de una persona civil u otra persona protegida para poner ciertos puntos, zonas o fuerzas militares a cubierto de operaciones militares;
 - (xxiii) Dirigir intencionalmente ataques contra edificios, material, unidades y medios de transporte sanitarios y contra personal que utilice los emblemas distintivos de los Convenios de Ginebra de conformidad con el derecho internacional;
 - (xxiv) Hacer padecer intencionalmente hambre a la población civil como método de hacer la guerra privándola de los objetos indispensables para su supervivencia, incluido el hecho de obstaculizar intencionalmente los suministros de socorro de conformidad con los Convenios de Ginebra;
 - (xxv) Reclutar o alistar a niños menores de 15 años en las fuerzas armadas nacionales o utilizarlos para participar activamente en las hostilidades;
- c) En caso de conflicto armado que no sea de índole internacional, las violaciones graves del artículo 3 común a los cuatro Convenios de Ginebra de 12 de agosto de 1949, a saber, cualquiera de los siguientes actos cometidos contra personas que no participen directamente en las hostilidades, incluidos los miembros de las fuerzas armadas que hayan depuesto las armas y las personas puestas fuera de combate por enfermedad, herida, detención o por cualquier otra causa:
- (i) Los atentados contra la vida y la integridad corporal, especialmente el homicidio en todas sus formas, las mutilaciones, los tratos crueles y la tortura;
 - (ii) Los ultrajes contra la dignidad personal, especialmente los tratos humillantes y degradantes;

-
- (iii) La toma de rehenes;
 - (iv) Las condenas dictadas y las ejecuciones sin previo juicio ante un tribunal regularmente constituido con todas las garantías judiciales generalmente reconocidas como indispensables;
- d) El párrafo 4, apartado (c) se aplica a los conflictos armados que no son de índole internacional y, por consiguiente, no se aplica a las situaciones de tensiones internas y de disturbios interiores, tales como los motines, los actos esporádicos y aislados de violencia u otros actos análogos.
- e) Otras violaciones graves de las leyes y los usos aplicables en los conflictos armados que no sean de índole internacional, dentro del marco establecido de derecho internacional, a saber, cualquiera de los actos siguientes:
- (i) Dirigir intencionalmente ataques contra la población civil como tal o contra civiles que no participen directamente en las hostilidades;
 - (ii) Dirigir intencionadamente ataques contra edificios, material, unidades y medios de transporte sanitarios y contra el personal que utilice los emblemas distintivos de los Convenios de Ginebra de conformidad con el derecho internacional;
 - (iii) Dirigir intencionadamente ataques contra personal, instalaciones, material, unidades o vehículos participantes en una misión de paz o de asistencia humanitaria de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas, siempre que tengan derecho a la protección otorgada a civiles o bienes civiles con arreglo al derecho internacional de los conflictos armados;
 - (iv) Dirigir intencionadamente ataques contra edificios dedicados a la religión, la educación, las artes, las ciencias o la beneficencia, los monumentos históricos, los hospitales y otros lugares en que se agrupa a enfermos y heridos, a condición de que no sean objetivos militares;
 - (v) Saquear una ciudad o plaza, incluso cuando es tomada por asalto;
 - (vi) Cometer actos de violación, esclavitud sexual, prostitución forzada, embarazo forzado, definido en el párrafo 3, apartado (f), esterilización forzada o cualquier otra forma de violencia sexual que constituya también una violación grave del artículo 3 común a los cuatro Convenios de Ginebra;
 - (vii) Reclutar o alistar niños menores de 15 años en las fuerzas armadas o grupos o utilizarlos para participar activamente en hostilidades;
 - (viii) Ordenar el desplazamiento de la población civil por razones relacionadas con el conflicto, a menos que así lo exija la seguridad de los civiles implicados o por razones militares imperativas;
 - (ix) Matar o herir a traición a un combatiente adversario;
 - (x) Declarar que no se dará cuartel;

-
- (xi) Someter a las personas que estén en poder de otra parte en el conflicto a mutilaciones físicas o a experimentos médicos o científicos de cualquier tipo que no estén justificados en razón del tratamiento médico, dental u hospitalario de la persona implicada ni se lleven a cabo en su interés y que provoquen la muerte o pongan gravemente en peligro su salud;
 - (xii) Destruir o apoderarse de bienes de un adversario, a menos que las necesidades del conflicto lo hagan imperativo;
- f) El párrafo 4, apartado (e) se aplica a los conflictos armados que no son de índole internacional y, por consiguiente, no se aplica a las situaciones de tensiones internas y de disturbios interiores, tales como los motines, los actos esporádicos y aislados de violencia u otros actos análogos. Se aplica a los conflictos armados que tienen lugar en el territorio de un Estado cuando existe un conflicto armado prolongado entre las autoridades gubernamentales y grupos armados organizados o entre tales grupos.
5. Nada de lo dispuesto en los párrafos 4, apartados (c) y (e) afectará la responsabilidad que incumbe a todo gobierno de mantener o reestablecer el orden público o defender la unidad e integridad territorial del Estado por cualquier medio legítimo.
6. A los efectos de la presente Convención, los crímenes a los que esta se aplica no serán considerados crímenes políticos, crímenes relacionados con un crimen político ni crímenes inspirados en motivos políticos.

Artículo 6. Aplicación facultativa de esta Convención

Sin perjuicio del artículo 2, los Estados Partes podrán aceptar la aplicación de esta Convención a cualquier solicitud que se refiera a una conducta a la cual se cumplan todas las condiciones que figuran a continuación:

- a) La conducta constituye un crimen de genocidio, un crimen de lesa humanidad, un crimen de guerra o un crimen de agresión, tortura o desaparición forzada de conformidad con el derecho internacional;
- b) La conducta constituye un crimen de genocidio, un crimen de lesa humanidad, un crimen de guerra o un crimen de agresión, tortura o desaparición forzada de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requirente; y
- c) La conducta constituye un crimen extraditable de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido.

Artículo 7. Criminalización

- 1. Todo Estado Parte tomará las medidas necesarias para asegurar que los crímenes a los que el Estado Parte aplica la presente Convención en virtud del artículo 2 constituyan crímenes conforme a su derecho nacional.
- 2. Todo Estado Parte castigará los crímenes mencionados en el párrafo 1 con penas adecuadas en las que se tenga en cuenta su gravedad.

Artículo 8. Jurisdicción

1. Todo Estado Parte tomará las medidas necesarias para establecer su jurisdicción sobre los crímenes internacionales a los que se aplica la presente Convención en virtud del artículo 2, párrafo 1, así como sobre cualquier crimen que haya declarado aplicable de conformidad con el artículo 2, párrafo 2, en los siguientes casos:
 - a) Cuando los crímenes se cometan en cualquier territorio bajo su jurisdicción, o a bordo de una aeronave o un buque matriculados en ese Estado;
 - b) Cuando el presunto autor sea nacional de dicho Estado Parte.
2. Todo Estado Parte podrá tomar las medidas necesarias para establecer su jurisdicción sobre los crímenes internacionales a los que se aplica la Convención en virtud del artículo 2, párrafo 1, así como sobre cualquier crimen que haya declarado aplicable de conformidad con el artículo 2, párrafo 2, en los siguientes casos:
 - a) Cuando el presunto autor sea un apátrida que tenga su residencia habitual en el territorio de ese Estado Parte;
 - b) Cuando la víctima sea nacional de dicho Estado Parte.
3. Todo Estado Parte tomará asimismo las medidas necesarias para establecer su jurisdicción sobre estos crímenes en los casos en que el presunto autor se halle en cualquier territorio bajo su jurisdicción y dicho Estado no conceda la extradición a ninguno de los Estados previstos en los párrafos 1 o 2, o lo entregue a una corte o tribunal penal internacional cuya competencia haya reconocido.
4. La presente Convención no excluye ninguna jurisdicción penal ejercida de conformidad con el derecho nacional.

Artículo 9. Nacionales

A los efectos de la presente Convención, cada uno de los Estados Partes podrá, en cualquier momento, mediante una notificación por escrito al Depositario, definir el término «nacionales» según su derecho nacional.

Artículo 10. Principio general de cooperación

Los Estados Partes tramitarán las solicitudes de cooperación efectuadas según la presente Convención de conformidad con su derecho nacional.

Artículo 11. Prescripción

A los fines de la presente Convención, los crímenes a los que se aplica la presente Convención de conformidad con el artículo 2 no serán objeto de prescripción alguna que sea contraria al derecho internacional.

Artículo 12. Derecho de denuncia

1. Todo Estado Parte tomará las medidas necesarias para asegurar que cualquier persona que afirme que se han cometido o se están cometiendo crímenes a los cuales ese Estado Parte aplica

los crímenes comprendidos en la presente Convención en virtud del artículo 2 tenga derecho a denunciarlo a sus autoridades competentes.

2. Los Estados Partes se comprometerán a examinar cualquier denuncia recibida con prontitud e imparcialidad, de conformidad con su derecho nacional y, en la medida en que ello sea oportuno, con las políticas nacionales pertinentes.

Artículo 13. Medidas preliminares

1. Todo Estado Parte en cuyo territorio se encuentre la persona de la que se supone que ha cometido un crimen al que el Estado Parte aplica la presente Convención en virtud del artículo 2, si, tras examinar la información de que dispone, considera que las circunstancias lo justifican, procederá a la detención de dicha persona o tomará otras medidas para asegurar su presencia, de conformidad con su derecho nacional. La detención y demás medidas se mantendrán solamente por el período que sea necesario a fin de permitir la iniciación de un procedimiento penal, de extradición o de entrega.
2. Tal Estado Parte procederá inmediatamente a una investigación preliminar de los hechos.
3. La persona detenida de conformidad con el párrafo 1 tendrá toda clase de facilidades para comunicarse inmediatamente con el representante correspondiente del Estado de su nacionalidad que se encuentre más próximo o, si se trata de un apátrida, con el representante del Estado en que habitualmente resida.
4. Cuando un Estado Parte tenga en custodia a una persona en virtud de las disposiciones del presente artículo, notificará inmediatamente tal custodia y las circunstancias que la justifican a los Estados Partes referidos en los párrafos 1 y 2 del artículo 8. El Estado Parte que proceda a la investigación preliminar prevista en el párrafo 2, según proceda, comunicará sin dilación sus resultados a los Estados Partes antes mencionados e indicará si se propone ejercer su jurisdicción.

Artículo 14. Aut dedere, aut iudicare

1. El Estado Parte en el territorio de cuya jurisdicción sea hallada la persona de la cual se supone que ha cometido cualquiera de los crímenes a los que se hace referencia en el artículo 2, en los supuestos contemplados en el artículo 8, si no procede a la extradición o entrega de la persona a otro Estado o a un tribunal penal internacional competente, someterá el caso a sus autoridades competentes a efectos de enjuiciamiento.
2. Dichas autoridades adoptarán su decisión de la misma manera en que lo harían respecto de cualquier otro crimen de carácter grave con arreglo al derecho nacional de ese Estado Parte. En los casos contemplados en el párrafo 3 del artículo 8, el nivel de las pruebas necesarias para el enjuiciamiento o inculpación no será en modo alguno menos estricto que el que se aplica en los casos contemplados en los párrafos 1 y 2 del artículo 8.
3. Toda persona en relación a la cual se lleven a cabo procedimientos relacionados con cualquiera de los crímenes a los que se aplica esta Convención recibirá garantías de un trato justo en todas sus fases.

Artículo 15. Responsabilidad de las personas jurídicas

1. Cada Estado Parte adoptará las medidas que sean necesarias, en consonancia con sus principios jurídicos, a fin de establecer la responsabilidad de las personas jurídicas por su participación en los crímenes a los que ese Estado Parte aplica esta Convención en virtud del artículo 2.
2. Con sujeción a los principios jurídicos del Estado Parte, la responsabilidad de las personas jurídicas podrá ser de índole penal, civil o administrativa.
3. Dicha responsabilidad existirá sin perjuicio de la responsabilidad penal que incumba a las personas naturales que hayan cometido los crímenes.
4. Cada Estado Parte velará en particular por que se impongan sanciones penales o no penales eficaces, proporcionadas y disuasivas, incluidas sanciones monetarias, a las personas jurídicas consideradas responsables con arreglo al presente artículo.

Artículo 16. Uso y protección de datos personales

1. Los Estados Partes garantizarán que los datos personales transmitidos de un Estado Parte a otro se utilicen únicamente para el fin para el que hayan sido transmitidos. Los datos personales no serán utilizados con fines que resulten incompatibles con aquellos. Los datos personales no se transmitirán a terceros Estados ni a organizaciones internacionales sin la autorización previa del Estado Parte que los transmitió inicialmente. El Estado Parte que transmitió inicialmente los datos personales podrá indicar las condiciones que el Estado Parte requirente debe respetar en relación con ulteriores transmisiones.
2. En caso de que el Estado Parte requerido haya impuesto condiciones especiales sobre el uso de los datos personales que ha facilitado, el Estado Parte requirente facilitará, a petición del Estado Parte requerido, información sobre el uso que se haya dado a los datos personales.
3. En caso de que, tras la revelación al Estado Parte requirente, el Estado Parte requerido tome conocimiento de circunstancias que puedan llevarlo a imponer una condición adicional en un caso en particular, una autoridad central del Estado Parte requerido puede consultar con una autoridad central del Estado Parte requirente a fin de determinar la medida en la que es posible proteger los datos personales.
4. Los Estados Partes se transmitirán datos personales exactos. Si se detecta que se han transmitido datos personales incorrectos, o si se detectan datos personales que no deberían haber sido transmitidos, ya sea por el Estado requerido o por el requirente, el Estado Parte correspondiente será notificado al respecto inmediatamente. El Estado Parte correspondiente corregirá o eliminará los datos personales sin demora, a menos que sean necesarios a los efectos de los párrafos 8 y 9.
5. Si así lo solicita, la persona afectada será informada sobre cualquier dato personal transmitido acerca de ella y sobre el propósito de su uso previsto. Sin embargo, esta información puede ser retenida para no perjudicar la prevención, detección, investigación o persecución de crímenes.
6. El Estado Parte requirente eliminará o anonimizará los datos personales transmitidos tan pronto dejen de ser necesarios para el fin con el que se han transmitido, salvo si su conservación fuera necesaria para ejercer los derechos mencionados en los párrafos 8 y 9.

-
7. El Estado Parte receptor garantizará una protección adecuada contra la pérdida accidental de los datos personales que reciba, así como contra la destrucción o alteración accidental o ilícita de dichos datos, y contra su comunicación o acceso no autorizados o cualquier otro tratamiento no autorizado.
 8. A los efectos de la presente Convención, los Estados Partes garantizarán que toda persona afectada por la transmisión de datos tenga derecho a acceder a sus datos personales en posesión del Estado Parte que transfiere o del Estado Parte receptor, y a rectificarlos o eliminarlos. El ejercicio de este derecho podrá limitarse si dificultase uno de los propósitos mencionados en el párrafo 1 o el ejercicio de los derechos y libertades de otras personas.
 9. Los Estados Partes garantizarán que las personas afectadas tengan derecho a una tutela judicial efectiva en relación con el incumplimiento de cualquiera de las obligaciones contenidas en el presente artículo.
 10. Un Estado Parte no estará obligado a transmitir datos personales si el derecho nacional que le sea aplicable prohíbe su transmisión, o si tiene motivos para suponer que dicha transmisión incidiría negativamente en los intereses legítimos de la persona afectada.

Artículo 17. Intercambio espontáneo de información

1. Sin menoscabo de su derecho nacional, un Estado Parte podrá —sin que se le solicite previamente— transmitir información relativa a los crímenes a los que se aplica la presente Convención a otro Estado Parte si cree que esa información podría ayudar a este último Estado Parte a emprender o concluir con éxito indagaciones y procedimientos penales, o podría dar lugar a una petición formulada por este último Estado Parte con arreglo a la presente Convención. Sin perjuicio de las condiciones más favorables que puedan existir en otros instrumentos jurídicos, el intercambio espontáneo de información tendrá lugar por conducto de las autoridades competentes de los Estados Partes interesados.
2. La transmisión de información con arreglo al párrafo 1 no afectará a las investigaciones y procesos penales en el Estado Parte transmisor.
3. Las autoridades competentes que reciben la información deberán acceder a toda solicitud del Estado Parte transmisor de que se respete su carácter confidencial, incluso temporalmente, o de que se impongan restricciones a su utilización.
4. Nada de lo dispuesto en el párrafo 3 impedirá que el Estado Parte receptor pueda revelar en sus actuaciones información que sea exculpatória de una persona acusada. En tal caso, el Estado Parte receptor se lo notificará al Estado Parte transmisor antes de revelar la información y, si así se le solicita, consultará al Estado Parte transmisor. Si en un caso excepcional no es posible notificar con antelación, el Estado Parte receptor informará sin demora al Estado Parte transmisor acerca de dicha revelación.
5. A petición del Estado Parte transmisor, la información transmitida no se utilizará como prueba en un proceso penal mientras no se haya aceptado una solicitud formal de asistencia jurídica recíproca.

Artículo 18. Gastos

1. Los gastos ordinarios que ocasione el cumplimiento de una solicitud serán sufragados por el Estado Parte requerido, a menos que la presente Convención determine lo contrario o que los Estados Partes interesados hayan acordado otra cosa. Cuando se requieran a este fin gastos cuantiosos o de carácter extraordinario, los Estados Partes concernidos se consultarán para determinar los términos y condiciones en que se dará cumplimiento a la solicitud, así como la manera en que se sufragarán los gastos.
2. Los siguientes gastos correrán a cargo del Estado Parte requirente o serán reembolsados por él salvo que el Estado Parte requerido renuncie al reembolso de la totalidad o parte de estos gastos:
 - a) Los gastos derivados de la presencia de los peritos en el territorio del Estado Parte requerido;
 - b) Los gastos derivados del establecimiento y funcionamiento de una conexión por vídeo o por teléfono;
 - c) La remuneración de los intérpretes facilitados por el Estado Parte requerido;
 - d) Las dietas liquidadas a los testigos, sus gastos de viaje y subsistencia dentro del territorio del Estado Parte requerido.
3. Los gastos del transporte al Estado Parte requirente de una persona en custodia desembolsados de conformidad con el artículo 36 correrán a cargo del Estado Parte requirente.
4. Los gastos del transporte al Estado Parte requirente de una persona cuya extradición se reclama correrán a cargo del Estado Parte requirente.
5. Los gastos del transporte de una persona condenada al Estado Parte de cumplimiento que ejecuta su condena correrán a cargo de ese Estado Parte.

Artículo 19. Definiciones relacionadas con la asistencia jurídica recíproca y la extradición

A los efectos de la presente Convención:

- a) «Decomiso», que incluye pérdida donde sea aplicable, significará la privación con carácter definitivo de algún bien por decisión de un tribunal o de otra autoridad competente;
- b) «Embargo preventivo» o «incautación» significará prohibir temporalmente el traslado, la conversión, la disposición o el movimiento de bienes o asumir temporalmente la custodia o el control de bienes sobre la base de una orden emitida por un tribunal u otra autoridad competente;
- c) «Producto del crimen» significará cualquier bien derivado de un delito o un crimen u obtenido directa o indirectamente a través de la perpetración de un crimen al que se aplica la presente Convención;
- d) «Bien» se referirá a cualquier tipo de activo, ya sea material o inmaterial, mueble o inmueble, tangible o intangible, así como a los documentos o instrumentos legales que evidencian el título sobre dichos activos o el derecho relativo a ellos.

PARTE II AUTORIDADES CENTRALES Y COMUNICACIÓN

Artículo 20. Autoridades centrales

1. Cada Estado Parte designará a una o varias autoridades centrales. Las autoridades centrales serán responsables de transmitir y recibir las solicitudes de cooperación y la información sobre la cooperación con arreglo a las disposiciones de la presente Convención, y alentarán la rápida y adecuada ejecución de las solicitudes por parte de las autoridades competentes.
2. Cuando alguna región o algún territorio especial de un Estado Parte disponga de un régimen de cooperación distinto para esta Convención, el Estado Parte podrá designar a otra autoridad central que desempeñará la función señalada en el párrafo 1 para dicha región o territorio.
3. Cuando un Estado Parte disponga de otra autoridad central responsable del envío y la recepción de solicitudes e información de conformidad con disposiciones específicas de la presente Convención, podrá designar a otra autoridad central que desempeñará la función señalada en el párrafo 1 para las disposiciones pertinentes de la presente Convención.
4. A petición de uno o más Estados Partes, pueden producirse consultas entre autoridades centrales sobre asuntos relacionados con la aplicación de la presente Convención.
5. Cada Estado Parte notificará su designación de una o más autoridades centrales, de conformidad con el párrafo 1, en el momento de firmar la presente Convención, o bien al momento de depositar su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de o adhesión a ella, a través una declaración dirigida al Depositario. Posteriormente, cada Estado Parte podrá, en cualquier momento y por la misma vía, modificar los términos de su declaración.

Artículo 21. Canal de comunicación y puntos únicos de contacto

1. Las solicitudes realizadas conforme a la presente Convención y cualquier otra comunicación pertinente serán transmitidas a las autoridades centrales designadas por los Estados Partes.
2. En el momento de la firma o cuando deposite su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o de adhesión a ella, o bien en cualquier momento posterior, cualquier Estado podrá notificar, a través de una declaración dirigida al Depositario, que las solicitudes se le hagan llegar a través de canales diplomáticos y/o, de ser posible, a través de la Organización Internacional de Policía Criminal.
3. A fin de facilitar la comunicación eficaz con respecto a la ejecución de una solicitud individual realizada de acuerdo con esta Convención, cada Estado Parte podrá, sin perjuicio de lo indicado en el artículo 20, párrafos 1 a 4, designar puntos únicos de contacto dentro de sus autoridades competentes. Estos puntos de contacto pueden establecer lazos entre sí para cualquier asunto práctico relacionado con la ejecución de dicha solicitud.
4. Cada Estado Parte indicará sus puntos únicos de contacto designados de conformidad con lo dispuesto en el artículo 85, párrafo 1.
5. La transmisión de cualquier solicitud, información o comunicación sobre la base de la presente Convención se podrá realizar por medios electrónicos seguros, siempre que estén de acuerdo los Estados Partes interesados y teniendo en cuenta la necesidad de proteger la confidencialidad y de garantizar la autenticidad. En cualquier caso, previa petición y en cualquier momento, el Estado Parte interesado presentará los originales o las copias auténticas de los documentos.

Artículo 22. Idiomas aceptables

1. Las solicitudes se harán en un idioma aceptable para el Estado Parte requerido.
2. Cada Estado Parte indicará el idioma o idiomas que le sean aceptables informando a las autoridades centrales de los Estados Partes o, si se cumplen las condiciones del artículo 85, párrafos 2 y 3, al Estado Parte designado para ofrecer apoyo provisional adicional.

PARTE III ASISTENCIA JURÍDICA RECÍPROCA

Artículo 23. Ámbito de aplicación de la Parte III

1. Los Estados Partes se prestarán la más amplia asistencia jurídica recíproca respecto de investigaciones, procesos y procedimientos judiciales relacionados con los crímenes a los cuales aplican la presente Convención.
2. Se prestará asistencia jurídica recíproca en la mayor medida posible conforme a las leyes, tratados, acuerdos y arreglos pertinentes del Estado Parte requerido con respecto a investigaciones, procesos y procedimientos judiciales relacionados con los crímenes de los que una persona jurídica pueda ser considerada responsable de conformidad con el artículo 15, párrafo 1, en el Estado Parte requirente.

Artículo 24. Propósito de la solicitud

La asistencia jurídica recíproca que se preste de conformidad con las disposiciones de la presente Convención podrá solicitarse para cualquiera de los fines siguientes:

- a) Recibir testimonios o tomar declaración a personas, también por videoconferencia, en la medida en que esto se encuentre en consonancia con el derecho nacional del Estado Parte requerido;
- b) Examinar objetos y lugares;
- c) Facilitar información, elementos de prueba y evaluaciones de peritos;
- d) Efectuar inspecciones e incautaciones, y decomisos;
- e) Presentar documentos judiciales;
- f) Entregar originales o copias, certificadas en caso necesario, de los documentos, registros y datos informáticos pertinentes, incluida la documentación oficial, bancaria y financiera, así como la documentación social o comercial de sociedades mercantiles;
- g) Facilitar la comparecencia voluntaria de personas y el traslado temporal de personas detenidas en el Estado Parte requirente;
- h) Utilizar técnicas especiales de investigación;
- i) Llevar a cabo observaciones transfronterizas;
- j) Establecer equipos conjuntos de investigación;
- k) Tomar medidas que permitan una adecuada protección de las víctimas y los testigos y sus derechos;
- l) Prestar cualquier otro tipo de asistencia que no contraríe el derecho nacional del Estado Parte requerido.

Artículo 25. Solicitud y documentos justificativos

1. Las solicitudes de asistencia jurídica recíproca se formularán por escrito bajo condiciones que permitan al Estado Parte requerido establecer su autenticidad.

-
2. Toda solicitud de asistencia jurídica recíproca contendrá o estará acompañada de lo siguiente:
- a) La identidad de la autoridad que hace la solicitud;
 - b) El objeto y la índole de las investigaciones, los procesos o los procedimientos judiciales a las que se refiere la solicitud y el nombre y las funciones de la autoridad encargada de conducir dichas investigaciones, procesos o procedimientos judiciales;
 - c) Un resumen de los hechos pertinentes, salvo cuando se trate de solicitudes de presentación de documentos judiciales;
 - d) Una declaración sobre la ley nacional aplicable al caso acompañada por los textos de referencia y una declaración sobre la pena que se haya impuesto o pueda imponerse por los crímenes;
 - e) Una descripción de la asistencia solicitada y pormenores sobre cualquier procedimiento particular que el Estado Parte requirente desea que se aplique;
 - f) De ser posible, la identidad, ubicación y nacionalidad de cualquier persona involucrada;
 - g) Los fines para los cuales se solicita la prueba, información o actuación y, cuando sea necesario: su pertinencia para las investigaciones, procesos o procedimientos judiciales subyacentes;
 - h) Si procede, el plazo dentro del que se debe prestar la asistencia y los motivos para ellos;
 - i) Si corresponde, una declaración del derecho nacional pertinente que le permite a un testigo negarse a prestar declaración.
3. En situaciones de urgencia y cuando convengan en ello tanto el Estado Parte requirente como el Estado Parte requerido, las solicitudes podrán hacerse oralmente o por cualquier medio, dejando constancia por escrito, debiendo ser confirmadas de conformidad con los párrafos 1 y 2 tan pronto como sea razonablemente posible.

Artículo 26. Confidencialidad de las solicitudes de asistencia jurídica recíproca

El Estado Parte requerido mantendrá reserva acerca de la existencia, el contenido y la resolución de la solicitud, salvo en la medida necesaria para darle cumplimiento. Si el Estado Parte requerido no puede mantener esa reserva, lo hará saber de inmediato al Estado Parte requirente. El Estado Parte requirente determinará si, no obstante lo indicado anteriormente deberá cumplirse la solicitud.

Artículo 27. Medidas provisionales

1. A petición del Estado Parte requirente, el Estado Parte requerido podrá tomar medidas provisionales de conformidad con su derecho nacional con el propósito de preservar las pruebas, manteniendo una situación existente o protegiendo intereses legales en peligro.
2. El Estado Parte requerido podrá dar cumplimiento a la solicitud de medidas provisionales parcialmente o bajo condiciones, en particular pudiendo limitar la duración de las medidas solicitadas.

Artículo 28. Información complementaria

El Estado Parte requerido podrá pedir que se aporte información adicional dentro del plazo razonable que especifique, si considera que la información facilitada como sustento de una solicitud de asistencia jurídica recíproca no es suficiente para pronunciarse sobre dicha solicitud o para posibilitar su ejecución.

Artículo 29. Base jurídica de la asistencia jurídica recíproca

Si un Estado Parte que supedita la asistencia jurídica recíproca a la existencia de un tratado recibe una solicitud de asistencia jurídica recíproca de otro Estado Parte con el que no lo vincula ningún tratado de asistencia jurídica recíproca, deberá considerar la presente Convención como la base jurídica para la asistencia jurídica recíproca respecto de cualquier crimen al cual se aplica la presente Convención.

Artículo 30. Motivos de denegación de la asistencia jurídica recíproca

1. La asistencia jurídica recíproca se podrá denegar, teniendo debidamente en cuenta los principios establecidos en el párrafo 2, si:
 - a) El Estado Parte requerido tiene motivos fundados para presumir que la solicitud se ha presentado con el fin de perseguir o castigar a una persona por razón de su raza, género, color, discapacidad mental o física, orientación sexual, religión, nacionalidad, origen étnico, opiniones políticas o pertenencia a un grupo social determinado, o que su cumplimiento ocasionaría perjuicios a la posición de esa persona por cualquiera de estas razones;
 - b) La solicitud guarda relación con un crimen susceptible de ser castigado con la pena de muerte según el derecho nacional del Estado Parte requirente, salvo que, de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido:
 - (i) El Estado Parte requirente ofrezca garantías creíbles, suficientes y efectivas, o, si es requerido por el Estado Parte requerido, acepte una condición que cumpla los requisitos del Estado Parte requerido de que la pena de muerte no se impondrá; o
 - (ii) Si es posible de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido, en caso de que la pena de muerte ya se haya impuesto, el Estado Parte requirente ofrezca garantías creíbles, suficientes y efectivas, o, si es requerido por el Estado Parte requerido acepte una condición, de que la pena de muerte no se ejecutará;
 - c) La solicitud se refiere a hechos sobre la base de los cuales la persona enjuiciada ha sido finalmente juzgada en el Estado Parte requerido por un crimen basado en la misma conducta delictiva;
 - d) Existen motivos sustanciales para creer que la persona afectada por la solicitud sería sometida a tortura u otro castigo o trato cruel, inhumano o degradante, una violación flagrante del derecho a un juicio justo u otras violaciones manifiestas de sus derechos humanos fundamentales en el Estado Parte requirente de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido;
 - e) El derecho nacional del Estado Parte requerido prohíbe a sus autoridades actuar en la forma solicitada con respecto a un crimen basado en la misma conducta delictiva, si

este hubiera sido objeto de investigaciones, procesos o actuaciones judiciales en el ejercicio de su propia competencia;

- f) La solicitud no se hace de conformidad con lo dispuesto en esta Convención;
 - g) El Estado Parte requerido considera que el cumplimiento de lo solicitado podría menoscabar su soberanía, su seguridad, su orden público u otros intereses fundamentales;
 - h) La solicitud ha sido emitida en representación de una corte o tribunal extraordinario o ad hoc del Estado Parte requirente, salvo que las autoridades competentes del Estado Parte requirente den garantías consideradas suficientes de que la sentencia será dictada por un tribunal que tiene facultades generales, en virtud de las normas de administración de justicia, para pronunciarse en asuntos penales;
 - i) Acceder a la solicitud sería contrario al derecho nacional del Estado Parte requerido en lo relativo a la asistencia jurídica recíproca;
 - j) Existen motivos sustanciales para creer que la persona afectada por la solicitud se enfrentaría a un riesgo real de prisión perpetua sin libertad condicional o de condena de duración indefinida.
2. En el ejercicio de su facultad discrecional en virtud del párrafo 1, los Estados Partes tendrán en cuenta los principios internacionales y nacionales de derechos humanos y libertades fundamentales, en particular el derecho a la vida, la libertad y la seguridad de la persona.
 3. Los Estados Partes no podrán denegar una solicitud de asistencia jurídica recíproca únicamente porque se considere que el crimen también entraña asuntos fiscales ni amparándose en el secreto bancario.
 4. La denegación de asistencia jurídica recíproca total o parcial deberá fundamentarse debidamente.
 5. Antes de denegar una solicitud presentada con arreglo al presente artículo o de diferir su cumplimiento con arreglo al artículo 32, párrafo 4, el Estado Parte requerido consultará, cuando sea apropiado, al Estado Parte requirente considerar si es posible prestar la asistencia solicitada supeditándola a las condiciones que estime necesarias. Si el Estado Parte requirente acepta la asistencia con arreglo a esas condiciones, dicho Estado Parte deberá acatar las condiciones impuestas.

Artículo 31. Limitaciones en las transmisiones y el uso de la información y las pruebas

1. El Estado Parte requirente no transmitirá ni utilizará sin previo consentimiento del Estado Parte requerido la información o las pruebas proporcionadas por el Estado Parte requerido para investigaciones, procesos o procedimientos judiciales distintos a aquellos indicados en la solicitud.
2. Nada de lo dispuesto en este artículo impedirá que el Estado Parte requirente revele en sus actuaciones información o pruebas que sean exculpatorias de una persona acusada. En tal caso, el Estado Parte requirente notificará al Estado Parte requerido antes de revelar la información o las pruebas y, si así se le solicita, consultará con el Estado Parte requerido. Si, en un caso

excepcional, no es posible notificar con antelación, el Estado Parte requirente informará sin demora al Estado Parte requerido de dicha revelación.

3. En caso de que el Estado Parte requerido haya impuesto condiciones especiales sobre el uso de información o pruebas que ha facilitado, el Estado Parte requirente facilitará, a petición del Estado Parte requerido, información sobre el uso que haya dado a la información o las pruebas.
4. En caso de que, tras la revelación al Estado Parte requirente, el Estado Parte requerido tome conocimiento de circunstancias que puedan llevarle a imponer una condición adicional en un caso en particular, la autoridad central del Estado Parte requerido puede consultar con la autoridad central del Estado Parte requirente a fin de determinar la medida en la que es posible proteger las pruebas y la información.

Artículo 32. Ejecución de la solicitud

1. Se dará cumplimiento a toda solicitud con arreglo al derecho nacional del Estado Parte requerido y, en la medida en que ello no lo contravenga y sea factible, de conformidad con los procedimientos especificados en la solicitud.
2. El Estado Parte requerido cumplirá la solicitud de asistencia jurídica lo antes posible y tendrá plenamente en cuenta, en la medida de sus posibilidades, los plazos que sugiera el Estado Parte requirente y que estén debidamente fundamentados, preferentemente en la propia solicitud. Éste responderá a las solicitudes razonables que formule el Estado Parte requirente respecto a la evolución del trámite de la solicitud. El Estado Parte requirente informará con prontitud al Estado Parte requerido cuando ya no necesite la asistencia solicitada.
3. A petición expresa del Estado Parte requirente, el Estado Parte requerido deberá, en tanto sea posible, establecer la fecha y el lugar de ejecución de la solicitud de asistencia jurídica recíproca. Podrán estar presentes funcionarios y personas interesadas si el Estado Parte requerido consiente en ello.
4. La ejecución de la solicitud podrá ser diferida por el Estado Parte requerido si perturbase investigaciones, procesos o procedimientos judiciales en curso. Si procede, se justificarán los motivos de cualquier posposición, incluyendo, cuando sea posible, las condiciones y el marco temporal en el que podría tener lugar la ejecución.

Artículo 33. Declaraciones de personas en el Estado Parte requerido

1. Los testigos y peritos prestarán declaración de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido. Los testigos y peritos podrán negarse a realizar una declaración si así lo permite el derecho nacional del Estado Parte requerido o requirente.
2. Si su negativa a realizar una declaración está basada en el derecho nacional del Estado Parte requirente, el Estado Parte requerido consultará con el Estado Parte requirente.
3. Un testigo o perito que invoque el derecho a negarse a realizar una declaración, tal como se establece en el párrafo 1, no podrá ser sometido a sanción alguna en el Estado Parte requirente o requerido por tal razón.
4. Sin perjuicio de cualesquiera medidas acordadas para la protección de las personas, una vez finalizada la audiencia, el Estado Parte requerido levantará acta de la declaración en que se indicarán la fecha y lugar de la audiencia, la identidad de la persona oída, la identidad y función

de cualesquiera otras personas del Estado Parte requerido que hayan participado en la audiencia, los juramentos prestados, en su caso, y las condiciones técnicas en que se haya efectuado la audiencia. Dicho documento será transmitido por el Estado Parte requerido al Estado Parte requirente.

5. En caso de que testigos o peritos que deban ser oídos en su territorio, con arreglo a lo dispuesto en el presente artículo, se nieguen a prestar testimonio a pesar de estar obligados a ello o no presten testimonio veraz, cada Estado Parte tomará las medidas necesarias para garantizar que se les aplique su derecho nacional, del mismo modo que si la audiencia se hubiera celebrado en el marco de un procedimiento interno.

Artículo 34. Audiencia por videoconferencia

1. Cuando una persona que se halle en el territorio de un Estado Parte deba ser oída como testigo o perito por las autoridades judiciales de otro Estado Parte, este último podrá solicitar que la audiencia se realice por videoconferencia, tal como se establece en los párrafos 2 a 7. Este párrafo también puede aplicarse al uso de la videoconferencia con otros fines, como la identificación de objetos, personas o lugares, si el Estado Parte requerido está de acuerdo con ello.
2. El Estado Parte requerido aceptará la audiencia por videoconferencia siempre que el uso de este método no sea contrario a los principios básicos de su legislación nacional y a condición de que disponga de los medios técnicos para llevar a cabo la audiencia por videoconferencia. Si el Estado Parte requerido no dispone de los medios técnicos necesarios para realizar la audiencia por videoconferencia, el Estado Parte requirente podrá ponerlos a su disposición previo acuerdo mutuo.
3. En las solicitudes de audiencia por videoconferencia se indicará, además de la información mencionada en el artículo 25, el nombre de la autoridad judicial que dirige la audiencia o, si el Estado Parte requerido está de acuerdo con ello, de otra autoridad competente que efectuará la audiencia.
4. La autoridad judicial del Estado Parte requerido podrá citar a declarar a la persona implicada con arreglo a los procedimientos establecidos en su derecho nacional.
5. La audiencia por videoconferencia se regirá por las normas siguientes:
 - a) Durante la audiencia estará presente una autoridad judicial del Estado Parte requerido, asistida por un intérprete cuando sea necesario; dicha autoridad podrá ser responsable asimismo de identificar a la persona que deba ser oída y de velar por el respeto de los principios básicos de la legislación nacional del Estado Parte requerido; cuando la autoridad judicial del Estado Parte requerido considere que durante la audiencia se están infringiendo los principios básicos de la legislación nacional del Estado Parte requerido, adoptará inmediatamente las medidas necesarias para garantizar la continuación de la audiencia de conformidad con esos principios;
 - b) Las autoridades competentes de los Estados Partes requirente y requerido convendrán, cuando sea necesario, la adopción de medidas para la protección de la persona que deba ser oída;

-
- c) La audiencia será dirigida directamente por la autoridad judicial del Estado Parte requirente o bajo su dirección, con arreglo a su derecho nacional;
 - d) A solicitud del Estado Parte requirente o de la persona que deba ser oída, el Estado Parte requerido se encargará de que la persona oída esté asistida por un intérprete y/o un abogado si resulta necesario;
 - e) La persona a ser oída tendrá derecho a alegar la dispensa de realizar una declaración que le correspondería en virtud de la legislación nacional del Estado Parte requerido o requirente.
6. Los Estados Partes podrán aplicar asimismo, si lo consideran oportuno, las disposiciones del presente artículo a audiencias por videoconferencia en las que participe la persona acusada o el sospechoso, siempre que esta haya dado su consentimiento. En ese caso, la decisión de realizar la videoconferencia y la forma en que esta se llevará a cabo estarán supeditadas al consentimiento de ambos Estados Partes involucrados, de conformidad con su derecho nacional y con los correspondientes instrumentos internacionales.
7. El presente artículo se entenderá sin perjuicio de cualquier otro acuerdo o arreglo que permita la celebración de una audiencia por videoconferencia por otros medios.

Artículo 35. Comparecencias de personas en el Estado Parte requirente

- 1. Si el Estado Parte requirente considera necesaria la comparecencia personal de un testigo o un perito ante sus autoridades judiciales, deberá mencionarlo en su solicitud para que figure la notificación de una citación. El Estado Parte requerido deberá invitar al testigo o al perito a que comparezca en el territorio del Estado Parte requirente e informar sin demora a dicho Estado Parte requirente sobre la respuesta, si es que la hay, del testigo o perito.
- 2. En las circunstancias previstas en el párrafo 1, la solicitud o la citación de comparecencia deberán indicar el subsidio aproximado, como también los gastos de traslado y estadía reembolsables.
- 3. Si se realiza una solicitud específica, el Estado Parte requerido podrá otorgar un adelanto al testigo o perito. El adelanto será reembolsado por el Estado Parte requirente.
- 4. Un testigo o un perito que no haya acatado una convocatoria a comparecer, cuya notificación se haya solicitado, no será objeto de ninguna sanción o medida restrictiva aunque dicha convocatoria incluyera obligaciones, salvo que posteriormente dicho testigo o perito entre voluntariamente en el territorio del Estado Parte requirente y vuelva a ser convocado allí debidamente.

Artículo 36. Traslado temporal de personas detenidas

- 1. La persona que haya sido detenida o se encuentre cumpliendo una condena en el territorio de un Estado Parte y cuya presencia se solicite en otro Estado Parte para fines de identificación, para realizar una declaración o para que ayude de alguna otra forma a obtener pruebas necesarias para investigaciones, procesos o procedimientos judiciales respecto de crímenes a los que los Estados Partes concernidos aplican la presente Convención podrá ser trasladada si se cumplen las siguientes condiciones:
 - a) La persona brinda libremente su consentimiento informado y;

-
- b) Las autoridades competentes de los Estados Partes concernidos están de acuerdo, con sujeción a las condiciones que estos consideren apropiadas.
2. A los efectos del párrafo 1:
- a) El Estado Parte al que se traslade a la persona tendrá la competencia y la obligación de mantenerla en custodia salvo que el Estado Parte del que ha sido trasladada solicite o autorice lo contrario;
 - b) El Estado Parte al que se traslade a la persona cumplirá sin dilación su obligación de devolverla a la custodia del Estado Parte del que ha sido trasladada según convengan de antemano o de otro modo las autoridades competentes de ambos Estados Partes;
 - c) El Estado Parte al que se traslade a la persona no podrá exigir al Estado Parte del que ha sido trasladada que inicie procedimientos de extradición para su devolución y;
 - d) El tiempo que la persona haya permanecido detenida en el Estado Parte al que ha sido trasladada se computará como parte de la pena que ha de cumplir en el Estado del que ha sido trasladada.

Artículo 37. Salvoconducto

- 1. Un testigo, perito u otra persona que, a instancias del Estado parte requirente, consienta en prestar testimonio en un juicio o colaborar en una investigación, proceso o actuación judicial en el territorio del Estado Parte requirente no podrá ser enjuiciado, detenido, condenado ni sometido a ninguna otra restricción de su libertad personal en ese territorio por actos, omisiones o condenas anteriores a la fecha en que abandonó el territorio del Estado Parte requerido.
- 2. El salvoconducto dispuesto en el párrafo 1 cesará cuando el testigo, perito u otra persona:
 - a) haya tenido —durante 15 días consecutivos o durante el período acordado por los Estados Partes concernidos después de la fecha en que se le haya informado oficialmente de que las autoridades judiciales del Estado Parte requirente ya no requerían su presencia— la oportunidad de salir del país y no obstante permanezca voluntariamente en el territorio del Estado Parte requirente; o
 - b) regrese libremente a él después de haber abandonado el territorio del Estado Parte requirente.

Artículo 38. Transmisión de objetos, documentos, registros u otro material probatorio

- 1. Si así se solicita, el Estado Parte requerido puede transmitir los objetos, los documentos, los registros o cualquier otro material probatorio solicitados al Estado requirente. Si el Estado Parte requirente solicita explícitamente la transmisión de los originales de los documentos, los registros u otro material probatorio, el Estado Parte requerido hará todos los esfuerzos posibles para cumplir dicha solicitud.
- 2. El Estado Parte requirente devolverá lo que se le haya transmitido a la mayor brevedad posible o, a más tardar, a la conclusión de las actuaciones, salvo que el Estado Parte requerido renuncie explícitamente a exigir la devolución.

Artículo 39. Técnicas especiales de investigación

1. Si así lo permiten los principios fundamentales de su ordenamiento jurídico nacional, cada Estado Parte deberá, dentro de sus posibilidades y conforme a las condiciones prescritas por su derecho nacional, adoptar las medidas necesarias para permitir la entrega vigilada y, cuando lo considere apropiado, otras técnicas especiales de investigación como la vigilancia electrónica o de otra índole y las operaciones encubiertas, por sus autoridades competentes en su territorio, a los fines de investigar y perseguir eficazmente los crímenes a los cuales se aplica la presente Convención.
2. A los efectos de investigar los crímenes a los cuales se aplica la presente Convención, se alienta a los Estados Partes a que celebren, cuando sea necesario, acuerdos o arreglos bilaterales o multilaterales apropiados para utilizar técnicas especiales de investigación en el contexto de la cooperación en el plano internacional. Esos acuerdos o arreglos se concertarán y ejecutarán respetando plenamente el principio de la igualdad soberana de los Estados y al ponerlos en práctica se cumplirán estrictamente las condiciones en ellos contenidas.
3. De no existir los acuerdos o arreglos mencionados en el párrafo 2, toda decisión de recurrir a técnicas especiales de investigación en el plano internacional se adoptará sobre la base de cada caso particular y podrá, cuando sea necesario, tener en cuenta los arreglos financieros y los entendimientos relativos al ejercicio de jurisdicción por los Estados Partes involucrados.

Artículo 40. Operaciones encubiertas

1. Los Estados Partes requirente y requerido podrán acordar asistirse mutuamente por medio de agentes que actúen de manera encubierta o con identidad falsa en el desarrollo de las investigaciones de crímenes a los cuales los Estados Partes pertinentes aplican la presente Convención.
2. La decisión acerca de la solicitud la tomarán las autoridades competentes del Estado Parte requerido en cada caso en particular en consonancia con su derecho y procedimientos nacionales. La duración de la investigación encubierta, las condiciones detalladas y el régimen legal de los agentes involucrados durante las investigaciones encubiertas serán acordados por las autoridades competentes de los Estados Partes requirente y requerido y estarán en consonancia con su derecho y procedimientos nacionales.
3. Las investigaciones encubiertas se realizarán de conformidad con el derecho y procedimientos nacionales del Estado Parte en cuyo territorio se llevan a cabo. Las autoridades competentes de los Estados Partes involucrados deberán cooperar para asegurar que la investigación encubierta se prepare y se supervise, así como para tomar las medidas necesarias para garantizar la seguridad de los agentes que actúen de manera encubierta o con identidad falsa.
4. Para los fines establecidos en el párrafo 2, cada Estado Parte deberá designar las autoridades competentes informando a las autoridades centrales de los Estados Partes, o bien, si se cumplen las condiciones del artículo 85, párrafos 2 y 3, al Estado designado para prestar apoyo provisional adicional.

Artículo 41. Equipos conjuntos de investigación

1. De común acuerdo las autoridades competentes de dos o más Estados Partes podrán adoptar las medidas necesarias de conformidad con su derecho nacional y el derecho internacional para

-
- establecer un equipo conjunto de investigación, con un objetivo determinado y por un período limitado que podrá ampliarse con el consentimiento de todos los Estados Partes involucrados, a fin de llevar a cabo investigaciones penales en uno o varios de los Estados Partes involucrados.
2. La composición del equipo se determinará en el acuerdo. En particular podrán establecerse equipos conjuntos de investigación en los casos siguientes:
 - a) Cuando las investigaciones de un Estado Parte de los crímenes a los cuales se aplica la presente Convención requieran investigaciones complejas y exigentes que tengan conexión con otros Estados Partes;
 - b) Cuando varios Estados Partes estén llevando a cabo investigaciones de crímenes a los cuales aplican la presente Convención en las que las circunstancias del caso requieran acciones coordinadas y conjuntas en los Estados Partes involucrados.
 3. Cualquier Estado Parte concernido podrá formular una solicitud de establecimiento de un equipo conjunto de investigación. El equipo se establecerá en uno de los Estados Partes donde se espera que se lleven a cabo las investigaciones.
 4. Además de la información a la que se refieren las disposiciones relevantes del artículo 25, la solicitud de establecimiento de un equipo conjunto de investigación incluirá propuestas para la composición del equipo, así como para la finalidad y la duración para la que se constituiría el equipo conjunto de investigación.
 5. El equipo conjunto de investigación actuará en el territorio de los Estados Partes que lo hayan conformado con arreglo a las siguientes condiciones generales:
 - a) Dirigirán el equipo uno o varios representantes de las autoridades competentes que participen en las investigaciones penales del Estado Parte en cuyo territorio actúa el equipo;
 - b) El jefe o los jefes del equipo actuarán dentro de los límites de las competencias que tengan de conformidad con su derecho nacional respectivo;
 - c) El equipo llevará a cabo sus operaciones de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte en cuyo territorio actúe;
 - d) Los miembros y los miembros adscritos al equipo desempeñarán sus funciones bajo el liderazgo de las personas mencionadas en el apartado (a) teniendo en cuenta las condiciones fijadas por sus propias autoridades en el acuerdo de establecimiento del equipo;
 - e) El Estado Parte en cuyo territorio actúa el equipo se encargará de los arreglos organizativos necesarios para llevar a cabo sus operaciones.
 6. En este artículo los miembros del equipo de investigación conjunta del Estado Parte en cuyo territorio actúa el equipo serán referidos como «miembros», mientras que los miembros de los Estados Partes que no sean del Estado parte donde el equipo opera serán referidos como «miembros adscritos».
 7. Los miembros adscritos del equipo de investigación conjunta tendrán derecho a estar presentes cuando se ejecuten las medidas de investigación en el Estado Parte en cuyo territorio actúa el

-
- equipo. Sin embargo, el jefe del equipo podrá decidir lo contrario por razones particulares y de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte en el que actúa el equipo.
8. De conformidad con el derecho nacional del Estado Parte en cuyo territorio actúa el equipo, el jefe del equipo podrá encomendar a los miembros adscritos del equipo conjunto de investigación la tarea de ejecutar ciertas medidas de investigación cuando esto haya sido aprobado por las autoridades competentes del Estado Parte en el que actúa el equipo y el Estado Parte adscrito.
 9. Cuando el equipo conjunto de investigación necesite que se tomen medidas de investigación en uno de los Estados Partes que hayan establecido el equipo, los miembros adscritos al equipo de la mencionada parte podrán solicitar a sus propias autoridades competentes que ejecuten esas medidas. Dichas medidas se considerarán en ese Estado Parte con arreglo a las condiciones que estarían vigentes si fuesen solicitadas en una investigación interna.
 10. Cuando el equipo de investigación conjunta requiera asistencia de un Estado Parte distinto a aquellos que han establecido el equipo o de un tercer Estado, las autoridades competentes del Estado Parte en el que actúa el equipo podrán efectuar la petición de asistencia a las autoridades competentes del otro Estado involucrado de conformidad con los instrumentos o arreglos pertinentes.
 11. De conformidad con su derecho nacional y dentro de los límites de sus competencias, los miembros adscritos del equipo conjunto de investigación podrán suministrar al equipo información disponible en el Estado Parte que los ha adscrito para las investigaciones penales llevadas a cabo por el equipo.
 12. La información obtenida por medios lícitos por parte de un miembro o un miembro adscrito cuando sea parte de un equipo conjunto de investigación, que no esté disponible de otro modo para las autoridades competentes de los Estados Partes involucrados se podrá usar para los siguientes propósitos:
 - a) Para los propósitos para los cuales se estableció el equipo;
 - b) Para detectar, investigar o procesar otros crímenes, bajo reserva del consentimiento previo de la autoridad competente del Estado Parte en que se haya obtenido la información. Dicho consentimiento podrá denegarse únicamente cuando su utilización pudiese poner en peligro las investigaciones penales en dicho Estado Parte o en los casos respecto de los cuales el Estado Parte podría denegar la asistencia jurídica recíproca;
 - c) Para prevenir una amenaza inmediata y grave contra la seguridad pública y, sin perjuicio de lo dispuesto en el apartado (b), si posteriormente se inicia una investigación penal;
 - d) Para otros propósitos, siempre y cuando lo hayan convenido los Estados Partes que hayan establecido el equipo.
 13. Este artículo se aplicará sin perjuicio de cualquier otra disposición o arreglo existente sobre el establecimiento o funcionamiento de equipos conjuntos de investigación.
 14. En la medida en que lo permitan el derecho nacional de los Estados Partes concernidos o las disposiciones de cualquier instrumento jurídico aplicable entre ellos, se podrá llegar a acuerdos para que participen en las actividades del equipo personas que no sean representantes de las

autoridades competentes de los Estados Partes que hayan establecido el equipo conjunto de investigación. Los derechos conferidos a los miembros y a los miembros adscritos del equipo en virtud del presente artículo no se aplicarán a estas personas salvo cuando así se establezca explícitamente en el acuerdo.

Artículo 42. Observaciones transfronterizas

1. Los agentes encargados de hacer cumplir la ley de los Estados Partes que, dentro del marco de una investigación penal, estén observando en su país a una persona de la cual se presume que ha participado en un crimen al cual los Estados Partes concernidos aplican la presente Convención o a una persona de la cual se crea firmemente que pueda conducir a la identificación o a la localización de la persona mencionada podrán estar autorizados a continuar la observación en el territorio de otro Estado Parte cuando este último haya autorizado la observación transfronteriza en respuesta a la solicitud de asistencia que se haya presentado anteriormente. Se pueden adjuntar condiciones a la autorización.
2. Previa solicitud, la observación transfronteriza se encomendará a los funcionarios del Estado Parte en cuyo territorio se lleve a cabo.
3. La solicitud de asistencia a la que se refiere el párrafo 1 deberá enviarse a una autoridad designada por cada Estado Parte que tenga competencia para otorgar o para transmitir la autorización solicitada.
4. La observación transfronteriza a la que se refiere el párrafo 1, si es realizada por uno o más agentes, se podrá llevar a cabo solo de conformidad con las siguientes condiciones generales:
 - a) Los agentes que realicen la observación deberán cumplir con las disposiciones del presente artículo y con el derecho nacional del Estado Parte en cuyo territorio estén operando; además, deberán cumplir las instrucciones de las autoridades competentes de dicho Estado Parte;
 - b) Durante la observación, los agentes que realicen la observación deberán portar un documento que certifique que se ha otorgado la autorización;
 - c) Los agentes que realicen la observación deberán poder demostrar en todo momento que están actuando con carácter oficial;
 - d) Los agentes que realicen la observación podrán portar sus armas de servicio durante la observación a menos que el Estado Parte requerido haya decidido específicamente lo contrario; su uso estará prohibido, excepto en caso de legítima defensa, de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido;
 - e) El ingreso a las viviendas o lugares privados sin acceso público estará prohibido;
 - f) Los agentes que realicen la observación no podrán detener e interrogar ni arrestar a la persona bajo observación;
 - g) Cualquier operación será objeto de un informe a las autoridades del Estado Parte en cuyo territorio se haya realizado; también podrá solicitarse la comparecencia personal a los agentes que hayan realizado la observación;
 - h) Las autoridades del Estado Parte de donde provengan los agentes observadores deberán, cuando lo soliciten las autoridades del Estado Parte en cuyo territorio se haya llevado

a cabo la observación, colaborar en la investigación que resulte de la operación en la que han participado, lo cual incluye cualquier procedimiento legal.

5. A los efectos del párrafo 3, cada Estado Parte indicará a las autoridades competentes informando a las autoridades centrales de los Estados Partes, o, si se cumplen las condiciones del artículo 85, párrafos 2 y 3, al Estado designado para ofrecer apoyo provisional adicional.

Artículo 43. Responsabilidad penal de los funcionarios

Durante las operaciones contempladas en los artículos 39, 40, 41 o 42, a menos que los Estados Partes interesados hayan acordado otra cosa, los funcionarios procedentes de un Estado Parte que no sea el Estado Parte en el que está teniendo lugar la operación, serán considerados como funcionarios de este último Estado Parte en lo relativo a los crímenes que pudieran sufrir o cometer.

Artículo 44. Responsabilidad civil de los funcionarios

1. Cuando, de conformidad con los artículos 39, 40, 41 o 42, los funcionarios de un Estado Parte actúen en otro Estado Parte, el primer Estado Parte será responsable de los daños y perjuicios causados por sus funcionarios en el desarrollo de sus cometidos, de acuerdo con el derecho nacional del Estado Parte en el que está teniendo lugar la operación.
2. El Estado Parte en el que se causaron los daños y perjuicios contemplados en el párrafo 1 proporcionará reparación por los mismos en las condiciones aplicables a todos los daños y perjuicios causados por sus propios funcionarios.
3. El Estado Parte cuyos funcionarios hubieren causado daños y perjuicios a cualquier persona en el territorio de otro Estado Parte reembolsará íntegramente a este último el importe de cualquier reparación proporcionada a las personas correspondientes.
4. Sin perjuicio del ejercicio de sus derechos respecto de terceros, y sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 3, los Estados Partes se abstendrán en el caso contemplado en el párrafo 1, a pedir a otro Estado Parte el reembolso del importe de los daños y perjuicios que este haya causado.
5. Las disposiciones del presente artículo se aplicarán, a menos que los Estados Partes hayan acordado lo contrario.

Artículo 45. Cooperación internacional con fines de decomiso

1. Un Estado Parte que reciba una solicitud de decomiso del producto de un crimen con relación a un crimen al cual se aplica la presente Convención o de un bien cuyo valor equivalga al del producto de crímenes a los que se aplica esta Convención, incluidos bienes blanqueados, o los bienes, el equipo u otros instrumentos destinados a ser utilizados en la comisión de esos crímenes, u otros bienes con el fin de brindar reparación a las víctimas de conformidad con el artículo 83, párrafo 3, que se encuentren en su territorio, deberán, en la mayor medida posible y de conformidad con el derecho nacional o bien:
 - a) Remitir la solicitud a sus autoridades competentes para obtener una orden de decomiso a la que, en caso de concederse, darán cumplimiento; o
 - b) Presentar a sus autoridades competentes, a fin de que se le dé cumplimiento en el grado solicitado, la orden de decomiso expedida por un tribunal situado en el territorio del Estado Parte requirente, en la medida en que guarde relación con el producto del delito,

los bienes, el equipo u otros instrumentos utilizados o destinados a ser utilizados en la comisión de los crímenes a los que se aplica la presente Convención u otros bienes con el fin de brindar reparación a las víctimas de conformidad con el artículo 83, párrafo 3, que se encuentren dentro del territorio del Estado Parte requerido.

2. A raíz de una solicitud presentada por otro Estado Parte que tenga jurisdicción sobre un crimen al que se aplica la presente Convención, el Estado Parte requerido, en la mayor medida posible de conformidad con su derecho nacional, adoptará medidas encaminadas a la identificación, la localización y el embargo preventivo o la incautación del producto del delito, los bienes, el equipo u otros instrumentos utilizados o destinados a ser utilizados en la comisión de los crímenes a los que se aplica la presente Convención, con miras a su posible decomiso, que habrá de ordenar el Estado Parte requirente o, en caso de que medie una solicitud presentada con arreglo al párrafo 1, el Estado Parte requerido.
3. Cuando el producto del delito se haya transformado o convertido parcial o totalmente en otros bienes, esos bienes podrán ser objeto de las medidas aplicables a dicho producto a tenor del presente artículo en lugar del producto del delito.
4. Cuando el producto del delito se haya entremezclado con bienes adquiridos de fuentes lícitas, esos bienes podrán, sin menoscabo de cualquier otra facultad de embargo preventivo o incautación, ser objeto de decomiso hasta el valor estimado del producto entremezclado.
5. Los ingresos u otros beneficios derivados del producto del delito, de bienes en los que se haya transformado o convertido el producto del delito o de bienes con los que se haya entremezclado el producto del delito también podrán ser objeto de las medidas previstas en el presente artículo, de la misma manera y en el mismo grado que el producto del delito.
6. Para los fines del presente artículo, cada Estado Parte facultará a sus tribunales u otras autoridades competentes para ordenar la presentación o la incautación de documentos bancarios, financieros o comerciales. Los Estados Partes no podrán negarse a aplicar las disposiciones del presente párrafo amparándose en el secreto bancario.
7. Las disposiciones del párrafo 1 también podrán aplicarse al decomiso consistente en la obligación de pagar una suma de dinero equivalente al valor del producto del delito si el bien sobre el que se puede ejecutar el decomiso está ubicado en el Estado Parte requerido. En dichos casos, al llevar a cabo el decomiso con arreglo al párrafo 1, en caso de que no se obtenga el pago, el Estado Parte requerido podrá hacer valer la reclamación sobre cualquier bien disponible a tal efecto.
8. Los Estados Partes pueden cooperar, en la medida en que su derecho nacional respectivo lo permita, con aquellos Estados Partes que soliciten la ejecución de medidas que son equivalentes al decomiso que tengan como consecuencia la privación de bienes y que no sean sanciones criminales, en tanto que dichas medidas sean dispuestas por una autoridad judicial del Estado Parte requirente en relación con crímenes a los que se aplica la presente Convención, siempre que se haya establecido que los bienes constituyen productos del delito u otros bienes que se mencionan en los párrafos 3 a 5.
9. Además de la información indicada en el artículo 25, las solicitudes presentadas de conformidad con el presente artículo contendrán lo siguiente:
 - a) Cuando se trate de una solicitud relativa al párrafo 1, apartado (a), una descripción de los bienes o activos que se deben decomisar y una exposición de los hechos en que se

-
- basa la solicitud del Estado Parte requirente que sean suficientemente explícitas para que el Estado Parte requerido pueda tramitar la orden con arreglo a su derecho nacional;
- b) Cuando se trate de una solicitud relativa al párrafo 1, apartado (b), una copia admisible en derecho de la orden de decomiso expedida por el Estado Parte requirente en la que se basa la solicitud, una exposición de los hechos y la información procedente sobre el grado de ejecución que se solicita dar a la orden;
 - c) Cuando se trate de una solicitud relativa al párrafo 2, una exposición de los hechos en que se basa el Estado Parte requirente y una descripción de las medidas solicitadas.
10. El Estado Parte requerido adoptará las decisiones o medidas previstas en los párrafos 1 y 2 conforme y con sujeción a lo dispuesto en su derecho nacional y sus reglas de procedimiento o en cualquier acuerdo, arreglo o convención bilateral o multilateral en relación con el Estado Parte requirente.
11. Las disposiciones del presente artículo no se interpretarán en perjuicio de los derechos de terceros que actúan de buena fe.

Artículo 46. Restitución

- 1. A petición del Estado Parte requirente y sin perjuicio de los derechos de terceros que actúen de buena fe, el Estado Parte requerido podrá, en la medida en que lo permita su derecho nacional, poner a disposición del Estado Parte requirente bienes incautados o decomisados obtenidos mediante la comisión de un crimen al que los Estados Partes involucrados aplican la presente Convención. El Estado Parte requirente podrá optar por restituir dichos bienes a sus legítimos propietarios
- 2. Al transmitir objetos, documentos, registros o material probatorio, el Estado Parte requerido podrá renunciar a la devolución de los mismos antes o después de entregarlos a la Parte requirente, en caso de que ello pueda facilitar la restitución de esos objetos, documentos, registros o material probatorio a su legítimo propietario.

Artículo 47. Disposición de activos decomisados

- 1. Los Estados Partes dispondrán del producto del crimen o de los bienes que hayan decomisado con arreglo al artículo 45 de conformidad con su derecho nacional y sus procedimientos administrativos.
- 2. Al dar curso a una solicitud presentada por otro Estado Parte con arreglo al artículo 45, los Estados Partes, en la medida en que lo permita su derecho nacional y de ser requeridos a hacerlo, darán consideración prioritaria a la devolución al Estado Parte requirente del producto del crimen o los bienes decomisados o bienes cuyo valor corresponda al de dicho producto o bienes, a fin de que este pueda indemnizar a las víctimas de los crímenes a los que los Estados Partes aplican la presente Convención, o restituir ese producto del crimen o esos bienes a sus propietarios legítimos.
- 3. Al dar curso a una solicitud presentada por otro Estado Parte con arreglo al artículo 45, los Estados Partes podrán considerar en particular la posibilidad de celebrar acuerdos o arreglos en el sentido de repartirse con otros Estados Partes el producto del crimen o los bienes decomisados, o los fondos derivados de la venta de ese producto o de esos bienes, sobre la base

de un criterio general o definido para cada caso, de conformidad con su derecho nacional o sus procedimientos administrativos.

Artículo 48. Remisión de actuaciones penales

Los Estados Partes podrán considerar la posibilidad de remitirse entre ellos las actuaciones realizadas en procedimientos penales para el enjuiciamiento de un crimen al que aplican la presente Convención, cuando se estime que esa remisión obrará en beneficio de la debida administración de justicia, en particular en casos en que intervengan varias jurisdicciones.

PARTE IV EXTRADICIÓN

Artículo 49. Ámbito de aplicación de la Parte IV

1. Lo dispuesto en esta parte se aplicará a los crímenes a los que se aplica la presente Convención en el caso de que la persona que es objeto de la solicitud de extradición se encuentre en el territorio del Estado Parte requerido.
2. Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 51, se deberá conceder la extradición si el crimen es punible mediante privación de libertad por un período máximo de al menos un año con arreglo al derecho nacional tanto del Estado Parte requerido como del Estado Parte requirente. Si se ha declarado culpable y condenado a una pena de prisión a una persona en el Estado Parte requirente, el tiempo de condena que quede por cumplir deberá ser al menos de seis meses.
3. Cuando la solicitud de extradición incluya varios delitos, de los cuales al menos uno dé lugar a extradición conforme a lo dispuesto en esta Convención mientras que otros no estén comprendidos en esta Convención, el Estado Parte requerido podrá aplicar las disposiciones del presente artículo también respecto de esos delitos.
4. Cada uno de los crímenes a los que los Estados Partes aplican la presente Convención se considerará incluido entre los crímenes que dan lugar a la extradición en todo tratado de extradición aplicable entre los Estados partes. Los Estados Partes se comprometen a incluir tales crímenes como crímenes extraditables en todo tratado de extradición que celebren entre sí.

Artículo 50. Base jurídica para la extradición

Si un Estado Parte que supedita la extradición a la existencia de un tratado recibe una solicitud de extradición de otro Estado Parte con el que no lo vincula ningún tratado de extradición, considerará la presente Convención como la base jurídica de la extradición respecto a los crímenes que se aplica la presente Convención.

Artículo 51. Motivos de denegación de la extradición

1. La extradición se denegará si:
 - a) El Estado Parte requerido tiene motivos fundados para presumir que la solicitud se ha presentado con el fin de perseguir o castigar a una persona por razón de su raza, género, color, discapacidad mental o física, orientación sexual, religión, nacionalidad, origen étnico, opiniones políticas o pertenencia a un grupo social determinado, o que su cumplimiento ocasionaría perjuicios a la posición de esa persona por cualquiera de estas razones;
 - b) La solicitud se refiere a un crimen susceptible de ser castigado con la pena de muerte según el derecho nacional del Estado Parte requirente salvo que, de acuerdo con el derecho nacional del Estado Parte requerido:
 - (i) Dicho Estado Parte requirente ofrezca garantías creíbles, suficientes y efectivas, o, si es requerido por el Estado Parte requerido, acepte una condición que cumpla los requisitos del Estado Parte requerido, de que la pena de muerte no se impondrá; o

-
- (ii) Si es posible de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido, en caso de que la pena de muerte ya se haya impuesto, el Estado Parte requirente ofrezca garantías creíbles, suficientes y efectivas, o, si es requerido por el Estado Parte requerido, acepte una condición, de que la pena de muerte no se ejecutará;
 - c) El Estado Parte requerido ya ha emitido una sentencia definitiva con respecto a la persona cuya extradición se reclama, por un crimen basado en la misma conducta delictiva;
 - d) Existen motivos fundados para presumir que la persona cuya extradición se requiere podría ser sometida a tortura u otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes, a una violación manifiesta de su derecho a un juicio justo o a cualesquiera otras violaciones manifiestas de sus derechos humanos fundamentales en el Estado Parte requirente de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido.
2. La extradición podrá denegarse si:
- a) La persona buscada se enfrentaría a un riesgo real de prisión perpetua sin libertad condicional o de condena por tiempo indefinido;
 - b) La persona buscada debe ser juzgada ante una corte o tribunal internacional competente, reconocido por el Estado Parte requerido;
 - c) La persona buscada ha sido juzgada de manera definitiva por una corte o tribunal internacional competente cuya jurisdicción es reconocida por el Estado Parte requerido o por otro Estado, por un crimen basado en la misma conducta delictiva;
 - d) Las autoridades competentes del Estado Parte requerido han iniciado procedimientos contra la persona cuya extradición se reclama en relación con un presunto crimen basado en la misma conducta delictiva, para lo cual se solicita la extradición;
 - e) La solicitud ha sido emitida en representación de una corte o tribunal extraordinario o ad hoc del Estado Parte requirente, a menos que las autoridades competentes del Estado Parte requirente garanticen que la sentencia se dictará en una corte que generalmente tiene la facultad en virtud de las normas de administración judicial para pronunciarse en materia penal;
 - f) El Estado Parte requerido ha recibido solicitudes concurrentes por parte de más de un Estado o una corte o tribunal penal internacional competente y ha accedido a una de dichas solicitudes;
 - g) La solicitud no se hace de conformidad con lo dispuesto en esta Convención;
 - h) La entrega de la persona buscada podría conllevar consecuencias particularmente graves para ella, en razón, especialmente, de su edad o su estado de salud;
 - i) Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 11, el delito ha prescrito en virtud del derecho nacional del Estado Parte requerido, a menos que ello fuera contrario a lo dispuesto en el derecho internacional;

-
- j) El Estado Parte requerido considera que el cumplimiento de lo solicitado podría menoscabar su soberanía, su seguridad, su orden público u otros intereses fundamentales.
3. Antes de denegar una solicitud presentada con arreglo al presente artículo o de diferir su cumplimiento con arreglo al artículo 55, párrafo 2, el Estado Parte requerido consultará al Estado Parte requirente para considerar la posibilidad de prestar la asistencia solicitada supeditándola a las condiciones que estime necesarias. Si el Estado Parte requirente acepta la extradición con arreglo a esas condiciones, dicho Estado Parte deberá observar las condiciones impuestas.

Artículo 52. Principio de especialidad

1. Una persona que haya sido extraditada no será procesada, sentenciada ni detenida a fin de ejecutar una condena u orden de detención por cualquier crimen cometido antes de su extradición distinto del que hubiera motivado la extradición ni verá limitada su libertad personal por motivo alguno, a excepción de los siguientes casos:
- a) Cuando el Estado Parte que haya extraditado a la persona buscada lo consienta. Se presentará una solicitud para que brinde su consentimiento, acompañada de los documentos mencionados en el artículo 56 y de toda información adicional que solicite el Estado Parte que haya extraditado a la persona buscada. Se podrá conceder una renuncia al principio de especialidad con respecto a crímenes que estarían sujetos a extradición con arreglo a las disposiciones de la presente Convención, a otro tratado aplicable a los Estados Partes concernidos o a los principios del derecho internacional o de su derecho nacional, cuando ello resulte aceptable al Estado Parte requerido.
- b) Cuando dicha persona, teniendo la oportunidad de abandonar el territorio del Estado Parte requirente al que se la ha extraditado, no lo haya hecho dentro de un plazo de 45 días a partir de su liberación final o haya regresado al territorio después de abandonarlo.
2. No obstante lo dispuesto en el párrafo 1, el Estado Parte requirente podrá tomar las medidas necesarias para una posible expulsión de su territorio, o bien para una interrupción de la prescripción con arreglo a su derecho nacional, incluido un procedimiento en rebeldía.
3. Cuando la calificación del hecho imputado se modifique durante el procedimiento, la persona extraditada no será perseguida o condenada salvo en la medida en que su conducta presuntamente criminal, con arreglo al crimen nuevamente calificado, constituya un crimen que hubiera permitido la extradición.

Artículo 53. Reextradición a un tercer Estado

Salvo lo dispuesto en el artículo 52, párrafo 1, apartado (b), el Estado Parte requirente no deberá, sin el consentimiento del Estado Parte requerido, entregar a otro Estado Parte o a un tercer Estado una persona extraditada al Estado Parte requirente y buscada por ese otro Estado Parte o por un tercer Estado con respecto a los crímenes cometidos antes de la extradición de dicha persona. El Estado Parte requerido podrá solicitar la presentación de los documentos a los que se hace referencia en el artículo 56, párrafo 2.

Artículo 54. Extradición de nacionales

1. La nacionalidad se puede invocar como motivo para denegar la extradición. Cuando la solicitud de extradición se deniegue aduciendo ese motivo, se aplicará el artículo 14.
2. Cuando el derecho nacional de un Estado Parte le permita conceder la extradición o, de algún otro modo, la entrega de uno de sus nacionales solo a condición de que esa persona sea devuelta a ese Estado Parte para cumplir la condena que le haya sido impuesta como resultado del juicio o proceso por el que se haya solicitado la extradición o la entrega y cuando el Estado Parte que solicite la extradición acepte esa opción, así como otras condiciones que los Estados Partes interesados estimen apropiadas, esa extradición o entrega condicional será suficiente para que quede cumplida la obligación contenida en el artículo 14.
3. Si la extradición solicitada con el propósito de que se cumpla una condena es denegada por el hecho de que la persona buscada es nacional del Estado Parte requerido, este, si su derecho nacional lo permite, previa solicitud del Estado Parte requirente hará cumplir la condena impuesta o el resto pendiente de dicha condena con arreglo al derecho nacional del Estado Parte requirente de conformidad con los artículos 75 a 79.

Artículo 55. Ejecución de la solicitud

1. La ejecución de una petición de extradición estará sujeta a las condiciones previstas en el derecho nacional del Estado Parte requerido.
2. Si el Estado Parte requerido rechaza total o parcialmente la solicitud de extradición o si pospone la ejecución de dicha solicitud, los motivos del rechazo o la posposición, si procede, se notificarán al Estado Parte requirente.

Artículo 56. Solicitud y documentos justificativos

1. Las solicitudes de extradición se formularán por escrito bajo condiciones que permitan al Estado Parte requerido establecer la autenticidad.
2. Las solicitudes de extradición deberán contener o estar acompañadas de:
 - a) Una descripción de la persona reclamada, así como cualesquiera otros datos que puedan contribuir a determinar su identidad, su nacionalidad y su paradero;
 - b) El texto de la disposición legal pertinente en que se tipifique el crimen o, si procede, una declaración sobre la ley aplicable al caso y sobre la pena que pueda imponerse por la comisión del crimen;
 - c) Cuando la persona esté acusada de la comisión de un crimen, el original o copia certificada de la orden de detención de la persona, dictada por un tribunal u otra autoridad judicial competente, la calificación del crimen por el que se solicita la extradición y una descripción de las acciones u omisiones constitutivas del presunto crimen, incluida una referencia al momento y el lugar de su comisión;
 - d) Cuando la persona ha sido condenada por la comisión de un crimen, la calificación del crimen por el que se solicita la extradición, una descripción de las acciones u omisiones constitutivas del crimen, incluida una indicación del momento y el lugar de su comisión, y la sentencia u otro documento en el que se consigne la culpabilidad de la persona y

la pena impuesta, el carácter ejecutorio del fallo y la duración de la condena que quede por cumplir;

- e) Cuando la persona ha sido condenada *in absentia*, además de los documentos mencionados en el apartado (d), una declaración relativa a cualesquiera requisitos de procedimiento, garantías u otros medios legales disponibles para la defensa de dicha persona, incluido el derecho a un nuevo juicio o a interponer un recurso en su presencia;
 - f) Cuando la persona ha sido condenada pero no se le ha impuesto ninguna pena, la calificación del crimen por el que se solicita la extradición, una descripción de las acciones u omisiones constitutivas del crimen, un documento en el que se declare su culpabilidad y una declaración que afirme que hay intención de imponerle una pena;
 - g) Cualquier otra información y/o prueba, tal como establezca el derecho nacional del Estado Parte requerido.
3. Si el Estado Parte requerido considera que la información proporcionada en apoyo a una solicitud de extradición es insuficiente para tomar una decisión sobre dicha solicitud o para posibilitar su ejecución, podrá solicitar que se le facilite información complementaria dentro del plazo razonable que especifique.

Artículo 57. Confidencialidad de las solicitudes de extradición

El Estado Parte requerido mantendrá reserva acerca de la existencia, el contenido y la resolución de la solicitud, salvo en la medida necesaria para darle cumplimiento. Si el Estado Parte requerido no puede mantener esa reserva, lo hará saber de inmediato al Estado Parte requirente. El Estado Parte requirente determinará si, no obstante lo indicado anteriormente, deberá cumplirse la solicitud.

Artículo 58. Concurso de solicitudes

- 1. Si más de un Estado Parte o tribunal penal internacional competente solicitan una extradición o entrega, bien por el mismo crimen o por crímenes diferentes, el Estado Parte requerido tomará su decisión teniendo en consideración cualquier obligación relativa a la supremacía de una jurisdicción de acuerdo con un instrumento jurídico internacional vinculante para el Estado Parte requerido.
- 2. En ausencia de dicha obligación, el Estado Parte requerido tomará su decisión teniendo en cuenta cualquier circunstancia relevante como la gravedad relativa y el lugar de comisión de los crímenes, las respectivas fechas de las solicitudes, la nacionalidad de la persona buscada, la nacionalidad de la víctima o víctimas y la posibilidad de extradición subsiguiente a otro Estado Parte.

Artículo 59. Detención provisional

- 1. El Estado Parte requerido podrá, tras haberse cerciorado de que las circunstancias lo justifican y tienen carácter urgente, a solicitud del Estado Parte requirente, proceder a la detención de la persona que esté presente en su territorio cuya extradición es buscada o adoptar cualesquiera otras medidas adecuadas para garantizar la comparecencia de dicha persona en el procedimiento de extradición.
- 2. La solicitud de detención provisional incluirá:

-
- a) Los datos citados en el artículo 56, párrafo 2, apartados (a) al (c), si es necesario de conformidad con el derecho nacional del Estado Parte requerido;
 - b) Una descripción del crimen que da lugar a la solicitud y a sus hechos subyacentes;
 - c) Una declaración de la existencia de los documentos citados en el artículo 56;
 - d) Una declaración de que la solicitud formal de extradición de la persona buscada se presentará posteriormente.
3. El Estado Parte requerido informará sin demora al Estado Parte requirente sobre el resultado de la tramitación de la solicitud de detención provisional.
 4. La detención provisional se dará por finalizada si, dentro de un período de 60 días tras la detención de la persona buscada, el Estado Parte requerido no ha recibido la solicitud formal de extradición. Se podrá proceder a la liberación provisional de la persona en cualquier momento, en cuyo caso el Estado Parte requerido deberá adoptar las medidas que considere apropiadas para evitar la fuga de la persona buscada.
 5. La finalización de la detención provisional conforme al párrafo 4 se realizará sin menoscabo de la nueva detención y la subsiguiente extradición de la persona buscada si el Estado Parte requerido recibe a posteriori la solicitud formal de extradición.

Artículo 60. Consideración del período de privación de libertad

Se invita al Estado Parte requirente a que, en la mayor medida posible en el marco de su derecho nacional, deduzca del período total de privación de libertad que debería cumplirse en el Estado Parte requirente como consecuencia de una condena a una pena o una orden privativas de libertad todos los períodos de privación de libertad derivados de la imposición de una solicitud de extradición.

Artículo 61. Entrega de la persona que se debe extraditar

1. Si se accede a la solicitud, el Estado Parte requirente y el requerido, previa consulta, acordarán un lugar y una fecha para la entrega. Se informará al Estado Parte requirente del período durante el que la persona buscada ha estado detenida con vistas a una entrega.
2. Con sujeción al párrafo 3, si la persona buscada no ha sido recogida en la fecha designada, podrá ser liberada una vez expirado un plazo de 30 días y, en cualquier caso, será liberada una vez expirado un plazo de 45 días, a menos que el Estado Parte requerido indique lo contrario. El Estado Parte requerido podrá negarse a extraditar a la persona por el mismo crimen.
3. Si hay circunstancias fuera del control de un Estado Parte que le impiden la entrega o la recogida de la persona a extraditar, se lo notificará al otro Estado Parte. Los dos Estados Partes, previa consulta, podrán acordar una nueva fecha para la entrega y se aplicarán las disposiciones del párrafo 2.

Artículo 62. Entrega aplazada o temporal

1. Después de tomar su decisión sobre la solicitud de extradición, el Estado Parte requerido podrá posponer la entrega de la persona buscada para que pueda ser procesada por dicho Estado Parte o, si ya ha sido condenada, para que pueda cumplir la condena impuesta en el territorio del Estado Parte requerido por un crimen que no sea el crimen para el que se solicita la extradición.

-
2. En lugar de aplazar la entrega, el Estado Parte requerido podrá entregar temporalmente la persona buscada al Estado Parte requirente en las condiciones que se fijen de común acuerdo entre los Estados Partes interesados.

Artículo 63. Procedimiento de extradición simplificado

Si la extradición de una persona buscada no se ve manifiestamente impedida por el derecho nacional del Estado Parte requerido y si la persona buscada otorga su consentimiento a la extradición, de conformidad con el procedimiento establecido en el derecho nacional del Estado Parte requerido, el Estado Parte requerido podrá conceder la extradición mediante un procedimiento simplificado.

Artículo 64. Entrega de bienes

1. El Estado Parte requerido, en la medida en que lo permita su derecho nacional y a petición del Estado Parte requirente, procederá a la incautación y la entrega de bienes:
 - a) Que pudieran requerirse como prueba; o
 - b) Que sean producto del crimen y que, en el momento del arresto, se encontraran en posesión de la persona reclamada o se descubrieran posteriormente.
2. Los bienes mencionados en el párrafo 1 se podrán entregar al Estado Parte requirente aun cuando la extradición, una vez concedida, no pudiera efectuarse debido al fallecimiento, la desaparición o la fuga de la persona buscada.
3. Cuando los bienes mencionados en el párrafo 1 sean objeto de incautación o decomiso en el territorio del Estado Parte requerido, ese Estado Parte podrá, en relación con procesos penales pendientes, retenerlos temporalmente o entregarlos al Estado Parte requirente a condición de que sean devueltos.
4. Cualquier derecho que el Estado Parte requerido o que otros terceros que actúen de buena fe puedan haber adquirido sobre los bienes mencionados en el párrafo 1 se salvaguardará, de conformidad con los procedimientos previstos en su derecho nacional. Cuando existan dichos derechos, el Estado Parte requirente devolverá esos bienes al Estado Parte requerido lo antes posible y sin cargo alguno, al final del proceso.

Artículo 65. Tránsito de personas a ser extraditadas

1. Cuando una persona vaya a ser extraditada al territorio de un Estado Parte a través del territorio de otro Estado Parte, el Estado Parte a cuyo territorio vaya a ser extraditada solicitará por escrito al otro Estado Parte autorización del tránsito de esa persona por su territorio. El presente párrafo no será aplicable cuando se utilice la vía aérea y no esté previsto ningún aterrizaje en el territorio del otro Estado Parte.
2. Una vez recibida la solicitud, el Estado Parte requerido tramitará la solicitud de conformidad con el procedimiento establecido en su derecho nacional. El Estado Parte requerido dará cumplimiento a la solicitud sin demora, a menos que con ello sus intereses esenciales resulten perjudicados.
3. El Estado Parte de tránsito velará por que haya disposiciones legales que permitan mantener bajo custodia a la persona durante el tránsito.

-
4. En caso de aterrizaje imprevisto en un Estado Parte, dicho Estado Parte podrá mantener a la persona bajo custodia durante un período de tiempo que se ajuste a lo dispuesto en su derecho nacional, a petición del agente que la acompañe, a la espera de recibir la solicitud de tránsito de conformidad con el párrafo 1.
 5. La persona extraditada no deberá atravesar ningún territorio en el que haya motivos para pensar que su vida pueda correr peligro, o si existe riesgo elevado de que se vean violados sus derechos por razones de raza, género, color, discapacidad mental o física, orientación sexual, religión, nacionalidad, origen étnico, opiniones políticas o pertenencia a un grupo social.
 6. Un Estado Parte podrá denegar una solicitud de autorización del tránsito de uno de sus nacionales por su territorio.

PARTE V TRASLADO DE PERSONAS CONDENADAS

Artículo 66. Ámbito de aplicación de la Parte V y definiciones relacionadas con el traslado de personas condenadas

1. Siempre que sea posible y coherente con los principios básicos del derecho nacional, una persona condenada en un Estado Parte por un crimen al que se aplica la presente Convención podrá ser trasladada a otro Estado Parte para cumplir la condena que se le haya impuesto. El traslado también será posible cuando la condena se haya impuesto por un crimen al que se aplica la presente Convención en combinación con otros delitos.
2. A los efectos de esta Parte de la Convención:
 - a) «Estado Parte Administrador» hace referencia al Estado Parte al que se podrá trasladar o se ha trasladado la persona condenada a fin de cumplir la condena;
 - b) «Sentencia» hace referencia a una decisión judicial u orden dictada por un tribunal por la que se impone una condena con respecto a la cual ya no se dispone de un recurso judicial ordinario y que, por lo tanto, se encuentra firme;
 - c) «Condena» hace referencia a todo castigo o medida que conlleve privación de libertad que haya sido impuesto por un tribunal por la comisión de un crimen al que se aplica la presente Convención;
 - d) «Estado Parte Sentenciador» hace referencia al Estado Parte en el que se ha impuesto la condena.

Artículo 67. Condiciones del traslado

1. El traslado puede ser solicitado por el Estado Parte Sentenciador o el Estado Parte Administrador.
2. La persona condenada puede expresar su deseo de ser trasladada al Estado Parte Sentenciador o al Estado Parte Administrador al ser trasladada con arreglo a la presente Convención.
3. Una persona condenada puede ser trasladada de conformidad con esta Convención solamente si se cumplen las condiciones siguientes:
 - a) Dicha persona es nacional del Estado Parte Administrador, incluyendo cuando corresponda en virtud del artículo 9;
 - b) La sentencia es firme;
 - c) En el momento de recepción de la solicitud de traslado la duración de la condena que le falta por cumplir a la persona condenada aún es al menos de seis meses o indeterminada;
 - d) Sin perjuicio del artículo 71 y del artículo 72, el traslado es consentido por la persona condenada, o por su representante legal, cuando, por razón de la edad o del estado físico o mental de la persona condenada, el Estado Parte de condena o el Estado Parte Administrador lo consideren necesario;
 - e) Si el Estado Parte Sentenciador y el Estado Parte Administrador están de acuerdo en ese traslado.

-
4. En casos excepcionales, los Estados Partes concernidos podrán acordar un traslado, aunque la duración de la condena que debe cumplir la persona condenada sea inferior a la especificada en el apartado (c) del párrafo 3.
 5. Si un Estado Parte que supedita el traslado de personas condenadas a la existencia de un tratado recibe una solicitud de traslado de una persona condenada de otro Estado Parte cuando no existe ningún tratado vigente entre ellos, podrá considerar la presente Convención como la base jurídica para el traslado de personas condenadas respecto de cualquiera de los crímenes a los que se aplica la presente Convención.

Artículo 68. Obligación de facilitar informaciones

1. Cualquier persona condenada a quien pueda aplicarse la presente Convención deberá ser informada por el Estado Parte Sentenciador del contenido de esta Parte de la Convención.
2. Si la persona condenada hubiere expresado en el Estado Parte Sentenciador su deseo de ser trasladada al Estado Parte Sentenciador en virtud de la presente Convención, dicho Estado Parte deberá informar de ello al Estado Parte Administrador con la mayor diligencia posible después de que la condena sea firme.
3. Las informaciones a remitir comprenderán:
 - a) El nombre, la fecha y el lugar de nacimiento y, incluyendo cuando corresponda en virtud del artículo 9, la nacionalidad de la persona condenada;
 - b) En su caso, la dirección de la persona condenada en el Estado Parte Administrador;
 - c) Una exposición de los hechos que hayan originado la condena;
 - d) La naturaleza, la duración y la fecha de inicio de la condena;
 - e) El período de la condena ya cumplido y cualquier otra reducción de la condena con arreglo al derecho interno del Estado Parte Sentenciador.
 - f) De ser necesario, una declaración de que la solicitud de traslado se realiza de conformidad con la presente Convención.
4. Si la persona condenada hubiere expresado su deseo de ser trasladada al Estado Parte Administrador en virtud de la presente Convención, el Estado Parte Sentenciador remitirá al Estado Parte Administrador, si así lo solicita, la información a la que se refiere el párrafo 3.
5. Deberá informarse por escrito a la persona condenada de cualquier gestión emprendida por el Estado Parte sentenciador o el Estado Parte Administrador en aplicación de las disposiciones del presente artículo, así como de cualquier decisión tomada por uno de los dos Estados con respecto a una petición de traslado.

Artículo 69. Solicitudes, respuestas y documentos justificativos

1. Las peticiones de traslado y las respuestas se formularán por escrito.
2. El Estado Parte requerido informará al Estado Parte requirente, con la mayor diligencia posible, de su decisión de aceptar o denegar el traslado solicitado y, si así se le solicita, comunicará los motivos de su negativa siempre que sea posible y apropiado.

-
3. Si así lo solicitara el Estado Parte sentenciador, el Estado Parte Administrador deberá presentar lo siguiente:
 - a) Un documento o una declaración que indique que la persona condenada es nacional del Estado Parte Administrador, incluyendo cuando corresponda en virtud del artículo 9;
 - b) Una copia del derecho interno pertinente del Estado Parte Administrador que prevea que los actos u omisiones que hayan dado lugar a la condena en el Estado Parte sentenciador constituyen un crimen con arreglo al derecho interno del Estado Parte Administrador o lo constituirían si se cometieran en su territorio;
 - c) Información sobre cómo se ejecutará la condena en caso de traslado y, cuando corresponda, copias de las disposiciones pertinentes de sus leyes nacionales sobre la continuación o la conversión de condenas;
 - d) Información sobre la libertad condicional o la libertad anticipada y las disposiciones legales pertinentes de su derecho interno.
 4. Si se solicitare un traslado, el Estado Parte sentenciador deberá facilitar al Estado Parte Administrador los documentos que se enumeran a continuación, a menos que el Estado Parte requerido haya indicado ya que no está de acuerdo con el traslado:
 - a) Una copia certificada de la condena y una copia de las disposiciones pertinentes del derecho interno aplicadas;
 - b) Una declaración indicando la duración de la condena ya cumplida, incluida información referente a cualquier detención preventiva, reducción de pena u otra circunstancia relevante para el cumplimiento de la condena;
 - c) Sin perjuicio del artículo 71 y del artículo 72, una declaración por escrito que contenga el consentimiento al traslado tal como se refiere en el apartado (d) del párrafo 3 del artículo 67;
 - d) Cuando proceda, cualquier informe médico o social acerca de la persona condenada, cualquier información sobre su tratamiento en el Estado Parte Sentenciador y cualquier recomendación para la continuación de su tratamiento en el Estado Parte Administrador.
 5. Ambos Estados Partes podrán solicitar cualquiera de los documentos o declaraciones a que se refieren los párrafos 3 y 4 antes de solicitar un traslado o tomar la decisión de aceptar o denegar el traslado.

Artículo 70. Consentimiento y verificación

1. El Estado Parte Sentenciador se asegurará de que la persona que deba prestar su consentimiento para el traslado en virtud del artículo 67, párrafo 3, apartado (d), lo haga voluntariamente y siendo plenamente consciente de las consecuencias jurídicas que de ello se derivan. El procedimiento que se siga a este respecto se regirá por el derecho interno del Estado Parte sentenciador.
2. El Estado Parte Sentenciador deberá dar al Estado Parte Administrador la posibilidad de verificar por medio de un funcionario consular o de otro funcionario designado de acuerdo con el Estado Parte Administrador que el consentimiento se ha dado en las condiciones mencionadas en el párrafo 1.

Artículo 71. Personas que han salido del Estado Parte sentenciador

1. Cuando una persona nacional de un Estado Parte es objeto de una condena, el Estado Parte Sentenciador puede solicitar al Estado de la nacionalidad de la persona que se haga cargo de la ejecución de la sentencia en las siguientes circunstancias:
 - a) Si la persona de que se trata ha huido o ha regresado al Estado de su nacionalidad siendo consciente del proceso penal en curso en su contra en el Estado Parte Sentenciador; o
 - b) Si la persona de que se trata ha huido o ha regresado al Estado de su nacionalidad siendo consciente de que se ha dictado sentencia en su contra en el Estado Parte sentenciador.
2. A petición del Estado Parte Sentenciador, el Estado Parte Administrador podrá, antes de recibir los documentos que sustenten la solicitud, o antes de la decisión relativa a esa solicitud, proceder a la detención de la persona condenada o tomar cualquier otra medida encaminada a garantizar que la persona condenada permanezca en su territorio en espera de una decisión relativa a la solicitud. Las solicitudes de medidas provisionales irán acompañadas de la información mencionada en el artículo 68 párrafo 3. La situación penal de la persona no se verá agravada como consecuencia de la detención producida en aplicación del presente párrafo.
3. En relación con este artículo, no será necesario el consentimiento de la persona condenada para el traslado a efectos del cumplimiento de la condena.
4. Nada de lo dispuesto en el presente artículo obligará al Estado de la nacionalidad de la persona a hacerse cargo de la ejecución de condenas en las condiciones previstas en el presente artículo.

Artículo 72. Personas condenadas objeto de una orden de expulsión o deportación

1. A petición del Estado Parte Sentenciador, el Estado Parte Administrador podrá, con sujeción a las disposiciones del presente artículo, acceder al traslado de una persona condenada sin su consentimiento en los casos en que la condena que se le haya impuesto o una decisión administrativa como consecuencia de dicha condena incluya una orden de expulsión o deportación definitiva o cualquier otra medida en virtud de la cual a dicha persona, una vez puesta en libertad, no se le permitirá permanecer en el territorio del Estado Parte sentenciador.
2. El Estado Parte Administrador únicamente otorgará su conformidad al traslado a efectos del párrafo 1 después de haber tomado debidamente en consideración la opinión de la persona condenada.
3. A los efectos del presente artículo, el Estado Parte sentenciador proporcionará al Estado Parte Administrador lo siguiente:
 - a) Una declaración que incluya la opinión de la persona condenada acerca del traslado previsto, y
 - b) Una copia de la orden de expulsión o deportación definitiva o de cualquier otra orden en virtud de la cual a la persona condenada, una vez puesta en libertad, no se le permitirá permanecer en el territorio del Estado Parte Sentenciador.
4. La persona que haya sido trasladada en aplicación del presente artículo no será procesada, condenada ni detenida con vistas al cumplimiento de una pena o de una orden de detención, ni sometida a ninguna otra restricción de su libertad individual, por cualquier crimen cometido

con anterioridad a su traslado que sea distinto del que haya motivado la condena a cumplir, salvo en los casos siguientes:

- a) Cuando el Estado Parte sentenciador lo autorice:
 - (i) A dicho efecto se presentará una solicitud, acompañada de los documentos pertinentes y de un acta judicial en la que figuren las declaraciones de la persona condenada;
 - (ii) Se dará la autorización cuando el crimen por el que se solicite llevaría aparejada por sí misma la extradición según el derecho interno del Estado Parte sentenciador, o cuando quedaría excluida la extradición únicamente debido a la duración de la pena;
 - b) Cuando, habiendo tenido posibilidad de hacerlo, la persona condenada no haya abandonado, en los 45 días siguientes a su puesta en libertad definitiva, el territorio del Estado Parte Administrador, o si la persona ha regresado a él después de haberlo abandonado.
5. No obstante las disposiciones del párrafo 4, el Estado Parte Administrador podrá tomar las medidas necesarias conforme a su derecho interno, incluido un proceso *in absentia*, con vistas a impedir la interrupción derivada de la prescripción.
6. Nada de lo dispuesto en el presente artículo obligará a un Estado Parte a hacerse cargo de la ejecución de condenas en las condiciones previstas en el presente artículo.

Artículo 73. Consecuencias del traslado para el Estado Parte sentenciador

- 1. El hecho de que las autoridades del Estado Parte Administrador tomen a su cargo a la persona condenada tendrá como efecto suspender el cumplimiento de la condena en el Estado Parte sentenciador.
- 2. El Estado Parte sentenciador no podrá hacer que se cumpla la condena si el Estado Parte Administrador considera que ya se ha completado el cumplimiento de la condena.

Artículo 74. Consecuencias del traslado para el Estado Parte Administrador

- 1. Las autoridades competentes del Estado Parte Administrador deberán:
 - a) Hacer que prosiga el cumplimiento de la pena inmediatamente sobre la base de una resolución judicial o administrativa, de conformidad con el artículo 75; o
 - b) Convertir la condena mediante un procedimiento judicial o administrativo en una decisión de dicho Estado Parte, y sustituir así la sanción impuesta en el Estado Parte sentenciador por una sanción prevista por el derecho interno del Estado Parte Administrador para el mismo crimen, de conformidad con el artículo 76.
- 2. Cada Estado Parte podrá excluir la aplicación de uno de los procedimientos mencionados en el párrafo 1 con respecto a otros Estados Partes, informando a las autoridades centrales de dichos Estados o, si se cumplen las condiciones mencionadas en el artículo 85, párrafos 2 y 3, al Estado designado para proporcionar apoyo provisional adicional.

-
3. El Estado Parte Administrador, si así se le solicita, deberá indicar al Estado Parte Sentenciador, antes del traslado de la persona condenada, cuál de los procedimientos mencionados en el párrafo 1 se aplicará.
 4. El cumplimiento de la condena se registrará por el derecho interno del Estado Parte Administrador y este Estado Parte será el único competente para tomar todas las decisiones conexas.
 5. Cualquier Estado Parte cuyo derecho interno impida hacer uso de uno de los procedimientos a los que se refiere el párrafo 1 para aplicar las medidas que le han sido impuestas en el territorio de otro Estado Parte a personas a que, habida cuenta de su estado mental, han sido declaradas penalmente no responsables de un crimen, y que está dispuesto a recibir a dichas personas con el fin de proseguir el tratamiento de las mismas, podrá indicar el procedimiento que seguirá en tales circunstancias, informando a las autoridades centrales de los Estados Partes, o, si se cumplen las condiciones mencionadas en el artículo 85, párrafos 2 y 3, al Estado designado para proporcionar apoyo provisional adicional.

Artículo 75. Prosecución del cumplimiento

1. En el caso de prosecución del cumplimiento, el Estado Parte Administrador quedará vinculado por la naturaleza jurídica y la duración de la sanción tal como resulten de la condena determinada por el Estado Parte sentenciador.
2. Sin embargo, si la naturaleza o la duración de la condena a la que se hace referencia en el párrafo 1 fueren incompatibles con el derecho interno del Estado Administrador, o si el derecho interno de dicho Estado lo exigiera, el Estado Parte Administrador podrá adaptar, mediante resolución judicial o administrativa, la sanción impuesta por la condena que se haya de cumplir a la pena o medida prevista por su derecho interno para los crímenes de igual naturaleza. Dicha pena o medida corresponderá en la medida de lo posible, en cuanto a su naturaleza, a la sanción impuesta por la condena que se haya de cumplir. No podrá agravar por su naturaleza o por su duración la sanción impuesta por la condena que se haya de cumplir, ni exceder del máximo previsto por el derecho interno del Estado Parte Administrador.

Artículo 76. Conversión de la condena

1. En caso de conversión de una condena, se aplicará el procedimiento previsto por el derecho interno del Estado Administrador. Al realizar la conversión, las autoridades competentes:
 - a) Quedarán vinculadas por la constatación de los hechos en la medida en que los mismos figuren explícita o implícitamente en la sentencia dictada en el Estado Parte sentenciador;
 - b) No podrán convertir una sanción privativa de libertad en una sanción pecuniaria;
 - c) Deducirán totalmente el período de privación de libertad cumplido por la persona condenada;
 - d) No agravarán la situación penal de la persona condenada;
 - e) No quedarán vinculadas por la sanción mínima eventualmente prevista por el derecho interno del Estado Administrador para el crimen o los crímenes cometidos.

-
2. Cuando el procedimiento de conversión tenga lugar después del traslado de la persona condenada, el Estado Administrador mantendrá detenida a dicha persona o tomará otras medidas con el fin de garantizar la presencia de la persona condenada en el Estado Administrador hasta la terminación de dicho procedimiento.

Artículo 77. Revisión de la condena

Solamente el Estado Parte sentenciador tendrá derecho a decidir acerca de cualquier recurso de revisión presentado contra una sentencia dictada en el Estado Parte sentenciador.

Artículo 78. Cesación del cumplimiento

El Estado Parte Administrador deberá poner fin al cumplimiento de la condena en cuanto le haya informado el Estado Parte sentenciador de cualquier decisión o medida que tenga como efecto privar a la condena su carácter ejecutorio.

Artículo 79. Información acerca de la condena

El Estado Parte Administrador facilitará información al Estado Parte sentenciador acerca del cumplimiento de la condena:

- a) Cuando considere terminado el cumplimiento de la condena;
- b) Si la persona condenada se evadiere antes de que termine el cumplimiento de la condena; o
- c) Si el Estado Parte sentenciador le solicitare un informe especial.

Artículo 80. Tránsito de personas condenadas

1. Un Estado Parte deberá, de conformidad con su derecho interno, acceder a una petición de tránsito de una persona condenada por su territorio, si dicha petición se formulase por otro Estado Parte, y este último hubiese convenido con otro Estado Parte o con un tercer Estado el traslado de la persona condenada a, o desde, su territorio.
2. Un Estado Parte podrá denegar el tránsito si la persona condenada es uno de sus nacionales.
3. Las solicitudes de tránsito y las respuestas se comunicarán a través de un canal de comunicación indicado en los párrafos 1 o 2 del artículo 21.
4. Un Estado Parte podrá acceder a una petición de tránsito de una persona condenada a través de su territorio formulada por un tercer Estado, si éste hubiere convenido con otro Estado Parte el traslado a, o desde, su territorio.
5. El Estado Parte al cual se solicite el tránsito podrá mantener detenida a la persona condenada durante el período estrictamente necesario para el tránsito por su territorio.
6. Se podrá pedir al Estado Parte al cual se solicite conceda el tránsito que garantice que la persona condenada no será procesada ni detenida, sin perjuicio de la aplicación del párrafo 5, ni sometida a ninguna otra restricción de su libertad individual en el territorio del Estado Parte de tránsito, por crímenes o condenas anteriores a su salida del territorio del Estado Sentenciador.

-
7. No se requerirá ninguna solicitud de tránsito si el transporte se realiza por vía aérea sobrevolando el territorio de un Estado Parte y no se previere aterrizaje alguno. Un Estado podrá exigir que se le notifique dicho tránsito por su territorio en otro lugar, informando a las autoridades centrales de los Estados Partes o, si se cumplen las condiciones mencionadas en el artículo 85, párrafos 2 y 3, al Estado designado para proporcionar apoyo provisional adicional.
 8. En caso de aterrizaje imprevisto, el párrafo 4 del artículo 65 se aplicará *mutatis mutandis*.

PARTE VI VÍCTIMAS, TESTIGOS, PERITOS Y OTRAS PERSONAS

Artículo 81. Definición de “víctimas”

1. Sin menoscabo de las definiciones más amplias contenidas en el derecho interno y a los fines de esta parte de la Convención:
 - a) Por «víctimas» se entenderá las personas naturales que hayan sufrido un daño como consecuencia de la comisión de algún crimen al que se aplica la presente Convención;
 - b) Por «víctimas» se podrá entender también las organizaciones o instituciones que hayan sufrido daños directos en alguno de sus bienes que esté dedicado a la religión, la instrucción, las artes, la ciencia o la beneficencia, o a sus monumentos históricos, hospitales y otros lugares y objetos que tengan fines humanitarios.
2. Este artículo se aplicará de conformidad con el derecho interno.

Artículo 82. Protección de víctimas, testigos, peritos y otras personas

1. Cada Estado Parte tomará las medidas apropiadas, dentro de sus posibilidades, para brindar protección efectiva contra posibles represalias o actos de intimidación, incluidos malos tratos, a víctimas y testigos y, según proceda, a sus familiares o representantes, peritos y otras personas que participen o cooperen en cualquier investigación, proceso u otra actuación judicial en el ámbito de la presente Convención.
2. Sin perjuicio de los derechos del acusado, incluido el derecho a las debidas garantías procesales, las medidas a las que se hace referencia en el párrafo 1 podrán consistir, entre otras, en las siguientes:
 - a) Establecer procedimientos para la protección física de las personas a las que se hace referencia en el párrafo 1, incluida —en la medida de lo necesario y lo posible— su reubicación, y permitir, cuando proceda, la prohibición total o parcial de revelar información relativa a su identidad y ubicación;
 - b) Establecer procedimientos para permitir a las víctimas, los testigos y los peritos dar testimonio de modo que no se ponga en peligro su seguridad y, según proceda, su bienestar físico y psicológico y privacidad, como permitir el uso de la tecnología de comunicaciones.
3. Los Estados Partes considerarán la posibilidad de celebrar acuerdos o arreglos con otros Estados Partes para la reubicación de las personas mencionadas en el párrafo 1.

Artículo 83. Derechos de las víctimas

1. Cada Estado Parte tomará, de conformidad con su derecho interno, las medidas necesarias para garantizar que las víctimas de un crimen al que el Estado Parte aplica la presente Convención tengan el derecho a reparación por daños que incluya, entre otras cosas y según proceda, la restitución, la compensación o la rehabilitación, en la medida en que:
 - a) El crimen haya sido cometido en algún territorio bajo la jurisdicción del Estado Parte;
o

-
- b) El Estado Parte ejerza su jurisdicción sobre el crimen.
2. Cada Estado Parte, con arreglo a su derecho interno, establecerá procedimientos, según proceda, para que las víctimas puedan participar en actuaciones judiciales y permitir que se presenten y examinen las opiniones y preocupaciones de las víctimas en las etapas apropiadas de las actuaciones penales contra los presuntos infractores sin que ello menoscabe los derechos del acusado.
 3. Cada uno de los Estados Partes, en la medida prevista dentro de su derecho interno y si así le fuera solicitado, dará cumplimiento a una sentencia u orden judicial en el marco de procesos penales, dictada de conformidad con el derecho interno del Estado Parte requirente, a fin de brindar restitución, compensación o rehabilitación a las víctimas de crímenes a los que aplica la presente Convención.

PARTE VII ACUERDOS INSTITUCIONALES

Artículo 84. Reunión de Estados Partes

1. Se convocará una primera Reunión de Estados Partes por iniciativa de al menos una tercera parte de los Estados Partes, transcurridos cinco años desde la fecha de la entrada en vigor de la presente Convención o dos años después de la fecha de depósito del decimoquinto instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de la Convención, o de adhesión a ella, en función de lo que suceda en último lugar. A continuación, se podrán celebrar reuniones a iniciativa de al menos una tercera parte de los Estados Partes o según se decida en la Reunión de Estados partes.
2. En la Reunión de Estados Partes mencionada en el párrafo 1, los Estados Partes podrán:
 - a) Examinar enmiendas a la presente Convención propuestas de conformidad con el artículo 87 y otros anexos adicionales propuestos de conformidad con el artículo 88;
 - b) Examinar otros textos auténticos de la presente Convención en un idioma oficial de las Naciones Unidas;
 - c) Considerar la posibilidad de establecer mecanismos institucionales eficientes a nivel operativo y de costos que resulten necesarios para aplicar la presente Convención, así como las actividades previstas en el artículo 85.
3. Sin perjuicio ni menoscabo para las sesiones presenciales de la Reunión de Estados Partes, con el fin de promover y fomentar la mayor participación posible de los Estados Partes, así como la comunicación y consultas oportunas entre estos, se utilizarán, en la mayor medida posible, todos los medios de comunicación por vía electrónica y de videoconferencia que existan y resulten apropiados.

Artículo 85. Apoyo provisional

1. El Reino de los Países Bajos reunirá y facilitará la información necesaria a efectos operativos, conforme a lo establecido en el artículo 21, párrafo 4, tan pronto como resulte posible hasta pasados dos años desde la fecha de depósito del decimoquinto instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de la Convención, o adhesión a ella.
2. El Reino de los Países Bajos podrá ofrecer apoyo provisional adicional, que entre otras cosas consistirá en:
 - a) reunir y facilitar la información necesaria a efectos operativos, según lo dispuesto en el artículo 22, párrafo 2; el artículo 40, párrafo 4; el artículo 42, párrafo 5; el artículo 74, párrafos 2 y 5; y el artículo 80, párrafo 7; y
 - b) realizar los arreglos correspondientes para la primera Reunión de Estados Partes, mencionada en el artículo 84, párrafo 1.
3. Dicho apoyo provisional según lo dispuesto en el párrafo 2 se hará efectivo en función de las contribuciones financieras voluntarias que los Estados Partes hayan realizado para sufragar los gastos conexos.

PARTE VIII DISPOSICIONES FINALES

Artículo 86. Resolución de controversias

1. Los Estados Partes procurarán solucionar toda controversia relacionada con la interpretación o aplicación de la presente Convención mediante la negociación.
2. Toda controversia entre dos o más Estados Partes acerca de la interpretación o la aplicación de la presente Convención que no pueda resolverse mediante la negociación dentro de un plazo de seis meses desde la fecha de la solicitud de tal solución deberá, a petición de uno de esos Estados Partes, someterse a arbitraje. Si, seis meses después de la fecha de la solicitud de arbitraje, dichos Estados Partes no han podido ponerse de acuerdo sobre la organización del arbitraje, cualquiera de ellos podrá remitir la controversia a la Corte Internacional de Justicia mediante solicitud conforme al Estatuto de la Corte.
3. Cada Estado podrá, en el momento de la firma, ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o adhesión a ella, declarar que no se considera vinculado por el párrafo 2. Los demás Estados Partes no quedarán vinculados por el párrafo 2 respecto de todo Estado Parte que haya hecho esa reserva.

Artículo 87. Enmiendas a la presente Convención

1. Todo Estado Parte podrá, una vez transcurridos cinco años de la entrada en vigor de la presente Convención, o después de la fecha de depósito del decimoquinto instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de la Convención o adhesión a ella, cualquiera sea el último, proponer enmiendas a la misma.
2. Toda propuesta de enmienda se notificará al Depositario, el cual la trasladará a todos los Estados Partes para estudiarla y decidir sobre ella en la siguiente Reunión de Estados Partes. El Depositario también comunicará las enmiendas propuestas a los Estados que se hayan adherido a la presente Convención y a los Estados signatarios de la misma.
3. Los Estados Partes harán todo lo posible por alcanzar un acuerdo sobre la proposición de enmiendas a esta Convención por consenso. Si se agotan todos los esfuerzos para llegar a un consenso sin alcanzar un acuerdo, como último recurso, la enmienda requerirá para su adopción una mayoría de tres cuartos de los Estados Partes presentes y votantes en la Reunión de Estados Partes mencionada en el párrafo 2. A los efectos de este artículo, los Estados Partes presentes y votantes hace referencia a los Estados Partes que estén presentes y que emitan un voto, ya sea afirmativo o negativo.
4. El Depositario comunicará cualquier enmienda a la presente Convención que se haya adoptado a los Estados Partes, los Estados que se hayan adherido a la Convención y los Estados signatarios de la misma con fines de ratificación, aceptación o aprobación.
5. Al entrar en vigor, las enmiendas serán vinculantes para los Estados Partes que hayan consentido en obligarse por ellas. Los demás Estados Partes seguirán sujetos a las disposiciones de la presente Convención y a cualquier enmienda anterior que hayan consentido en observar.
6. Toda enmienda entrará en vigor el primer día del mes posterior al término de los tres meses después de la fecha de depósito del tercer instrumento de ratificación, aceptación o aprobación. Para cada Estado Parte que ratifique, acepte o apruebe la enmienda tras el depósito del tercer

instrumento de ratificación, aprobación o aceptación, la enmienda entrará en vigor el primer día del mes posterior al término de los tres meses de la fecha de depósito por ese Estado de su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de la enmienda.

Artículo 88. Aprobación de nuevos anexos

1. Todo Estado Parte podrá proponer, en cualquier momento después de los cinco años cumplidos de la entrada en vigor de la presente Convención, o después de la fecha de depósito del decimoquinto instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión, cualquiera sea el último, nuevos anexos de esta Convención que contengan uno o más crímenes que no figuren en ningún otro anexo.
2. Podrán proponerse y aprobarse nuevos anexos, que entrarán en vigor de conformidad con el procedimiento establecido en el artículo 87, párrafos 2 a 6.

Artículo 89. Firma, ratificación, aceptación, aprobación y adhesión

1. La presente Convención estará abierta a la firma de todos los Estados el 14 y 15 de febrero de 2024 en el Palacio de la Paz, La Haya. Posteriormente, permanecerá abierta a la firma desde el 19 de febrero de 2024 hasta el 14 de febrero de 2025 en el Servicio Público Federal de Asuntos Exteriores, Comercio Exterior y Cooperación para el Desarrollo del Reino de Bélgica en Bruselas.
2. La presente Convención estará sujeta a ratificación, aceptación o aprobación. Los instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación se depositarán en poder del Depositario.
3. La presente Convención estará abierta a la adhesión de cualquier Estado. Los instrumentos de adhesión se depositarán en poder del Depositario.

Artículo 90. Entrada en vigor

1. La presente Convención entrará en vigor el primer día del mes posterior al término de los tres meses de la fecha en que se haya depositado el tercer instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.
2. Para cada Estado que ratifique, acepte o apruebe la presente Convención o se adhiera a ella después de haberse depositado el tercer instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión a ella, la presente Convención entrará en vigor el primer día del mes posterior al término de los tres meses de la fecha en que ese Estado haya depositado el instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.
3. Todas las declaraciones a las que se hace referencia en el artículo 2, párrafo 2, realizadas en la fecha de ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o de adhesión a ella serán efectivas en la fecha de entrada en vigor de la presente Convención para el Estado en cuestión con arreglo a los párrafos 1 o 2.
4. Todas las declaraciones a las que se hace referencia en el artículo 2, párrafo 2, realizadas después de la ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o de adhesión a ella, pero antes de la entrada en vigor de la presente Convención, serán efectivas en la fecha de entrada en vigor de la presente Convención para el Estado en cuestión con arreglo a los párrafos 1 o 2 o, si la presente Convención ya hubiera entrado en vigor en relación con dicho Estado, el

primer día del mes posterior al término de los tres meses de la fecha de recepción de la declaración por el Depositario.

5. La presente Convención se aplicará a cualquier solicitud presentada después de la entrada en vigor de la Convención o, posteriormente, del anexo pertinente, para los Estados Partes en cuestión, incluso si los actos u omisiones relevantes se han producido antes de dicha fecha. Sin embargo, cualquier Estado podrá, en el momento de la fecha de firma, ratificación, aceptación, aprobación o adhesión a esta Convención o, cuando proceda, en el momento en el que notifique al Depositario que también aplicará uno o más anexos de la presente Convención, depositar una declaración ante el Depositario reservándose el derecho de no aplicar esta Convención a solicitudes relativas a actos u omisiones que hayan ocurrido antes de la fecha indicada por el Estado Parte, siempre que esta fecha no sea posterior a la entrada en vigor de la presente Convención o del anexo pertinente para dicho Estado Parte.

Artículo 91. Aplicación provisional

1. Todo Estado puede declarar, en la fecha de la firma, que aplicará provisionalmente la presente Convención o cualquier parte de ella, estando pendiente la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado en cuestión.
2. Las peticiones de cooperación de los Estados que apliquen provisionalmente la presente Convención pueden ser rechazadas por los Estados Partes que no hayan realizado una declaración en virtud del párrafo 1 antes de pasar a ser un Estado Parte en esta Convención.
3. Cualquier signatario podrá cesar en la aplicación provisional de esta Convención mediante notificación por escrito al Depositario. La finalización de la aplicación provisional de la presente Convención entrará en vigor el primer día del mes siguiente a la fecha de recepción de la notificación por el Depositario. La finalización no afectará a las obligaciones de dicho Estado de conformidad con la presente Convención en relación con solicitudes realizadas con arreglo a esta Convención antes de la finalización de la aplicación provisional de sus disposiciones.

Artículo 92. Reservas

1. No se podrán formular reservas a la presente Convención aparte de las contempladas expresamente en el presente artículo.
2. Un Estado Parte podrá, en el momento de la firma, ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o adhesión a ella, formular una reserva a los artículos 39, 40 o 42, así como la reserva contemplada expresamente en el artículo 86, párrafo 3 o en el artículo 90, párrafo 5.
3. Un Estado Parte podrá, en el momento de la firma, ratificación, aceptación o aprobación de la presente Convención o adhesión a ella, formular una reserva, por periodos renovables de tres años, basada en motivos existentes en su derecho interno y de conformidad con sus obligaciones en virtud del derecho internacional, limitando el establecimiento de su jurisdicción de conformidad con el artículo 8, párrafo 2.
4. El Estado que haya hecho una reserva de conformidad con los párrafos 2 o 3 podrá en cualquier momento retirarla notificándolo al Depositario.

Artículo 93. Retiro

1. Los Estados Partes podrán retirarse de la presente Convención mediante notificación al Depositario.
2. El retiro surtirá efecto un año después de la fecha en que el Depositario reciba la notificación o en la fecha posterior que se especifique en la notificación de retirada.
3. El retiro no afectará a las obligaciones del Estado en cuestión en virtud de la presente Convención con respecto a las solicitudes con arreglo a la presente Convención presentadas antes de la fecha en que el retiro se haga efectivo de conformidad con el párrafo 2.
4. Un Estado Parte podrá retirar una declaración a la que se hace referencia en el artículo 2, párrafo 2, mediante notificación al Depositario. Dicha retirada se hará efectivo de conformidad con el procedimiento establecido en los párrafos 2 y 3.

Artículo 94. Depositario e idiomas

1. El Reino de Bélgica ejercerá como Depositario de la presente Convención y de cualesquiera enmiendas a ella.
2. La versión original de la presente Convención, cuyos textos en inglés, francés y español son igualmente auténticos, así como los textos auténticos adicionales de la presente Convención a los que se hace referencia en el artículo 84, párrafo 2, apartado (b), se depositarán ante el Depositario.
3. El Depositario:
 - a) Custodiará los textos originales, así como los textos auténticos adicionales de la presente Convención a los que se hace referencia en el artículo 84, párrafo 2, apartado (b);
 - b) Realizará copias auténticas certificadas de los textos originales y de los textos auténticos adicionales de la presente Convención a los que se hace referencia en el artículo 84, párrafo 2, apartado (b), y se las transmitirá a los Estados Partes y a los Estados en condiciones de pasar a ser partes en la presente Convención, a petición de estos;
 - c) Registrará la presente Convención ante la Secretaría de las Naciones Unidas de conformidad con el artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas.
4. El Depositario notificará a los Estados Partes que se hayan adherido a la Convención y a los Estados signatarios de la misma:
 - a) Cualquier declaración que amplíe el alcance de la presente Convención al crimen o crímenes enumerados en alguno de los anexos de la presente Convención, de conformidad con el artículo 2, párrafo 2;
 - b) Cualquier notificación en la que se defina el término «nacionales», de conformidad con el artículo 9;
 - c) Cualquier notificación relativa a la designación de una autoridad central, de conformidad con el artículo 20, párrafo 5;

-
- d) Cualquier notificación relativa al canal de comunicación, de conformidad con el artículo 21, párrafo 2;
 - e) Cualquier notificación relativa a la resolución de controversias de conformidad con el artículo 86, párrafo 3;
 - f) El depósito de cualquier instrumento de ratificación, aceptación o aprobación de una enmienda a la presente Convención o de adhesión a ella, y las fechas de entrada en vigor de esa enmienda para los Estados Partes interesados, de conformidad con el artículo 87, párrafo 6;
 - g) El depósito de cualquier instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión, de conformidad con el artículo 89;
 - h) La fecha de entrada en vigor de la presente Convención, de conformidad con el artículo 90, párrafo 1;
 - i) Después de la entrada en vigor de la presente Convención, la fecha de entrada en vigor de la presente Convención para los Estados Partes interesados, de conformidad con el artículo 90, párrafo 2;
 - j) Cualquier declaración donde se afirme la aplicación provisional de la presente Convención, de conformidad con el artículo 91, párrafo 1;
 - k) Cualquier notificación relativa a la finalización de la aplicación provisional de la presente Convención, de conformidad con el artículo 91, párrafo 3;
 - l) Cualquier reserva de conformidad con el artículo 92;
 - m) Cualquier notificación de retiro de conformidad con el artículo 93, párrafos 1 y 4.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han firmado la presente Convención.

HECHO en Liubliana el 26 de mayo de 2023.

ANEXOS

Anexo A. Crímenes de guerra

Además de los actos recogidos en el artículo 5, párrafo 4, apartado (e), esta Convención se aplicará también a los siguientes actos con respecto a los Estados Partes que hayan efectuado una notificación en virtud del artículo 2, párrafo 2:

- a) Emplear veneno o armas envenenadas;
- b) Emplear gases asfixiantes, tóxicos o similares o cualquier líquido, material o dispositivo análogos;
- c) Emplear balas que se ensanchan o aplastan fácilmente en el cuerpo humano, como balas de camisa dura que no recubra totalmente la parte interior o que tenga incisiones.

Anexo B. Crímenes de guerra

Además de los actos recogidos en el artículo 5, párrafo 4, apartado (b), y en el artículo 5, párrafo 4, apartado (e), esta Convención se aplicará también al siguiente acto con respecto a los Estados Partes que hayan efectuado una notificación en virtud del artículo 2, párrafo 2: Emplear armas que utilicen agentes microbianos u otros agentes biológicos o toxinas, sea cual fuere su origen o modo de producción.

Anexo C. Crímenes de guerra

Además de los actos recogidos en el artículo 5, párrafo 4, apartado (b), y en el artículo 5, párrafo 4, apartado (e), esta Convención se aplicará también al siguiente acto con respecto a los Estados Partes que hayan efectuado una notificación en virtud del artículo 2, párrafo 2: Emplear cualquier arma cuyo efecto principal sea lesionar mediante fragmentos que no puedan localizarse por rayos X en el cuerpo humano.

Anexo D. Crímenes de guerra

Además de los actos recogidos en el artículo 5, párrafo 4, apartado (b), y en el artículo 5, párrafo 4, apartado (e), esta Convención se aplicará también a los siguientes actos con respecto a los Estados Partes que hayan efectuado una notificación en virtud del artículo 2, párrafo 2 de la presente Convención: Emplear armas láser específicamente concebidas, como única o una más de sus funciones de combate, para causar ceguera permanente a la vista no amplificada, es decir, al ojo descubierto o al ojo provisto de correctores de la vista.

Anexo E. Crímenes de guerra

Además de los actos recogidos en el artículo 5, párrafo 4, apartado (e), esta Convención se aplicará también al siguiente acto con respecto a los Estados Partes que hayan efectuado una notificación en virtud del artículo 2, párrafo 2 de la presente Convención: Hacer padecer intencionalmente hambre a la población civil como método de hacer la guerra, privándola de los objetos indispensables para su supervivencia, incluido el hecho de obstaculizar intencionalmente los suministros de socorro.

Anexo F. Tortura

1. Además de los crímenes comprendidos en el artículo 5, esta Convención se aplicará también al crimen de tortura con respecto a los Estados Partes que han efectuado una notificación en virtud del artículo 2, párrafo 2.
2. A los efectos de la presente Convención, se entenderá por «tortura» todo acto por el cual se inflija intencionadamente a una persona dolores o sufrimientos graves, ya sean físicos o mentales, con el fin de obtener de ella o de un tercero información o una confesión, de castigarla por un acto que ha cometido o se sospeche que ha cometido o de intimidar o coaccionar a esa persona o a otras, o por cualquier razón basada en cualquier tipo de discriminación, cuando dichos dolores o sufrimientos sean infligidos por un funcionario público u otra persona en el ejercicio de funciones públicas, a instigación suya, o con su consentimiento o aquiescencia. No se considerarán torturas los dolores o sufrimientos que sean consecuencia únicamente de sanciones legítimas, o que sean inherentes o incidentales a estas.

Anexo G. Desaparición forzada

1. Además de los crímenes comprendidos en el artículo 5, esta Convención se aplicará también al crimen de desaparición forzada con respecto a los Estados Partes que han efectuado una notificación en virtud del artículo 2, párrafo 2.
2. A los efectos de la presente Convención, se entenderá por «desaparición forzada» el arresto, la detención, el secuestro o cualquier otra forma de privación de libertad que sean obra de agentes del Estado o por personas o grupos de personas que actúan con la autorización, el apoyo o la aquiescencia del Estado, seguida de la negativa a reconocer dicha privación de libertad o del ocultamiento de la suerte o el paradero de la persona desaparecida, sustrayéndola a la protección de la ley.

Anexo H. Crimen de agresión

1. Además de los crímenes enumerados en el artículo 5 esta Convención también se aplicará al crimen de agresión con respecto a los Estados Partes que hayan efectuado una notificación de conformidad con el artículo 2, párrafo 2.
2. A los efectos de la presente Convención, una persona comete un «crimen de agresión» cuando, estando en condiciones de controlar o dirigir efectivamente la acción política o militar de un Estado, dicha persona planifica, prepara, inicia o realiza un acto de agresión que por sus características, gravedad y escala constituya una violación manifiesta de la Carta de las Naciones Unidas.
3. A los efectos del párrafo 2, por «acto de agresión» se entenderá el uso de la fuerza armada por un Estado contra la soberanía, la integridad territorial o la independencia política de otro Estado o en cualquier otra forma incompatible con la Carta de las Naciones Unidas. De conformidad con la resolución 3314 (XXIX) de la Asamblea General de las Naciones Unidas de 14 de diciembre de 1974, cualquiera de los actos siguientes, independientemente de que haya o no declaración de guerra, se caracterizará como acto de agresión:
 - a) La invasión o el ataque por las fuerzas armadas de un Estado al territorio de otro Estado o toda ocupación militar, aún temporal, que resulte de dicha invasión o ataque o toda anexión mediante el uso de la fuerza del territorio de otro Estado o de parte de él;
 - b) El bombardeo, por las fuerzas armadas de un Estado, del territorio de un Estado o el empleo de cualesquiera armas por parte de un Estado contra el territorio de otro Estado;
 - c) El bloqueo de los puertos o de las costas de un Estado por parte de las fuerzas armadas de otro Estado;
 - d) El ataque por parte de las fuerzas armadas de un Estado contra las fuerzas armadas terrestres, navales o aéreas de otro Estado o contra su flota mercante o aérea;
 - e) La utilización de fuerzas armadas de un Estado que se encuentran en el territorio de otro Estado con el acuerdo del Estado receptor, en violación de las condiciones establecidas en el acuerdo o toda prolongación de su presencia en dicho territorio después de terminado el acuerdo;
 - f) La acción de un Estado que permite que su territorio, que ha puesto a disposición de otro Estado, sea utilizado por ese otro Estado para perpetrar un acto de agresión contra un tercer Estado;
 - g) El envío por parte de un Estado o en su nombre, de bandas armadas, grupos irregulares o mercenarios que lleven a cabo actos de fuerza armada contra otro Estado de tal gravedad que sean equiparables a los actos antes enumerados, o su sustancial participación en dichos actos.

Partie III.

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES PLÉNIÈRES DE LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE

La partie III n'est pas publiée sous forme de document relié, car tous les comptes rendus sont disponibles aux archives du Ministère des affaires étrangères et européennes de la République de Slovénie et sur le portail de la Conférence diplomatique MLA.